

Jeudi 5 février 1998

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16493 - 7,50 F

JEUDI 5 FÉVRIER 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

EN ÎLE-DE-FRANCE

Dans « aden » :
tout le cinéma
et une sélection
de sorties

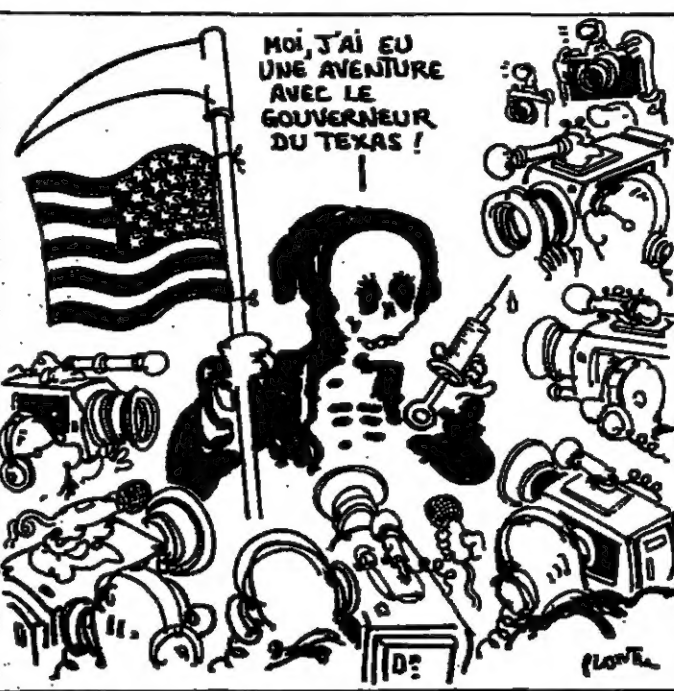


L'exécution de Karla Tucker au Texas souligne la banalisation de la peine de mort aux Etats-Unis

3 300 condamnés à mort attendent aujourd'hui leur exécution dans les prisons américaines

EN DÉPIT d'une vaste campagne de protestations venue de milieux les plus divers, Karla Tucker, une Américaine de trente-huit ans, condamnée il y a quatorze ans pour un double meurtre, a été exécutée, mardi 3 février, à Huntsville, au Texas. Allongée sur une table dans la salle d'exécution de la prison, une perfusion dans chaque bras, la jeune femme est décédée huit minutes après une injection mortelle.

C'est la première fois depuis 1963 que le Texas, Etat qui détient le record des exécutions aux Etats-Unis, donne la mort à une femme. La Cour suprême, après la commission des grâces du Texas, avait rejeté les dernières possibilités de recours, tandis que le gouverneur du Texas, le républicain George Bush Jr (fils de l'ancien président), refusait d'accorder un sursis à exécution d'un mois. Karla Tucker, enfant droguée, adolescente prostituée, avait, avec un complice, tué un couple, à coups de piolet, afin de le voler. Convertie au christianisme



en prison, où elle avait épousé l'aumônier, elle était devenue une détenue modèle, qui avait largement consacré sa vie à aider et évangéliser ses codétenues.

Le fait qu'elle soit une femme, dont les Américains ont souvent eu l'occasion, ces derniers mois, de voir à la télévision le visage doux et mobilisé une grande partie de l'opinion en sa faveur. Sa conversion lui avait, d'autre part, attiré la sympathie et les interventions des témoins de la droite religieuse, habituellement fervents partisans de la peine de mort. Le Parlement européen, le pape, l'ONU et une foule d'autres personnalités et organisations avaient réclamé la clémence pour Karla Tucker. Quelque 3 300 condamnés à mort attendent aujourd'hui leur exécution aux Etats-Unis, alors qu'il y a à peine un quart de siècle la peine de mort était en passe d'y être abolie.

Lire page 2,
les chroniques pages 32 et 34
et notre éditorial page 15

En réformant la coopération, M. Jospin veut marquer la fin d'une époque

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, devait présenter, mercredi 4 février, le schéma de réforme des administrations en charge de la coopération et de l'aide publique au développement. Le secrétariat d'Etat à la coopération, supprimé, sera intégré au ministère des affaires étrangères. Un poste de ministre délégué à la coopération sera créé et confié à Charles Josselin. Cette réforme, annoncée par M. Jospin dès son arrivée à Matignon, a été conduite, souligne-t-on à l'Elysée, dans la concertation et constitue un « exemple positif de cohabitation ». Dans l'esprit de ses promoteurs, elle est destinée à marquer une rupture avec l'approche postcoloniale qui prévalait depuis trente ans dans les relations entre la France et l'Afrique notamment.

Lire page 5

ENQUÊTE

Le cerveau, drôle de machine

DANS LE TROISIÈME épisode de son voyage au centre du cerveau, Eric Fottorino arpente le néocortex, dont le développement différencie l'Homo sapiens des espèces animales. Siège de sa conscience et de son imaginaire, ce système central abrite les plus anciennes informations reçues par l'homme. Loin de restituer sa mémoire à l'identique, tel un ordinateur, le cerveau reconstruit le souvenir au terme d'un jeu de pistes et de traces d'où naît une conduite intelligente...

Lire pages 12 et 13

Un entretien avec Bill Gates

Le PDG et fondateur de Microsoft, en procès avec l'Etat américain, répond aux accusations d'abus de position dominante dont il fait l'objet. p. 16

Les premiers taux euro

A quel niveau seront fixés les taux directeurs de la Banque centrale européenne, début 1999 ? Les experts sont divisés. p. 18

Démission du président arménien

Sept ans après avoir été élu président de l'Arménie indépendante, Levon Ter-Petrossian a été accusé, mardi, à la démission. p. 3

Le procès Papon

La révélation des liens de parenté entre des victimes et le président Castagnède - qui a reçu le soutien d'Elisabeth Guigou - perturbe le bon déroulement de l'audience. p. 10

L'épiscopat attaque la pub

L'association Croyances et Libertés poursuit en justice Volkswagen pour utilisation détournée de scènes de la Bible dans une campagne d'affichage. p. 19

Un patron pour le football

Candidat à la succession de João Havelange à la tête de la FIFA, Lennart Johansson fait campagne sur le thème de la démocratisation des instances. Entretien. p. 25

Abonnement : 3 DM ; Amis-Guyane, 9 F ; Argentine, 25 ATS ; Belgique, 60 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 15 KRO ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 600 DR ; Islande, 1 000 ISK ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 ESC ; République tchèque, 100 Kč ; Singapour, 600 S ; Suède, 10 KSE ; Suisse, 2,10 CHF ; Thaïlande, 1,2 THB ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 205 - 7,50 F

Le virus du sida était présent à Kinshasa dès 1959

CHICAGO

de notre envoyé spécial

Le VIH était présent, il y a près de trente ans, chez un homme vivant alors à Léopoldville (Congo belge), aujourd'hui Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo. Cette information a été révélée, le 3 février à Chicago, dans le cadre de la 1^{re} Conférence sur les rétrovirus et les infections opportunistes, par le docteur David D. Ho. Il s'agit là du plus ancien cas connu d'infection par le virus du sida et d'un maillon essentiel pour tenter de comprendre les origines de cette maladie virale.

Le docteur Ho (Aaron Diamond Center, université Rockefeller, New York) et ses collaborateurs américains et britanniques ont eu l'occasion de travailler sur des échantillons sanguins stockés entre 1959 et 1982 en Afrique et conservés depuis par congélation. Sur un total de 1 213 échantillons, 21 ont été trouvés séropositifs vis-à-vis du VIH. Des vérifications ultérieures devaient toutefois établir qu'un seul correspondait, réellement, à une contamination par le virus du sida. Ce plasma sanguin avait été prélevé, au début de l'année 1959, chez un homme adulte de l'éth-

nie bantoue qui souffrait d'une maladie d'origine génétique touchant les globules rouges (la drépanocytose) et d'une autre, métabolique.

En dépit des difficultés auxquelles ils ont été confrontés, dues au faible volume de cet échantillon, les chercheurs expliquent qu'ils ont pu analyser une région particulière du patrimoine génétique du virus de 1959. Il s'agit, bel et bien, d'un VIH 1. Les données de virologie moléculaire recueillies laissent penser que la quasi-totalité des VIH 1 existant à travers le monde proviennent d'un ancêtre commun qui a été initialement introduit dans l'espèce humaine en Afrique au cours des années 50.

En toute hypothèse, il s'agit là du plus ancien virus du sida jamais identifié. Seuls des cas norvégiens avaient jusqu'à présent été détectés pour des contaminations remontant, semble-t-il, à la fin des années 60, à partir d'un VIH 1 du groupe O, présent pour l'essentiel en Afrique de l'Ouest. Chez les participants au congrès de Chicago, l'annonce de la découverte de l'« ancêtre du VIH 1 » a été amplement commentée et a relancé les hypothèses et les controverses sur les origines géographiques et animales du sida.

« Il ne fait plus de doute pour les virologistes que le VIH 2 a été transmis à l'homme, peut-être par l'intermédiaire de morsures par des singes mangabays. Pour le VIH 1, on penche plus, aujourd'hui, pour une contamination humaine à partir du chimpanzé », a expliqué au Monde le professeur Luc Montagnier. Mais, ajoute-t-il, « pour intéressante qu'elle soit, [cette hypothèse] ne permet pas de répondre à toutes les questions qui demeurent quant aux raisons qui ont pu transformer une zoonose localisée dans une région africaine d'une maladie humaine ayant atteint une dimension planétaire ».

Pour le spécialiste de l'Institut Pasteur de Paris, qui travaille aujourd'hui à mi-temps à New York, il importe, pour comprendre, de dépasser le seul champ de la virologie. « L'urbanisation croissante en Afrique, le développement de la prostitution, la promotion d'un développement de type occidental et la disparition des sociétés tribales ont constitué des éléments déterminants pour la diffusion du virus par voie sexuelle », résume le professeur Montagnier.

Jean-Yves Nau

Lire pages 6 et 8

Les deux Amérique de Bill Clinton

COMMENT EXPLIQUER qu'un président américain en butte à la plus grave crise de sa carrière - au point que l'hypothèse de sa destitution est évoquée sur les ondes aussi facilement que ses pratiques sexuelles - batte subitement tous les records de popularité ? La perplexité des experts washingtoniens face à cette question qui défie leur logique consacre, en réalité, le divorce entre les deux Amérique de Bill Clinton : celle de Washington, dominée par l'establishment politico-médiatique, et le « pays réel », dont les liens avec Washington sont de plus en plus distendus et sur lequel Bill Clinton s'est toujours appuyé.

Ce fossé s'est élargi au point de faire songer au « syndrome Diana » : comme Bill Clinton, elle eut ses errements personnels, dont la presse s'horrifia tout en s'en délectant ; elle fut mise au ban par l'establishment londonien pour ne pas avoir accepté les règles du jeu, mais passa outre pour s'appuyer sur le public, avec lequel elle avait trouvé un langage commun. La comparaison, certes, doit s'arrêter là entre deux personnages à la fonction et à la destinée très différentes, mais, dans les deux cas, on trouve le même hiatus entre l'indulgence du public et la sévérité de l'establishment. Ce n'est pas un ha-

sard si, dès le lendemain de son discours sur l'état de l'Union, Bill Clinton est parti à la rencontre de ses électeurs au fin fond du Midwest : la force de ce président a toujours résidé dans son sens du contact avec les gens, le ton qu'il sait trouver pour leur faire croire que lui seul comprend leurs préoccupations quotidiennes, la manière dont sa présence électrifie une salle de meeting. Ce jour-là, à Champaign (Illinois) et à La Crosse (Wisconsin) - terres, il est vrai, qui ne lui sont pas hostiles -, les journalistes les plus sceptiques ont été ahuris par l'enthousiasme et la ferveur des dizaines de milliers de supporters venus l'acclamer, certains faisant la queue depuis 2 heures du matin pour avoir une place.

Washington a toujours négligé cette facette de la personnalité de Bill Clinton, très tôt reléguée dans la catégorie du populisme, pour une raison assez compréhensible : la stratégie du président avait pour effet de court-circuiter les médias. Plus qu'aucun autre de ses prédécesseurs, M. Clinton voyage à travers les Etats-Unis.

Sylvie Kauffmann

Lire la suite page 15
le point de vue et le courrier page 14

Folie médiatique



DUSTIN HOFFMAN

LA FRÉNÉSIE des médias : tel est le sujet d'actualité dont s'est saisi Costa-Gavras dans *Mad City*. Ou comment monter en affaire nationale un fait divers local. Dustin Hoffman dans le rôle du journaliste et John Travolta dans celui d'un chômeur preneur d'otages dominent le film. Plus exigeantes, les œuvres de Portugais Pedro Costa (*Ossos*) et du Russe Alexandre Sokourov (*Mère et fils*).

Lire pages 29 à 31

International	2	Carnet	25
France	6	Aujourd'hui	25
Société	8	Jeux, météorologie	28
Régions	71	Culture	29
Horizons	12	Guide	31
Entreprises	16	Kiosque	32
Communication	19	Abonnements	32
Finances/marchés	20	Radio-Télévision	33

Jeune Miss 150

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 5 FÉVRIER 1998

PEINE CAPITALE Karla Faye Tucker, 38 ans, condamnée à mort en 1984 pour l'assassinat d'un couple à coups de piolet, a été exécutée, mardi soir, par injection, à Huntsville, dans l'état

du Texas. La Cour suprême des États-Unis avait, le même jour, rejeté le recours déposé par ses avocats et le gouverneur républicain local, George W. Bush, lui avait refusé un sursis de

trente jours. ● **EN PRISON**, elle s'était convertie au christianisme, avait entrepris d'évangéliser ses co-détenues et épousé Dana Brown, l'aumônier du pénitencier. ● **L'AFFAIRE** Tucker illustre

une politique pénale américaine qui s'oriente de plus en plus vers le tout répressif à un moment où la criminalité est à la baisse dans l'ensemble du pays. Près de

3 400 condamnés à mort sont aujourd'hui en attente d'exécution dans les pénitenciers des États qui ont rétabli la peine capitale. (Lire aussi notre éditorial page 15).

Pour la première fois depuis 1984, une femme est exécutée aux États-Unis

Karla Faye Tucker, condamnée à mort il y a quatorze ans pour avoir assassiné un couple, a été exécutée, mardi 3 février, par injection, dans la prison de Huntsville, au Texas. Sa conversion au christianisme et son engagement auprès de ses codétenues avaient suscité une vague de sympathie.

NEW YORK
de notre correspondante
Attachée par des sangs blancs à la table d'opération dressée dans la chambre de la mort, Karla Faye Tucker a regardé les témoins de l'autre côté de la vitre, a souri à sa famille, sa sœur, son mari. Très calme, ses longues boucles brunes retombant derrière la table, elle a demandé pardon aux familles de ses victimes, dont cinq membres étaient présents, avant de poursuivre : « Je vous aime tous. Vous avez été si bons avec moi. Je vais maintenant être face à face avec Jésus. Je vous verrai là-haut, quand vous viendrez. Je vous attendrai. »

Puis elle a fait signe aux bourreaux qu'elle avait terminé. La solution de drogues mortelles a commencé à couler dans ses veines ;

Plus de 3 000 prisonniers dans les « couloirs de la mort »

Il y avait, en août 1997, 3269 condamnés dans les « couloirs de la mort » des prisons américaines (dont 47 femmes), soit une augmentation de 10 % en deux ans. Les adversaires de la peine de mort critiquent tout particulièrement l'inégalité avec laquelle elle est appliquée, selon la race et la fortune de l'accusé : alors que les Noirs représentent 12 % de la population américaine, ils constituent 41 % des condamnés à mort. Bien que moins de la moitié des victimes de meurtres soient blanches, 70 % des gens exécutés depuis vingt ans avaient tué des Blancs. Sur les 50 États américains, 38 disposent de la peine de mort, ainsi que l'État fédéral (qui a condamné à mort Timothy McVeigh pour l'attentat d'Oklahoma City), mais 9 n'en ont pas fait usage depuis qu'elle a été rétablie. La Californie compte actuellement 501 condamnés à mort mais n'en a exécuté que 4 en vingt ans.

elle a passé sa langue sur ses lèvres, a paru murmurer une prière, a toussé deux fois, émis une sorte de râle et, au bout de vingt secondes, s'est tue. Huit minutes après le début de l'injection, un médecin s'est approché, a vérifié son cou, son pouls, a dit : « Il est 18 h 45 », puis est sorti. Première femme exécutée au Texas depuis 1963, coupable d'un double meurtre commis il y a plus de quatorze ans, Karla Faye Tucker, trente-huit ans, était officiellement déclarée morte.

Mike Graczyk, journaliste à l'agence américaine Associated

Press, n'en était pas à sa première exécution au Texas : il estime en avoir couvert – comme témoin – à peu près quatre-vingt-dix. Mais même pour un vétéran de la peine capitale, celle-ci semblait avoir été une de trop : son compte rendu à l'extérieur du pénitencier de Huntsville fut bref, pudique, douloureux. « Il y a eu quelques larmes, oui », a-t-il reconnu en décrivant les réactions des quinze personnes présentes à l'exécution, de l'autre côté de la vitre : cinq témoins choisis par la condamnée, cinq membres des familles des victimes, cinq journalistes.

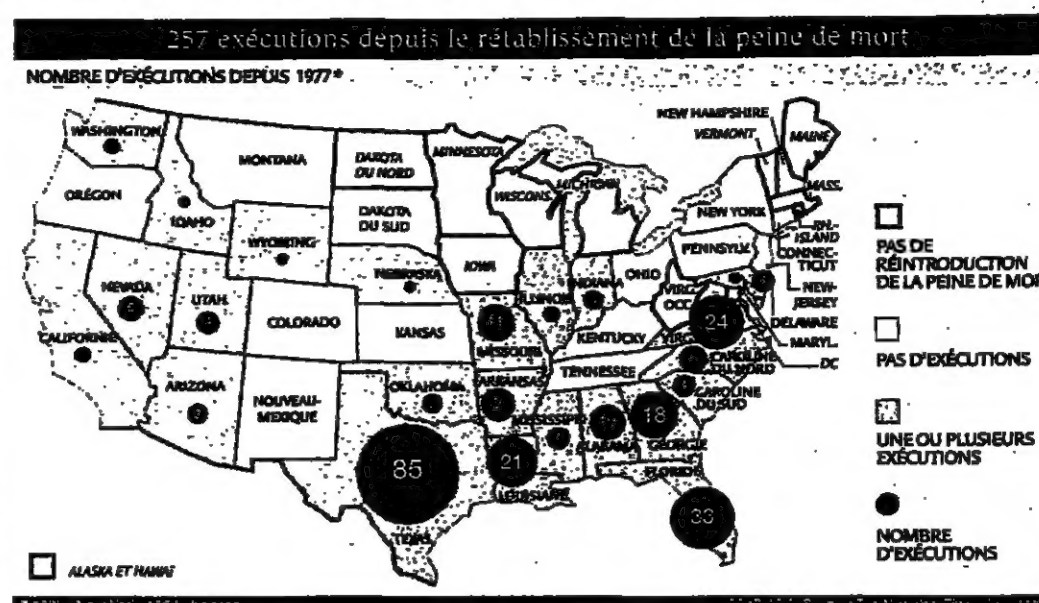
Ainsi s'achevait une journée de fièvre, au cours de laquelle les avocats de la jeune femme multiplièrent les appels de dernière heure, faisant feu de tout bois juridique. Tous furent rejetés, y compris par la Cour suprême. Dès lors, il ne restait plus à George W. Bush, gouverneur du Texas et fils de l'ancien président, qu'à donner le feu vert à l'exécution, puisqu'il n'avait pas le pouvoir de gracier la condamnée de sa propre initiative : tout au plus pouvait-il lui accorder un sursis de trente jours pour demander au conseil des grâces du Texas, qui avait déjà refusé la clemence à la jeune femme la veille, de réexaminer sa position. « Ma responsabilité, a-t-il déclaré sombrement, est de faire en sorte que la loi soit appliquée de manière juste et égale, sans traitement de faveur. Que Dieu bénisse Karla Faye Tucker, ses victimes et leurs familles. »

CASSETTE VIDÉO

Auparavant, selon sa porte-parole, George W. Bush avait lu la lettre que Karla Faye Tucker lui avait adressée et regardé « solennellement » la brève cassette vidéo qu'elle avait enregistrée pour appuyer sa demande de grâce. Mais la décision du gouverneur, qui sollicite un nouveau mandat en novembre et que l'on présente comme un futur présidentiable républicain, était sans surprise : George W. Bush n'a jamais manifesté d'états d'âme sur la peine de mort et s'est forgé depuis quatre ans une image de fermeté dans la lutte contre la criminalité.

En fin de soirée, une fois la sentence exécutée, le mari, désormais veuf, de Karla Faye Tucker, le pasteur Dana Brown qu'elle avait épousé en prison où, depuis des années, il rend visite aux détenus, a à son tour pris la parole devant les caméras : « Le système doit être changé, a-t-il supplié. Cinq autres (condamnés à mort) attendent leur tour ce mois-ci. Qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes importe peu, ce sont des êtres humains. »

Par cette phrase, Dana Brown venait de rappeler que, en dépit de toute l'attention médiatique qu'elle avait suscitée, Karla Faye Tucker n'était pas un cas isolé, que ce pénitencier de Huntsville, près de



Houston, où le Texas exécute ses condamnés à mort, est devenu un haut lieu de la banalisation de la peine de mort.

Comment Karla Faye Tucker est-elle parvenue, en quelques jours, à fasciner les médias américains et l'opinion, au point de déborder les derniers déboires du président Clinton, dans un pays où l'on exécute plus d'une fois par semaine sans que cela n'émeuve personne ? « Elle est blanche, agréable à regarder, elle ne correspond pas au stéréotype de l'assassin », souligne un sociologue

texan. Et surtout, sa conversion au christianisme, cette rédemption exemplaire d'une femme qui, selon sa biographe, Beverly Lowry, « se mit à la marijuana à huit ans, à l'héroïne à dix et se prostitua à treize ans » avant de commettre, à vingt-quatre ans, un meurtre au piolet dont elle-même avait du mal à expliquer la sauvagerie, sa popularité en prison où elle avait entrepris d'évangéliser ses codétenues, avaient réussi à mobiliser certains courants chrétiens conservateurs – qui ne s'étaient pourtant jamais mobilisés

auparavant pour d'autres condamnés à mort à la conversion religieuse tout aussi convaincante.

ROUTINE JUDICIAIRE

Mais ni sa rédemption, ni les arguments de ses avocats sur les carences évidentes d'un mécanisme de clémence qui n'a jamais permis de gracier qui que ce soit au Texas depuis 1976 n'ont été retenus. La mort de Karla Faye Tucker, encore dans la routine judiciaire la peine de mort et surtout les exécutions, devenues si courantes que, depuis 1995, plu-

Une politique du tout-répression : « Enfermez-les et jetez la clé ! »

NEW YORK

de notre correspondante

Longtemps, la peine de mort est restée aux États-Unis un apanage des États du sud, une sorte de spécialité du « Deep South » dont les terres du nord, moins expédivites, s'étaient, à quelques exceptions près, préservées. Ces dernières années, la vogue de la peine de mort s'est étendue à l'ouest, puis au nord. L'an dernier, l'Oregon et le Kentucky ont exécuté leur premier prisonnier.

« Parties du sud, les exécutions se répandent et commencent à faire partie du paysage américain », constatait il y a quelques mois le *New York Times*. Ce paysage s'aggrave d'un autre élément : les prisons, qui ne cessent de se multiplier et dont le nombre de pensionnaires a doublé en douze ans.

Les États-Unis comptaient en juin 1997, selon des statistiques publiées en décembre, 1 725 842 détenus, soit un taux d'incarcération de 645 pri-

sonniers pour 100 000 personnes, comparé à un taux de 315 pour 100 000 en 1983. Sept fois supérieur à ceux des pays européens, ce taux est en hausse constante depuis vingt ans ; durant cette période, la Californie a construit 21 nouvelles prisons... et une seule université. Plus que jamais, les Américains semblent avoir décidé que la solution à leurs problèmes consistait à mettre le plus de délinquants possible derrière les barreaux et le plus longtemps possible. Une maxime très en vogue, en particulier auprès des groupes de pression conservateurs, prône « lock them up and throw away the key » : enfermez-les et jetez la clé ! Rares sont ceux qui questionnent ces postulats : la dérive répressive de la politique pénale, son coût et les alternatives possibles ne font l'objet d'aucun débat politique sérieux.

Pourtant, l'Amérique des années 90 a vu la criminalité violente baisser de manière spectaculaire et devrait, logiquement, avoir moins peur, être moins obsédée par l'idée de remplir ses prisons ou d'exécuter ses assassins. Mais là se trouve la paradoxe : depuis 1993, le soutien à la peine de mort a augmenté alors que la criminalité baissait, sans que cette baisse de la criminalité puisse s'expliquer, géographiquement, par l'application de la peine capitale (New York par exemple, où la criminalité a le plus baissé, n'a pas de condamnés à mort). Pour certains sociologues, la sensibilité du public à la criminalité est entretenue par l'extrême médiatisation de quelques crimes graves comme les meurtres d'enfants, les attentats du World Trade Center ou d'Oklahoma City.

RÉCIDIVISTES

Outre des lois de plus en plus répressives, comme celles qui imposent des condamnations minimales obligatoires pour certains délits ou – comme en Californie – la prison à perpétuité pour la deuxième récidive d'un délit commis avec violence, plusieurs raisons expliquent l'explosion de la population carcérale. La drogue, d'abord, à l'origine d'une proportion croissante des condamnations : 25 % des nouveaux détenus dans l'État de New York le sont pour des infractions liées à la drogue. Sur le 1,7 million de prisonniers aux États-Unis, 1,2 sont incarcérés pour des crimes ou délits liés à l'alcool ou aux stupé-

fians. D'autre part, le boom des prisons a engendré sa propre dynamique de croissance : plus il y a de détenus dans les prisons, plus ils sont susceptibles d'y retourner ; la proportion de récidivistes a régulièrement augmenté depuis 1980, en particulier en Californie, au Texas, dans le Missouri et l'Illinois. Et le taux d'incarcération particulièrement élevé dans la population masculine noire a déstabilisé la communauté et détruit de nombreuses familles, favorisant la délinquance juvénile.

Les Américains, reconnaît Robert Stein, doyen de l'école de sciences sociales de Rice University, au Texas, « ne sont guère séduits par le concept de rééducation ou de réinsertion, ils le sont davantage par l'idée de se protéger en retirant les criminels de la circulation. Nous nous contentons de stocker les détenus. Or la prison n'est ni un moyen de dissuasion pour la criminalité, ni, du moins telle qu'elle est conçue actuellement, un instrument de réinsertion des criminels ». La proportion de récidivistes renvoyés en prison était de 18 % en 1980 ; aujourd'hui, elle est de 35 %. La hausse de la récidive au sein du public est particulièrement sensible à l'égard des délinquants sexuels, dont l'opinion américaine est de plus en plus hostile à la libération anticipée.

Même si le fort taux d'incarcérations a pu contribuer à la baisse de la criminalité, certains experts s'inquiètent des conséquences à long terme de cette dérive, sans parler de son coût. Déjà, des obstacles inhérents à cette démarche compliquent l'application de la peine de mort : les jurys populaires ont beau condamner à mort à tour de bras, la logistique devient beaucoup plus difficile à assurer lorsqu'il s'agit d'aller jusqu'à l'exécution, au point même de créer un goulot d'étranglement. De nombreux États ayant réduit l'aide judiciaire et les allocations aux avocats commis d'office, les condamnés à mort ont de plus en plus de mal à financer leurs appels et, paradoxalement, leur exécution a plus de chance d'être retardée pour vice de forme, malgré l'adoption de lois dans plusieurs États destinées à réduire la durée moyenne du séjour d'un condamné dans les couloirs de la mort : neuf ans.

S. K.

REUSSIR
● **HEC-ESSEC-ESCP**
Classes préparatoires
« pilotes » 1^{er} et 2^{es}
années, voies S et E
Adm. sur dossier + entretien.
HEC-ESSEC-ESCP 1997
voies S : 100% d'admis.
● **SCIENCES-PO**
Classes préparatoires
annuelles « pilotes »
Stage intensif d'été
bac+0 et bac+1.
Adm. sur dossier + test.
De 35 à 40% d'admis à l'IEP
de Paris - plus de 60%
d'admis aux IEP de
Paris-Provence-CUPEP
IPESUP
18 rue du Cloître
Notre-Dame 75004
01 43 25 63 30
3615 IPESUP (225 F/MN)
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

Quand l'Amérique voulait abolir le châtiment suprême

C'EST l'un des paradoxes du système pénal américain : quelque 3 300 condamnés à mort attendent aujourd'hui leur exécution alors qu'il y a à peine un quart de siècle, le châtiment suprême était en voie d'être aboli aux États-Unis !

Cette décision fut quasiment prise en 1972, lors du prononcé d'un célèbre arrêt de la Cour suprême, dit arrêt Furman contre l'État de Géorgie. Depuis 1967, aucune exécution n'avait eu lieu aux États-Unis, les condamnés y étant régulièrement graciés. En 1972, et non sans vives discussions, une coalition de juges modérés et de juges abolitionnistes de la Cour suprême estima que les lois des États de l'Union traitant de la peine capitale étaient trop arbitraires pour être appliquées avec des garanties juridiques suffisantes. Selon les magistrats, des conditions précises devaient accompagner le prononcé de la peine de mort. Par cinq voix

contre quatre, celle-ci ne fut pas déclarée inconstitutionnelle mais, de fait, suspendue, en attendant que la législation soit adaptée aux critères définis par les juges. Ce jour, il y avait 629 condamnés à mort dans les prisons américaines.

● **CRUELLES ET INUTILITÉS**

Certains espèrent que la peine capitale ne serait plus mise en œuvre. Mais en 1976, alors que trente-sept États avaient déjà réaménagé leur législation pénale afin de l'aligner sur les critères retenus par les juges de la Cour suprême, cette dernière estima que la législation de l'État de Géorgie répondait désormais aux critères d'une bonne justice. Sous ces nouvelles conditions, la peine de mort devenait conforme au huitième amendement, qui proscribit les peines « cruelles et inutilités ». Et les exécutions reprirent.

La première eut lieu le 17 janvier 1977 dans l'Utah, où un meurtrier, Gary Mark Gilmore, fut passé par

les armes. Sous la pression des milieux conservateurs et de l'explosion de la criminalité, le nombre des exécutions augmenta ensuite inexorablement : deux en 1982, cinq en 1983, dix-huit en 1986, vingt-trois en 1990, trente et une en 1994, soixante-quatorze en 1997.

En 1989, la Cour suprême fit un pas supplémentaire en autorisant l'exécution des mineurs âgés de 16 ans, puis celui des malades mentaux. Trois ans plus tard, après vingt-cinq années d'interruption, la Californie rétablissait à son tour la peine de mort en gazant Robert Harris, meurtrier, quatorze ans plus tôt, de deux adolescentes. L'affaire fit grand bruit : à quatre reprises, chaque fois à la dernière minute, le supplice fut reporté. En 1995, après une longue résistance, l'État de New York a été le dernier à rétablir la peine de mort.

Georges Marion

du président
publique d'Arménie

par
de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

de l'Arménie

Démission du président de la République d'Arménie

Levon Ter-Petrosian était critiqué par l'opposition nationaliste pour son « défaitisme » sur la question du Haut-Karabakh

MOSCOU

de notre correspondant

Sept ans après avoir été élu président de l'Arménie nouvellement indépendante, Levon Ter-Petrosian, cinquante-trois ans, isolé dans son propre camp après avoir appelé à des concessions sur la question du Haut-Karabakh, a été accablé à la démission. Dans une courte allocution télévisée, mardi 3 février, il a annoncé « accepter » les appels à sa démission lancés par « des cercles du pouvoir », justifiant sa décision par la nécessité d'écarter une « menace de déstabilisation du pays ». Il a appelé à la tenue de nouvelles élections, dont la date devrait être fixée au plus tard le 15 mars, a-t-on estimé à Erevan. Qualifiant son parti, le Mouvement national arménien (MNA), de « parti de la paix », M. Ter-Petrosian a estimé que celui-ci n'a subi qu'une défaite provisoire. « Cette situation est semblable à celle d'Israël et, comme en Israël, c'est un phénomène temporaire », a-t-il affirmé.

La crise fut précipitée par un débat intense en janvier au sein du Conseil de sécurité arménien sur les propositions de règlement « par étapes » de la question du Haut-Karabakh, proposée par le « groupe de Minsk » de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), co-présidé par la Russie, les États-Unis et la France. Levon Ter-Petrosian était favorable à ce compromis, accepté aussi par l'Azerbaïdjan. Mais il fut de plus en plus isolé et accusé de « défaitisme », notamment par son nouveau premier ministre, Robert Kotcharian, ex-« président » et homme fort du Haut-Karabakh. Soutenus économiquement et militairement par Moscou, les quelques 170 000 Arméniens de cette République auto-proclamée se sont rendus de fait indépendants de l'Azerbaïdjan où ils étaient au départ enclavés, après une guerre, « gelée » par un cessez-le-feu en 1994, ayant fait quelque 20 000 morts.

LACHÉ PAR SES ALLIÉS

Des tractions intenses en sous-main ont précédé l'ouverture, lundi, d'une session du Parlement arménien. Des dizaines de députés proches du président ont fait défection le lendemain pour aller grossir les rangs de l'opposition, devenue ainsi majoritaire. Un « Conseil national », groupant plusieurs centaines d'intellectuels autour de représentants de divers partis d'opposition, réunis à la Maison du cinéma d'Erevan sous la présidence du vieil académicien Raffi Ghazarian, avait aussi appelé à la démission du président. Le parti Dashnak, fortement implanté dans la diaspora arménienne et devenu un des moteurs de l'opposition nationaliste en Arménie, y était représenté, de même que le parti

communiste et des représentants du Haut-Karabakh.

Le mouvement ayant abouti à l'indépendance de fait de l'ancienne enclave devait marquer, en février, son dixième anniversaire. Une série de grandes manifestations étaient prévues, qui auraient inductivement réclamé le départ de Levon Ter-Petrosian. Mais celui-ci ne pouvait plus compter sur le soutien de ses ministres de la défense, Vazgen Sarkissian, et de l'intérieur, Serge Sarkissian. Tous deux ont publiquement fait savoir qu'ils n'interviendraient pas pour défendre le président, contrairement à la situation qui avait prévalu lors des grandes manifestations de septembre 1996.

Des dizaines de milliers de personnes avaient alors protesté contre le résultat de l'élection présidentielle qui avait donné officiellement 51,75 % des voix à Levon Ter-Petrosian. De même que lors des législatives de 1995, de fortes irrégularités, au dépens de son rival Vazgen Manoukian, avaient été constatées par des observateurs étrangers. Une manifestation avait dégénéré en affrontements et le président avait fait déployer chars et soldats dans la capitale. Il s'appuyait aussi sur son puissant ministre de l'intérieur de l'époque, Vano Siradeghian, personnage très contesté, partisan des méthodes fortes et fortement accusé de corruption. L'annonce de la démission de ce dernier, devenu entretemps maire d'Erevan, chef du Mouvement national arménien, et de sa fraction parlementaire, donna, lundi 2 février, le signal que le pouvoir se rendait. Sa démission fut suivie de celles d'autres partisans de M. Ter-Petrosian — le ministre des affaires étrangères, le président de la Banque centrale et celui du Fonds arménien. Le président confiait à des députés proches son intention de céder et l'annonçait publiquement dans la soirée. Mercredi, le Parlement acceptait sa démission, tandis que le président de l'Assemblée, Babken Araktsian, annonçait de son côté qu'il abandonnait ses fonctions. L'interim de M. Ter-Petrosian devait être assurée par le premier ministre, Robert Kotcharian.

A Moscou, un conseiller de Boris Eltsine confiait que le président russe avait parlé deux fois au téléphone avec M. Ter-Petrosian le 1^{er} février. A Bakou, un politologue estimait que son départ a pu être favorisé par des milieux russes, tablant sur une reprise du conflit du Haut-Karabakh pour mettre un arrêt aux projets occidentaux d'exportation du pétrole de la Caspienne par la voie transcaucasienne, évitant la Russie.

Sophie Shihab

PROFIL

DU DISSIDENT AU CHEF D'ÉTAT CONTESTÉ

Dix ans ont séparé l'« heure de gloire » de Levon Ter-Petrosian de sa chute politique. C'est en effet en février 1988 qu'il menait, au sein du Comité Karabakh, la lutte pour le rattachement à la République d'Arménie de l'enclave du Haut-Karabakh située en Azerbaïdjan. Universitaire orientaliste, spécialiste des langues mortes, il se dote d'une aura de dissident anticomuniste qui lui vaudra, aux côtés d'autres militants, un séjour à la prison Bourjka de Moscou, puis, plus tard, l'accession au pouvoir.

Mardi 3 février, le président Levon Ter-Petrosian isolé, critiqué par ses anciens alliés, a démissionné. A cinquante-trois ans, ce nationaliste modéré était devenu un chef d'Etat de plus en plus contesté. Sa réélection en septembre 1996, avec 51,75 % des voix pour un second mandat de cinq ans, avait été rejetée par l'opposition nationaliste qui dénonçait la « falsification » du scrutin. Le malaise allait croître entre la population et cet homme difficile à cerner, et de

moins en moins enclin à s'exprimer en public.

Son régime s'était raidi. Levon Ter-Petrosian, qui penchait pour un règlement progressif de la question du Haut-Karabakh, était accusé d'avoir trop « cédé » dans le cadre des négociations menées par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Mais le chef d'Etat ne s'était-il pas plié lui-même en laissant la main libre aux nationalistes radicaux en 1993, lorsque les troupes du Karabakh, largement aidées par l'Arménie, avaient conquis de larges bandes de territoire en Azerbaïdjan ?

En 1995, la suspension du parti arménien historique Dashnak-soutsoun (opposition) et l'emprisonnement de ses dirigeants avaient encore terni son image de démocrate.

Levon Ter-Petrosian est né en 1945 à Alep (Syrie), un an avant que sa famille s'installe en Arménie. Il avait été élu en 1989 à la tête du Soviet suprême de l'Arménie soviétique, et en 1991, il accédait, avec plus de 83 % des suffrages, à la présidence de la petite République dont Moscou venait de reconnaître l'indépendance.

N. No.

La communauté internationale veut renforcer la cohabitation multiethnique à Sarajevo

Une conférence sur le retour des réfugiés s'est tenue dans la capitale bosniaque

Une conférence sur le retour des réfugiés a eu lieu mardi 3 février à Sarajevo, devenue aujourd'hui une ville à large majorité musulmane. Le haut re-

présentant civil en Bosnie, Carlos Westendorp, a coprésidé cette journée de discussions avec l'ambassadeur américain Robert Gelbard, et un représentant

de la Commission européenne. Les diplomates internationaux ont dénoncé les discriminations subies par les minorités dans la capitale.

SARAJEVO

de notre correspondant

Les participants à la conférence sur le retour des réfugiés ont élaboré un texte final stipulant notamment que « Sarajevo doit offrir au reste du pays le modèle d'une ville multiethnique et tolérante où les différentes communautés sont traitées à l'égalité ». Les diplomates internationaux se sont employés à convaincre leurs interlocuteurs de « redonner une chance à Sarajevo de redevenir cette ville où les populations de toutes confessions cohabitaient paisiblement avant guerre ». « Si cela n'est pas possible ici, où cela pourrait-il l'être ? », s'est interrogé le haut représentant civil en Bosnie, Carlos Westendorp, qui a énuméré un certain nombre de villes de République serbe ou à majorité croate qui pourraient suivre l'exemple de Sarajevo si un mécanisme de retour des réfugiés s'amorçait dans la capitale bosniaque.

Peuplée de 520 000 habitants avant guerre, Sarajevo n'en compte plus que 380 000 dont 19 000 Serbes et 21 000 Croates

(respectivement 150 000 et 35 000 en 1991). 130 000 Serbes ont quitté la capitale bosniaque au début de la guerre, dont 60 000 ont choisi l'exode en mars 1996 lorsque les faubourgs de Sarajevo sont passés sous l'autorité de la fédération croato-musulmane. Selon le Commissariat aux réfugiés, qui a apporté son soutien actif à la mise en place de cette conférence, 5 600 seraient rentrés depuis la fin de la guerre.

BASTION MUSULMAN

Les diplomates internationaux n'ont pas manqué d'épingler à ce sujet les autorités bosniaques. Ils ont souligné que les minorités vivant à Sarajevo subissent des discriminations dans l'octroi de logements ou d'emplois, en termes de santé publique et même sur les bancs de l'école. « On a versé 70 millions d'euros [462 millions de francs] pour réparer les écoles, rétablir le téléphone et les conduites d'eau. On n'a pas fait cela pour un seul groupe mais pour tous les citoyens. En contrepartie, on attend donc qu'ils ouvrent la ville », ex-

plique Donato Chiarini, l'envoyé spécial de l'Union européenne (UE) en Bosnie.

Ses propos ont fait grincer des dents dans les couloirs, des conseillers de la présidence bosniaque se sont employés à rectifier le tir, précisant notamment que « les diplomates s'étaient trompés de cible ». A la tribune, Alija Izetbegovic, qui dirige la présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine, a expliqué que « Sarajevo a toujours été une ville multiethnique et l'est restée pendant la guerre. Tous les symboles religieux y ont été préservés et la liberté de culte respectée. Le maire de Sarajevo-centre est un juif et 40 % des conseillers municipaux sont croates ou serbes ». « Les Serbes n'ont pas été expulsés mais certains sont partis de leur plein gré au début de la guerre et beaucoup d'autres ont fui en 1996 sur ordre de Pale (chef des ultranationalistes serbes) alors que la présidence bosniaque leur avait demandé de rester à Sarajevo en garantissant leur sécurité », a poursuivi Alija Izetbegovic.

Si Sarajevo demeure une ville où la cohabitation est encore possible,

« contrairement à celles de la République serbe », lance un dirigeant, elle s'est muée en bastion musulman sous la pression du SDA (Parti d'action démocratique), le parti du président bosniaque qui contrôle tous les rouages de l'Etat. Les postes-clés du pouvoir ainsi que ceux des industries et administrations sont occupés par des membres du SDA. Dans les hôpitaux, les chefs de service serbes sont peu à peu remplacés par des confrères au profil plus acceptable. Pour la première fois, un journaliste d'un hebdomadaire indépendant a été condamné pour avoir évoqué dans un article des massacres perpétrés à l'encontre de Serbes au début de la guerre.

Alija Izetbegovic souhaite, selon un de ses conseillers, que 30 000 à 40 000 réfugiés rentrent. C'est dans une ville aux couleurs vertes du SDA qu'ils effectueraient leur retour. On ira encore à la messe le dimanche mais les appels à la prière couvrent aujourd'hui le bruit des cloches de la vieille cathédrale.

Christian Lecomte

NOUS SOMMES TRÈS VIEUX JEU

quand il s'agit de service.



Il fut un temps où les voyages en avion étaient une expérience prestigieuse. Mais plus ils devenaient courants, plus le service le devenait aussi. Alors chez United nous avons décidé de remonter le temps. Après tout, c'est nous qui avons développé l'emploi du personnel navigant, nous qui les premiers avons servi des repas à bord. Ainsi notre personnel navigant qui parle souvent plusieurs langues, fait des stages au Ritz (Paris) ou au Drake (Chicago), pour apprendre les raffinements du service et participe à des séminaires d'œnologie. En plus, nous surclassons les repas dans toutes les classes. Chaque jour sur UNITED AIRLINES nous ne faisons que ça : « devancer vos désirs, dépasser vos attentes. Et c'est le prestige du passé qui nous a inspiré les améliorations du présent. Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyages, ou UNITED AIRLINES au 0 801 72 72 72 (N° Azur), composez le 3615 UNITED (1,29 F/mn) ou retrouvez-nous sur Internet : www.ualfrance.fr.

STAR ALLIANCE
The different networks for Star
La même action du monde

Irak : la politique de Tony Blair est critiquée par la gauche travailliste

Le premier ministre se voit reprocher un suivisme à l'égard des Etats-Unis

Tandis que les émissaires français et russe tentent à Bagdad de convaincre l'Irak de la nécessité d'une solution politique de la crise avec

l'ONU, des membres du Parti travailliste britannique reprochent au premier ministre de trop coller à la politique des Etats-Unis. Le président

russe Boris Eltsine a estimé de son côté, mercredi 4 février, que « les actions de Bill Clinton peuvent provoquer une guerre mondiale ».

LONDRES
de notre correspondant
A quelques heures de son départ, mercredi 4 février, pour les Etats-Unis, et alors que son attitude dans la crise irakienne est contestée par certains au sein de son parti, le premier ministre britannique, Tony Blair, a durci le ton envers le président irakien Saddam Hussein. Mais M. Blair a bien pris soin de ne pas apparaître comme trop inféodé au grand frère américain.

« Il ne s'agit pas pour la Grande-Bretagne de coller à la politique américaine », a-t-il déclaré, il s'agit de la politique britannique. Nous devons nous occuper de Saddam. Il a aussi rejeté les critiques de ceux qui pensent qu'une telle attitude va aliéner le monde arabe. Si cette politique ne suscite pas de véritable débat national et est approuvée par l'opposition conservatrice, elle a fait l'objet de critiques d'une partie de l'alle gauche travailliste, qui est intervenue lundi pour porter la contradiction au secrétaire au Foreign Office. L'ancien ministre, Tony

Benn, a parlé d'une « situation extrêmement grave » et rappelé que l'entrée en guerre du Royaume-Uni devait être soumise à l'approbation du Parlement.

M. Benn a exprimé sa crainte qu'il soit possible que nos forces armées puissent être engagées dans un conflit sans que la Chambre ait la possibilité d'étudier la question (...). Avant que nos soldats soient exposés à ce qui serait une nouvelle guerre avec l'Irak, pouvez-vous vous engager à ce qu'il y ait, non pas une série de déclarations, mais un vrai débat aux Communes sur les objectifs du gouvernement ? », a-t-il demandé à Robin Cook.

MISSION DE MÉDIATION

M. Benn a ajouté que M. Cook ne représentait pas l'Union européenne car « un ministre français s'est très fermement opposé à toute intervention. Vous ne parlez pas non plus au nom de la coalition de la guerre du Golfe, a-t-il ajouté, la Ligue arabe y est aussi opposée ». Le secrétaire général de la Ligue, Ismat Abdel Méguid, lui a

donné raison en déclarant mardi « souhaiter que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'abstiennent de toute menace de recourir à la force contre l'Irak » car cela ne ferait que « compliquer » les choses.

Un autre député du Labour, George Galloway, a suggéré que M. Benn et l'ancien premier ministre conservateur, Sir Edward Heath, « se rendent à Bagdad dans une tentative de persuader les Irakiens de parvenir à un accord permettant d'éviter une escalade démentant ». Sir Edward, qui avait déjà effectué lors de la guerre du Golfe une mission de médiation - fort controversée à l'époque - à Bagdad, garde le silence et a refusé de répondre aux questions du Monde.

Un lecteur du quotidien *The Independent* a mis le doigt sur un aspect du problème qui est posé à la diplomatie britannique : « Il semble pervers que la Grande-Bretagne, qui préside l'UE, dont une des obligations les plus pressantes est une politique étrangère et de défense commune, soit si étroite-

ment liée à celle des Etats-Unis sur l'Irak. (...) Le gouvernement britannique aurait pu être à l'origine d'une position diplomatique, et si nécessaire militaire, européenne unifiée. »

Par ailleurs, les quelque 2 300 marins et aviateurs britanniques envoyés dans le Golfe n'ont pas été vaccinés contre les risques de guerre bactériologique ou chimique. Il semble s'agir d'une décision politique, pour éviter une nouvelle épidémie du syndrome de la guerre du Golfe qui a frappé les militaires britanniques et américains lors de la libération du Koweït en 1991.

Le cocktail de vaccins, de médicaments et de pesticides organophosphorés a été accusé par des anciens combattants d'avoir contaminé environ 1 500 personnes, dont plusieurs sont mortes et d'autres sont victimes de handicaps graves. Les survivants ont demandé, jusqu'à présent en vain, au ministère de la défense des indemnisations.

Patrice de Beer

La révision de la Constitution agite Madagascar

TANANARIVE. Opposition malgache et partisans du président Didier Ratsiraka - qui fait l'objet d'une procédure d'empêchement - s'affrontent depuis mardi 3 février au Parlement, avec en toile de fond un projet de révision de la Constitution. La réforme prévoit un renforcement des pouvoirs présidentiels, contesté par l'opposition, et une large autonomie des six provinces de Madagascar, pays de 13 millions d'habitants, classé parmi les plus pauvres du monde en dépit de ses potentialités agricoles et minières. Les parlementaires, réunis en session extraordinaire, doivent se prononcer sur une motion signée par 49 députés de l'opposition, dont l'ancien président Albert Zafy, demandant l'empêchement du chef de l'Etat pour violations de la Constitution. Les députés se pencheront également sur les réformes constitutionnelles que le président a prévu de soumettre à référendum, le 15 mars. - (AFP)

Les actions des chômeurs allemands rencontrent une large compréhension

BONN. Les dirigeants de l'Office pour l'emploi et de plusieurs syndicats allemands ont exprimé, mardi 3 février, leur « compréhension » face aux mouvements d'action de chômeurs annoncés pour jeudi. « Le chômage est à un niveau accablant. C'est pourquoi j'ai de la compréhension pour les chômeurs », a expliqué le président de l'Office fédéral du travail, Bernhard Jagoda, au quotidien *Saarbrücker Zeitung*. Le chef du syndicat des employés (DAG), Roland Isen, et le chef du syndicat de la construction IG Bau, Klaus Wieseheugel, se sont montrés également solidaires. Des associations de chômeurs et plusieurs syndicats ont appelé à manifester devant les bureaux pour l'emploi jeudi. En décembre, 4,521 millions de personnes, soit 11,8 % de la population active, étaient sans emploi, un record pour ce mois de l'année. - (AFP)

AFRIQUE

■ **RWANDA:** Vjekoslav Karic, le prêtre croate assassiné à Gitarama, vient à Kigali, a été inhumé mardi matin dans la préfecture de Gitarama. Le Père Karic résidait au Rwanda depuis dix-sept ans. Il a été tué de huit balles dans la poitrine, mais avant de mourir il a blessé son assassin avec l'aiguille qu'il portait. Le secrétaire de la conférence épiscopale à Kigali a exigé que « la vérité soit établie sur ce meurtre ». - (AFP)

■ **AFGHANISTAN:** une campagne internationale en faveur des droits des femmes afghanes a été lancée mardi 3 février à Bruxelles par quelque 50 femmes de haut rang, ministres, Prix Nobel et intellectuelles. « L'Afghanistan est le seul pays au monde où la loi impose une séquestration fondée sur le sexe (...), république de l'apartheid », a déclaré Emma Bonino, commissaire européenne à l'Action humanitaire. - (Reuters)

■ **JAPON:** quelques 50 bateaux de pêche japonais ont entouré mardi 3 février huit bateaux sud-coréens au large des îles japonaises de Nakagawa pour protester contre leur présence dans cette zone, après l'abrogation d'un traité de pêche entre les deux voisins, selon l'agence Kyodo. L'amour du Japon de l'annulation unilatérale de cet accord datant de 1965 fait suite à un conflit sur la définition des zones d'exclusion économique, qui se focalise autour de deux îlots revendiqués par les deux pays. - (AFP)

EUROPE

■ **GRANDE-BRETAGNE:** le gouvernement britannique va changer à partir du mois d'avril la présentation des chiffres du chômage, afin de les rendre plus crédibles et plus conformes aux normes du Bureau international du travail (BIT), a annoncé mardi 3 février l'Office des statistiques nationales (ONS). Selon le mode de calcul qui va être désormais privilégié, le pays comptait 1 847 000 chômeurs au mois de décembre, au lieu de 1 391 400, en données non corrigées des variations saisonnières, soit une différence de près de 400 000. Le taux de chômage est de 6,6 % de la population active, selon la nouvelle présentation des chiffres, contre 5 %. - (AFP)

■ **SUEDE:** le fabricant de sous-marins suédois Kockums discute avec la direction des constructions navales (DCN), en France, de la mise en œuvre d'une coopération technique en matière de recherche et de développement sur un projet de sous-marin classique, selon un porte-parole de Celsus, la maison-mère de Kockums. « Une dizaine d'experts suédois » se sont rendus à Paris pour mener ces discussions, « qui ont atteint un niveau avancé » dans le cadre d'une volonté exprimée par le ministère suédois de la défense d'« internationaliser » l'industrie d'armement. - (Corresp.)

■ **UKRAINE:** les parlementaires ukrainiens ont entamé, mardi 3 février, une procédure de destitution du président Léonid Koutchma, qu'ils accusent de « violer quotidiennement » la Constitution. 194 députés, sur 327 présents, ont voté pour mettre à l'ordre du jour de la session parlementaire, qui s'achèvera en mars, une résolution de destitution du chef de l'Etat. Cette procédure a très peu de chances d'aboutir. De nouvelles tensions sont apparues entre le président et le Parlement alors que se profilent les élections législatives du 29 mars. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **IRAN:** le journal conservateur *Ressalat* a demandé, mardi 3 février, l'exécution de l'homme d'affaires allemand jugé en Iran pour avoir entretenu une liaison amoureuse avec une Iranienne musulmane. « Il existe maintenant suffisamment de preuves et il doit être exécuté conformément aux lois iraniennes », a ajouté le journal, en dénonçant la réaction des autorités allemandes à cette affaire, qui risque de jeter une ombre sur les relations entre Téhéran d'une part, Bonn et ses partenaires de l'Union européenne de l'autre. - (AFP)

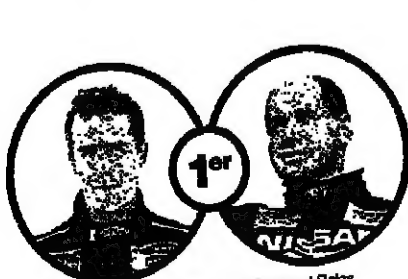
La Turquie s'intéresse aux armements français

PARIS. En début de semaine, le ministre turc de la défense, Ismet Sezgin, a rencontré en France des responsables des groupes d'armement GIAT Industries, DCN International, Aerospatiale et Eurocopter. Ankara a lancé, en effet, plusieurs appels d'offres internationaux qui visent à acquérir, durant les années prochaines, un millier de chars (le Leclerc de GIAT Industries est en compétition); cent cinquante hélicoptères de combat (le Tigre du groupe Aerospatiale est en lice); des missiles anti-chars (l'Eryx du groupe Aerospatiale est sur le marché); des sous-marins classiques et des frégates (la société DCN International a fait des propositions). Les discussions n'en sont encore qu'à un stade préliminaire. Certains de ces projets sont politiquement sensibles du fait de l'utilisation des matériels qui pourraient faire l'armée turque, face aux populations kurdes, et en raison des obstacles dressés par des Etats européens à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.



Après avoir triomphé 6 fois au Dakar sur deux roues, Stéphane Peterhansel associé à Bertrand Balas remporte les 24 heures de Chamonix sur Nissan Micra.

Magnifique doublé avec la 2^e place de François Chaucha/Jean-Pierre Malcher sur Nissan Micra. Et encore bravo à Kiehlwasser/Dussaucy pour leur victoire au Master du Mont-Blanc toujours sur Nissan Micra. Nissan France remercie ses partenaires Antar lubrifiant, Eby et toute l'équipe de Promo Concept Racing.



Stéphane Peterhansel & Bertrand Balas



François Chaucha & Jean-Pierre Malcher

Le gouvern... la réfo...

Le secrétaire d'Etat...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Le premier ministre...

Extrait

Le gouvernement français présente la réforme de la coopération

Le secrétariat d'Etat va être intégré au ministère des affaires étrangères

Le premier ministre devait présenter mercredi 4 février, la réforme des administrations chargées de la coopération et de l'aide au développement. On souligne à l'Elysée qu'elle a constitué « un parfait exercice de cohabitation ». L'une des principales mesures est la disparition du secrétariat d'Etat et son intégration au Quai d'Orsay. Ce signal politique en direction des dirigeants africains bouleverse des décennies de relations.

LE PREMIER MINISTRE devait présenter, mercredi 4 février, au conseil des ministres le vaste chantier que représente la réforme de la politique de coopération et de l'aide au développement de la France. « Notre coopération a vocation à répondre au besoin de solidarité de l'ensemble du monde en développement ; elle s'appuiera sur les mécanismes européens, notamment la convention qui lie l'Union européenne aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. La France engagera l'indispensable réforme du dispositif de coopération que cette ambition nouvelle appelle », déclarait Lionel Jospin lors de sa déclaration de politique générale le 19 juin 1997. Sept mois plus tard, il tient sa promesse.

C'est d'ailleurs, pour certains observateurs, une des vertus principales de l'annonce d'aujourd'hui. Mais c'est loin d'être la seule. Si la rénovation de l'aide au développement est menée à terme, ce qui prendra du temps, Lionel Jospin aura réussi l'exercice délicat de faire évoluer l'approche post-colonialiste qui prévaut depuis trente ans tout en ménageant les relations privilégiées qu'entretient la France avec son pré carré africain, comme le souhaitait le président de la République.

La mesure la plus spectaculaire – et la plus immédiate – est la disparition du secrétariat d'Etat à la coopération et à la francophonie. Ce signal politique en direction des dirigeants africains, dont la rue Monsieur était l'interlocuteur traditionnel, bouleverse des décennies de relations. L'ancien mi-



nistère des colonies va disparaître au profit du ministère des affaires étrangères. Les partenaires africains de la France ne devraient pas en pâtir. C'est le chef de la diplomatie française, Hubert Védrine, qui conduira désormais l'ensemble des services actuels du secrétariat d'Etat à la coopération et à la francophonie et ceux du ministère des affaires étrangères conduits, sous l'autorité du ministre des affaires, à la constitution d'un ensemble diplomatique unique, a annoncé Lionel Jospin.

Les responsables africains n'en perdront pas pour autant leur interlocuteur privilégié. Jacques Chirac s'y était engagé lors du sommet de Cotonou en 1996. Il n'a pas créé sur ce point, Charles Jos-

selin, l'actuel secrétaire d'Etat à la Coopération, conservera le lien direct avec les pays francophones au sein du ministère des affaires étrangères. Il va certes perdre sa structure administrative et ses moyens financiers puisque son budget va être fondé dans celui des affaires étrangères mais gagnera du galon en accédant, au titre de ministre délégué ce qui lui donne, de droit un siège au conseil des ministres.

Concrètement, la direction du Développement du secrétariat d'Etat à la Coopération et la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des affaires étrangères seront rapprochées.

Le signal politique s'accompagne d'un redéploiement économique. Pour le premier ministre, « notre politique devra témoigner de notre fidélité à nos solidarités traditionnelles en particulier à l'égard des États d'Afrique et de francophonie tout en ménageant les adaptations nécessaires ». Au cours des dernières années, les objectifs et les instruments de l'aide au développement se sont diversifiés, souligne-t-on à Matignon. La disparition des zones d'influence traditionnelles, l'ouverture des marchés, la différenciation de plus en plus marquée au sein de l'ensemble des pays en développement, la montée en puissance des problèmes économiques commerciaux et financiers internationaux, l'acuité croissante des problèmes

La répartition de l'aide au développement

L'aide française rapportée au PIB a évolué de 0,35 % dans les années 70 à 0,60 % au cours de la décennie suivante pour faire face à la crise de la dette, avant de revenir depuis 1995 à un niveau voisin de 0,50 %. Elle a atteint un total de 38 milliards de francs en 1996. Sur cette somme, l'aide bilatérale représente 29,4 milliards de francs, dont 49 % sont consacrés à l'Afrique subsaharienne, contre 15 % pour l'Afrique du Nord, 3 % pour le Proche-Orient, 7 % pour l'Asie, 12 % pour l'Océanie et 7 % pour l'Amérique latine.

Malgré la baisse observée depuis 1995, la France demeure le pays le plus généreux du G7 avec un effort de 0,48 % du PIB, contre 0,32 % pour l'Allemagne, 0,31 % pour le Canada, 0,27 % pour le Royaume-Uni, 0,20 % pour l'Italie et le Japon et 0,12 % pour les États-Unis.

Les flux financiers vers les pays en développement sont aujourd'hui principalement d'origine privée. Leur total a triplé en l'espace de sept ans pour atteindre 234 milliards de francs en 1996.

La France inscrit sa défense dans un cadre multinational

DANS UN DOCUMENT d'une soixantaine de pages, qu'il a intitulé « Concept d'emploi des forces », le chef d'état-major des armées, le général Jean-Philippe Douin, met en évidence « le caractère dorénavant multinational des engagements » militaires de la France. Sans écarter l'idée que « la protection de nos intérêts vitaux et la mise en œuvre des accords de défense bilatéraux » puissent exiger de conserver « une part d'autonomie nationale », le chef d'état-major des armées considère qu'« il importe que nos unités soient interopérables avec celles de nos alliés » en matière d'organisation et d'exercice du commandement, de maîtrise de l'information, et de projection ou de soutien d'une force.

Cette directive fixe la doctrine d'emploi des forces par rapport à trois critères principaux que le général Douin retient et qu'il distingue sous le vocable général des « intérêts fondamentaux » de la France.

D'abord, les « intérêts vitaux » (l'intégrité du territoire national, le libre exercice de la souveraineté et la protection des populations) sont du ressort de la dissuasion, via l'ordre d'engagement, par le chef de l'Etat, des forces nucléaires. Ensuite, les « intérêts stratégiques » concernent en priorité le maintien de la paix en Europe, en Méditerranée et dans « les espaces essentiels à l'activité économique du pays et à la liberté de ses échanges ». Enfin, les « intérêts de puissance » découlent du rôle de la France, membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, dans

des actions internationales en faveur de la paix, et des accords de défense qu'elle a passés avec des pays d'Afrique et du Moyen-Orient.

Le chef d'état-major des armées ne s'attarde pas sur la dissuasion et il s'étend, en revanche, sur l'emploi des forces classiques qu, note-t-il, « s'inscrit résolument dans une perspective européenne et internationale ». « Nos armées, explique le général Douin, sont amenées, de plus en plus fréquemment, à remplir leurs missions dans des cadres multinationaux. » Et de citer expressément l'ONU, l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (OSCE), l'Union européenne (UE), l'Union de l'Europe occidentale (UEO), l'OTAN ou encore, écrit-il, « des coalitions de circonstance », voire « des coopérations diverses ».

CONTRÔLE OPÉRATIONNEL NATIONAL « La capacité d'engager à distance et à partir du territoire national des moyens importants est, assure le chef d'état-major, la priorité assignée à la composante conventionnelle de nos armées », sous couvert d'un mandat de la communauté internationale « par souci de légitimité et d'efficacité internationale ». Dès lors que « les moyens nationaux doivent pouvoir s'insérer sans délai dans des structures de commandement multinationales », la France peut revendiquer de fournir « le noyau et la structure d'accueil » du poste de commandement d'un groupement de forces interarmées multinationales (GFIM) mis sur pied par l'OTAN et l'UEO.

Cependant, même dans ce contexte qui devient la règle des futures interventions, « la chaîne de commandement est organisée de manière à permettre au chef d'état-major des armées de contrôler la conformité de l'emploi des forces françaises aux options politiques nationales ». En clair, le chef d'état-major des armées conserve « en général » le commandement opérationnel des unités françaises. Il peut en déléguer « le contrôle opérationnel » au commandement multinational, mais « dans un cadre mission-espace-temps clairement défini » au début de la mission.

Le général Douin établit la nature du contrat, en quelque sorte, qui peut être passé selon les cas. Dans un conflit régional (Europe, Proche et Moyen-Orient, Méditerranée), la contribution française représente 10 % de la coalition, quand la France y tient « une place significative », et elle s'élève à plus de 30 %, si la France « en assure la direction ». Soit, selon les scénarios, tout ou partie de deux divisions à 30 000 hommes (plus de 50 000 dans le cadre d'une opération majeure de l'OTAN), un groupe aéronaval, une force amphibie, quelques sous-marins nucléaires d'attaque, une centaine d'avions de combat et un groupement de transport aérien, le tout devant être déployé entre les soixante-douze premières heures et jusque dans moins de trois mois.

Dans une crise impliquant les DOM-TOM ou un Etat avec lequel ont été signés des accords de défense ou de coopération, la France

doit pouvoir engager une brigade relevable de 5 000 hommes, des capacités aéronavales et amphibies, une quarantaine d'avions de combat et un groupement de transport aérien. Pour ce qui est d'une mission de paix internationale, le général Douin précise que le déploiement français varie selon la menace, entre les effectifs prévus pour un conflit régional et ceux requis par une crise hors métropole.

Jacques Isnard

Sanglant anniversaire au Sri Lanka en guerre

L'île fête ses cinquante ans d'indépendance sous la menace des Tigres tamouls. Ces séparatistes ont bombardé mercredi une localité de l'Est

COLOMBO de notre envoyée spéciale

Trop souvent oubliée par la bonne société de Colombo, la guerre a brutalement marqué le 50^e anniversaire de l'indépendance du Sri Lanka. Trois ans après l'élection de la présidente Chandrika Kumaratunga sur un programme de paix, les célébrations annuelles se sont tenues, mercredi 4 février, dans la capitale, protégées par un dispositif de sécurité sans précédent. De violentes et sanglantes offensives, la meurtrière explosion, fin janvier, d'un camion devant le temple le plus sacré du bouddhisme sri-lankais à Kandy (centre), sont venus rappeler que les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) se battent toujours pour un Etat indépendant pour les Tamouls (18 % de la population).

Malgré les défaites militaires que lui a infligées ces trois dernières années une armée plus combattive et mieux équipée, le plus grand succès du LTTE est, comme l'affirme M. Palidasothy Saravanamuttu, directeur du centre de politiques alternatives, d'avoir « ramené la paix à la capitale ».

50 000 MORTS EN QUINZE ANS

Mouvement monolithique, dirigé d'une main de fer par Velupillai Prabhakaran, stratégie militaire hors pair, le LTTE n'est pas un adversaire facile. Après avoir rompu les négociations de paix ouvertes dès l'arrivée au pouvoir de Chandrika Kumaratunga, il refuse aujourd'hui son plan de réformes constitutionnelles. Celui-ci donnerait une large autonomie aux huit provinces du pays, donc aux Tamouls, majoritaires au Nord et très présents dans l'Est. Car, tout en poursuivant une guerre qui a fait quelque 50 000 morts en quinze ans, M^{me} Kumaratunga a mis sur la table un plan sans précédent qui transformerait le pays en un Etat fédéral. Cette audace ne fait pas l'unanimité de la communauté cinghalaise, inquiète pour l'unité du pays.

C'est là que le bât blesse. Si chacun reconnaît la sincérité et la détermination de M^{me} Kumaratunga à donner à la minorité tamoule la place qui lui revient, beaucoup déplorent son incapacité à « vendre » ce plan à sa propre communauté cinghalaise. « C'est la première fois qu'un gouvernement cherche honnêtement à résoudre à tout prix le problème », affirme ainsi un intellectuel tamoul. « La substance est là, mais il manque le savoir-faire pour la faire accepter », dit-il. Charismatique, populiste (« c'est elle et le peuple contre l'establishment », affirme M. Saravanamuttu), la présidente n'a pas su se concilier l'opposition. Après plus d'un an et demi de discussions, celle-ci vient de rejeter toutes ses propositions.

Face à ce revers, M^{me} Kumaratunga emploiera-t-elle l'arme du référendum pour obtenir un soutien populaire qui ne serait toutefois pas contraignant ? Le gouvernement est déterminé à faire passer ce

plan dans la Constitution », nous a affirmé le ministre des affaires étrangères, M. Lakshman Kadirgamar. « Si nous n'obtenons pas les deux tiers des voix (nécessaires) au Parlement, nous envisageons de faire appel au peuple », ajoute-t-il. Mais un référendum n'est pas gagné d'avance.

La guerre absorbe un tiers des revenus du gouvernement (833 millions de dollars en 1997). Elle pèse sur la population, qui se plaint de la hausse des prix et risque de sanctionner le pouvoir. « La présidente aurait dû agir dans les six premiers mois de son mandat, affirme un politique, alors que, élue avec plus de 60 % des suffrages elle bénéficiait d'un état de grâce exceptionnel. Aujourd'hui c'est sur la situation économique qu'elle sera jugée. »

Même un référendum favorable ne dispenserait pas le gouvernement d'en passer par le Parlement pour une réforme constitutionnelle. « Sans l'accord des deux partis cinghalais, il n'y a pas de solution possible », affirme un universitaire qui déplore que les jeux de pouvoirs nuisent au règlement d'un conflit qui freine tout développement du pays.

Parallèlement à la recherche d'une solution politique, le gouvernement poursuit son offensive militaire et diplomatique contre le LTTE. La mise par le département d'Etat américain du LTTE sur la liste des organisations terroristes est une première victoire. Le chef de la diplomatie sri-lankaise « espère » voir les Européens se montrer plus souples sur le financement du LTTE à partir des communautés tamoules installées dans leurs pays. « Nous avons parfois le sentiment que notre démocratie, qui s'est perpétuée sans interruption malgré la guerre, n'est pas appréciée à sa juste valeur », dit-il.

Après avoir banni le LTTE pour calmer la communauté cinghalaise après l'attentat contre le temple de Kandy, le gouvernement se doit de marquer des points pour tenter de séparer la communauté tamoule du LTTE. Ou tout au moins amener celle-ci à convaincre les combattants qu'il faut savoir terminer une guerre. Faudrait-il encore pour cela que les Tamouls soient définitivement persuadés que le plan de dévolution des pouvoirs sera mis en place même si la guérilla est vaincue. Beaucoup en doutent encore. S'ils n'approuvent pas les actions de la guérilla, ils estiment que, sans les actions de celle-ci, les Cinghalais oublieront vite leurs promesses.

Avec le capital de confiance qu'elle a acquis en reconnaissant et dénonçant très clairement les injustices faites aux Tamouls, M^{me} Kumaratunga représente sans doute aujourd'hui la meilleure chance de solution. Le temps lui est compté. Elle aura besoin de beaucoup de diplomatie pour surmonter les obstacles de sa propre communauté et les doutes des Tamouls.

Françoise Chipaux

André Bercoff

COMMENT ILS ONT TUÉ TAPIE

Le livre qui explique tout le complot

Michel LAFON

Je 27/11/2000

6

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 5 FÉVRIER 1998

TRAVAIL L'Assemblée nationale continue l'examen des articles du projet de loi tendant à réduire la durée du travail à 35 heures par semaine en 2000. L'opposition, dont

près de 1400 amendements étaient en instance de discussion mardi, est partagée sur la conduite à tenir, l'UDF se défendant de toute « stratégie de retardement » tandis que le

RPR se montre plus rigide. ● L'ANNUALISATION du temps de travail, c'est-à-dire la possibilité de moduler les horaires en fonction de l'activité de l'entreprise, a donné lieu à de

premiers échanges entre droite et gauche et, au cours de la séance des questions d'actualité, mardi, à une mise au point de Dominique Strauss-Kahn. ● LE DOUBLE SMIC, annoncé

par Martine Aubry le 27 janvier, doit faire l'objet de consultations des syndicats et du patronat dans le cadre de la commission nationale des négociations collectives.

Le gouvernement refuse d'affaiblir la protection des salariés

Le débat sur l'annualisation s'est amorcé, à l'Assemblée nationale, au cours de l'examen du projet de loi sur la réduction du temps de travail. La droite souhaite assouplir une réglementation qui, pourtant, permet déjà de faire varier les horaires de travail au cours de l'année

UNE NOUVELLE SORTIE d'amendement est née à l'occasion de la reprise du débat sur le projet de loi des 35 heures, mardi 3 février, à l'Assemblée nationale : les députés RPR-UDF ont défendu des amendements dits de terrain, fondés sur le vécu des entreprises, visant à modifier l'article premier du texte de Martine Aubry, qui prévoit le passage aux 35 heures en 2000 pour les entreprises de plus de vingt salariés et en 2002 pour les établissements de plus petite taille. Derrière ce mot, l'opposition a tenté, à travers quelque 400 amendements sur ce seul article, de justifier l'exclusion de nombreux secteurs économiques du champ d'application du texte de M^{me} Aubry - des maisons de retraite aux entreprises de travaux publics en passant par l'agroalimentaire - ainsi que le recul de la date-butout du passage aux 35 heures : 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006... Ni amendements « écurie » - pour grignoter le temps de parole - ni amendements d'obstruction, ont juré les

porte-parole des groupes RPR et UDF, Roselyne Bachelot-Narquin (Maine-et-Loire) et François Goulard (Morbihan).

Fort peu convaincu, le gouvernement a sorti à son tour une arme irrésistible, la réserve d'amendements. Cette procédure, utilisée à quatorze reprises mardi soir, lui a permis de reporter la discussion - et aussi le vote - de plus de deux cents amendements, jugés « répétitifs » par la ministre de l'emploi et de la solidarité, « Déplacement de procédure ! », s'exclamait-on sur les rangs de l'opposition, qui a réclamé et obtenu, en contrepartie, de multiples suspensions de séance. Ainsi qu'il l'avait fait lors de la discussion des projets de loi sur la nationalité et l'immigration, Jean-Louis Debré, président du groupe RPR, a fait planer la menace d'une censure du Conseil constitutionnel, si le gouvernement s'aventurait à utiliser des procédures par trop contraignantes. Dans l'après-midi, M. Goulard avait indiqué, quant à lui, que le groupe UDF préparait

un recours auprès du Conseil constitutionnel contre l'ensemble du projet de loi, portant, en particulier, sur la question du double SMIC.

En fin de matinée, mardi, M. Debré, dans le huis clos de la conférence des présidents, avait fait preuve de son intransigeance. A l'inverse de son homologue de l'UDF, François Bayrou, qui s'est montré relativement ouvert en soulignant que son groupe n'avait « pas de stratégie de retardement », le président du groupe RPR a refusé d'envisager le retrait d'une partie des centaines d'amendements déposés par ses collègues.

AMENDEMENT ABSURDE

Soumis à un tir croisé du président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, du ministre des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant et du président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault, M. Debré a vivement contesté avoir pris un quelconque « engagement » de la sorte, lors d'une précédente conférence des prési-

dents. Tirant les conséquences de cette attitude, le gouvernement a inscrit à l'ordre du jour de nombreuses séances supplémentaires, y compris le week-end, jusqu'au vote solennel sur l'ensemble du texte, toujours prévu pour le 10 février.

Noyée dans la procédure, la journée de débat n'a laissé qu'une place mineure à la discussion de fond. Une douzaine d'amendements sur l'annualisation ayant été réservés à la demande du gouvernement, le débat s'est brièvement engagé sur le sujet, à deux reprises. Dès l'ouverture de la séance, M. Goulard a défendu une proposition visant à « remplacer la durée hebdomadaire par un calcul sur l'année ». Affirmant que « la conception française de la durée du travail à quelque chose d'archaïque », le porte-parole du groupe UDF a affirmé que « les rigidités actuelles (...) sont contraires à l'intérêt général car elles empêchent les entreprises de s'adapter au contexte économique ». « Nous sommes favorables à une modula-

tion dans certains cas mais dans le cadre d'accords et avec des garanties pour les salariés », a répliqué M^{me} Aubry, en s'opposant à un amendement qui « ne fixe aucune limite ». « Vous cassez un mouvement de négociation sur l'annualisation ! », s'est exclamé Pierre Lequiller (UDF, Yvelines), avant que l'amendement UDF ne soit rejeté.

Plus tard dans la soirée, ce fut au tour des radicaux de gauche de défendre une proposition similaire. « La précision que nous souhaitons apporter n'entraîne pas l'annualisation de la durée du travail mais vise à introduire, à côté de la référence principale qui est la durée hebdomadaire, une référence annuelle », a indiqué Alain Tourret (RCV, Calvados), en précisant ce qu'il a qualifié de « précision technique de bon sens ». « Il ne s'agit pas d'une simple précision technique », a relevé d'emblée Jean Le Garrec (PS), rapporteur de la commission des affaires sociales, avant de détailler sa position : « Dans la rédaction actuelle du code du travail, les trois modula-

tions prévues fournissent tous les éléments permettant de négocier une nouvelle organisation du travail, mais celle-ci doit se faire en prise par entreprise, avec la volonté de tenir compte des contraintes des salariés et de créer des emplois. (...) Si nous introduisons une équivalence annuelle dans le code du travail, nous ouvrons une brèche dangereuse : car alors, l'annualisation risque d'être pratiquée sans tenir compte de ces objectifs. »

Jean-Pierre Brard (PC, Seine-saint-Denis) a vu plusieurs de ses amendements rejetés par la commission des affaires sociales et le gouvernement, dont celui visant à instaurer les 32 heures. Clou de cette soirée surréaliste qui s'est terminée vers 3 heures du matin, l'amendement absurde de Thierry Mariani (RPR, Vaucluse), qui visait à passer à 31 heures à compter du 1^{er} janvier 2006, 27 heures en 2010, 23 heures en 2014... et zéro heure en 2038, a finalement été rejeté !

Clarisse Fabre et Jean-Baptiste de Montvalon

Les variations d'horaires, inévitable corollaire des 35 heures

ET SI LES SALARIÉS avaient lâché la proie pour l'ombre ? S'ils avaient échangé, à la faveur d'une baisse du temps de travail, des horaires réguliers contre un accroisse-

ANALYSE

« Souplesse », oui, « flexibilité », non, soutient le gouvernement

ment de la flexibilité ? Le projet de loi sur les 35 heures vient relancer le débat sur la flexibilité, terme honni en France, désignant la papotage de mesures à la disposition des entreprises qui veulent adapter l'utilisation de leur main-d'œuvre aux fluctuations de leur activité.

Le 1^{er} février, au Forum économique mondial de Davos, en Suisse, le ministre de l'économie avait semblé vanter - en anglais - les vertus de la flexibilité. Dominique Strauss-Kahn est revenu sur le sujet, mardi 3 février, à l'Assemblée nationale, en se livrant à un distingué entre « souplesse » et « flexibilité ». Les 35 heures ? C'est « évidemment un instrument de souplesse » et « d'adaptation », a-t-il souligné, puisqu'elles donneront aux entreprises « plus de souplesse pour s'adapter au marché ». La flexibilité ? C'est, au contraire, « un terme qui porte atteinte au droit du travail » et « veut dire érosion du SMIC, érosion des droits des salariés ».

M. Strauss-Kahn a insisté : « Ni Martine Aubry ni moi ni l'ensemble du gouvernement n'en veulent », avant d'assurer que, à Davos, il avait défendu « la politique du gouvernement ». De fait, le projet de loi ne modifie pas en profondeur le droit du travail en ce domaine, mais les pouvoirs publics savent aussi que le passage aux 35 heures va rendre inévitable une réorganisation du travail dans les entreprises et, dans certains cas, un calcul de sa durée non plus sur la semaine mais sur l'année. M^{me} Aubry estime que si l'annualisation est difficile à accepter par des sala-

riés travaillant plus de 40 heures, elle sera plus supportable quand leur durée de travail aura été ramenée à une moyenne de 35 heures.

Le code du travail n'a cessé, depuis le début des années 80, d'évoluer dans le sens libéral souhaité par le patronat et parfois rendu nécessaire par les mutations économiques. C'est paradoxalement la gauche, si critique sur la flexibilité, qui a ouvert la brèche par l'ordonnance du 16 janvier 1982 sur la semaine de 39 heures, en permettant au patronat et aux syndicats de négocier, dans les entreprises et dans les branches professionnelles, des dérogations aux règles relatives au temps de travail réel et, notamment, d'introduire une modulation annuelle de l'horaire collectif. La loi du 19 juin 1987 a assoupli le droit du travail en multipliant les dérogations : la modulation des horaires, par exemple, n'était plus obligatoirement assortie d'une baisse de la durée du travail. Enfin, la loi quinquennale du 20 décembre 1993 a encore étendu les possibilités d'annualisation avec obligation, cette fois, de réduire le temps de travail.

Il existe désormais trois types de modulation : le premier permet de faire varier la durée hebdomadaire du travail au-delà du contingent réglementaire d'heures supplémentaires (130 heures par an) ; le deuxième autorise le chef d'entre-

prise à aller au-delà de ces 130 heures, tout en le dispensant du paiement des majorations de salaire et du repos compensateur (jusqu'à 44 heures par semaine par accord d'entreprise et 48 heures par accord de branche) ; le troisième ouvre droit, aussi, à des variations d'horaires très importantes, à condition qu'elles soient accompagnées d'une baisse du temps de travail.

Le CNPF, qui demande davantage, va préciser sa doctrine dans le cadre d'un « projet d'espérance des entrepreneurs ». Proposera-t-il de faire sauter le verrou de la durée légale ? L'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) revient à la charge sur ce thème. Il faut, juge-t-elle dans son bulletin mensuel, « supprimer la référence à la durée légale hebdomadaire de 39 heures ». Dans ce système de « travail différencié », le salarié négocierait « le volume horaire de base pour lequel [il] est engagé », ce volume étant à apprécier sur une semaine, un mois, un an. L'UIMM y voit un moyen de « faire correspondre les besoins de souplesse des entreprises et les aspirations des salariés à une plus grande liberté ».

On peut en douter, tant les rapports sociaux, en période de chômage de masse, évoluent au détriment des salariés.

Jean-Michel Bezat

Les partenaires sociaux seront consultés sur le double SMIC

L'EFFET de surprise a été complet. L'annonce, le 27 janvier, par Martine Aubry, en ouverture du débat parlementaire sur les 35 heures, d'une distinction, à partir de l'an 2000, entre un SMIC horaire et un SMIC mensuel a surpris les partenaires sociaux. Les réactions d'hostilité ont tout de suite fusé, venant de l'ensemble des syndicats, qui se sont mis subitement à parler d'une seule voix. Au micro d'Europe 1, le 28 janvier, Nicole Notat jugeait cette annonce « prématurée ». Pour la secrétaire générale de la CFTC, la création d'un rémunération mensuelle minimale, parallèlement au SMIC horaire, sonnait même comme « un début d'aveu d'échec ».

Tout aussi critique, Force ouvrière a immédiatement relevé les conséquences de l'introduction d'une différence entre un niveau horaire et un niveau mensuel. Par ce biais, le gouvernement « prend le risque de mettre en cause le niveau du SMIC et sa fonction régulatrice », explique Marc Blondel. L'absence de consultations préalables est aussi dénoncée par le secrétaire général de FO.

La réaction de la CFE-CGC s'inscrit dans la même veine : constatant que « la dernière innovation du gouvernement, le SMIC à deux vitesses, risque bien de poser plus de problèmes qu'elle ne permettra d'en résoudre », la centrale des cadres indique, ironique, qu'elle « aimerait être sûre que le gouvernement ait réfléchi à tout cela, avant de proposer une telle réforme ». S'étonnant que les organisations syndicales n'aient pas été consultées avant, « comme cela est d'usage », elle s'interroge, aussi, sur « la réalité du dialogue social ».

Plus tranchée encore, la réaction de la CFTC sur la question du double SMIC est qu'avec les 35 heures, cela équivaut à « la quadrature du cercle ». La centrale chrétienne avertit qu'il est hors de question que le SMIC mensuel stagne pendant plusieurs années, pour être finalement ramené à 33,33% de sa valeur actuelle.

Dans un communiqué intitulé « SMIC et 35 heures », la CGT a réagi, le 30 janvier, en estimant

que « partir du principe de la non-revalorisation du SMIC horaire, c'est s'enfermer dans le dogme de la baisse du coût du travail comme condition des créations d'emplois ». Dans un entretien au Monde (daté 1^{er} février), Louis Viamet, secrétaire général de la CGT, indiquait que « sur ce sujet où il n'y a eu, à ce jour, aucune concertation avec le gouvernement, l'opposition de la CGT sera franche et totale ».

USINE À GAZ

Côté patronal, la condamnation du double SMIC apparaît tout aussi unanime. S'exprimant juste après les déclarations de M^{me} Aubry, Bernard Boisson, a dénoncé dès le 28 janvier, le caractère « ingérable » de cette proposition. « Le nouveau mécanisme du SMIC va être extrêmement difficile à mettre en pratique. On va générer des différences de salaire entre des gens faisant le même travail », a déclaré le vice-président de la commission sociale du CNPF. Dans un entretien publié mercredi 4 février par La Tribune, Georges Jolles, président de la commission sociale du CNPF, enfonce le clou, estimant que « la cohabitation de deux SMIC est impossible », car « cette situation est naturellement inacceptable par les salariés, mais aussi par les entreprises ».

Devant ce tollé, la ministre de l'emploi et de la solidarité a indiqué, mardi, qu'elle allait consulter l'ensemble des partenaires sociaux dans le cadre de la commission nationale de la négociation collective. Traditionnellement réunie en juin par le gouvernement, une commission nationale exceptionnelle pourrait être convoquée avant. Plusieurs syndicats ont aussi déjà demandé une entrevue au ministère du travail pour avoir des éclaircissements sur l'état des réflexions. Comme le dit un responsable syndical, ils craignent qu'au lieu d'ouvrir un vrai débat sur la valeur du SMIC, M^{me} Aubry ne soit en train de construire, seule, une « usine à gaz ».

Alain Beau-Méry

M. Seillière veut prolonger son combat au niveau européen

GUERRE AUX 35 HEURES : tel pourrait être le mot d'ordre du patronat européen, selon le souhait du président du CNPF. Ernest-Antoine Seillière, qui recevait, mardi 3 février, à Paris, son homologue italien, le patron de la Confindustria, Giorgio Fossa, a annoncé son intention « de multiplier les contacts » pour sensibiliser ses pairs européens aux dangers de la réduction de la durée légale du travail.

Parce que le projet de loi réduisant à 35 heures la durée légale hebdomadaire du travail est en discussion à l'Assemblée nationale en France, parce qu'en Italie, afin d'obtenir le soutien de Refondation communiste, la composante la plus à gauche de sa majorité, le président du conseil, Romano Prodi, s'est engagé à faire aboutir le passage aux 35 heures, MM. Seillière et Fossa ont jeté les bases d'un front commun transalpin.

Tous deux ont ainsi souligné leur « grave préoccupation » devant la volonté de leurs gouvernements d'engager une « diminution générale et uniforme » de la durée

du travail, qui « ne peut qu'affaiblir la France et l'Italie dans la compétition mondiale ». M. Seillière, qui s'était entretenu la veille avec l'un de ses homologues allemands, a annoncé son intention de se rendre auprès du Parlement européen et de la Commission de Bruxelles afin, a-t-il déclaré, que ces « institutions soient bien au courant de la situation qui nous est faite ».

La réduction « autoritaire » du temps de travail n'est pas « sus-

ceptible de créer véritablement des emplois », a répété le président du CNPF. « Compte tenu des subventions importantes, il y aura peut-être des créations », a-t-il reconnu, en affirmant qu'au total le solde sera négatif.

CHEMIN ERRONÉ

« Il y aura également beaucoup de diminutions d'emplois par manque d'investissements, délocalisations, démotivation des jeunes entrepreneurs », a-t-il certifié.

L'UIMM et le mouvement des chômeurs

Dans le numéro de février de son bulletin mensuel, Actualité, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), principale fédération professionnelle du CNPF, analyse le récent conflit des chômeurs en estimant que « la détresse des vrais chômeurs est, à l'évidence, pour le moins exploitée, sinon manipulée », notamment par des syndicats (la CGT, le Groupe des DB, la FSU sont cités) et par le PCF.

Évoquant les associations ACI, MNCP et APES, l'UIMM juge que « leur rupture marque un tournant dans la vie sociale ». Elle décrit en termes alarmistes des « associations très infiltrées par la LCR », indique que « les policiers ont pu identifier des agitateurs vus à l'École Saint-Bernard », assure que ces collectifs, appuyés « par la nébuleuse des associations de lutte contre l'exclusion », le sont aussi « par une émanation d'Action directe ». L'UIMM préconise une « remise à plat des minima sociaux » pour « les rendre incitatifs au travail ».

M. Fossa a invité les pouvoirs publics italiens à « faire un pas en arrière » plutôt que de suivre « le chemin erroné » des 35 heures.

Le « patron des patrons » italien en a profité pour décrire en creux sa stratégie face au projet de son gouvernement. Estimant que c'est le dialogue social qui est en jeu, il a souligné que « les syndicats et le patronat italien peuvent être des alliés sur ce terrain et faire un bout de chemin ensemble ».

Quêter un soutien du côté syndical n'est pas, en revanche, une démarche que le CNPF a entreprise. M. Seillière, qui s'attend à « l'adoption prochaine d'une loi sur les 35 heures », estime que « les données politiques ne [lui] laissent aucun espoir quant à une transformation majeure du texte au Palais Bourbon ». Il a rappelé que le CNPF avait souhaité la suppression de l'article premier du projet, attachant une date-butout, et que, pour le reste, il n'a pas « à se mêler des modifications sur un texte pour lequel, a-t-il dit, nous sommes condamnés au rôle de spectateurs ».

Interrogé sur la décision de l'As-

sociation française des banques (AFB) de dénoncer la convention collective, il a estimé que cette initiative « n'est pas imprévue » dans la mesure où elle traduit, selon lui, « les premières réactions » aux 35 heures. M. Seillière a rappelé que le CNPF « a toujours dit que si, par malheur, notre pays subissait l'obligation de réduire la durée du travail à 35 heures, chaque entreprise, chaque métier déterminerait sa façon de réagir ».

REVOIR LES ACCORDS EXISTANTS

Au CNPF on confirme que plusieurs branches vont être confrontées à la nécessité de toiletter ou de déposséder les accords existants. Dans un entretien au Monde du 20 janvier, le président de la commission sociale, Georges Jolles, avait d'ailleurs averti : « Si, par malheur, cette loi devait être votée, nombre de branches seraient conduites à s'interroger sur le contenu de leurs conventions collectives. » L'Union des industries textiles (UIT), dont M. Jolles est le président, examine la question.

Caroline Monnot

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AU PARTICULIER
Remise sur tous les produits
MATÉLAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fiches ou relevés
SWISSFLEX - TRACCA - EPEDA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC...
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Steiner - Coulon - Duvalier - Sulfen - Etc...
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
247, rue de Belleville PARIS 19 ME Téléphone
01.42.08.71.00 - 7107

M. Strauss-Kahn lance la campagne socialiste en Ile-de-France

Le Conseil constitutionnel provoque un embarras

sur des demandes de nombreux députés, notamment socialistes, d'un débat parlementaire sur la politique énergétique.

té du réacteur Phénix sont « à étudier ». Les expériences d'incinération des déchets prévues avec Superphénix devraient se poursuivre avec Phénix. Certains remarquent cependant que ces expériences ne mettraient en jeu que de faibles quantités de déchets (quelques dizaines de grammes) là où la centrale de Creys-Malville devait en brûler des kilos. M. Bataille souhaitait un dialogue entre gouvernement et Parlement sur l'ensemble du cycle nucléaire. Il traduisait ainsi les sentiments différents au sein du parti. Un débat parlementaire, comme l'abbé Aubert l'avait demandé, était en effet en cours. La Gauche socialiste a ainsi voté contre le communiqué du bureau national du Parti socialiste intitulé « Oui à la transparence, non au tout nucléaire ».

teur de nombreux rapports sur l'industrie nucléaire, est « satisfait de voir tout risque d'une dérive forte antinucléaire écartée ». Il juge les décisions du comité interministériel « équilibrées », même si la condamnation de Superphénix lui paraît « un peu hâtive » et estime que les conditions de stre-

«...benîx a été accueillie avec une r...
...ils en service en 1973, le surgém...
...plupart des gens ne savent même...
...s », confie un émi local. Durant sa...
...cent cinquante salariés qu'em...
...t été affectés à des tâches de...
...ne se traduira par aucune em...

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN
a choisi les transports pour lancer la campagne de la gauche en Île-de-France. A la gare de St-Denis (Val-d'Oise), dont il fut le maire de 1995 jusqu'à son entrée au gouvernement, il a formulé en direction de quelques usagers du RER parvenus à franchir une haie de micros et de caméras, des propositions telles qu'une « tarification sociale » pour les personnes les plus démunies, ou la multiplication d'emplois-jeunes pour assurer la sécurité dans les rames.

Le choc de file de la gauche régionale a été presque étonné d'être interpellé sur son choix entre Bercy et la région, en cas de victoire de la gauche. « Si c'est moi qui suis finalement président, je ne serai pas ministre. Si je reste ministre, c'est que je ne serai pas président », a-t-il répondu, répétant que cette question n'est pas un vrai problème quand on fait une... « campagne collective ».

Autre question, apparemment spontanée, d'un usager de la ligne D du RER : les « affaires » en Ile-de-France. « Le meilleur moyen d'en finir, c'est de prendre un peu d'air en changeant les équipes en place depuis vingt ans », a répondu M. Strauss-Kahn.

gauche, les spéculations vont bon train sur les suites données aux perceptions effectuées chez le président du Conseil constitutionnel (Le Monde du 28 janvier). La validité de l'élection de Laurent Dominati (UDF-DL) dans la 1^{re} circonscription de Paris, examinée le 29 janvier, n'a pas été tranchée. M. Dumas s'était interdit de séjurer pour des « raisons personnelles » (Le Monde du 31 janvier). M. Dominati, dont l'invalidation était donnée comme très probable, ne cache pas son intention d'exploiter le risque de désistement qui pourrait soulever le débat sur la validité des élections des ennemis de son président. « Il s'agit désormais invalidé », ce serait selon lui, forcément pour des raisons politiques...

L'arrêté décision très attendue concerne la validité de l'élection de Jean Tiberi (RPR), maire de Paris, dans la 2^e circonscription. Lyne Cohen-Solal (PS), auteur de recours contre le procureur, se trouve à la coincidence entre la mise en cause de M. Dumas et l'imminence de ce jugement. « Ça ne nous empêchera pas de parler des affaires... Balladur, Tiberi et Giroud. C'est la même chose », déclare la candidate aux régionales, qui, mardi 3 février, a perdu une bataille devant le tribunal d'instance du 5^e arrondissement. Celui-ci a déclaré irrecevable, pour des raisons de délais, l'action engagée par quatre électeurs contre la sincérité des listes électorales de l'arrondissement, dont M. Tiberi fut maire jusqu'en 1995. La validité de ces listes était une des questions soumises au Conseil constitutionnel, dont la réponse, quelle qu'elle soit, sera interprétée à la lumière de l'affaiblissement de son président.

LA QUESTION DES INVALIDATIONS
A Paris, les socialistes ne cachent pas leur intention d'exploiter le thème des affaires. Mais la récente mise en cause de Roland Dumas dans l'affaire Elf, du temps où il était ministre des affaires étrangères, brouille ce jeu. « Autant que je sache, M. Dumas n'était pas élu au conseil régional d'Ile-de-France », a rétorqué M. Strauss-

Kahn. Il n'empêche ! A droite comme à

Pascale Sauvage

A L'OCCASION d'une rapide visite de la base aérienne de Cognac, en Charente, mardi 3 février, Jacques Chirac «est félicité de ce que la professionnalisation de l'armée «se déroule bien jusqu'ici». Dans une brève allocution, le président de la République, qui était accompagné par Alain Richard, ministre de la Défense, a exprimé sa «confiance dans l'aptitude de notre pays à avoir demain, c'est-à-dire dans les prochaines années, une armée à la fois compétente, motivée, bien équipée et apte à assumer les missions qui sont les siennes, c'est-à-dire la défense de notre pays, mais aussi de nos intérêts dans le monde et le maintien de la place politique de la France dans ce monde de de-

DÉPÊCHES

■ **MITTERRAND** : l'ancien premier ministre Michel Rocard a expliqué, mardi 3 février, sur LCI, qu'il ne retirait rien à ses propos juguant « un peu à la limite » certains membres de l'entourage de François Mitterrand (*Le Monde* du 4 février). « Je confirme tout ce que j'ai dit, je n'ai pas besoin d'en rajouter (a-t-il dit) mais tout le monde sait », a-t-il indiqué.

■ UDF: François Léotard estime, dans un entretien au *Figaro* du 4 février, que l'hypothèse d'une grande formation unique de l'opposition « mérite réflexion » à certaines conditions. Le président de l'UDF ajoute qu'« une bonne alliance entre deux formations » est « peut-être meilleure pour représenter la diversité des Français ».

SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS, dans le Val-de-Marne, n'est pas Vitrolles. Son maire, Jean-Louis Beaumont (UDF-PPDF), n'est pas Bruno Mégret. D'ailleurs, rien n'énervé plus ce médecin, célèbre pour son opposition résolue à l'avortement et ses positions résolument conservatrices, que de se voir accusé de singer le Front national. « Notre allocation de première naissance existe depuis 1988, souligne-t-il. Nous n'imitons personne. »

Is le choix ? « Les lois françaises sont ce qu'elles sont. J'ai dû refuser à un couple américain cette allocation, c'est comme ça. »

M. Beaumont l'assure : sa mesure n'est ni discriminatoire ni même électoraliste. « Depuis 1988, je ne m'en suis jamais vanité, assure-t-il. Je n'ai jamais utilisé cette allocation pendant une quelconque campagne électorale. Du reste, personne n'y a jamais été choqué. Et voilà qu'aujourd'hui on veut mener une campagne contre moi en m'accusant de faire comme Mégrét. Vraiment tout ça me dépose. Encore une fois, croyez-moi : Vilmé et de Saint-Maurice, ça va bien s'y voir. »

Voilà dix ans, en effet, que le bureau d'aide sociale de la ville distribue une prime de 3 000 francs à la naissance d'un premier enfant. Pour en bénéficier, il suffit aux parents de se rendre à la mairie dans les trois mois qui suivent l'heureux événement. La somme leur est alors versée, à condition toutefois qu'ils remplissent quelques conditions : être mariés, résider sur la commune depuis plus de six mois et être tous deux inscrits sur les listes électorales de Saint-Maur.

Cette dernière exigence écarte, de fait, tous les couples étrangers non européens. De même que les partenaires de mariages « mixtes », entre Français et étranger. Discrimination ? M. Beaumont s'insurge : « Cette décision a été envoyée au contrôle de légalité. Elle a été visée par le préfet. »

Il avance des explications financières et civiques : « Notre ville a des moyens limités. Il faut bien choisir. Nous avons voulu récompenser les personnes qui, par leur inscription sur les listes, montrent au moins leur intérêt pour la vie de la commune. » Les étrangers ont-

M. MÉGRET NE DÉSARME PAS

Mardi 3 février, le préfet des Bouches-du-Rhône, Christian Proust, a défilé devant le tribunal administratif la délibération de la mairie de Vitrolles insistant l'« allocation municipale de naissance » réservée aux Européens. Il a réclamé un sursis à exécution.

Quelques heures auparavant, alors qu'il remettait la première allocation à la mère d'un enfant né le 3 janvier, M. Mégret déclarait : « Si le préfet essaie de bloquer la mesure, nous entreprendrons une série d'initiatives pour contourner sa décision. » En cas d'annulation par le tribunal administratif, précisait-il, « nous reprendrions immédiatement une nouvelle délibération avec, comme critère d'octroi, l'inscription sur les listes électorales ».

Nathaniel Herzberg

À L'AUTOMNE 1997, la mise sous condition de ressources des allocations familiales, décidée par la loi de financement de la Sécurité sociale, avait provoqué de vives réactions chez les associations familiales. Martine Aubry avait alors promis une « remise à plat » de la politique familiale. Mercredi 3 février, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité a annoncé l'installation de trois missions de réflexion, la désignation d'une députée chargée d'engager la concertation, la mise sous condition de ressources dans la première quinzaine de juin, d'une conférence de la famille.

Pour préparer ce « réexamen d'ensemble », la ministre a confié à trois personnalités un aspect particulier du dossier : Claude Thelot, inspecteur général de l'INSEE, *choisi en accord avec Dominique*

analysa les aides
cantonales et fisca-
les, qui fut secré-
taires de la femme
membre de Michel
une réflexion sur
quotidiens ren-
des familles; Irène
de la famille à la
nationale des sciences
d'évaluer leur
société.

ministre va nommer
ce, député (PS) du
membre en mis-
Mme Aubry, elle se
une concertation
des acteurs de la
le, notamment les
familiales et les organi-
sés et patronales,
des évolutions sou-
Gillot fera « des

propositions au gouvernement :
afin de préparer la conférence de
la famille.

L'Union nationale des associa-
tions familiales (UNAF) a estimé
que cette conférence « pouvait
permettre de revenir début 1998 sur
la mise sous conditions de res-
sources des allocations familiales ».

A l'automne 1997, M^{me} Aubry avait
laissé ouverte la possibilité de re-
noncer pour 1999, dans le cadre
d'une réforme plus globale, à ce
plateauement des prestations.
Mais, pour son entourage, le
gouvernement n'a pas voulu
de la politique familiale
de ne pas se limiter aux seules al-
locations : « L'ensemble des poli-
tiques qui contribuent à favoriser
les projets familiaux (politique du
logement, du temps de travail, du
l'éducation) doivent être prises en
compte », insiste-t-il.

**Dominique Gallois
et Hervé Morin**

**14 février St Valentin.
Quand on aime on ne compte pas,**

☎ 0 800 37 66 66

RECEIVED

LE SPÉCIALISTE DE L'APPEL INTERNATIONAL

Je suis libre

8

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 5 FÉVRIER 1998

PRÉCARITÉ La part des salariés à temps partiel dans la population active ne cesse de s'accroître : de 9 % en 1992, elle est passée à 17,4 % aujourd'hui, selon la dernière en-

quête emploi de l'Insee. ● L'IRRÉGULARITÉ des horaires de travail provoque de nombreuses difficultés pour concilier vie professionnelle et vie familiale, notamment chez les

bas salaires, employés principalement dans la grande distribution, la restauration ou les entreprises de nettoyage. ● DÉNONÇANT une « logique de « corvéabilité » et une

« vie sociale et familiale démantelée », la chercheuse Nathalie Cattaneo explique que « précarité et travail à temps partiel vont de plus en plus souvent de pair ». ● DANS UN

ENTRETIEN au Monde, Béatrice Appay, sociologue, estime que les parents sont « souvent mis sous pression et placés dans des situations inextricables ».

Temps partiel et horaires variables déstabilisent des vies familiales

Concilier activité professionnelle et vie privée relève du casse-tête pour les bas salaires qui travaillent à horaires modulables. Les sociologues qui ont étudié le cas des caissières des hypermarchés dénoncent une « logique de « corvéabilité » et « une vie sociale et familiale démantelée »

SES COLLÈGUES travaillent six jours par semaine. Convoquées par la direction après un mouvement de grève, elles ont toutes « versé des larmes » quand on leur a dit que c'était « ça ou la porte ». Après deux ans de déprime, et parce que son mari était gravement malade, Véronique, elle, a obtenu de ne plus travailler le samedi, en passant à temps partiel : cinq heures par jour, cinq jours par semaine, pour... 3 600 francs par mois. Aujourd'hui, ses livres d'épargne sont épuisés et elle se demande comment elle va payer ses impôts locaux. « Moi, je m'en suis sortie », dit-elle pourtant. L'essentiel, en effet, est sauf : le temps partiel lui permet désormais de s'occuper de sa fille âgée de huit ans.

Véronique, qui passe cinq heures par jour à peser des fruits et légumes à Monoprix, s'estime privilégiée : ses horaires sont fixes et, si elle avait aimé que ses vingt-cinq heures hebdomadaires soient réparties sur quatre jours au lieu de cinq, elle se dit plutôt bien lotie. Car la flexibilité, vue de sa caisse, se résume à une série de cas moins enviables les uns que les autres. Il y a ses collègues qui subissent des coupures de trois heures en milieu de journée alors qu'elles habitent en banlieue, celle qui s'est mise à boire (« le mardi, on la fait venir pour deux heures »), celles qui sont là tous les jours de semaine, y compris le samedi.

Deux ans après avoir connu cette situation, Véronique culpabilise encore. Si jamais sa fille

prend du retard à l'école, inutile de chercher la raison ailleurs. Ce sera parce qu'il n'y avait personne pour lui montrer ce que font un et un quand elle avait entre trois et six ans, « au moment où un enfant a besoin de sa mère ». A l'époque, cinq jours sur sept, Véronique déposait l'enfant « en vitesse » à 7 h 30 à l'école maternelle, allait la chercher à 18 heures. Le samedi, elle la « donnait à une dame ». Restait le dimanche pour les tâches domestiques. « Vous vous rendez compte, faire son ménage le dimanche ! »

CASSE-TÊTE

De la vie familiale, caissières et vendeuses parlent peu entre elles. D'ailleurs, elles ne discutent plus de grand-chose, puisque le morcellement des horaires a mis fin aux pauses d'une demi-heure en salle de repos. La famille reste pourtant une obsession constante lorsque le « temps choisi » l'est par l'employeur, et non par le salarié. Depuis que le temps de travail est devenu modulable, concilier vie professionnelle et vie privée relève du casse-tête pour les bas salaires qui font l'objet de contrats individuels, dans les secteurs comme la grande distribution, les cafés-restaurants, la restauration rapide ou les entreprises de nettoyage.

La part de salariés à temps partiel ne cesse de s'accroître : de 9 % en 1992, elle est passée à 17,4 % aujourd'hui, selon la dernière enquête emploi de l'Insee. Dans le même temps, la proportion de



personnes ne se satisfaisant pas de ce temps partiel a elle aussi augmenté : en 1990, 37 % des salariés concernés souhaitaient travailler davantage ; en 1997, ils étaient 43,5 %. « Sans être forcément synonymes, précarité et travail à temps partiel vont cependant de plus en plus souvent de pair », note Nathalie Cattaneo dans *Précarisation sociale, travail et santé*, un ouvrage collectif de l'Institut de recherche sur les sociétés contemporaines (Iresco).

La sociologue, qui a étudié le cas des caissières d'hypermarchés, parle de « logique de « corvéabilité » », de « vie sociale et familiale

démantelée ». « Toute vie en dehors du travail devient elle-même ingérable car complètement déstabilisée », écrit-elle, puisque « c'est l'instabilité, l'incertitude des rythmes de travail qui dominent, de manière à adapter les horaires du personnel aux fluctuations de l'activité ». Nathalie Cattaneo évoque un « fort sentiment d'insécurité et de culpabilité vis-à-vis des enfants ». Selon elle, les célibataires se considèrent « forcés de faire une croix sur leur projet de mise en couple ».

Quand Jeanne Fagnani, chercheuse au CNRS, détachée à la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), entend parler

de « démission des parents », d'enfants « livrés à eux-mêmes », elle s'insurge : « Les parents, ils n'y sont pour rien, arrêtons de les culpabiliser ! Ce sont les employeurs qui sont coupables ! » Et de citer le cas de cette caissière qui, au retour d'un congé parental, son troisième enfant ayant atteint l'âge de trois ans, s'est vu imposer de commencer tous les matins à 7 heures. « Évidemment, elle rentre chez elle à 14 h 30, mais, habitant en banlieue, elle doit partir à 5 h 45 ! Elle n'a pas eu le choix... C'était ça ou le chômage. »

ABSENCE DE DIALOGUES

M^{me} Fagnani vient de rendre à la Commission européenne une étude intitulée « La flexibilité dans l'emploi : un moyen de concilier la vie professionnelle et la vie familiale ou une nouvelle forme de précarité ? ». Elle a choisi pour terrain d'observation la grande distribution, pionnière dans le domaine de la flexibilité, et objet, à ce titre, de recherches sur les conditions de travail des salariés. Or, si les conditions de travail sont régulièrement auscultées, leur impact sur la vie familiale ne l'est pratiquement pas, alors qu'il est loin d'être négligeable en termes de coût social. Des chercheurs travaillent sur le sujet, dans le cadre d'un programme de la mission de recherche du ministère de l'Emploi et de la solidarité (MIRE) intitulé « Précarités, trajectoires et projets de vie », mais leurs travaux n'aboutiront que fin 1998.

Absence de dialogue entre so-

ciologues du travail et sociologues de la famille, division du travail entre institutions qui s'occupent de l'emploi et institutions qui s'occupent de la politique familiale, omniprésence de la question du chômage dans les centrales syndicales... Il est clair que la flexibilité de l'emploi n'est pas analysée en termes de répercussions familiales. L'Union nationale des associations familiales (UNAF) commence à s'intéresser à la question. « Malgré nos supplications, nous n'avons pas participé à la conférence emploi », déplore Monique Sassi, sous-directrice à l'UNAF. Pour M^{me} Sassi, « la flexibilité est une vraie demande des familles, le temps libre est une vraie conquête, mais il est aussi créateur de précarité pour les enfants de familles en difficulté ».

« Il y a une préoccupation qu'on voit monter chez nos partenaires sociaux, syndicaux, mais ce n'est pas le premier de leurs soucis », note pour sa part Pierre Strobel, responsable du service recherches de la CNAF - laquelle « est en train d'essayer d'investir la question de l'emploi ». Dans son étude, Jeanne Fagnani s'interroge sur la nécessité d'adapter les principaux dispositifs de la politique familiale à ces nouvelles formes d'emploi. « Ne doit-elle pas élargir son champ d'intervention et intervenir plus activement dans la sphère professionnelle pour limiter les excès - déjà amplement dénoncés - de la flexibilité ? », demande la chercheuse.

M.-P. S.

Béatrice Appay, sociologue, chercheur au CNRS

« Les parents sont placés dans des situations inextricables »

« Travailleurs sociaux, élus, magistrats, parlent de plus en plus d'une « démission des parents », en les accusant de laisser les enfants livrés à eux-mêmes. L'expression vous semble-t-elle adéquate ?

— Pas du tout, parce que le terme « démission » désigne les parents comme coupables, alors qu'ils sont souvent mis sous pression, placés dans des situations inextricables. Il y a une externalisation des responsabilités. Si on prend le cas des femmes, dont j'étudie la trajectoire, qui sont caissières, souvent elles prennent la décision de passer à temps partiel parce qu'elles n'en peuvent plus et parce qu'elles pensent qu'elles pourront mieux s'occuper de leurs enfants.

— Dans la réalité, il leur devient très difficile de concilier vie professionnelle et vie familiale, leur emploi du temps devient imprévisible. Normalement, il leur est donné une semaine à l'avance - ce qui n'est rien lorsqu'il faut faire garder des enfants -, mais cette règle n'est même pas respectée. Souvent, les horaires sont fournis le samedi pour le lundi, et ils changent dans la semaine en fonction des absences des collègues.

— Les syndicats ne poussent-ils pas à une application de la législation ?

— Les syndicats sont très peu représentés dans la grande distribution. Et comment voulez-vous que ces femmes aient des activités collectives, avec des emplois du temps imprévisibles ?

— Quelles sont les branches où se développe cette précarisation du travail et, donc, de la vie familiale ?

— Dans l'ouvrage collectif *La Précarisation sociale, travail et santé*, publié récemment par l'Iresco, nous montrons que la précarisation se développe dans toutes les branches d'activité. C'est le cas dans les secteurs où la production change en fonction du volume de

clientèle, et où les horaires sont nécessairement décalés, comme la restauration rapide, le nettoyage. Les employeurs exercent un maximum de pressions sur leurs salariés pour qu'ils passent à temps partiel, afin de bénéficier de la législation spécifique au temps partiel, qui permet de changer les horaires avec un délai de prévenance de sept jours - lorsque la loi est appliquée, ce qui n'est pas toujours le cas, faute de moyens. La pression en faveur du développement de la « souplesse » est très forte.

— Hormis la difficulté de concilier vie professionnelle et vie familiale, quelles sont les conséquences sociales de cette souplesse ?

— On ne réfléchit pas assez à son coût social. Les personnes soumises à une grande flexibilité ont plus de problèmes de santé que les autres. La précarisation s'accompagne d'une intensification du travail, les temps de repos sont éliminés. Or il existe des troubles liés à l'intensification du travail. Il y a actuellement deux discours concernant la précarisation du travail des femmes : c'est soit « faites les venir à la maison », ce qu'elles ne veulent pas, soit « les enfants perdent leurs repères », ce qui n'est pas nécessairement le cas - on assiste aussi, dans notre enquête, à une forte responsabilisation des enfants.

— Il y a d'autres discours possibles, notamment sur les nouvelles solidarités qui se construisent. Je vois des gens qui se décarcassent pour faire face à leurs responsabilités. Dans notre enquête, pour éviter le misérabilisme ambiant, nous voulons faire apparaître combien ces personnes soumises à la flexibilité sont résistantes, individuellement ou familialement. Au prix, il est vrai, de grandes souffrances.

Propos recueillis par Marie-Pierre Subtil

Le développement spectaculaire du « travail flexible »

FLEXIBILITÉ. Si Gustave Flaubert avait introduit ce terme dans son *Dictionnaire des idées reçues*, nul doute qu'il aurait accompagné sa définition d'un avertissement : « N'utiliser ce terme qu'après avoir pris soin d'indiquer que c'est à contre-cœur qu'on l'emploie. » Très rares sont en effet les hommes politiques ou les chefs d'entreprise qui y recourent sans prendre leurs distances. Et les syndicalistes ne l'emploient que pour dénoncer ce qu'il recouvre : le déclin du contrat à durée indéterminée, à temps plein, aux horaires réguliers, et la multiplication de contrats précaires (travail temporaire, contrats à durée déterminée), à temps partiel, ou aux horaires irréguliers.

Même si le contrat à durée indéterminée continue de concerner environ 90 % des actifs, 10 % des salariés du secteur privé sont aujourd'hui employés dans une forme temporaire d'emploi (intérim, apprentissage, emplois saisonniers...). Le développement du temps partiel et des horaires irréguliers est spectaculaire. Selon le bilan remis aux partenaires sociaux avant la conférence du 10 octobre 1997 sur l'emploi, les horaires fixes « concernaient 52 % des salariés en 1991, contre 65 % en 1978 » et « la semaine de travail flexible va souvent de pair avec des horaires journaliers également flexibles. En même temps que la durée hebdomadaire devient plus souple, elle se répartit sur un plus grand nombre de jours dans la semaine ».

Souhaité par les entreprises et par un certain nombre de salariés, le développement du temps

partiel a été puissamment aidé par le législateur. La loi quinquennale sur l'emploi de 1993 a non seulement diminué les cotisations des employeurs pour les embauches à temps partiel ou les transformations de contrats à temps plein en contrat à temps partiel, mais elle a aussi permis aux entreprises d'établir des contrats de travail à temps partiel calculé sur l'année, alors que, jusqu'alors, le contrat de travail intermittent était très strictement défini. « Le travail à temps partiel annualisé peut s'appliquer à tout type d'emploi », y compris à durée déterminée, constate la juriste Françoise Ravennec, dans son ouvrage sur *Le Travail à temps partiel* (éd. Lhac, 1997).

QUELQUES GARDE-FOUS

Le résultat de ces différentes mesures ne s'est pas fait attendre. Le temps partiel, qui était en quasi-stagnation et concernait environ 12 % des actifs en 1992, progresse désormais d'un point par an et concerne aujourd'hui 17,4 % de la population active. L'employeur ne peut pas obliger un salarié travaillant à temps plein à passer à temps partiel et le refus du salarié ne constitue « ni une faute ni un motif de licenciement ». De même, un contrat de travail à temps partiel doit comporter les heures de travail du salarié. Une modification de ces horaires sera considérée comme une modification substantielle du contrat de travail.

Néanmoins, dans le cas du temps partiel annualisé, « la seule exigence est que le nombre

d'heures et leur distribution soient prévus par contrat et connus des intéressés », note Françoise Ravennec. Si les périodes d'activité et la répartition de la durée du travail ne peuvent pas être programmées en raison de la nature de l'activité, « l'employeur n'est tenu que de prévoir une durée annuelle dans le contrat et de fixer une période dite d'appel (durant laquelle il pourra faire appel au salarié) au sein de laquelle il pourra solliciter le salarié avec un délai de prévenance d'au moins sept jours ».

On ignore combien de salariés travaillent aujourd'hui avec un temps partiel annualisé. Pour éviter les abus, certaines conventions collectives de branche (métallurgie, eaux, boissons sans alcool et bières) ont dressé quelques garde-fous. Le projet de loi sur les trente-cinq heures comporte plusieurs dispositions importantes sur le temps partiel. Les aides de l'Etat ne seront plus accordées si l'horaire hebdomadaire de travail n'atteint pas dix-huit heures (contre seize heures jusqu'à présent). Les contrats à temps partiel annualisé ne bénéficieront plus des aides, sauf s'il s'agit de temps partiel choisi (temps partiel scolaire, par exemple). Enfin, les entreprises ne pourront imposer des pauses de plus de deux heures en cours de journée que si un accord de branche le prévoit explicitement. En revanche, ces accords de branche pourront porter le volume d'heures complémentaires à un tiers, contre 10 % actuellement.

Frédéric Lemaître

Les couples non cohabitants ne le restent pas longtemps

LA FAMILLE n'en finit pas de se transformer. Après l'apparition dans les années 70 de l'union libre, des sociologues ont noté l'apparition d'un nouveau type de couple : une union sans cohabitation permanente, dans laquelle les deux partenaires conservent deux domiciles distincts, quitte à en partager un préférentiellement.

Ce non-partage d'un même domicile s'est répandu à partir de la moitié des années 80. Une première enquête menée par l'Institut national d'études démographiques (Ined) en 1986 auprès des personnes âgées de moins de quarante-cinq ans indiquait que 2 % des couples mariés et 7 % des couples non mariés conservaient deux domiciles. A l'époque, la majorité des couples interrogés indiquaient que des contraintes extérieures les avaient conduits à

adopter ce mode de vie. C'est essentiellement parce qu'ils n'avaient pu trouver deux emplois dans la même ville que les conjoints ne vivaient pas ensemble.

Huit ans plus tard, l'ined s'est à nouveau penché sur ces couples non cohabitants, afin de déterminer s'il s'agissait d'un réel phénomène de société, comme l'avait été l'union libre, ou s'il demeurait marginal. Il apparaît que la proportion de couples qui ne vivent pas ensemble n'a pas varié depuis 1986. Les doubles domiciles restent plus fréquents chez les couples non mariés (8 %) que chez les mariés (1 %). Une situation « exceptionnelle », conclut Catherine Villeneuve-Gokalp, qui a mené cette étude dont les conclusions viennent d'être publiées dans le numéro 5 de la revue *Population*.

L'enquête fait en outre apparaître que la double résidence est une forme de vie conjugale relativement fréquente en début d'union, mais peu durable. 16 % des couples n'habitent pas ensemble en permanence au début de leur « vie commune ». Durant cette période, un tiers d'entre eux indiquent que cette séparation est imposée par des contraintes familiales ou professionnelles. Les non-cohabitants ne sont donc pas seulement des « nantis » dont les revenus importants leur permettent de conserver deux domiciles.

« Peu de couples résistent à une séparation résidentielle durable », indique l'ined. Cinq ans après le début de leur union, seuls 12 % des couples sont unis et vivent dans deux domiciles séparés. Les autres se sont installés ensemble dans un logement commun (74 %) ou ont

rompu sans même avoir cohabité (14 %). Pour les couples qui « finissent » par vivre ensemble, la durée de non-cohabitation est très courte : en moyenne huit mois. Ceux qui ont toujours deux adresses puis ont rompu sont restés ensemble un an et demi.

Selon Catherine Villeneuve-Gokalp, la non-cohabitation présente tout de même quelques similitudes avec l'union libre. « La conjugalité à distance précéderait la cohabitation, comme la cohabitation a précédé le mariage dans les années 70. » Elle se diffuse parmi les mêmes groupes sociaux : ceux qui se remettent en couple après une rupture, les jeunes dont les parents sont séparés, les étudiants, les femmes cadres et les professions intermédiaires.

Michèle Aulagnon

Trois agriculteurs opposés au maïs transgénique comparaissent devant le tribunal d'Agen

Ils avaient saccagé des locaux du semencier suisse Novartis

Membres de la Confédération paysanne, trois agriculteurs d'Aveyron et de Lozère comparaissent, mardi 3 février, devant le tribunal

d'Agen. Il leur est reproché d'avoir détruit des sacs de maïs transgénique entreposés dans des bâtiments du semencier Novartis. L'innocuité

pour la santé et l'environnement de ce maïs génétiquement modifié n'est pas établie, ont rétorqué les témoins présents par la défense.

AGN

De qui était-ce le procès, mardi 3 février, devant le tribunal correctionnel d'Agen ? Avant tout, de trois éleveurs d'Aveyron et de Lozère, José Bové, René Riesel et Francis Roux, membres de la Confédération paysanne, appelés à comparaître pour avoir « volontairement détruit, dégradé ou détérioré des sacs de maïs transgénique ». Mais ce procès fut aussi celui des agriculteurs génétiquement modifiés (OGM), de l'agriculture productiviste, voire du « grand capital ».

Le 8 janvier dernier, les trois syndicalistes agricoles pénétrèrent par effraction dans les bâtiments du semencier suisse Novartis, à Nerac (Lot-et-Garonne), où est entreposée la seule réserve en France de maïs transgénique. Après avoir éventré plusieurs sacs de semences, ils ont abondamment arrosé les grains à la lance d'incendie, les rendant impropres à la commercialisation.

Ils entendaient ainsi protester contre la décision du gouvernement, prise en novembre dernier, d'autoriser la mise en culture du maïs Bt de Novartis (Le Monde du 28 novembre 1997). Les dégâts, estimés à plusieurs millions de francs, ont conduit l'entreprise à se constituer partie civile. La CPDT de Lot-et-Garonne a fait de même, plusieurs ouvriers de l'usine de Nerac

ayant été « bousculés » lors de l'opération commando. Au-delà des faits reprochés aux trois prévenus, l'audience fut surtout l'occasion, pour les témoins de la défense, d'exposer les craintes que leur inspire ce maïs Bt, seule plante transgénique à avoir obtenu en France (et pour la première fois en Europe) une autorisation de mise en culture.

Constatant que les scientifiques « ne sont pas d'accord entre eux sur la gravité de ces risques », le biologiste Gilles-Eric Seralini, professeur à l'université de Gand, a affirmé que « l'innocuité à long terme des plantes transgéniques, tant pour l'environnement que pour la santé, ne repose actuellement sur aucune base sérieuse ». Arnaud Apoteker, de l'association Greenpeace France, lui a fait écho en rappelant que « les problèmes écologiques, en général, ne se manifestent qu'après plusieurs an-

nées ». Il s'est notamment inquiété de la capacité du maïs transgénique à produire sa propre toxine contre la pyrale (principal insecte ravageur de cette culture), capacité qui pourrait, à la longue, favoriser l'apparition de populations d'insectes résistants à cette toxine naturelle, et ainsi amener à une utilisation accrue d'insecticides chimiques.

MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

Agriculteur et porte-parole national de la Confédération paysanne, François Dufour évoqua la crise de la « vache folle » comme un « incident de parcours d'un modèle de développement productiviste », s'insurgeant avec force contre ce modèle, « qui amène les agriculteurs à douter des produits qu'on leur fournit ». Yves Mangny, porte-parole de la Coordination nationale pour la défense des semences fermières

(CNDSF), a abondé dans le même sens : « Cette volonté mercantile fait des agriculteurs les otages des semenciers, et la technologie des OGM ne fera qu'amplifier le phénomène ».

Pour sa part, Made-José Nicol, présidente de l'Union fédérale des consommateurs (UFC-Que choisir ?), déclara : « Si nous ne pouvons accepter les voies de fait employées, nous sommes néanmoins sensibles aux préoccupations de la Confédération paysanne qui ont motivé cette intervention ». Elle en profita pour rappeler que l'UFC-Que choisir exige « un étiquetage précis, fiable et contrôlable de tous les produits de l'agroalimentaire ». Notamment ceux contenant des OGM, en vertu du « principe de précaution ».

« Le principe de précaution ne doit pas devenir un principe de paralysie », a repris dans son réquisitoire le procureur de la République. Précisant que le maïs Bt était actuellement cultivé aux États-Unis sur plus de 3 millions d'hectares, il a rappelé que la décision du gouvernement français d'autoriser sa mise en culture représentait pour Novartis « l'aboutissement d'un long et rigoureux processus d'évaluation ». Contre René Riesel et José Bové, « instigateurs » des dommages causés sur le site de Nerac, il a requis neuf mois d'emprisonnement dont six assortis d'un sursis. Et contre Francis Roux, simple « exécutant », quatre mois dont deux avec sursis. Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 18 février.

Catherine Vincent

La polémique s'envenime entre Claude Allègre et les syndicats d'enseignants

Le SNES dénonce les « oukases » du ministre

A QUELLE JAUGE faut-il mesurer la grève du mardi 3 février, menée par les enseignants et les personnels du second degré ? 40 % de grévistes comme l'affirmait le ministère de l'Éducation nationale en milieu de matinée, 32 % comme il l'assurait deux heures plus tard, ou 60 % comme s'en félicitait le SNES (syndicat national des enseignants du second degré), principale organisation à appeler à la grève ?

Selon les statistiques détaillées publiées par la rue de Grenelle, de forts taux de grévistes ont été constatés dans les académies les plus importantes : près de 40 % dans l'académie de Versailles qui compte 32 586 enseignants, 46 % dans celle de Créteil, 39 % dans celle d'Aix-Marseille, mais seulement 31,5 % pour Lyon. Trois autres académies ont dépassé 40 % de grévistes, Nice (47,5 %), Paris et Rouen. Strasbourg en revanche n'en comptait que 9,6 %.

Mais cette querelle statistique n'est que l'un des aspects des relations qui restent tendues entre le ministre de l'Éducation nationale, Claude Allègre, et la majorité des organisations syndicales du second degré. « Cette grève n'a pas d'objet réel. Elle est fondée sur des rumeurs mensongères », a déclaré le ministre dans une interview accordée au Parisien du 4 février. Claude Allègre y réaffirme qu'il n'a pas l'intention de supprimer le bac, ni le CAPES, ni de confier les recrutements des enseignants aux chefs d'établissement, comme le craignent le SNES ou le SNALC.

OBJECTIF : « RÉCONCILER »

« J'ai, semble-t-il, la confiance de 60 % à 70 % des enseignants. (...) C'est plus important que les 30 % qui font grève », poursuit-il. « Il faut réconcilier les enseignants et les parents. C'est l'un de mes objectifs essentiels », déclare également M. Allègre. Faisant allusion au rapport Bloch sur l'absentéisme (Le Monde du 30 janvier), le ministre admet que « l'absentéisme propre aux enseignants est finalement faible » et dû pour une part aux « dysfonctionnements » de l'administration.

« Bloqué » par rapport au budget de l'éducation, M. Allègre affirme qu'il faut « travailler sur le qualitatif ». « Et là, certains syndicats comme la FEN et le SGEN-CFDT (qui n'appelaient pas à la grève, ndr), comprennent et soutiennent ce que l'on fait », déclare-t-il. Comme la FSU le 5 janvier, la FEN devait être reçue par Lionel Jospin à Matignon, mercredi 4 février dans l'après-midi.

Le ministre de l'Éducation nationale n'a donc esquissé aucun geste d'ouverture, alors que des manifestations à Nancy, Quimper, Rouen, Tours, Rennes, Caen, Bordeaux, Marseille ou Paris, rassemblaient plusieurs milliers d'ensei-

gnants et plusieurs centaines de lycéens. En dehors des slogans dirigés contre le ministre « Allègre, une méthode qui tourne à l'air », ou « c'est toi qu'on va dégraisser », Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, a dénoncé « la caporalisation » et les « oukases » du ministre.

Les revendications des enseignants tournaient autour du « maintien des statuts nationaux et des diplômes nationaux » pour FO, mais surtout des suppressions de postes et des moyens insuffisants

M. Jospin conseille à M. Allègre de « rester adroit »

Recevant le Prix de l'« Homme politique de l'année » pour 1997 décerné, mardi 3 février à Paris, par Le Trombinoscope, un annuaire professionnel du monde politique, Lionel Jospin a recommandé, avec humour, à Claude Allègre de « rester adroit ». Le premier ministre a donné ce conseil à son ministre de l'Éducation nationale, qui venait lui-même de se voir remettre le Prix de la « révélation politique de l'année », au soir d'une grève des enseignants du secondaire largement défilée contre lui.

Après avoir rappelé qu'ils avaient fait du militantisme, des études mais également du basket ensemble dans leur jeunesse, M. Jospin a relevé la petite taille du ministre, ajoutant : « Il était très adroit à l'époque, il faut qu'il s'en rappelle, il faut rester adroit, surtout quand on est ministre de l'Éducation nationale ». Le premier ministre a souligné qu'il a avec M. Allègre « une relation d'indépendance réciproque dans la confrontation des idées ».

pour faire face à des conditions d'enseignement dégradées. De son côté, l'UNEF-ID s'est déclarée « scandalisée » par la diminution de 1 525 postes mis aux concours de recrutement d'enseignants, dont le détail est paru au Journal officiel du 4 février. « Le gouvernement portera la responsabilité devant les générations futures de la crise de recrutement qui se prépare », a affirmé le principal syndicat d'étudiants.

Au PS, Jean Glavany a souhaité lors du bureau national, mardi, que la direction du parti se fasse son interprète auprès de Claude Allègre pour lui signifier qu'il s'agissait d'une « faute politique grave » d'agresser sans cesse les enseignants. François Hollande lui a répondu que c'était « déjà fait », tout en affirmant son soutien sur le fond aux idées prônées par le ministre de l'éducation nationale.

Béatrice Gurrey

Le procès de la décharge de Montchanin tourne court

CHALON-SUR-SAÛNE

de notre envoyé spécial

Les habitants de Montchanin, en Saône-et-Loire, attendaient depuis dix ans le procès qui s'est ouvert, mardi 3 février, devant le tribunal correctionnel de Chalon-sur-Saône. Depuis 1988, ils espéraient que justice leur soit enfin rendue des nuisances qu'ils ont subies du fait de l'implantation en 1979, près du centre-ville, d'une décharge d'ordures ménagères et de déchets industriels sur leur commune.

Plus la décharge s'est développée, plus les Montchaninois en ont manifesté le rejet. Les odeurs pestiférées qui en émanaient, les

noies incessantes de camions livrant jour et nuit des tonnes de déchets, les affections physiques - céphalées, rhinites - attribuées à ce voisinage encombrant ont tôt fait d'éveiller leur méfiance. N'est-on pas allé jusqu'à dire que des filles de diodine y étaient enfouies ? Rumeur jamais vérifiée.

En octobre 1989, devant l'ampleur de la contestation, la décharge est supprimée par décret. En mars 1990, la municipalité de Montchanin se constitue partie civile contre les exploitants du site, Luc et Solange Laferrère. Elle a été suivie, trois mois plus tard, de 2 805 habitants regroupés au sein

de l'Association de défense de l'environnement montchaninois (ADEM).

Seuls 576 d'entre eux ont maintenu leur constitution de partie civile. La longueur de l'instruction - sept ans - en a découragé plus d'un. D'autres sont décédés ou avaient démissionné et ont préféré tirer un trait sur ce passé. Mis en examen pour « exploitation d'une installation classée sans autorisation » et « non-respect des règles d'exploitation », Luc Laferrère s'est présenté seul devant le tribunal. Son épouse, mise en examen pour les mêmes chefs, est gravement malade et n'a pu faire le déplacement.

A l'issue de l'instruction, le couple s'est vu reprocher d'avoir enfoui des déchets sur des parcelles non autorisées et d'avoir stocké des déchets industriels sur des emplacements réservés aux ordures ménagères. Le risque sanitaire, réel ou supposé, encouru par la population n'a pas été retenu.

DEMANDE DE REQUALIFICATION

A l'ouverture de l'audience, faisant un parallèle avec l'affaire du sang contaminé, M^{re} Philippine Pétillault, avocat de l'ADEM, estime que le chef d'« empoisonnement » aurait pu être retenu contre les époux Laferrère, ou celui, moins fort, d'« administration de substances nuisibles ou toxiques ». C'est donc une requalification criminelle du dossier que tente d'obtenir le conseil des parties civiles.

« Il est en votre pouvoir de qualifier les faits et de renvoyer l'affaire devant la chambre d'accusation, soutient-il au tribunal. Vous pouvez demander un complément d'information pour connaître enfin le caractère toxique, voire mortifère, de ce qui est enterré à Montchanin. Étudier l'évolution des pathologies et déterminer s'il y a un lien de causalité entre l'un et l'autre. » Avocat de la municipalité de Montchanin, M^{re} Michel Ledoux enfonce le clou : « On reproche au prévenu un délit d'espionnage, alors que nous sommes fondamentalement en face d'un problème de santé publique ».

Dans son sillon, M^{re} Pétillault avait prévenu le tribunal, présidé par Françoise Rocamit, qu'il quitterait le procès si sa demande n'était pas prise en compte. Après une courte suspension de séance, la présidente annonce que le tribunal n'est pas en mesure de se prononcer sur la demande de requalifica-

tion avant la discussion et qu'il statuera à la fin des débats. « Ce procès n'est plus le nôtre », lance alors M^{re} Philippine Pétillault. Il se lève et prévient qu'il va déposer de nouvelles plaintes, avec constitution de partie civile auprès du doyen des juges d'instruction, du chef d'empoisonnement. Suivi de M^{re} Michel Ledoux et de ses clients, il s'en va.

Tout à l'heure animés, les bancs du public sont vides désormais. Du côté des parties civiles, ne demeurent que deux avocats venus défendre les intérêts de trois habitants de Montchanin. L'examen des faits commence malgré tout, mais dans une atmosphère étrange où les contradicteurs du prévenu ne sont plus là pour donner leur version des faits, pour dire pourquoi la décharge a pu voir le jour.

Le procès semble perdre sa substance. Initialement prévu pour durer quatre jours, il devait se terminer dès mercredi, avec le réquisitoire du procureur de la République et les plaidoiries des avocats de la défense.

Acacio Pereira

Les notaires observent une remontée des ventes dans l'immobilier à Paris

LES VENTES de logements neufs et anciens ont augmenté de 3,8 % au cours du troisième trimestre 1997 à Paris et en petite couronne, selon la chambre des notaires de Paris. Sur les neuf premiers mois de 1997, les appartements neufs ont connu « un réel engouement », avec une augmentation des ventes de près de 50 %. La chambre des notaires de Paris estime que « la chute des prix est enrayée » et avance plusieurs raisons à ce revirement du marché : la baisse des taux d'intérêt, des formules de prêts immobiliers « de plus en plus variées » et certaines dispositions fiscales, encore en vigueur fin 1997, qui ont dopé le marché immobilier de l'ancien. A Paris, où le prix moyen des logements au mètre carré atteint 14 922 francs, la hausse des prix touche tous les arrondissements, sauf le 5^e et le 20^e.

DÉPÊCHES

■ **SANS-PAPIERS** : le comité central d'entreprise de la BNP a demandé l'évacuation des « sans-papiers de Saint-Bernard » de l'immeuble situé au 32, rue du Faubourg-Poissonnière (Paris, 10^e), occupé depuis le 12 septembre 1996. Dans un communiqué, les sans-papiers « s'étonnent que des syndicalistes demandent leur expulsion ». Le tribunal de grande instance de Paris devait rendre son jugement en référé mercredi 4 février.

■ **JUSTICE** : quatre manifestants ont porté plainte pour « violences par agents de la force publique », lors d'une manifestation organisée, vendredi 30 janvier à Tours, contre la venue du « numéro deux » du Front national, Bruno Mégret. Selon les quatre plaignants, les manifestants ont été « matraqués comme du bétail » par les CRS.

■ **Une Chinoise détenue à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis** (Essonne) a comparu devant le tribunal correctionnel de Créteil (Val-de-Marne) trente heures après son accouchement. La présidente de la 17^e chambre correctionnelle avait autorisé la jeune femme à rester à la maternité, mais elle a tout de même été conduite au tribunal. Après son malaise, elle a été transportée au centre hospitalier de Créteil.

■ **UNIVERSITÉS** : le nouveau président de Paris X-Nanterre, André Legrand, élu lundi 2 février, a déclaré que le rattachement à l'université publique du Pôle universitaire privé Léonard-de-Vinci, « n'est pas d'actualité ». « Cela regarde d'abord le Conseil général [des Hauts-de-Seine] et l'Etat », précise M. Legrand. Pour l'instant, il n'y a que des déclarations générales d'intention de part et d'autre, mais aucune proposition précise. Or il faut un règlement d'ensemble. En attendant, je m'opposerai à tout débouchage individuel et à toute négociation partielle. »

Pour la St Valentin,
multipliez vos chances.

Jennifer
Kate
Carmen

0 801 37 66 66

FIRST TELECOM
LE SPÉCIALISTE DE L'APPEL INTERNATIONAL

Le malaise ne cesse de croître depuis la révélation de liens familiaux du magistrat avec des victimes. Ainsi la mémoire de Paulette et de Georgette Benaim, de même que celle de leur mère, Nouna Elbaz, n'ont pas été évoquées à l'occasion de l'examen du convoi de décembre 1943

100-443887-100

La psychose de la pollution touche les agriculteurs, de plus en plus réticents à utiliser ces résidus. L'adoption d'une nouvelle réglementation, plus restrictive, a fait l'effet d'une bombe

REPORTAGE

« C'est à la fois *problème* et *compréhension*. Tous ces problèmes surviennent alors qu'on n'a jamais aussi bien fait en la matière ! » Jacques Schryer, le président de la chambre d'agriculture du Nord et vice-président de la chambre régionale Nord-Pas-de-Calais, ne cache ni sa surprise, ni sa colère. Contrairement à d'autres agriculteurs, il a décidé de prendre « une position très claire en faveur de la pratique de l'épandage ». Selon lui, cette pratique, si elle est bien réglementée, ne présente aucun danger : « Contrairement à d'autres régions, notre expérience acquise en la matière nous permet d'apporter des réponses et des garanties aux agriculteurs utilisateurs de boues urbaines », insiste-t-il.

Producteur près d'Aras, Dominique Duacroq, président de la Confédération générale des planteurs de betteraves, a l'origine de ces mises en garde contre l'épandage agricole, n'en démord pas : pour lui, la nouvelle réglementation ne résout rien. « Si les consommateurs exigent que les produits qu'ils mangent aient été cultivés sur des terres dépourvues de boues d'épuration, nous ne pourrions plus prendre le risque d'en épandre dans

PRESSIONS DES INDUSTRIELS

Les craintes sont d'autant plus grandes qu'en aval de la fibre, les pressions des industriels de l'agroalimentaire sont de plus en plus fortes. Depuis plus d'un an, le groupe Bonduelle, implanté dans le Nord, établit ainsi de véritables contrats avec chacun de ses producteurs de légumes. Sur les terres des « planteurs » de chez Bonduelle, les boues sont tolérées, mais à des niveaux beaucoup plus strictes que celles définies dans la norme jusqu'alors en vigueur. Récemment, la société de distribution Ceresif a aussi conclu un accord avec ses producteurs de pommes de terre de la région, n'acceptant leur production que si les terres n'ont pas reçu de boues d'épandage depuis dix ans. En Picardie, certains secteurs auraient des exigences similaires vis-à-vis de leurs planteurs

Pour tenter de sortir de l'impasse, la chambre d'agriculture de Picardie a déjà décidé de réunir, à son niveau, une table ronde avec l'ensemble des partenaires. L'agence de l'eau travaille de son côté à la mise en place de nouvelles instances, les services d'assistance technique à la gestion des effluents (Satege), appelés à remplacer les Sbra, et qui seront dotés de compétences et de moyens supplémentaires.

Nadia Lemaire

LES PRODUITS garantis « cultivés sans boue » vont-ils fleurir sur les étals des marchés ? C'est l'assemblée des planteurs de betteraves qui a mis le feu aux poudres en mettant en garde, à la fin novembre 1997, les cultivateurs contre l'utilisation des boues comme fertilisants, considérée comme une « pratique à risques ». Devant les réticences de plus en plus grandes

des agriculteurs à épandre sur leurs terres les boues en provenance des stations urbaines d'épuration - les boues contiennent des métaux lourds comme le cadmium, le zinc, le cuivre, le nickel, le mercure, le chrome ou le plomb, que les cultivateurs ont peur de retrouver dans leurs produits -, l'inquiétude commence à saisir les directeurs des six agences de l'eau de l'Hexa-

gone. Chaque Français produit en effet 200 litres d'eaux usées par jour, soit cinq litres de boues brutes. Les stations d'épuration génèrent quelque 850 000 tonnes de matière sèche par an. Cette production pourrait atteindre le million de tonnes en l'an 2005 et toucher 500 000 hectares de terres cultivables.

La réunion constitutive du Comité national sur les épandages de boues, dont la création vient d'être décidée pour répondre aux inquiétudes manifestées par les agriculteurs, doit d'ailleurs avoir lieu, jeudi 5 février. Elle regroupera des hauts fonctionnaires des ministères de l'Agriculture, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, des représentants des collectivités locales, des professionnels de l'assainissement et des délégués des organisations agricoles et de l'industrie agro-alimentaire. Les associations de consommateurs ont aussi été conviées. L'agriculture recycle en effet 60 % des boues produites.

stant chacune 20 % de la production de boues, l'incinération coûte trop cher et la mise en décharge sera interdite dès 2002, date de fermeture des décharges classiques. C'est peu dire que la direction de l'eau du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement considère cette filière comme indispensable. Le ministère a donc décidé de mettre en place des règles afin de limiter les risques, en tentant de donner des assurances sur l'innocuité des boues et d'assurer une meilleure gestion de la filière. Un décret du 8 décembre 1997 se substitue à l'ancienne réglementation : il définit les règles applicables depuis le 31 janvier et la publication de l'arrêté définissant les règles techniques.

LIMITES PLUS SÉVÈRES

Ce décret et l'arrêté conditionnent l'épandage à une étude sur l'aptitude des terres agricoles à supporter ces bonnes sans conséquences pour les cultures. L'épandage ne pourra être pratiqué que si les boues sont adaptées « aux caractéristiques des sols et aux besoins nutritionnels des plantes ». Les producteurs devront donc effectuer des analyses des opérations d'épandage, devront surveiller leur qualité et informer les agriculteurs, fermiers et propriétaires. Ils se verront imposer des valeurs limites plus sévères pour les micropolluants métalliques et organiques. Enfin, ils devront inscrire sur un registre la provenance des boues et leurs caractéristiques, dans le lieu d'épandage et l'ensemble des analyses pratiquées.

La direction de l'eau estime que cette nouvelle réglementation apporte les assurances nécessaires quant à l'innocuité des produits répandus et à leur traçabilité. Un audit environnemental, financé par les agences de l'eau, sera mené cette année afin d'évaluer les diverses voies de valorisation et d'élimination de ces déchets. L'assemblée permanente des chambres d'agriculture a décidé d'attendre le résultat de cet audit avant de prendre position. Une mesure de ce type est en effet l'une des plus sensibles aux liens entre nourriture et santé publique, et d'appliquer le « principe de précaution ».

Sylvia Zappi

L'Association des maires de France (AMF), qui regroupe les premiers magistrats de la plupart des communes françaises et dont le président est le sénateur du Pas-de-Calais Jean-Paul Delevoye (RPR), manifeste son inquiétude face à la nouvelle réglementation sur l'épandage des boues d'épuration. Dans un communiqué publié lundi 2 février, l'AMF indique que son bureau s'alarme des « normes très sévères et [qui] vont bien au-delà des normes européennes » édictées par le tout nouvel arrêté.

Selon l'AMF, « 25 % des stations pratiquant actuellement l'épandage risquent de ne pas satisfaire aux nouvelles normes ». « Les maires, ajoute l'AMF, disposeront en outre du délai extrêmement bref de deux ans pour atteindre ces normes, ce qui rend le choix de cette filière aléatoire. Ceux-ci pourraient dès lors privilégier l'incinération, par ailleurs actuellement critiquée par le ministère de l'environnement. » Plus généralement, l'AMF « demande davantage de clarté et de stabilité au ministère de l'environnement ».

Prêt Démocratie

Offre Spéciale
Mars 1998
Régionales & Cantonales

**Empruntez maintenant,
remboursez dans 16 mois**

Pour en savoir plus sur la SBE - Élus Locaux, contactez Ludovic Lelièvre et son équipe au

01 45 58 77 11

**Tous les services d'une banque
rien que pour vous**



**Des produits bancaires spécifiques
à des conditions privilégiées**

Yves LACOSTE

Yves Lacoste

VIVE LA NATION

*Destin
d'une idée géopolitique*

*Écrit avec les ressources
d'un savoir universitaire qui
emprunte autant à l'histoire
qu'à la « géopolitique »,
Vive la nation se veut
avant tout... une réponse
à la montée du courant
lépéniste dans lequel son
auteur voit les prémices
d'une crise politique majeure
encore à venir.*

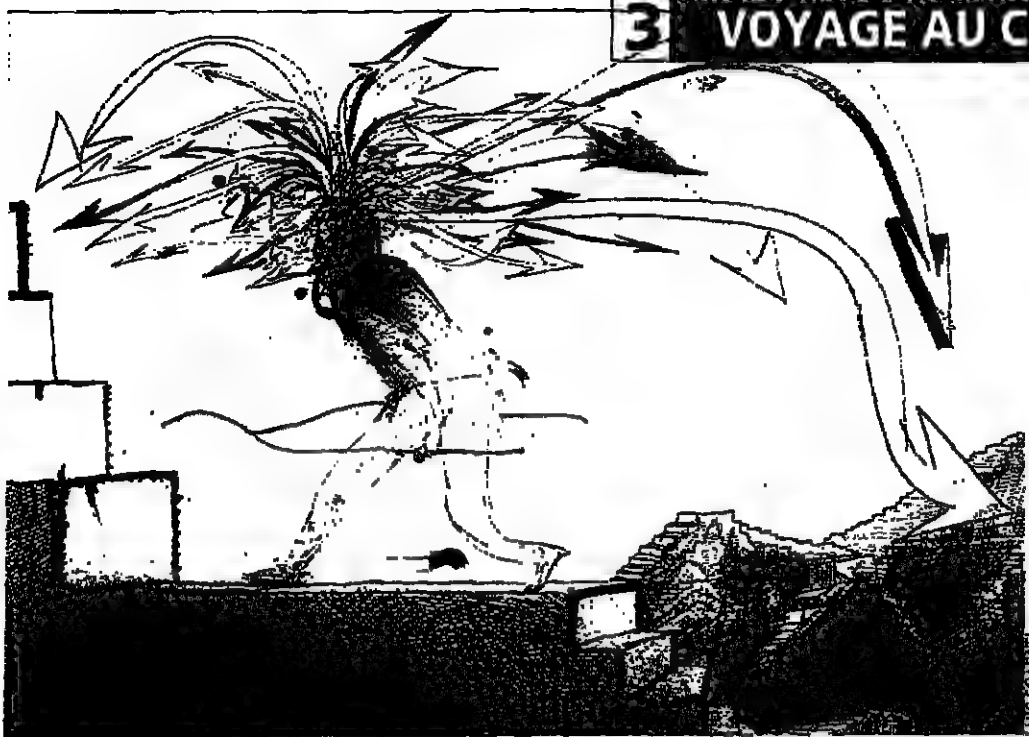
Gérard Dupuy, Libération

FAYARD

HORIZONS

ENQUÊTE

3 VOYAGE AU CENTRE DU CERVEAU



Le développement du néocortex différencie l'« Homo sapiens » des espèces animales. Ce système central très complexe, qui abrite les plus anciennes informations reçues par l'homme, est le siège de sa conscience et de son imaginaire. Loin de restituer sa mémoire à l'identique, tel un ordinateur, le cortex reconstruit le souvenir au terme d'un jeu de pistes et de traces. De ce bouillonnement naît aussi l'intelligence

Une machine célibataire

HOMME ou singe ? Le crâne que tient dans sa main Jean-Pierre Changeux est un moulage de taille modeste au front assez bas et fuyant, troué de deux orbes saillantes. Un premier regard ferait pencher pour le chimpanzé, mais l'œil malicieux du chercheur de Pasteur dément aussitôt : voici *Homo habilis*, vieux de deux millions d'années, un lointain parent déjà doté de ce qui fait le propre de l'homme - hormis ce titre éclatant dont Changeux n'est pas avare - un néocortex, renfermé encore, léger chez notre ancêtre aux traits simiesques, véritable big-bang de la matière à pensée grâce auquel l'être humain est sorti de l'animal. En logeant dans sa tête un

monde de représentations, de stratégies plus élaborées que la fuite face au danger ou la chasse pour se nourrir, *Homo* devenu *sapiens* a remporté la course à l'obstacle de l'évolution, avec pour prix de sa victoire l'angoisse de sa destinée. Dans son *Homme neuronal*, Jean-Pierre Changeux cite un extrait du fameux livre *Le Hasard et la nécessité* de Jacques Monod : « L'univers n'était pas gros de la vie, ni la biologie de l'homme, écrivait le Nobel français de biologie. Notre numéro est sorti au jeu de Monte-Carlo. Quel d'étonnant à ce que, tel celui qui vient d'y gagner 1 milliard, nous éprouvions l'étrangeté de notre condition ? »

Cette conscience d'être conscient, elle vient de la formidable explosion corticale de l'espèce, un lignage déroutant où l'homme qui se sait mortel trouve son ascendance auprès d'esprits

animaux qui n'en savaient rien. Et Jean-Pierre Changeux de se demander si « l'évolution génétique qui a conduit au cerveau est la conséquence - qui donne froid dans le dos - du meurtre de son prochain ». Les nombreux crânes d'*Homo erectus* retrouvés systématiquement brisés laissent croire à cette lutte fratricide pour la vie. Fils de Caïn plutôt que fils d'Abel ? La question hante moins les chercheurs que celle de la construction cérébrale. Est-elle le fruit unique de la corbeille génétique ou bien la rencontre du destin de l'espèce avec l'itinéraire d'un individu, sachant que dans l'un et l'autre, il y a « contre » ?

Passé l'allusion, remplie de gravité, aux origines, une boutade déclinée le rire de Jean-Pierre Changeux : « Entre l'inné et l'acquis, on a tendance à sous-estimer les deux ! » D'abord la nature. Dans la grande plaine d'Afrique, les premiers hommes disposaient de leur seul arc réflexe, la panoplie « sensori-motrice » des mouvements, des odeurs, de l'ouïe et du toucher assignés aux aires primaires de l'encéphale. « Une organisation propre à l'espèce humaine s'est ensuite mise en place, explique l'auteur de *Homme neuronal*. Son cortex frontal s'est développé, puis les zones tempo-pariétales engagées dans le langage. Elles existaient déjà avant, mais les proportions ont changé. »

Aux sites primaires recevant l'information brute se sont ajoutées des aires supérieures traitant les messages transmis par les sens et, plus complexes encore, par empiètements supplémentaires de neurones, des aires associatives établissant des liens entre les sens, captant les signaux de l'ensemble du cortex pour élaborer, derrière le front du penseur, des synthèses mentales. « Il n'existe pas de maître logé là, précise Jean-Pierre Changeux. Le cortex frontal participe de façon dominante à la prise de décision. Mais la distribution des aires forme une mosaïque d'ensembles interrelés, d'une aire à l'autre, d'un hémisphère à l'autre. » Ainsi définit-il la « connectivité réciproque » du cerveau humain, qui apparaît comme un immense réseau câblé composé de cellules à la fois très spéciales - et spécialisées - dialoguant avec le tout en mouvement, établissant dans l'espace neuronal des liaisons téléphoniques (une pour une) et radiophoniques (une pour des milliers).

Tout ce qui, dans le cerveau, ne relevait pas des sens et des mouvements a connu un prodigieux essor, au point de remodeler de fond en comble la machinerie cérébrale. Il faut renoncer à l'image de couches successives de neurones étanches et autonomes, qui se seraient entassées au fil de l'évolution. Le cortex est, au contraire, un état jacobin, viscéralement centralisateur, qui ne modifie une structure qu'à condition de la modifier toutes, dans un mouvement d'intégration sans précédent à l'échelle humaine. Le professeur François Lhermitte, de l'Institut, reste impressionné par cette force qui, re-

vers de la médaille, a fragilisé le physique d'*Homo sapiens* : « Notre moelle épinière n'a plus la capacité sensori-motrice d'une grenouille. Le néocortex a absorbé les structures primitives. Si vous coupez la tête d'une poule ou d'un canard, ils continueront à courir. On n'a jamais vu un homme décapité marcher ! La section de la moelle épinière d'un être humain provoque sa paralysie complète. » Spécialiste du langage à l'université de Rennes, le professeur Olivier Sabouraud a pu observer l'extrême concentration des aires corticales sur les patients atteints de lésions frontales. « Si les couches supérieures du cortex sont touchées, les montages primitifs réapparaissent et fonctionnent pour leur compte : le malade se livre à des sautes buccales ou manuelles si un insecte passe dans son champ de vision. »

Où la matière grise a-t-elle trouvé le terrain de ses annexions dans l'« emballage d'os » du crâne limité en volume par le voyage initial, et probablement initiatique, du nouveau-né à travers le bassin maternel ? Alain Prochiantz, spécialiste du système nerveux à l'École normale supérieure, emploie une métaphore convaincante : le cer-

veau n'est pas une boule qui a gonflé, mais un plan qui s'est plissé. « L'organisation du cortex en feuillets a permis l'augmentation de [sa] surface, écrit-il dans son livre *Les Anatomies de la pensée* (Odile Jacob), la feuille cérébrale se logeant dans la boîte crânienne en se plissant en circonvolutions. »

« Les circuits qui nous permettent sans étonnement de reconnaître aujourd'hui notre visage ont changé de façon subtile afin de s'adapter aux modifications que le passage du temps lui a causées »

superieures, naturelles ou acquises, ne se prêtent à aucune transaction semblable. « Nous transportons pour la vie nos modes de pensée qui se sont formés durant nos périodes d'apprentissage », observe François Lhermitte, trouvant ici la source des querelles de généralisation. « Les circuits qui nous permettent sans étonnement de reconnaître aujourd'hui notre visage dans le miroir ont changé de façon subtile, ajoute Antonio Damasio, afin de s'adapter aux modifications que le passage du temps lui a causées. »

Ce patrimoine génétique propre à l'homme est une sorte de figure imposée de l'espèce, qui lui garantit d'être ce qu'elle est. « Des cerveaux à peu près équivalents, c'est la preuve qu'il existe une nature humaine », souligne Jean-Pierre Changeux. Le chercheur français pose pour principe l'universalité de développement d'un système central sous le contrôle de petits architectes, les gènes. Si tel n'était pas le cas, chacun serait une « pâte à modeler », avec une organisation corticale différente selon qu'il est né « dans un taudis ou à la cour du roi d'Espagne ». Mais l'esprit ne saurait se satisfaire d'un codage initial

écartant une « sculpture de soi » par l'expérience. « Certains circuits corticaux dévolus aujourd'hui à l'écriture devaient être occupés par autre chose chez l'*Homo sapiens* des plaines d'Afrique, car l'écriture est un acquis culturel, admet Changeux. Lorsque les aveugles lisent en braille, cela signifie que les aires visuelles ont été réaffectées à d'autres fonctions. »

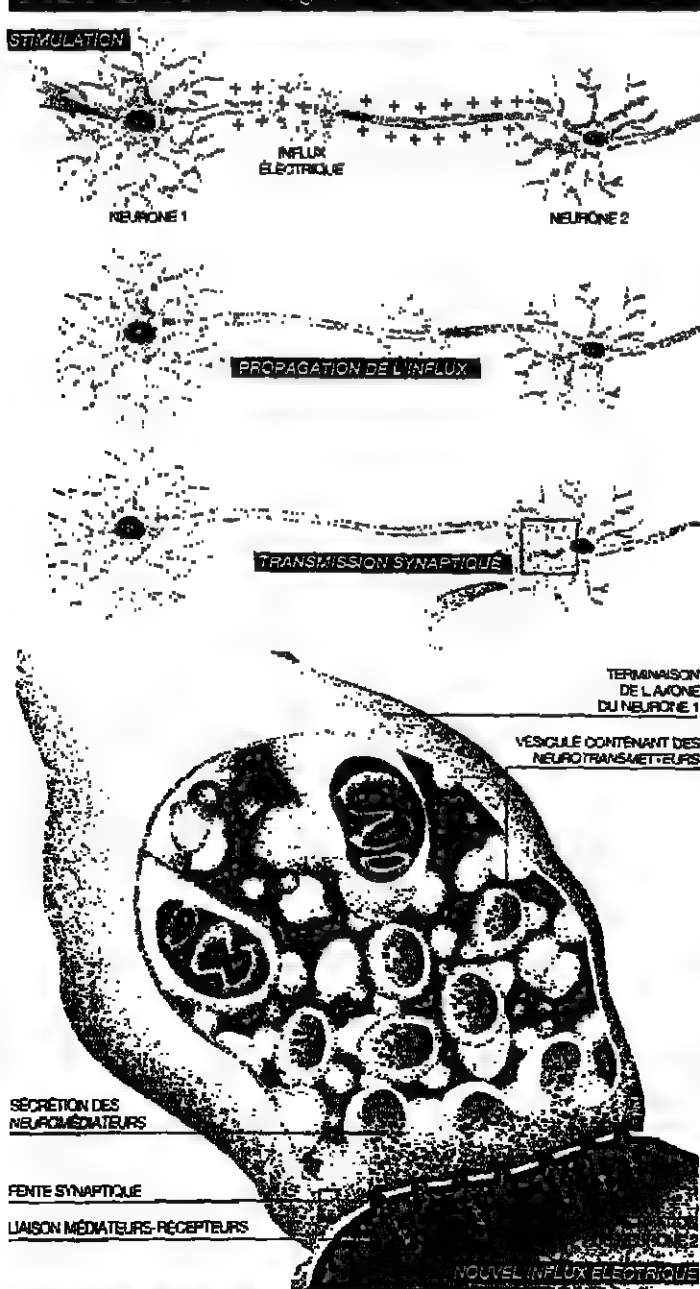
A la contrainte génétique s'ajoute donc une souplesse, une variabilité (le neurophysiologiste Jean-Dieter Vincent parle de « courants de fuite ») et de « plage de liberté » qui laissent à chacun le soin de se construire comme un individu membre de son espèce, mais unique en son genre. « Notre enveloppe génétique nous permet de faire entrer de l'histoire dans la construction de la machine, affirme Alain Prochiantz. A l'intérieur du processus mené par les gènes existe une infinité de possibles. Ce qu'on appelle a posteriori le destin était imprédictible. » A l'appui de son argument, le professeur de l'École normale supérieure cite le langage symbolique comme étant « la plus grande force d'individuation, si grande que *Homo sapiens* est sorti de la nature pour devenir un être de culture ».

Le choix des mots ne souffre, si l'on ose dire, aucune discussion. Le cerveau de l'homme est prédisposé à parler. Noam Chomsky a forgé le concept de « grammaire universelle », dont serait porteur le babble de l'enfant, qui lui permet, dans le « magma sonore », de repérer des mots, un lexique. « La panoplie de connaissances est incontestable chez le petit de l'homme », observe le psycholinguiste Jacques Mehler. « Cela signifie que toute personne non lésée est capable d'apprendre une langue maternelle, qu'il s'agisse d'Einstein ou d'un autiste, sur la base d'un équipement inné. » Mais ce chercheur de la Maison des sciences de l'homme ajoute une condition essentielle au développement du langage : « Le patrimoine génétique s'exprime dans un milieu. Il a besoin d'un support pour libérer ses facultés. »

A la suite de Chomsky, Jean-Dieter Vincent et Alain Prochiantz racontent l'expérience édifiante de Frédéric II qui, curieux de déterminer quelle était la langue naturelle, le grec, l'hébreu ou le latin, avait coupé de tout des enfants à l'écart de toute parole. « D'où il advint qu'ils restèrent muets », note Prochiantz, conforté dans son idée « que l'histoire a son mot à dire dans le développement ». Le contact avec l'extérieur, le frottement des cervelles cher à Romain Rolland, doit intervenir au plus tôt dans la vie d'un enfant. Il existe une période critique de la construction cérébrale. Si certains circuits d'apprentissage ne sont pas activés et validés dans ce laps de temps postnatal, Pépignères, l'auto-élaboration du cerveau, restera lettre morte. L'individu végètera sa vie entière dans un monde virtuel, sa parabole des talents repliée comme un vieil éventail. Le cas des enfants sauvages illustre cette friche humaine explorée de façon si poignante et rude par le cinéaste François Truffaut dans son évocation de Gaspard de l'Aveyron : le docteur Itard, malgré sa patience, ne lui arracha pas un seul mot.

Les aveugles-nés vivent le même drame. Un enfant qu'une cataracte a laissé dans sa nuit première ne percevra jamais le monde avec son regard, même si le rétablissement de la clarté dans ses aires visuelles le libère de sa chape noire. Pour n'avoir pas été stimulées à temps, ses cellules cérébrales, ses yeux de l'intérieur, demeureront inertes. « L'aveugle qui était capable d'accomplir sans la vue devient un voyant dont l'œil est stupide. Il sombre dans la dépression », écrit Jacques Ninio, biologiste au CNRS, dans son livre *L'Empreinte des sens* (éd. Odile Jacob). Certains aveugles-nés se sont suicidés au lendemain d'une opération pourvue réussie, incapables de déchiffrer ce qu'ils distinguaient. Leur image mentale était composée « de fragments visuels assemblés de manière imparfaite », poursuit Jacques Ninio. Leur expérience tactile les a dotés d'une certaine représentation du monde et des objets. Ils doivent toucher pour voir. Avec ses mots d'encyclopédiste, Diderot avait touché juste : « Les enfants, écrivait-il, se demandent si ce qu'ils ont cessé de voir a cessé d'exister. C'est à l'expérience que nous devons la notion d'existence

Le dialogue des neurones



Un neurone stimulé donne naissance à un influx nerveux qui se propage jusqu'à son extrémité, l'axone. Là, un messager chimique, le neurotransmetteur, prend le relais pour traverser l'espace intercellulaire (la synapse) et alerter le neurone voisin.

...ment du néocortex
 « Homo sapiens »
 ... Ce système central
 ... qui abrite
 ... informations reçues
 ... est le siège de sa conscience
 ... Loin de restituer
 ... l'identique,
 ... le cortex reconstruit
 ... d'un jeu de pistes
 ... ce bouillonnement
 ... intelligence
 ... bataire

continue des objets. La règle du jeu est posée: don d'un potentiel singulier, l'homme ne l'exprime qu'au contact de son environnement, selon un compte à rebours qui ne pardonne pas les ellipses. Dans cette période sensible - et précoce - de l'épigenèse, rien n'est perdu. La mise en harmonie des parties avec le tout suppose une grande variabilité des commandes neuronales d'un individu à l'autre.

« Il existe un paradoxe entre la constance des représentations et le caractère fluctuant du matériel sur lequel elles s'élaborent », remarque Jean-Pierre Changeux.

Gauchers et droitiens ne créent pas des réseaux identiques pour parler; pourtant ils parlent. L'assemblage ne ressemble en rien à celui des circuits imprimés d'ordinateur. L'organe du savoir est malléable, l'empreinte qui s'installe n'est pas standard. La plasticité des neurones permet à la vision ou au langage de migrer ailleurs que sur les sites lésés, avant qu'il ne soit trop tard. « Le développement d'un cerveau place entre la pure représentation génétique et la construction de l'organisme une étape d'adaptation au milieu qui requiert une interaction sensorielle », écrit Alain Prochiantz. Il y aurait deux mémoires, l'une purement génétique et l'autre qui, sur la base d'un patron génétique, serait construite par l'expérience sensible. Les destins sont temporairement « labiles ».

A la différence du poupe, à qui l'évolution laisse peu de chances d'échapper à sa condition prévisible, l'homme possède ce que Changeux appelle un générateur de diversité (GOD, ou generator of diversity, selon la traduction d'Antonio Damasio...): inspirée du modèle darwinien, cette notion souligne encore et toujours la variabilité spontanée des combinaisons neuronales, l'aptitude corticale à s'autoprogrammer, à bâtir du neuf à partir d'informations recombinées à la lumière d'un classement permanent.

INTERMEDE sur les oiseaux. Jacques Ninio nous apprend qu'ils furent le premier instrument que l'homme utilisa pour étendre la portée de son regard. Les Vikings embarquaient sur leurs drakkars des centaines de corbeaux qu'ils lâchaient un à un en pleine mer, suivant leur vol des yeux pour en déduire la présence ou non de la terre ferme. D'après Alain Prochiantz, l'alouette perd chaque année au printemps une partie de son cerveau, celle qui lui permet de se souvenir où elle a caché ses provisions de graines. Les traces de cette éponge sur la vie lui reviennent avec l'automne. Quant au canari, l'étude de ses centres cérébraux montre qu'il perd tous les ans aux feuilles mortes ses centres de chants d'amour. Il la retrouve au temps des cerises. Alain Prochiantz voit là « les premières indications d'un renouvellement possible » des neurones, y compris chez l'adulte, malgré un dogme inverse bien établi.

Retour à l'homme, à vol d'oiseau: si les Vikings ont eu l'idée de recruter des corbeaux voyeurs - au sens de guetteurs - et voyageurs, si l'être humain, à l'image de l'alouette ou du canari, peut renouveler « à volonté » ses territoires mentaux, alors il existe du « jeu » dans le système, une rupture d'échelle entre la carte du génome et la carte du monde cérébral. Les ordres de grandeur sont en effet incomparables. Face aux 200 000 gènes du genre humain, le cortex libère 100 milliards de cellules, chacune établissant une dizaine de milliers de connexions

« La mariée mise à nu par ses célibataires, même », exposé au Musée de Philadelphie.

Sous la lentille du microscope grouillent les neurones et leurs liaisons nerveuses, « dendrites et axones », aux multiples arborescences. Quel architecte pourrait dessiner les plans de cet infini? Jean-Pierre Changeux a décrit le casse-tête des anatomistes: 1 centimètre cube de cortex prélevé au hasard contient 500 millions de synapses. « Si l'on en comptait mille par seconde, il se passerait entre 3 000 et 30 000 ans avant de les dénombrer toutes. » Se souvenir que les connexions sont variables. Se souvenir que la constance - parler, regarder, réfléchir - est fille de cette étourdissante diversité (le neurologue Christian Desrogné parle d'un fonctionnement du cerveau « abominablement libéral »).

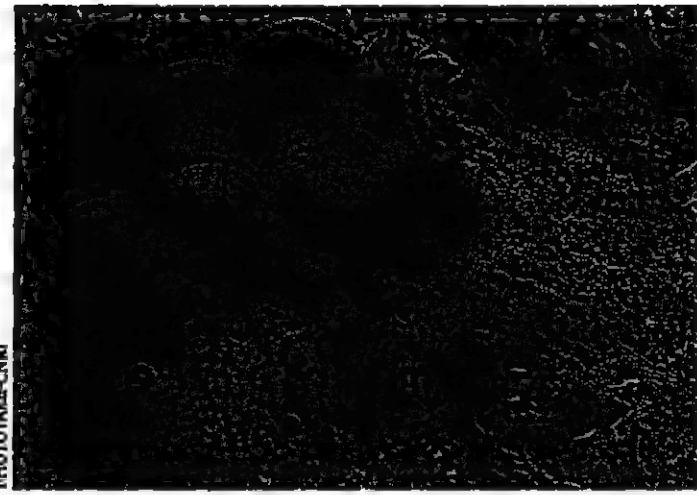
Elucider les états conscients reste une gageure scientifique. « Ce n'est pas impossible. Il faut consentir un effort théorique », observe Changeux, peu enclin à souscrire aux thèses « mystérieuses ». Les neuropsychologues lui reprochent son réductionnisme, une vision étroite qui inscrist l'activité neuronale au cœur de tous les états mentaux. « Tout passe par la synapse, admet le professeur Christian Desrogné, mais tout ne peut être ramené à la synapse. » Le chercheur de Pasteur repousse tranquillement la critique en invoquant l'héritage de Claude Bernard et sa foi en la méthode expérimentale: « La démarche scientifique n'a pas de honte à se montrer réduction-

Les neurones et leurs liaisons nerveuses, dendrites et axones, aux multiples arborescences: un centimètre cube de cortex prélevé au hasard contient 500 millions de synapses. Face aux 200 000 gènes du genre humain, le cortex libère 100 milliards de cellules, chacune établissant une dizaine de milliers de connexions avec ses semblables, dans un espace composé de synapses, lieu privilégié du langage neuronal.

le long de leurs fibres, par ce que les biologistes d'antan appelaient des esprits animaux. Descartes évoquait l'air circulant dans les tuyaux d'orgue. Newton parlait d'« éther intangible ». Il s'agissait d'impulsions électriques, un « faible courant » décelable par les électrodes.

Mais les neurones ne sont pas assemblés à la manière d'un tissu serré dépourvu d'accrocs. Les membranes sont séparées les unes des autres par de minuscules espaces interstitiels, les fameuses synapses, dont Jean-Didier Vincent note que leur « arrangement précis et confus rappelle une tapisserie à fleurs » (Biologie des passions, Odile Jacob). Aussi l'électricité suit-elle un circuit fêché. Parvenue à l'extrémité des terminaisons nerveuses, elle libère un agent chimique sécrété par le neurone, une sorte de messager baptisé neurotransmetteur, qui traverse l'espace synaptique pour venir alerter la (ou les) cellule cible et déclencher une nouvelle réaction électrique, puis chimique.

Une quarantaine de neurotransmetteurs ont à ce jour été identifiés, parmi lesquels l'acétylcholine et l'adrénaline (qui provoquent la contraction des muscles), ou la dopamine (liée aux sensations de plaisir). La nicotine du tabac, comme l'opium du pavot, reproduisent l'effet de certains agents chimiques cérébraux. Jean-Pierre Changeux rappelle la portée des travaux de Claude Bernard sur le curare utilisé jadis (aujourd'hui encore?) par les Indiens d'Amérique du Sud. « Le curare entraîne la mort par asphyxie en bloquant l'action des nerfs moteurs sur les muscles respiratoires. » A la surface des membranes, l'agent chimique est accueilli par un récepteur situé à la jonction des nerfs et des muscles striés. C'est en étudiant les pois-



PHOTOMIC-CHN

sons torpillés aux décharges électriques fulgurantes (trois suffisent pour tuer un homme) que Changeux et son équipe ont isolé le récepteur de l'acétylcholine, complétant la cartographie chimique - et aussi pharmacologique - du cortex.

QUE fait le cerveau humain avec cette pléthore de cellules aux ramifications abyssales? Prix Nobel de médecine, auteur de l'ouvrage *Biologie de la conscience* (Odile Jacob), l'Américain Gerald Edelman a décrit le fonctionnement cérébral sur le mode du « darwinisme neuronal ». Il est désormais admis que le cerveau fonctionne selon un mode sélectif et non instructif. A mesure qu'il se forme et se développe, il abandonne certains circuits inutilisés au profit de connexions répétées avec succès, cuites et recuites par un apprentissage réussi et récompensé (le geste qui permet d'attraper un verre, le mot et les phrases qui permettent de se faire comprendre). La fréquence et la gratification laissent une trace « mémorable » qui devient indélébile. A l'intérieur du plan général fourni par les gènes, chacun invente ses propres itinéraires cérébraux que viennent valider des assemblées neuronales ad hoc.

Le professeur Olivier Sabouraud décrit ainsi le modelage des moyens d'expression chez l'enfant: « D'abord il entend quantité de sons avant d'entrer dans la réciprocité en les reproduisant. Puis vient la restriction: il se recentre sur un nombre de connexions privilégiées et laisse tomber la plupart des autres qui participaient seulement au bruit de fond. » Le petit d'homme suit l'évolution du jeune moineau dont le chant, composé de « sons sauvages », d'une quinzaine de syllabes, se cristallise, une

fois adulte, en une trille aux accents monocordes. Alors se produit ce que Changeux appelle la « stabilisation synaptique », l'effacement après maints rodages d'une quantité de circuits neuronaux mobilisables à la milliseconde pour créer du sens, atteindre enfin à un certain état de conscience.

Son langage installé, l'individu entre dans sa pensée, l'aiguise, l'exprime, la partage ou la confronte. Il se construit une représentation du monde, tant il est vrai que l'esprit, Aristote l'avait bien senti, ne peut se passer d'images. Le verbe ne dit pas tout de l'esprit: il faut moins d'une seconde à Poel pour reconnaître un visage. Décrit avec des mots, il reste méconnaissable. S'orienter dans l'espace est très difficile verbalement (tournez à droite, puis deux fois à gauche, et au passage à niveau, etc.). Un plan tracé sur le papier est un guide plus efficace. Ce théâtre mental ne connaît pas de relâche. L'activité du cerveau ne cesse qu'au terme de la vie. Jusqu'au bout de son histoire, chacun tisse de nouvelles connexions, invente, simule, pèse le pour et le contre, mesure virtuellement les conséquences de ses actes, utilisant pour cela mille expériences du passé sollicitées instantanément comme autant d'oracles.

La nuit, au plus profond du sommeil, le cerveau accomplit une tâche bien précise: consolider les savoirs, figer les traces, marquer les empreintes comme un sceau de bronze sur une tablette de cire. Certes, la règle de l'apprentissage est l'oubli. Car pour traverser une vie entière, l'« organe de la civilisation » (d'après le neurologue russe Lurja), doit se ménager. La mémoire procédurale, celle qui sert à mettre en route une automobile et à la conduire, devient vite un automatisme qui permet une attention

divisée (changer les vitesses en parlant ou en écoutant un morceau de musique).

Ni palimpseste ni ardoise magique, le cortex serait plutôt une spirale. Tout ce qu'il a vu ou perçu demeure enfoui, même si l'accès n'est permis qu'aux souvenirs véritablement « engrammés » qu'un événement extérieur ou un affect particulier feront ressurgir. Là encore, la mémoire est une image. Le professeur Lhermitte évoque quelques passages de *A la recherche du temps perdu* pour souligner combien le monde qui submerge Proust « revient en termes visuels: Combray par tous les temps, l'allure des petites gens, et, à la fin, l'allusion aux minuscules papiers japonais qui se déplient ».

LA genèse des souvenirs est une mobilisation très sélective de modules neuronaux. Par le jeu d'un simple stimulus, ils établissent des trajets à travers l'ensemble du cortex pour butiner ici et là des vestiges, des débris, à la manière du paléontologue ne disposant que de fossiles pour reconstituer une bête hors d'âge. Le souvenir n'est en rien le dossier bien rangé d'un ordinateur retranscrivant son contenu à l'identique. Il n'existe pas de « neurone grand-mère », qui fournirait à la demande le visage d'un proche. Au contraire, chaque souvenir est reconstruit au terme d'un jeu de pistes et de traces, d'une mise au point sans faille. (A la course intersynaptique, Jean-Didier Vincent ajoute volontiers le fumet des odeurs, la représentation olfactive du monde). Si Marc Jarrold, le directeur de l'Institut des sciences cognitives, compare l'activité cérébrale au cinéma, c'est pour en décrire le principe dynamique. « Un film est une suite d'images immobiles, dit-il. C'est la projection devant une lentille qui crée le mouvement. Il en va ainsi pour le langage et la pensée: quand le cerveau fonctionne, l'un et l'autre se mettent en route. » Les contacts synaptiques permettant à l'homme de construire des objets mentaux, de les interpréter à sa guise pour formuler des hypothèses, d'agir avec économie et discernement sur son environnement, ces contacts insaisissables sont à la fois tout et partie, comparables au système immunitaire. Nul ne peut le repérer à coup sûr, mais face à l'agresseur, il se mobilise. Malgré les avancées de l'imagerie médicale, l'idée de cartographier les activités cérébrales soulève une difficulté de principe: comment imaginer une géographie mouvante où, selon l'architecture propre à chaque individu, les grands sites mentaux et leurs connexions seraient incertains, flexibles, nomades. Ainsi les régions impliquées dans le langage débordent-elles largement l'aire de Broca. « Comparons le cerveau à Paris, propose François Lhermitte. Si une bombe détruit le pont de la Concorde, la fonction circulatoire de la ville sera gravement affectée. Est-ce à dire que la circulation automobile à Paris s'arrête sur le pont de la Concorde? Notre cortex fonctionne comme un tout. Certaines zones sont spécialisées. Mais chacune prise isolément n'a aucun sens. »

De ce bouillonnement naît une conduite intelligente pour laquelle n'existerait aucune réponse toute prête. A l'habileté incapable d'un apprentissage de détournement, *Homo sapiens* oppose une capacité logique d'évitement. Son cerveau, il se l'est construit. Avec sa part de liberté conquise sur des gènes impulsifs, il n'a cessé de le modifier. Une forte poussée frontale l'a juché au sommet de l'espèce sans le réduire à l'état de machine savante.

Quel ordinateur reconnaîtrait un coquelicot ou un papillon, déciderait de changer d'avis, de se reprogrammer, d'être Goethe et d'enfanter Faust? Quel disque dur se concevrait comme disque dur?

« Ne pensez pas à un éléphant! lance Gerald Edelman (Biologie de la conscience). Bien entendu, vous y avez pensé. Et moi aussi. Mais où se trouve l'éléphant? Certainement pas dans la pièce. Pour ne pas y penser, il a fallu que vous sachiez de quoi il s'agissait, que vous vous le remémoriez et même, dans certains cas, que vous en évoquiez une image. Sur-tout, il a fallu que vous compreniez cette langue et ce petit jeu sur les mots. » L'esprit est là. S'il peut être perçant - ou persan -, il peut aussi être ému.

Eric Fottorino

Prochain article:
 Le carrousel des émotions

Monica et Marianne

par Eric Dezeuze et Denis Lacorne

L'ÉCART n'a jamais semblé si grand entre les États-Unis et la France. D'un côté, l'élection présidentielle, l'élection d'un président, l'élection d'un simple citoyen, qui doit subir la curiosité malsaine d'un procureur particulièrement agacé. De l'autre, un président protégé par l'article 68 de la Constitution, qui se déclare non responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions, sauf en cas de haute trahison. Mais les apparences sont trompeuses, et rien n'exclut qu'un président français soit un jour soumis à des investigations judiciaires.

Aux États-Unis, le rejet du pouvoir monarchique fait toujours sentir ses effets : « la Loi est le Roi », disait Tom Paine en 1776 à propos de la révolution américaine. Le président américain dispose bien d'une immunité théorique, fondée sur le « privilège de l'exécutif ». Mais comme l'apprenti Nixon à ses débuts, lors de l'affaire du Watergate, ce privilège n'a rien d'absolu : il ne concerne que l'exercice de certaines survivances « régaliennes », tout ce qui touche à la paix, à la guerre, à la diplomatie.

Pour le reste, il est un citoyen comme les autres. Il est tenu de respecter les lois et de ne rien faire qui puisse entraver le cours de la justice. Aux États-Unis, le législateur permet à un procureur indépendant d'enquêter librement sur le président, son entourage ou les membres du gouvernement, au gré de ses humeurs et de ses préjugés partiaux, sans contrainte temporelle ni budgétaire. Comme il n'y a pas de limite à la durée de l'enquête, le procureur peut toujours espérer trouver, dans la vie complexe et mouvementée d'un président, un délit, même mineur, qu'il essaiera de rattacher au principal chef d'accusation. La loi lui permet d'élargir son en-

quête en cercles concentriques. D'où ce curieux circuit accusatoire : partant d'un modeste scandale immobilier, vieux de huit ans et situé dans l'Arkansas, Kenneth Starr s'intéresse désormais à une « stagiaire », qui n'a jamais mis les pieds dans l'Arkansas, n'a pas investi dans l'immobilier et ignore sans doute tout de l'affaire Whitewater.

Mais peu importe. L'ambition du procureur est immense : rattacher la singulière histoire de M^{lle} Lewinsky à celle d'autres témoins qui auraient, eux aussi, subi des pressions de la part de Clinton ou de son entourage. Il serait alors possible de reconstruire le crime : l'entrave systématique au cours de la justice, par les moyens (qui restent à prouver) du parjure ou de la subornation de témoins.

En France, l'idée même d'un procureur indépendant est étrangère à nos mœurs. Le parquet, principal maître du déclenchement de l'action publique, est sous la dépendance hiérarchique du garde des sceaux. Ce dernier reste toujours capable de freiner l'ardeur inquisitoriale d'un juge dont « la canne à pêche » traîne un peu trop loin. Les enquêtes inachevées des magistrats Eric Halphen, Thierry Jean-Pierre ou Renaud Van Ruymbeke témoignent de ces difficultés françaises.

Que dire, alors, de la vie privée du président ? Là aussi, tout sépare la France des États-Unis. Notre code civil reconnaît le droit de tout individu au respect de sa vie privée et permet la sanction des intrusions de la presse dans l'intimité des personnalités publiques. Dans une formule saisissante, les juridictions françaises rappellent avec constance que « toute personne, quels que soient son rang, sa naissance, sa fortune, ses fonctions présentes ou à venir, a droit au respect de sa vie privée ». Ce droit fut invoqué par les héritiers

de François Mitterrand pour obtenir l'interdiction de la vente du livre *Le Grand Secret* de MM. Galtier et Gonod. En 1985, M. Giscard d'Estaing avait, lui aussi, obtenu l'interdiction d'un ouvrage de Jean-Bedel Bokassa, intitulé *Ma vérité*, au motif que certains passages constituaient « autant d'intrusions et d'effractions dans la vie intime » de l'ancien président.

Aux États-Unis, il existe bien une protection de la vie privée des individus, mais elle est moins stricte et elle varie selon les juridictions. Dans un procès pénal, à

Rien n'empêche qu'une affaire comparable au « Monicagate » n'explode un jour en France et ne contraigne le plus haut personnage de l'État à se justifier devant la justice ou l'opinion

propos d'un viol, par exemple, la jurisprudence interdit qu'on évoque l'histoire sexuelle de la victime. La protection de la vie privée est moins exhaustive dans un procès civil, et elle est plus faible encore dès qu'il s'agit d'une simple enquête préliminaire.

Quant à la liberté de la presse, garantie par le 1^{er} article du *Bill of Rights*, elle est l'objet d'une protection inégalée. Supposons qu'un journaliste américain publie des informations détaillées sur la vie privée d'une personne publique. Cette dernière a parfaitement le droit d'intenter une action en diffamation. Mais le journaliste a toutes les chances de l'emporter s'il démontre qu'il disait la vérité. Dire la vérité est aux États-Unis la meilleure des défenses.

En France, des lois plus sévères n'empêchent pas une certaine presse de dévoiler les se-

crets d'alcôve des vedettes artistiques. C'est une question de risque économique : l'accroissement des ventes, mais l'augmentation des dommages et intérêts à verser à l'issue d'un procès. En matière de vie privée, la vérité, en France, n'est pas une défense admissible, et c'est sans doute pourquoi rien n'est écrit à propos des aventures extra-conjugales de nos dirigeants politiques. Certains savent, d'autres s'imaginent, la grande majorité ne sait rien. Tout se passe comme si le silence était le fruit d'un consensus.

Que ce survol de la législation française ne conduise pas, cependant, à des conclusions hâtives ou par trop rassurantes. Rien n'empêche qu'une affaire comparable au « Monicagate » explode un jour en France et ne contraigne le plus haut personnage de l'État à se justifier devant la justice ou l'opinion. Mais il faudrait que certaines conditions soient réunies : une égalité véritable de tous les citoyens devant la justice ; l'interdiction de toute interférence du gouvernement dans la conduite de l'action publique, voire la rupture du cordon ombilical entre le gouvernement et le parquet. Les « affaires » ont, cependant, démontré qu'une magistrature déterminée, relayée par une presse vigilante, pourraient menacer et parfois même entraîner la chute de certains détenteurs du pouvoir.

Le mea culpa d'un ancien

garde des sceaux sur ses interventions destinées à entraver certaines investigations judiciaires concernant le financement de son parti politique ; les déclarations de la ministre de la justice sur la légitimité des investigations conduites à l'encontre du président du Conseil constitutionnel : tout cela démontre le chemin accompli par les mentalités en quelques années.

Cette évolution est lourde de conséquences pour un exécutif qui a abandonné toute illusion d'une magistrature complaisante. Or, l'article 68 de la Constitution limite l'irresponsabilité du président aux seuls actes « accomplis dans l'exercice de [ses] fonctions ». Le président est aussi un citoyen qui agit en dehors de l'exercice de ses fonctions. Il peut donc être l'objet de poursuites civiles ou pénales, au même titre d'ailleurs qu'un simple ministre. La Cour de cassation, dans ses arrêts des 26 juin 1995 et 6 février 1997 rendus dans les affaires Carignon et Noû, a montré qu'elle avait une acceptation très restrictive de la notion d'actes « accomplis dans l'exercice de [ses] fonctions ». N'appartenant à cette catégorie, selon la Cour, que les actes « qui ont un rapport direct avec la conduite des affaires de l'État relevant de [ses] attributions, à l'exclusion des comportements concernant la vie privée ou les mandats électifs locaux ».

Comment exclure, dans ce contexte, qu'un chef de l'État ne soit un jour la cible d'un justiciable qui pourrait obtenir une large amplification de ses griefs à travers les médias (y compris pour une affaire de harcèlement sexuel, puisqu'en France le code pénal réprime ce délit depuis 1994). D'un justiciable, ou encore d'un juge, dont le président de la République garantit, selon l'article 64 de la Constitution, l'« indépendance ». Ce jour-là le président apparaîtrait tel que la

Constitution l'a voulu : quasi indestructible dans l'exercice de son pouvoir présidentiel, mais absolument vulnérable lorsqu'il agit en simple citoyen. En bref, un président sans immunité. Telle est la loi suprême, voulue par les rédacteurs de notre Constitution, à une époque, il est vrai, où la magistrature affirmait mal son indépendance.

Nos constituants créaient un exécutif fort, mais ils croyaient pouvoir le dispenser du principe d'inviolabilité. Ils rendaient possible ce que Dupont ne pouvait admettre le 14 juillet 1791, lorsqu'il défendait l'inviolabilité de Louis XVI devant l'Assemblée nationale : « Mais si chacun peut l'accuser, dès lors le roi se trouve dans la dépendance de tous [...]. Qu'est-ce qu'un pouvoir suprême qui dépend de chaque individu, qui dépend du tribunal qui le juge... ? » Nous connaissons la réponse : en France, comme aux États-Unis, le président n'est plus, désormais, un roi ; il ne dispose que d'une immunité partielle. Mais, jusqu'à présent, le président français a cette chance : il n'a pas en face de lui un « procureur spécial » consacré par la loi, une loi dont un juge de la Cour suprême, Antonio Scalia, disait de façon prophétique, en 1988, qu'elle affaiblirait la présidence et qu'elle créerait, si elle était mise en œuvre par un procureur sans scrupule, un dommage irréparable aux institutions de la République. Cette loi, écritait Scalia, dans l'arrêt Morrison v. Olson, risquait de prouver l'adage latin : « Fiat justitia, ruat coelum », que la justice soit faite, même si la voûte céleste s'effondre.

Eric Dezeuze est avocat. Denis Lacorne est directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

AU COURRIER DU « MONDE »

LE PRÉSIDENT N'EST PAS AU-DESSUS DES LOIS

Votre éditorial du 24 janvier sur les ennemis de Clinton est une nouvelle démonstration de l'incompréhension des Français pour la pratique de la démocratie en Amérique (...). Comme la quasi-totalité des Français, vous ne voyez dans la condamnation des calembours de Bill Clinton qu'une nouvelle manifestation de l'incorrigible puritanisme des Américains. En bons Gantois, vous vous esclaffez devant l'irruption des institutions judiciaires dans une plaisante comédie de Labiche. Il ne vous vient pas à l'esprit qu'un grand peuple tolère difficilement que son président - celui en qui il a mis sa confiance pour l'incarner aux yeux du monde - se comporte, précisément, comme un personnage de Labiche.

Le peuple américain sait depuis longtemps que Bill Clinton trompe sa femme. Cela ne l'a pas empêché de l'épouser et de le réélire, ce qui prouve qu'il n'est pas si puritain que cela. Mais il y a des limites à l'indulgence. Aussi incroyable que cela puisse vous paraître, il y a encore des gens pour qui trahir une jeune stagiaire à la Maison Blanche et en faire sa maîtresse à domicile, comme un vulgaire coq de basse-cour, serait moins une preuve de bonne santé qu'une inacceptable « désacralisation » de la fonction présidentielle et un détournement de pouvoir de la part du président. Il est encore plus significatif que vous parliez de « détournement judiciaire » et d'« embalement » après avoir reconnu que Clinton pouvait être soupçonné de subornation de témoins et d'obstruction de justice. Le président qui, sur les marches du Capitole, a solennellement prêté serment de défendre la Constitution et d'appliquer les lois du pays, se serait ainsi rendu coupable de deux crimes fédéraux. Et vous trouvez anormal que la justice y regarde de plus près ?

Cela n'a plus rien à voir avec le puritanisme ni avec une comédie de boulevard. On est au cœur même de ce que l'idée de la démocratie a été depuis le début pour les Américains et que les Français semblent ignorer. C'est le rejet de

l'absolutisme. C'est le refus du prince (...). Lorsque votre éditorialiste conclut que, dans la crise actuelle, la justice américaine est « détournée à des fins politiques », il oublie de rappeler que la tempête secouant aujourd'hui les États-Unis est le résultat de la décision récente de la Cour suprême ayant autorisé Paula Jones à poursuivre Bill Clinton pour harcèlement sexuel. Une fois de plus, la plus haute instance judiciaire du pays, peu soupçonnée d'esprit partisan, avait ainsi rappelé le simple fait démocratique que le président n'est pas au-dessus des lois.

Claude Moisy
Neuilly-sur-Seine

MENSONGES

Avant de s'en prendre au puritanisme américain (...), il faut savoir que les rédactions et les stations de télévision sont inondées d'appels de citoyens indignés qui s'exclament qu'ils s'en fichent de la vie sexuelle de Clinton, et que les journalistes devraient se restreindre. Et, avant de trop s'auto-féliciter sur le journalisme français qui ne s'abaisserait jamais à faire une chose pareille (et c'est tant mieux) et de penser que c'est en France et en Europe que se trouve la bonne norme journalistique, les Français devraient se souvenir de celui de leurs présidents qui non seulement leur a menti sur sa santé (et la justice a soutenu son mensonge en interdisant le livre de son docteur personnel) mais qui en plus, pendant trente-cinq ans de carrière et quatorze ans à la tête du pays, a réussi à dissimuler son passé pétiariste dans le gouvernement de Vichy. Forcé de choisir entre les dérapages du système américain, qui fouille trop dans la vie de ses politiques, et ceux du système français, qui n'y fouille pas assez, je suis quand même amené à penser que l'extrême américain est en fin de compte plus sain pour le processus démocratique.

Erik Svané
Paris

TOTALITARISME

Les sommets du grotesque ont été atteints en Amérique, avec le harcèlement abject dont Bill Clin-

ton est la victime et l'intrusion éhontée de tout un chacun dans les méandres de sa vie privée. Les hommes politiques et les éditorialistes français se gargarisent avec des formules toutes faites comme « la plus grande démocratie du monde » appliquée à une nation qui, non contente d'imposer la terreur économique à une grande partie de la planète, s'en prend aux libertés individuelles. J'attends que survienne l'homme influent assez courageux pour commettre le crime de lèse-Américaine et dénoncer l'insidieuse montée d'un totalitarisme rampant qui fait courber l'échine des meilleurs.

Gilbert Lubik
Bitschwiller-lès-Thann
(Haut-Rhin)

LYNCHGATE

Les Américains font parfois de drôles de lois. La loi de Lynch (du nom de son promoteur) permettait l'exécution séance tenante d'un malfaiteur pris sur le fait. Elle fut utilisée abondamment contre les esclaves évadés. Elle donnait une justification légale à l'action assassine de la foule. Aujourd'hui une loi américaine fait, paraît-il, du mensonge un crime fédéral et de l'incitation au mensonge un crime plus grave encore. Certes nous avons, nous aussi, des lois réprimant le faux témoignage et la subornation de témoins, mais elles n'ont pas le caractère implacable et sans appel de la loi américaine ou de l'usage qui en est fait. Le président Clinton est devant les médias américains comme l'esclave évadé devant une foule fure de meurtre. Que peut-il dire ou faire ? Rien, bien évidemment.

Prouver qu'on n'a jamais menti est littéralement impossible. La foule des journalistes américains (et autres), petite foule représentant la grande foule des lecteurs et de toute la population, est enivré à l'idée d'abattre un président ; elle est persuadée de sa culpabilité et elle a la loi pour elle. Qu'est-ce qui peut arrêter une telle foule ? Tout est prêt pour le lynchage ou pour ce qu'on pourrait appeler, en utilisant un suffixe devenu courant, le lynchgate.

Denis Monod-Broca
Paris

Risques de sé...

la gens par Kerleroux



les deux
Amérique
de Bill Clinton

Offre Publique d'Achat Simplifiée d'adidas sur Salomon

ACTIONNAIRES DE SALOMON,

CHRONO! J-5

521,50F
PARACITION
SALOMON

L'Offre Publique d'Achat Simplifiée présentée par adidas sur 100% du capital de la société Salomon constitue une réelle opportunité de plus-value sur vos actions. Le prix offert de 521,50 F représente notamment :
- 37,8 fois le bénéfice net consolidé (part du groupe) de l'exercice clos au 31 mars 1997 par action Salomon,
- 15% de prime par rapport au cours moyen des 3 derniers mois précédant l'annonce de l'offre. L'offre se termine le 9 février 1998.

Vous n'avez plus que 5 jours pour profiter de l'offre proposée par adidas et réaliser votre plus-value. Dès à présent, donnez instruction à votre banque ou à votre intermédiaire financier pour apporter vos titres à l'offre.

Dans l'hypothèse où les adhérents à l'offre de l'Offre Publique d'Achat Simplifiée au moyen 95 % des droits de vote, le groupe a l'intention de démissionner des fonctions de l'offre, un projet d'Offre Publique de Rachat suivra d'un Rachat Obligatoire au même prix que l'Offre Publique d'Achat Simplifiée.

SALOMON
WORLDWIDE

adidas

Un communiqué soumis à l'approbation de la CGR est disponible sans frais au siège social d'adidas en France BP 67 - 97 702 Sennelager Cedex et au siège social de Salomon Metz - 55000 Metz - 03 87 10 99 00. Annonce d'achat et de souscription simplifiée. Il s'agit d'une offre simplifiée sur simple demande de votre part en appelant le numéro vert mis à la disposition des actionnaires de Salomon.

N° Vert 0800 801 800

www.salomon.com

Risques de séismes sur le continent audiovisuel

ON CROYAIT le paysage audiovisuel français pacifié, calmé et rentable depuis la mort de La Cinq. La loi Carignon de 1994 avait organisé et figé pour dix ans la mise en scène des acteurs de la télévision hertzienne. Mais ce texte avait aussi modifié les équilibres capitalistiques des chaînes, notamment en permettant à Bouygues d'augmenter, comme il le souhaitait, sa participation dans TF1. Qualifiée de texte « pro-Bouygues » par l'opposition d'alors, cette loi a aussi eu pour effet boomerang de déstabiliser Canal Plus en profondeur, avec une « mise sous tutelle » capitalistique de la chaîne cryptée. Au point de susciter le départ d'André Rousselet, son fondateur.

Le nouveau projet de loi défendu par Catherine Trautmann pourrait, lui aussi, avoir des effets pervers. La ministre a renoncé aux réaménagements de fonds réclamés par le PS : limitation spécifique à l'arrivée dans le capital des chaînes de télévision de groupes ayant accès à des marchés publics ou abaissement du maximum détenu par un même opérateur dans une chaîne privée. Il sera finalement seu-

lement demandé aux groupes industriels ou de services de cantonner leurs activités médias dans une structure spécifique. Ce projet de loi qui va clairement dans le sens des actionnaires des chaînes, risque encore, en renforçant le pouvoir du Conseil supérieur de l'audiovisuel, de bloquer le développement des chaînes privées existantes. Il pourra, si ce projet de loi est adopté, s'opposer à toute nouvelle acquisition dans les médias, qu'il s'agisse de droits cinématographiques ou de participations dans de nouvelles filiales. Un rôle jusqu'alors dévolu au Conseil de la concurrence.

LA TÉLÉVISION DÉTRÔNÉE PAR LA TÉLÉPHONIE
Tout semblait donc figé. Aujourd'hui, après une période de calme plat, tout semble pouvoir être remis en question. La prochaine loi n'en est pas la seule cause. Jusqu'alors objet de toute l'attention des grands groupes de service, la télévision semble avoir été détrônée au palmarès des grands enjeux par la téléphonie. Bouygues, opérateur de TF1, et la Gé-

nérale des eaux, acteur décisif du capital de Canal Plus, s'y sont aventurés sans retenue, partant sur de très fortes rentabilités. A côté du téléphone, la télévision fait figure de nain en termes d'investissements. Francis Bouygues et ses partenaires ont signé en 1987 un chèque de 3 milliards de francs pour 50 % de TF1, alors qu'il faut au groupe de BTP 7 milliards de francs pour financer sa quote-part d'investissements (sur 23 milliards au total) destinés à couvrir la France d'un réseau très maillé de téléphonie mobile.

Ce renversement de tendance s'accompagne d'un autre phénomène nouveau : le câble, jusqu'alors considéré comme un véritable boulet financier, va progressivement devenir une activité moins décriée ; la téléphonie et le numérique devraient pouvoir lui donner une seconde chance.

Le capital des chaînes privées n'avait pas beaucoup varié depuis la loi Carignon, qui avait permis aux opérateurs de monter de 25 % à 49 % leur participation maximale. Aujourd'hui, le jeu est très ouvert. En témoigne la récente arrivée surprise de Vincent Bolloré dans le capital du groupe Bouygues. Il a profité de la faiblesse du cours du groupe de BTP soudainement devenu opérationnel, pour s'inviter à son tour de table. Mais, à terme, il n'est pas exclu qu'il lorgne le contrôle de TF1.

Présenté pendant près d'une dizaine d'années comme le prodige de la classe, Canal Plus doit traverser pendant deux ans une passe financière rendue difficile par sa fusion avec le géant à capitaux sud-africains Nethold. La chaîne cryptée devrait d'autre part subir une réorganisation capitalistique, résécution à une offre publique d'échanges (OPE) que la Générale des eaux risque d'être contrainte de lancer sur Havas.

ALBERT FRÈRE, STRICTEMENT FINANCIER

Une fois de plus, Albert Frère, le principal actionnaire de CLT-UFA, fait office d'arbitre dans la nouvelle donne du paysage audiovisuel français. N'obéissant qu'à une stratégie strictement financière, il peut décider de céder ses actifs, entre autres sa participation dans le bouquet numérique TPS, si un prix intéressant lui est proposé. D'où l'hypothèse, envisagée au cours des dernières semaines, d'une fusion entre les deux bouquets numériques TPS (dont la CLT-UFA, 44,6 % et Suez-Lyonnaises des eaux détiennent 50 %) et CanalSatellite, qui appartient majoritairement à Canal Plus. Un tel schéma, qu'appellent de leurs vœux à la fois Jean-Marie Messier, président de la Générale des eaux, et Albert Frère, est aujourd'hui bloqué par TF1 et France Télécom, deux des autres actionnaires de TPS.

Les rumeurs de réorganisation du paysage audiovisuel vont plus loin : l'idée d'un rapprochement européen entre Canal Plus et la CLT-UFA n'est plus un tabou. Thomas Middelhoff, futur président de Bertelsmann (groupe allemand partenaire pour moitié de la CLT-UFA), a récemment laissé entendre que d'importantes actions pourraient être envisagées avec Canal Plus, déjà allié par le passé à ce groupe d'outre-Rhin.

De plus, la Générale des eaux (actionnaire principal d'Havas, la maison mère de Canal Plus) est aussi, via Electrafina, actionnaire de CLT-UFA. Ce qui pourrait permettre à Albert Frère d'échanger une participation pour récupérer une place décisive dans une nouvelle galaxie Canal Plus-Bertelsmann et de créer un groupe européen de taille à rivaliser un peu plus solidement avec les Américains.

Nicole Vulser

Les gens par Kerleroux



Les deux Amérique de Bill Clinton

Suite de la première page

Plus qu'aucun autre de ses prédécesseurs, Bill Clinton prend la parole dans les universités, dans les églises noires, dans les usines ; il a institué un dialogue avec la population en forme de talk-shows, formule généralement télévisée en direct, qui lui permet de débattre d'un thème donné devant une audience et sans l'intermédiaire de journalistes, avec vingt, trente, quarante personnes censées représenter un échantillon de la population. Dans cette forme de communication directe, favorisée d'ailleurs par le succès d'Internet, les médias traditionnels ont été dépossédés de leur rôle de filtre et de médiateurs.

L'autre dimension négligée par Washington est celle de l'économie. C'est pourtant en faisant campagne sur l'économie que déjà, en 1992, Bill Clinton batit George Bush. C'est de nouveau grâce à l'économie, désormais en pleine reprise, qu'il se fit réélire en 1996. Aujourd'hui, la croissance sans précédent continue, le chômage est presque éradiqué, la criminalité régresse. Bill Clinton s'attaque aux problèmes des retraites, des gardes d'enfants et de l'assurance-maladie : pourquoi les

électeurs voudraient-ils risquer l'interdiction de cette ample évolution pour une sordide affaire d'infidélité conjugale ?

Mieux : 51 % des Américains sont aujourd'hui détenteurs de titres en Bourse ; leurs retraites reposent sur les fonds de pension. Les États-Unis sont devenus une nation de boursicoteurs ; les nouveaux venus dans ce club, issus surtout des classes moyennes, se frottent les mains en voyant l'indice Dow Jones continuer de caracoler à des niveaux inimaginables il y a dix ans. Qui, dans ces conditions, prendrait le risque de voir les marchés boursiers s'effondrer à cause d'une crise constitutionnelle à la Maison Blanche ?

DÉSACCESSION POLITIQUE

Ce ne sont pas des grands débats politiques, d'ailleurs pratiquement inexistant, ni de la moralité du président Clinton que l'on discute dans les cafés des quartiers populaires, pas plus que dans les barbecues parties des banlieues bourgeoises, mais de problèmes très concrets. « Où est passée la politique ? » titrait, sur une couverture prémonitrice, le New York Times Magazine il y a deux semaines. « Bill Clinton est-il notre premier président post-politique ? » Pour Gary Wills, auteur du principal article de cette enquête, « ce n'est pas à Washington que les choses se passent. Depuis deux générations, les élites de l'État fédéral définissent les grands débats. Aujourd'hui, une lame de fond culturelle balaye la géopolitique traditionnelle ».

Les signaux de la désaffection des Américains à l'égard de la politique fédérale, alors que la vie politique locale reste active, se sont pourtant multipliés ces dernières années.

Le taux de participation à l'élection présidentielle de 1996 a été un des plus bas de l'histoire. Les derniers rassemblements de masse regroupant, à Washington ou ailleurs, des centaines de milliers de personnes ont réuni des gens qui n'étaient pas amenés à par tel ou tel mouvement politique, mais par la volonté de résoudre ensemble des problèmes de société, comme la place de l'homme dans la famille (Promise Keepers), la rédemption de l'homme noir (Million Man March) ou la solidarité des femmes à Philadelphie.

Pour reconquérir leur audience, les journaux télévisés des networks parlent de moins en moins de politique, de plus en plus de « votre argent » et de « votre santé ». Lorsque, ces derniers jours, les présentateurs télévisés de Washington ont daigné domier la parole aux maîtres des grandes villes ou aux rédacteurs en chef des journaux régionaux, ils ont obtenu la même réponse : ce qui préoccupe les Américains, c'est ce qui affecte leur vie quotidienne, pas les écarts privés du président. Lorsque le vice-président Al Gore a rencontré à San Francisco les dirigeants de l'industrie high-tech, le secteur le plus dynamique du pays, au moment où le scandale battait son plein à Washington, ce

n'est pas sur l'affaire Monica qu'il a été interrogé.

Le peu de considération que les Américains portent encore au pouvoir fédéral semble pourtant être concentré sur l'institution de la présidence.

SOURCE DE STABILITÉ

Mais là encore, les experts washingtoniens ont sous-estimé le soul de stabilité d'une population qui n'a de toute évidence aucune envie d'affronter un nouveau traumatisme du type Watergate. La politologue Elizabeth Drew s'étonnait dimanche 1^{er} février dans le Washington Post de la rapidité avec laquelle l'hypothèse de l'impeachment a été soulevée dans les médias. « La présidence s'est dévalorisée », conclut-elle ; moins on a de respect pour la fonction présidentielle, plus la possibilité d'en déloger l'occupant devient concevable. Or, pour les Américains, semble-t-il, l'institution de la présidence est trop précieuse pour être aussi facilement menacée.

Rien n'est éternel, en particulier en politique. Les aléas de l'enquête judiciaire conduite par Kenneth Starr peuvent réserver bien des surprises à Bill Clinton et à l'Amérique. La Maison Blanche se dit engagée dans un combat de longue haleine. Dans ce combat, la bataille pour l'opinion publique est cruciale. Pour l'instant, le couple Clinton - car la cote de Hillary Clinton est elle aussi en hausse - est en passe de la gagner.

Sylvie Kauffmann

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75002 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-30-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Une justice qui tue

EN OCTOBRE 1997, selon Amnesty International, 100 pays, sur un total de 193, avaient aboli, en droit ou en pratique, la peine de mort. Seule puissance occidentale à pratiquer encore ce type de châtiment, les États-Unis figurent parmi les 93 pays rétifs à l'abolition, en bonne place aux côtés, entre autres, de la Chine et de l'Irak. En Russie, la peine de mort n'est pas formellement supprimée, mais Moscou s'est engagé à ne pas l'appliquer en contrepartie de son admission, en 1996, au Conseil de l'Europe.

Karla Faye Tucker, qui vient d'être exécutée au Texas, n'était certainement pas une innocente. Elle n'avait jamais nié le double meurtre, perpétré dans d'horribles conditions, pour lequel elle avait été condamnée à mort en 1984. Beauparc d'Amérique est meurtre donc que justice a été faite. Revendiquant la loi du talion, ils assument cette règle barbare selon laquelle un crime effroyable doit être puni par un assassinat légal.

La logique sociale et raciale que les États-Unis n'ont jamais remise radicalement en question alors qu'ils ont été la barrière de l'exception américaine. Avec une mère prostituée, un père disparu, Karla Faye Tucker, enfant battue puis adolescente prostituée et droguée, accumulait les risques de faire partie de cette population qui fournit les gros bataillons de la délinquance, et, partant, les hôtes les plus nombreux des quartiers de la mort. C'est une réalité bien connue des criminologues : la peine de mort trappée en priorité dans les rangs des ca-

tégories sociales défavorisées. Sur les quelque 3 300 condamnés à la peine capitale qui attendaient, au 1^{er} janvier 1998, leur exécution aux États-Unis, 48 % étaient des Blancs et 41 % des Noirs, alors que ces derniers ne représentent que 12 % de la population américaine.

Ce n'est pas parce que cette condamnation et sa loi avaient suscité de la sympathie, jusque dans les rangs des représentants d'une droite chrétienne habituellement partisan de la peine de mort, qu'il faudrait oublier ou sous-estimer le scandale radical de cette pratique, désormais banalisée au cœur de la plus puissante des démocraties et le déterminisme social et racial, quotidien et implacable, qui la sous-tend. Le reste, tragique ou désolant, vient par surcroît : les particularités d'un système où le pointillisme juridique fait trop bon ménage avec la loi du talion et l'exhibitionnisme médiatique. Comme beaucoup d'autres condamnés américains, Karla Faye Tucker a été exécutée selon un cérémonial « scientifique » sordide, sous les yeux, entre autres, des parents de ses victimes, invités, en quelque sorte, à assister à leur vengeance. Elle a aussi été tuée quelque quinze ans après les faits. Qui pourrait soutenir que cette femme était la même que celle que les jurés avaient condamnée en 1984 et à qui le gouverneur George Bush Jr., selon son habitude, a refusé la grâce ?

Robert Badinter l'avait dit lorsqu'il eut « l'honneur » de demander d'obtenir en 1981 l'abolition de la peine capitale en France : rien ne saurait justifier « une justice qui tue ».

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur adjoint : Dominique Auby, directeur général ;
Vice-président : Jean-Marie Colombani, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Pénard
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lhonnès, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bessis, Pierre Gascar,
Laurent Gbaguidi, Edwy Pénard, Michel Raison, Bernard Le Gendre
Directeur adjoint : Dominique Royet
Rédacteur en chef technique : Eric Assol
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Mémoires : Thomas Parnet

Directeur exécutif : Eric Pénard ; directeur délégué : Anne Chassebois
Conseiller de la direction : Alain Robit ; directeur des relations internationales : Daniel Venet

Conseil de surveillance : Alain Robit, président ; Gérard Corbiol, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Bernès-Méry (1944-1949), Jacques Fournier (1949-1952),
André Laurens (1952-1955), André Fontaine (1955-1959), Jacques Lecoq (1959-1964)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Association Hubert Bernès-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Éditions, Le Monde Investissements,
Le Monde Press, L'Espresso, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La « férocité » de J.-K. Huysmans

C'EST DEMAIN le centenaire de la naissance de J.-K. Huysmans. Les fervents « huysmansiens », au rang desquels il me plaît d'appartenir, vont célébrer le souvenir de l'auteur d'En route par une exposition bibliographique à la Nationale. Nuls mieux que nos amis Maurice Garçon, René Dumesnil et Henri Jouvin n'étaient désignés pour se charger de cet hommage posthume.

L'intérêt pour les « romans » autobiographiques de Polant Dural n'a pas faibli, si l'on en juge par les communications que ne cessent d'échanger les membres de la société J.-K. Huysmans avec leurs correspondants provinciaux et étrangers. Telle qu'elle est en tout cas, absolument à part dans les lettres contemporaines, cette œuvre conserve une saveur très forte auprès de ma génération, la génération de l'entre-deux-

guerres. Peut-être parce qu'elle agit de furieuses sonnailleries de style, parce qu'elle est sans restrictions, fait-elle retentir chez nous - à qui certains aînés ont reproché souvent, comment dirais-je ? note manque de souplesse, notre « férocité » - des échos quasi fraternels ? Il ne fait illusion à personne que, si Huysmans, dans ses diatribes formelles, incarnait le goût de l'outrance chère à l'école de Médan, les misères de l'existence ne le laissaient jamais insensible. Héruit de l'exagération, certes, empoignant la plume comme un fer à repasser, mais homme de foi, chrétien non endormi mais très sincère. La plume de Huysmans dépeint l'époque bénie où l'on pouvait écrire beaucoup. Même excessive-

Olivier Merlin
(3 février 1998.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 02-36-25-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

INFORMATIQUE Pour Bill Gates, patron et fondateur du numéro un mondial du logiciel, l'avenir de Microsoft n'est pas menacé par la procédure antitrust dont elle fait

l'objet. ● UN MALENTENDU est, selon lui, à l'origine du procès intenté par le ministère de la Justice américain. M. Gates s'affirme optimiste sur son issue, une fois que les mé-

thodes de travail dans l'industrie du logiciel auront été expliquées aux magistrats. ● LES ÉDITEURS de logiciels américains ont publié mardi 3 février un document préconisant

une série de mesures pour assurer la libre concurrence sur ce marché, malgré la prédominance de Microsoft. ● LA DIVERSIFICATION du fabricant de logiciels se poursuit, no-

tamment dans les services en ligne. ● À PARIS, le patron de Microsoft a promis au gouvernement de contribuer à l'effort de la France dans les nouvelles technologies.

Bill Gates relativise la portée du procès que lui fait l'Etat américain

Le PDG et fondateur de Microsoft nie les accusations d'abus de position dominante dont son groupe fait l'objet. Il a expliqué au « Monde » que la procédure en cours relève selon lui d'une mauvaise compréhension du marché du logiciel par les institutions fédérales

C'EST UN QUASI-RITUEL. Deux fois l'an, Bill Gates, le PDG fondateur du fabricant américain de logiciels Microsoft, visite ses filiales européennes et leurs clients. Mardi 3 février, il était à Paris. Accusé depuis l'automne 1997 d'abus de position dominante par le ministère américain de la Justice, il s'est employé à minimiser la portée de cette procédure, s'affichant optimiste sur son issue.

La veille, une cour d'appel de Washington avait suspendu jusqu'au 21 avril les investigations du professeur de droit Lawrence Lessig. Celui-ci a été chargé par le juge fédéral Thomas Jackson, qui instruit l'affaire, d'analyser les arguments des deux parties.

A la lecture de ce dernier développement, dont il n'avait pas eu connaissance, M. Gates éclate de rire. « Tout cela n'a pas grand-chose à voir avec l'avenir de Microsoft. Le problème est d'aller vite, d'être le premier, de proposer des solutions peu coûteuses. Ce marché est le plus concurrentiel du monde. Il n'y a pas de positions garanties. »

ACCORD LIMITÉ

M. Gates relativise la portée de l'accord du 23 janvier, aux termes duquel Microsoft a accepté, temporairement, de ne plus lier la vente aux fabricants d'ordinateurs personnels (PC) de son logiciel d'accès à Internet, Explorer, à celle de son système d'exploitation Windows.

Ce lien constitue le point de départ de l'affaire, la société Net-

scape, auteur du système Navigator, ayant accusé Microsoft d'abuser de son poids pour imposer Explorer aux dépens de Navigator.

Cet accord « n'est pas majeur », assure M. Gates, expliquant que l'accès à Internet fait partie de Windows. Pour se conformer à l'exigence de la Justice, Explorer n'a donc pas été « sorti, ce qui aurait risqué de casser le système, mais seulement caché ». Les fabricants de PC ont « temporairement le choix de prendre une licence de Windows avec l'accès à Internet caché. Personne n'a fait ce choix ». La commercialisation de Windows 98 est maintenue pour mi-1998.

MALENTENDU

La question-clé de ce procès dépasse cependant l'accès à Internet. Il s'agit de savoir si, du fait du poids que lui confère son système d'exploitation, Microsoft dispose de moyens privilégiés pour développer avant tout le monde de nouveaux logiciels, voire, si une innovation émerge chez un concurrent, pour la copier ou la racheter afin de l'intégrer à son système d'exploitation.

C'est ce qu'affirme, sans toutefois citer Microsoft, l'Association des éditeurs de logiciels américains (la SPA) dans un document publié le 3 février, qui se propose de « guider les responsables de l'exécutif, de la Justice et du législatif dans la mise au point d'une politique de lutte antimonopole ».

Se déclarant convaincu que

cette affaire repose sur un malentendu et qu'il lui faut expliquer « la façon dont fonctionne notre industrie », M. Gates assure qu'il « pourra faire valoir » sa vision : « Quand vous ajoutez des fonctions à un système d'exploitation, ces produits sont séparés au début, puis ils sont intégrés. Quand cela sera clair pour la cour, cette affaire cessera. »

La SPA préconise quant à elle une « mise à disposition non discriminatoire » auprès des autres éditeurs des détails techniques leur permettant de mettre au point des logiciels qui s'articulent correctement avec le système d'exploitation.

Ce dernier « ne doit pas pouvoir être utilisé pour favoriser les propres produits et services de son éditeur, ou de quelques partenaires privilégiés ».

Le groupement dénonce aussi les pratiques visant à « lier le prix

du système d'exploitation à celui de logiciels applicatifs », ainsi qu'à inclure dans le système d'exploitation « ses propres services ou produits », sauf à « permettre à des concurrents d'en faire de même ».

La SPA dénonce par ailleurs « l'accès discriminatoire au contenu d'Internet ». Les détenteurs du logiciel de Netscape ne peuvent accéder à certains sites développés pour Explorer, ou n'en voient qu'une version dégradée. « Les deux navigateurs ont à peu près la même part de marché. Tout le monde a intérêt à faire le maximum pour qu'un site soit bon avec l'un et l'autre », répond M. Gates. L'objectif est de rendre les sites web plus intéressants.

Le procès intenté à Microsoft tient aussi aux craintes de certains de ses concurrents de voir le groupe chercher à profiter de son hégémonie dans les PC pour tenter (avec Windows CE) de s'im-

poser sur des marchés naissants et proches de l'électronique grand public : assistants personnels, décodeurs pour accéder à Internet par la télévision, systèmes de guidage pour l'automobile.

Pour M. Gates, l'expansion sur ces nouveaux marchés est vitale. « Ces appareils représentent 4 millions d'unités par an, contre plus de 90 millions de PC. Mais nous pensons que tout le monde voudra ce type d'équipements. » Le mois dernier, TCL, premier opérateur américain de télévision par câble, a commandé un minimum de 5 millions de Windows CE pour équiper des décodeurs donnant accès à Internet.

INTERNET ET TÉLÉVISION

Microsoft ayant, en 1997, acquis 15 % de Comcast, cinquième câble-opérateur américain, et racheté Web TV, un fabricant de décodeurs pour téléviseurs

permettant l'accès à Internet, l'ambition du groupe serait-elle de devenir un acteur incontournable dans l'univers télévisuel ? « Notre vocation n'est pas d'être opérateur », répond M. Gates. Mais il veut convaincre les câble-opérateurs « que l'on peut mettre au point un décodeur puissant donnant accès à Internet avec notre technologie ».

La prise de participation dans Comcast ? « Nos actions sont sans droit de vote. Ils nous ont mis au défi de prouver notre sincérité, en investissant chez eux », assure M. Gates, qui répète que son « but est de vendre des logiciels aux câble-opérateurs et aux compagnies de téléphone pour qu'ils puissent fournir ces nouveaux services. Nous discutons avec tous. En Europe aussi. »

Armie Kahn et Philippe Le Cœur

Les services en ligne représentent un « investissement à long terme »

« DITES à Bill Gates que ses services interactifs deviendront le « Vietnam de Microsoft », prophétisait, en 1994, Steve Case, président et cofondateur du service en ligne AOL. Prémonitoire. Selon le Wall Street Journal, Microsoft perdrait 200 millions de dollars par an dans cette activité. Son fer de lance, MSN, en serait en grande partie responsable.

Mais M. Gates n'entend pas faire machine arrière. « Steve Case est un concurrent. Il est de loin le numéro un des services en ligne. En ce moment, c'est sûr, je me dis que nous aurions dû les acheter [Microsoft tenta sans succès de racheter AOL en 1993] ; mais posez-moi encore la question dans trois ans et on verra. Ils ont un grand nombre

d'abonnés, mais ça ne veut pas dire beaucoup d'argent. Personne ne gagne beaucoup d'argent dans ce métier, tout le monde investit pour le futur. Microsoft peut investir à long terme. Mais il faut sans cesse faire des ajustements. »

La semaine passée, la firme a annoncé une réorganisation de Sidewalks, ses « city magazines » en ligne (sites consacrés à une ville, aux informations locales et aux services de proximité qui la concernent). « On va les publier dans plus de villes mais réduire les effectifs dans chacune des villes. Le nombre total d'employés va augmenter. On n'a pas encore trouvé la formule magique. Je crois que les services en ligne sont voués au succès, bien que le seul service rentable soit Expedia, notre site sur les voyages, grâce aux commissions et à la publicité. »

Ce site est gratuit pour les usagers, tout comme Hotmail, un service de messagerie électronique acquis par Microsoft en janvier, qui se rémunère grâce à la publicité et à l'utilisation des fichiers d'abonnés. « Hotmail a près de 10 millions d'abonnés gratuits, mais le service n'est pas rentable. On va fournir des services supplémentaires. Pour certaines options, on demandera une redevance mensuelle. »

PHASE EXPÉRIMENTALE

M. Gates fait preuve de pragmatisme. « L'abonnement à MSN sert à financer les coûts de communication pour accéder à Internet. On fera aussi payer certains services. Par exemple, notre magazine Slate va devenir payant cette semaine. On ne sait pas si ça va marcher. On est encore dans une phase expérimentale. »

Les modèles américains et européens ne coïncideront pas forcément. En France, MSN a confié la gestion et le raccordement des abonnés à France Télécom. Il n'est pas prévu de faire de même outre-Atlantique.

A. K. et Ph. L. C.

La France recherche l'appui de Microsoft

A l'occasion de son séjour à Paris, Bill Gates a rencontré le premier ministre, Lionel Jospin, et le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn. Ce dernier a annoncé que le gouvernement et Microsoft vont « passer en revue » les possibles coopérations : dans la recherche, le financement d'opérations de capital-risque, ou le développement des technologies de l'information dans l'Hexagone.

« La France ne veut pas être seulement un pays consommateur de technologie, elle veut aussi être un acteur de ce monde, et le retard qu'elle a accumulé est en train d'être rattrapé », a souligné M. Strauss-Kahn. « Il n'y a pas un si grand retard », a assuré M. Gates, qui considère les initiatives du gouvernement et l'importance accordée à Internet comme une « étape positive ». Il a précisé que son groupe attendra « un ou deux ans avant d'ouvrir un nouveau centre de recherche en Europe », après celui ouvert en 1997 en Grande-Bretagne.

Vos clients savent-ils que vous



Les
Solutions
Entreprises
France
Télécom

Nous allons vous aider à réussir.

aimer l'an

27/12/97

ENTREPRISES

En l'absence de repreneur, Mondial Tours disparaît

Le tribunal de commerce de Nanterre a mis fin à l'activité du voyageur. La marque RevVacances reste à vendre

LE TRIBUNAL de commerce de Nanterre a mis fin à l'activité du voyageur Mondial Tours, dont les 69 salariés ont été licenciés vendredi 30 janvier. Seules deux offres de reprise ont été déposées pour le fonds de commerce Mondial Tours, mais le tribunal de commerce les a jugées insuffisantes sur le plan social et financier.

Les actifs de Mondial Tours comprennent l'hôtel-club Babab situé sur la Petite Côte sénégalaise avec 115 bungalows sur 115 hectares estimés au minimum à 12 millions de francs, deux bateaux de croisière de luxe sur le Nil ainsi que des appartements aux Canaries. M. Véronique Becheret, liquidateur du voyageur, va recueillir les dossiers de candidature au rachat des titres de participation dans les sociétés étrangères contrôlant ces actifs.

Olivier de Ronceray, vice-directeur général de Mondial Tours, souhaite que des candidats se manifestent pour la reprise de RevVacances, marque phare du groupe, notamment

spécialisée sur l'Egypte. Selon lui, deux repreneurs sérieux seraient aujourd'hui sur les rangs, mais il admet qu'il faut faire vite, car une marque se déprécie rapidement. « Nous payons aujourd'hui les erreurs du passé, reconnaît-il, notamment certaines acquisitions et, surtout, la course à la réduction des marges. » Le chiffre d'affaires augmentait d'année en année, poursuit-il, mais l'entreprise devait faire face à des charges trop importantes. Pour l'exercice achevé le 30 septembre 1997, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 712 millions de francs pour une perte de 15 millions de francs. Selon M. de Ronceray, le passif du groupe est estimé à 60 millions de francs.

L'attentat islamiste de Louxor a vraisemblablement précipité les choses, déclare M. de Ronceray. Pour Mondial Tours, propriétaire des bateaux et des autocars, l'Egypte était une destination à forte marge et contribuait pour un quart au chiffre d'affaires du groupe.

François Bostnavaron

La vente de Fauchon relance les grandes manœuvres sur le marché de l'épicerie de luxe

Le repreneur, la société Waldo, veut développer la marque aux Etats-Unis

Trois ans après son rival Hédiard, l'épicerie de luxe Fauchon va à son tour changer de mains. Les PME familiales de la place de la Madeleine, à

Paris, ont du mal à survivre face aux grands opérateurs qui convoitent le marché lucratif de l'épicerie fine. Le moutardier Maille (groupe

Amora-Maille) et le chocolatier Godiva (groupe Campbell) veulent faire de la célèbre place la vitrine de leurs ambitions internationales.

LA PLACE de la Madeleine, à Paris, devient un enjeu stratégique pour les grandes marques d'épicerie de luxe. Mardi 3 février, coup sur coup, trois de ces marques ont focalisé l'attention sur la célèbre place. Martine Prémât, héritière et propriétaire de Fauchon, annonçait qu'elle allait céder l'entreprise à un groupe d'investisseurs ; le chocolatier belge Godiva, filiale du géant américain Campbell Soup, révélait l'ouverture en septembre prochain d'une boutique à la Madeleine, symbole de sa nouvelle stratégie de développement en France et en Europe ; enfin, le nouveau groupe Amora Maille, issu de la cession à Paribas de la branche épicerie de Danone, a dévoilé le nouveau positionnement de ses marques, dont Maille - qui a ouvert une épicerie « à l'ancienne » au 6, place de la Madeleine voici un an - sera le fleuron.

Le marché de l'épicerie de luxe est de plus en plus convoité par de grands opérateurs, industriels ou distributeurs, en quête de marges plus substantielles. Face à leurs appétits, les PME familiales ont de

plus en plus de mal à résister. D'où la décision de M. Prémât de céder Fauchon. Après l'incendie de 1985, dans lequel elle a perdu sa mère et sa sœur, Martine Prémât avait dû reprendre les rênes de l'entreprise, rachetée aux héritiers Fauchon par son grand-père, Joseph Pilosoff, en 1952. En France, elle a ouvert plusieurs restaurants place de la Madeleine et lancé la marque Fauchon en grande distribution. Mais le développement international nécessite davantage de capitaux.

Laurent Adamowicz, quarante ans, qui va reprendre, via sa société Waldo, la célèbre maison créée par Auguste Fauchon en 1886, a fait ses classes aux Etats-Unis, puis à la banque Paribas et à la banque Rothschild, avant de créer sa propre société d'investissements, Waldo, en 1992. Joint par Le Monde, mercredi 4 février, M. Adamowicz affirme qu'il va « financer l'opération sur fonds propres, avec un tour de table à [ses] côtés ». Le bouclage de l'opération doit intervenir « au plus tard fin avril », et jusque-là, les deux parties sont convenues de ne

pas en dire plus, notamment sur le montant de la transaction. M. Adamowicz, qui affirme avoir travaillé pour le groupe alimentaire américain Beatrice Foods, entend diriger lui-même Fauchon, dans lequel il veut « investir de façon substantielle ». « C'est une société qui a un potentiel de développement extraordinaire, la plus belle marque du secteur, affirme-t-il. Aux Etats-Unis, c'est un nom que tout le monde connaît, même si on ne trouve pas les produits là-bas ». Au Japon, « le licencié de Fauchon, Tokasimaya, a fait un travail remarquable depuis vingt-cinq ans », se félicite M. Adamowicz. Le repreneur assure avoir le soutien des cadres dirigeants de Fauchon, « avec qui j'ai déjà fait un travail de fond sur les nouvelles orientations », et souhaite « rassurer totalement » les 360 salariés du groupe sur leur avenir.

« RESTRUCTURATIONS »

Le comité d'entreprise de Fauchon a donné un avis favorable à la cession. Après plusieurs années de difficultés, le groupe Fauchon était sorti du rouge au cours du dernier exercice (achevé le 31 mars 1997), avec 6 millions de francs de profit pour un chiffre d'affaires de 296 millions, dont 136 millions pour le seul magasin de la Madeleine et 123 millions à l'export.

Les « restructurations » ne sont

immobilier monégasque Michel Pastor. A deux pas de là, sur le boulevard Malesherbes, Albert Ménès, un autre épicer de luxe (120 millions de francs de chiffre d'affaires) se trouve en situation délicate, après la mort accidentelle de son PDG en novembre 1997. Une acquisition possible pour la nouvelle société Amora Maille ? Celle-ci s'affirme bien décidée à « faire de Maille la plus belle marque mondiale d'épicerie fine », affirme son PDG Thomas Derville. Aux Etats-Unis, estime-t-il, Maille est considérée comme « le champion de la moutarde », et il n'est pas rare que la boutique parisienne, à la Madeleine, voit affluer des touristes américains qui viennent acheter un pot de « moutarde spéciale » de moutarde à l'ancienne en guise de cadeau.

Dans un autre registre, le chocolatier Godiva, en ouvrant à son tour une boutique à la Madeleine, veut clairement se démarquer des autres marques de chocolat belge qui jettent actuellement leur dévolu sur l'Hexagone, profitant du boom, quasi-unique en Europe, du chocolat en France. Créée elle-même en Belgique, Godiva est tombée dans le giron du numéro un mondial des chocolats, l'américain Campbell. D'où un développement mondial, axé en grande partie sur les Etats-Unis, qui génèrent 37 % des 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires, contre 13 % seulement pour l'Europe. Un retard que Godiva compte combler en passant par la France.

Pascal Galinier

Savez-vous les aimez ?

Un Numéro Vert vaut bien des longs discours.

Votre entreprise est résolument tournée vers ses clients, mais vos clients savent-ils tout ce que vous êtes prêts à faire pour eux ? Peut-être attendent-ils un geste. Donnez-leur un signe. Donnez-leur un Numéro Vert. Un Numéro Vert

dans votre communication ou sur vos produits, c'est pour vos clients une preuve d'attention, une promesse d'accès privilégié, des informations simplifiées et des services accrus. En effet, pour 70% des consommateurs

un Numéro Vert démontre la volonté de l'entreprise d'établir un contact étroit avec ses clients (étude Sereho 1997). Un Numéro Vert, c'est aussi pouvoir disposer d'un numéro unique pour tous les sites de l'entreprise, une attente minimisée pour les clients et la gestion optimale des appels. Pour étudier la solution la plus profitable et la mieux adaptée aux objectifs de votre entreprise, renseignez-vous auprès de votre ingénieur commercial France

Télécom ou appelez notre Numéro Vert. **N°Vert 0 800 00 00 01**

Les Solutions Entreprises France Télécom

l'an 2000.



France Telecom

La Dresdner Bank réaffirme vouloir approfondir sa coopération avec la BNP

La remise en cause de l'accord passé en 1996 entre les deux établissements bancaires serait sans fondement, même si beaucoup reconnaissent que sa portée est limitée

FRANCFORT
correspondance
Des spéculations en provenance de Paris ont mis en état d'alerte, mardi 3 février, l'état-major de la Dresdner Bank à Francfort: Bernhard Walter, président du directoire de la Dresdner depuis le début de l'année, voudrait mettre un terme à la coopération si difficilement nouée par son prédécesseur, Jürgen Sarrazin, faute de résultats tangibles.

Cette rumeur, que le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* avait rapportée de Paris en s'appuyant sur des « sources bien informées dans les milieux bancaires », avait aussitôt été démentie par la Dresdner Bank et la BNP en des termes très clairs: « Les spéculations concernant une fin proche de la coopération entre la BNP et la Dresdner Bank sont dépourvues de tout fondement ». Au contraire, les deux banques s'apprennent à réaliser un projet commun, la création d'une holding basée à Vienne chapeautant les activités de leurs six entités communes en Europe de l'Est. De plus, l'ouverture de deux filiales communes en Roumanie et en Ukraine est prévue en 1998.

Depuis ses débuts, à la fin des années 80, cette coopération a une vie difficile. La Commission européenne ne lui avait donné son feu vert qu'après d'âpres discussions, bloquant sur la clause selon laquelle les deux banques renonçaient à toute concurrence dans

leurs deux marchés domestiques. En 1996, finalement, elles avaient pu passer à l'acte et signer leur accord de coopération, qui prévoit notamment le développement commun de leurs activités sur les marchés tiers tels l'Asie, l'Europe de l'Est et l'Amérique latine.

Même si l'idée selon laquelle cet accord serait le noyau du premier groupe bancaire vraiment trans-européen semble être trop ambitieuse, les deux groupes sont liés si étroitement qu'ils ne peuvent plus, sans mal, couper les liens entre eux. Pour la Dresdner Bank, la fin de cette coopération remettrait en cause un axe majeur de son développement international à un moment décisif de son histoire.

UNE DIMENSION INTERNATIONALE
En effet, son actionnaire de référence, le groupe d'assurances Allianz, s'appuie à regrouper ses activités dans le secteur financier qui englobent notamment la future banque fusionnée en Bavière, la Hypo Bayerische. A côté de ce poids lourd domestique, il revient à la Dresdner Bank une dimension plus internationale, pour laquelle ses activités de banque d'affaires (avec Dresdner Kleinwort Benson) et la coopération avec la BNP sont importantes.

Mais les Allemands restent réticents à l'idée d'une coopération entre entreprises indépendantes. La Deutsche Bank y a toujours re-

noncé, aspirant systématiquement à prendre des participations au moins majoritaires, si ce n'est à 100 %.

La coopération entre la BNP et la Dresdner Bank est aussi connue des jours meilleurs. Enfin, la Commerzbank a vécu une mésaventure douloureuse - et aujourd'hui terminée - en créant un réseau de coopération à l'échelle européenne, dont faisait également partie le Crédit lyonnais.

La coopération avec la BNP connaît de ce fait pas mal de détracteurs au sein de la Dresdner. Surtout au niveau opérationnel, bon nombre de dirigeants estiment qu'elle bloque la voie à un développement autonome de la banque et surtout la possibilité d'une expansion en France, au-delà de l'ancienne BIZ, rebaptisée Dresdner Kleinwort Benson (Marchés). Certains estiment que la Dresdner Bank apporterait à la BNP tout son savoir-faire en Europe de l'Est, sans vraiment de contrepartie.

D'autres observateurs notent que certains grands projets de la BNP à l'international, comme le rachat de PrimeEast et, plus récemment, d'une partie de Peregrine, se font sans la Dresdner. Dans les milieux bancaires, le choc des cultures en Europe est apparemment aussi rude que dans les questions monétaires.

Jean Edelbourgh

Les premiers taux euro seraient supérieurs aux taux français actuels

La Bundesbank pourrait durcir sa politique avant le mois de mai

La question du niveau des premiers taux directeurs de la Banque centrale européenne, début 1998, divise les économistes. Certains envisagent une hausse des taux

allemands avant mai, la Bundesbank souhaitant anticiper la participation de l'Europe du Sud au futur bloc euro et préserver la stabilité de la future monnaie.

A QUEL NIVEAU se situeront les premiers taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE) au début de l'année 1998? L'environnement monétaire sur le Vieux Continent sera-t-il aussi favorable qu'aujourd'hui, avec des rendements historiquement bas, ou risque-t-il au contraire d'être nettement plus restrictif? La question, qui suscite de vifs débats chez les économistes, n'est pas seulement décisive pour les marchés financiers: elle l'est aussi pour les entreprises et leurs décisions d'investissement.

Les opérateurs de marché avaient interprété comme une première étape la décision prise, le 9 octobre 1997, par la Bundesbank de relever de 3 % à 3,30 % le taux de ses prises en pension (repo). Ils avaient paré sur une poursuite du mouvement de hausse des taux tout au long de l'année 1998, hausse qui aurait entamé l'accélération de la reprise économique et du rythme d'inflation en Allemagne. Leurs prévisions, relayées par les cours des contrats à terme, étaient alors que les rendements à trois mois se situeraient à 5 % dans la zone euro lors du démarrage de l'UEM.

Mais la crise asiatique a profondément changé la donne économique et monétaire et conduit les banques centrales occidentales, notamment la Bundesbank, à revoir leur stratégie. Il leur a fallu tenir compte de l'impact négatif qu'aurait la tempête financière en Asie sur la croissance économique et veiller à ne pas augmenter l'instabilité des places boursières internationales en retirant des liquidités du système financier. Les opérateurs de marché ont, parallèlement, révisé leurs anticipations. Ils prévoient maintenant que les taux à trois mois se situ-

ront à 4 % à la fin de 1998 en Europe, soit 1 % de moins que leurs estimations de l'automne dernier.

Encore ces prévisions paraissent-elles exagérément pessimistes à des nombreux experts. Certains d'entre eux n'excluent pas une action concertée des banques centrales pour abaisser leurs taux directeurs afin de faire face aux tensions déflationnistes que provoquerait la crise en Asie. L'éventualité d'une baisse des taux en Allemagne avait été évoquée, il y a quelques semaines, par Klaus-Dieter Kühnhaber, membre du conseil de la Bundesbank.

STATU QUO OU ANTICIPATION ?

Occupant une position intermédiaire, les économistes de la banque américaine Salomon Brothers estiment que la banque centrale allemande optera pour le statu quo monétaire en 1998. Lors du lancement de l'euro, les rendements à court terme européens se situeraient donc à des niveaux proches de ceux actuellement observés en France et en Allemagne.

« La perspective d'une faible inflation, l'impact sur la croissance de la crise asiatique et la relativement forte exposition des banques allemandes en Asie et en Europe de l'Est » vont conduire la Bundesbank à laisser inchangé son repo en 1998, selon Salomon Brothers. La convergence des pays de la zone euro vers le niveau de 3,50 % du repo allemand serait « la bienvenue pour les pays où les taux sont bas, en particulier la France, la Belgique et l'Australie », souligne la banque américaine. « L'Italie en bénéficierait aussi pour réduire son taux », ajoute-t-elle.

L'opinion des économistes de Salomon Brothers rejoint sur ce point celle exprimée à de nombreuses reprises par le gouverneur

de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, qui a souligné que les taux du bloc euro ne seront pas une moyenne des taux des pays de l'Union mais convergeront vers les rendements les plus bas du Vieux Continent.

De nombreux analystes contestent toutefois cette vision. Ils sont persuadés que la Bundesbank, qui continuera à diriger la politique monétaire européenne jusqu'à la création de la BCE, va placer, au cours des prochains mois, ses taux directeurs à un niveau plus élevé que ne l'exigerait la situation économique en Allemagne et ce afin d'anticiper la participation des pays du Sud au bloc euro. Pour la banque centrale allemande, une baisse des taux italiens (actuellement à 5,50 %) au niveau des rendements de l'Allemagne et de la France (3,50 %) représenterait un assouplissement monétaire trop brusque et donc périlleux pour la future monnaie unique.

Les économistes de la société de Bourse Arel prévoient, dans cette configuration, « une hausse des taux courts allemands avant le début du mois de mai ». Ils rappellent que « l'Italie, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande représentent 34,6 % du produit intérieur brut de la future zone euro. Une politique monétaire très expansionniste sur plus du tiers de l'économie européenne serait dangereuse pour la stabilité à moyen terme des prix ».

Des rumeurs de relèvement du repo recommandent d'ailleurs à circuler, depuis plusieurs semaines, à Francfort. Les opérateurs se rappellent que le resserrement monétaire allemand de l'automne 1997 avait été précédé par des têtes idéologiques.

Pierre-Antoine Delhommeaux

Le Crédit foncier fait l'objet d'une information judiciaire

LE PARQUET de Paris a ouvert, le 27 janvier, une information judiciaire contre X, visant une filiale immobilière du Crédit foncier de France (CFF), l'Immobilier foncier Madeleine (IFM) pour « pré-ventilation de bilans annuels inexacts, complicité, diffusion de fausses informations aux marchés, abus de biens sociaux, et recel », comme l'a révélé *Le Parisien*, mardi 3 février. Le juge d'instruction parisien Guy Ripoll a été saisi du dossier.

Une enquête préliminaire avait été diligentée dès 1996 par le parquet de Paris, et confiée à la brigade financière, à la suite des informations transmises par Jérôme Meyssonier, nommé gouverneur du Crédit foncier en février 1996,

après un audit complet de la situation du CFF. Cet audit avait conduit l'établissement à faire ressortir une perte record de 10,7 milliards pour l'exercice 1995. « Il faut faire la part de ce qui relève des irrégularités et de l'effondrement du marché de l'immobilier, qui explique la majeure partie des pertes », rappelle un proche du CFF.

Des anomalies avaient été constatées dans les comptes annuels d'IFM, qui avait le cabinet Arthus et Associés pour commissaire aux comptes, lors des exercices 1993, 1994 et 1995. L'enquête ferait apparaître qu'IFM, dirigée par Marcel Goutard, aurait maquillé ses bilans annuels en réalisant des ventes immobilières fictives au groupe Actimo, du promoteur Maurice Goutard. Selon *Le Parisien*, M. Goutard aurait dégagé de l'ordre de 60 millions de plus-values.

L'information judiciaire devra établir le degré de connaissance qu'avaient les dirigeants du Crédit foncier de ces pratiques.

Les principaux syndicats du CFF ont rappelé qu'ils avaient « tiré la sonnette d'alarme, fin 1995, en utilisant la procédure du droit d'alerte ». Une autre procédure judiciaire, engagée après une plainte déposée en 1995 par Alain Gémiteau pour mauvaise gestion, suit par ailleurs son cours, instruite par le juge Jean-Pierre Zanotto.

Sophie Fay

Richard Branson terrasse le « méchant » géant de la Loterie

LONDRES

Le nouveau Robin des bois britannique a encore frappé. Richard Branson, l'enfant terrible du business anglais, vient de gagner un nouveau procès, qui renforce son image de défenseur des petits contre les gros. Sa cible était, cette fois, Guy Snowden, le président de la société américaine Gtech, numéro un mondial de la loterie, membre (à hauteur de 22,5 %) du consortium Camelot chargé par les conservateurs de gérer la nouvelle Loterie nationale. Il a aussi obtenu, mardi 3 février, la démission du régulateur Peter Davis - celui-là même qui avait bloqué sa candidature à la Loterie - après un long entretien avec Chris Smith, le ministre de la culture.

Le patron du groupe Virgin a obtenu 100 000 livres de dommages-intérêts (1 million de francs) de M. Snowden, qu'il accusait de tentative de corruption. Lors d'un déjeuner, ce dernier avait dit à M. Branson: « Je ne sais pas comment le dire, Richard, mais je vais en venir au fait. Qu'est-ce que je peux faire pour vous aider personnellement ? » Interloqué, M. Branson se précipita vers les toilettes pour transcrire cette phrase sur du papier hygiénique, avant de tout raconter à la BBC. L'affaire atterrit devant les tribunaux. La lutte était inégale entre le chouchou de l'opinion publique, barbe blonde et cheveux fou entourant un sourire enfantin mais souvent carnassier, et ce gros businessman américain au passé contesté.


Comme dans sa lutte contre le géant des airs British Airways, le pot de terre a fait valser le pot de fer et Gtech devra en outre payer 2 millions de livres de frais de justice. Fidèle à son image, M. Branson don-

nera ses 100 000 livres à des œuvres de bienfaisance. Mais l'affaire oppose surtout deux conceptions de la loterie. M. Branson avait été évincé par les Tories alors qu'il proposait que sa People's Lottery ne fasse aucun bénéfice et reverse 100 % des recettes aux bonnes causes. Par contre Camelot, qui bénéficie d'une concession de sept ans, dégage un profit net annuel de 47 millions de livres. En vertu de la charte de la Loterie, pour chaque livre dépensée par les trente millions de parieurs, 50 pence vont aux lots, 28 aux bonnes causes, 12 au fisc, 5 au détaillant et 5 à Camelot.

Après la démission de M. Snowden du conseil d'administration de Camelot, celle de M. Davis était inévitable. Accusé d'avoir accepté des faveurs de Gtech et d'avoir sélectionné le consortium dont l'américain faisait partie, en dépit des réserves émises envers une société dans le collimateur du FBI, M. Davis, un comptable au passé lui-même controversé, s'est efforcé en vain de sauver son poste à 86 000 livres par an, renouvelable fin 1998.

Son successeur sera chargé de voir si le comportement de Gtech peut remettre en cause le contrat de Camelot, qui expire en 2001. M. Smith, qui prépare une nouvelle loi sur la loterie, est personnellement favorable à la conception de M. Branson. Ce dernier a l'oreille de Tony Blair, qui a fait de la Loterie sa vache à lait. La privatisation de celle-ci, dans des conditions contestées, par un gouvernement conservateur à bout de souffle a terni son image. M. Branson a su, comme à son habitude, sauter sur l'occasion pour améliorer la sienne.

Patrice de Beer



SAINT-GOBAIN

SAINT-GOBAIN EN 1997

RÉSULTAT NET DE 5,6 MILLIARDS DE FRANCS

Le résultat net consolidé du Groupe Saint-Gobain est estimé à 5 620 MF, en progression de 30% sur celui de l'exercice précédent. Il résume les plus-values de cession réalisées au cours de l'année et traduit, au niveau du résultat courant, une activité toujours soutenue en Amérique ainsi qu'un début de redressement de la conjoncture européenne.

Selon les estimations présentées au Conseil d'Administration du 29 janvier 1998, les principaux chiffres consolidés se présentent comme suit:

En millions de francs (MF)	1997 estimé	1996
Chiffre d'affaires	107 130	91 384
Résultat d'exploitation	10 420	9 408
Charge nette de financement	(1 858)	(1 428)
Charge hors exploitation	(1 120)	(1 205)
Résultat courant des sociétés intégrées	6 522	7 375
Résultat des cessions d'actifs	1 980	211
Impôts sur les bénéfices	(3 359)	(2 278)
Résultat net de l'ensemble consolidé	5 123	5 091
Résultat net	5 620	4 323
Résultat net hors plus-value	4 330	4 189
Autofinancement	11 180	10 678
Investissements industriels	8 990	7 969
Investissements en titres	7 100	12 237
Endettement net	17 480	14 751

Le chiffre d'affaires du Groupe augmente à structure stable de 17,2%, pour l'essentiel en raison de la prise en compte en année pleine de Poliet, consolidé par l'intégration globale à partir du 1er juillet 1996. A structure comparable, le chiffre d'affaires progresse de 8,9% en francs français et de 3,2% en monnaies nationales. Les ventes se répartissent ainsi: France 38,2%; autres pays d'Europe, 23,9%; Amérique et Asie 32,9%. Les ventes du Groupe en volume ont connu, en 1997, une évolution satisfaisante, tant en Amérique qu'en Europe. Quant aux prix de vente, ils se sont légèrement dégradés sur l'ensemble de l'année.

Le résultat d'exploitation augmente de 1 014 millions de francs et représente 9,7% du chiffre d'affaires, contre 10,3% en 1996. La réduction de la marge d'exploitation du Groupe est imputable à l'intégration, pour la première fois en année pleine, de la Branche Distribution Spécialisée (Point P et Lapeyre) dont le résultat d'exploitation, en pourcentage du chiffre d'affaires, est structurellement plus faible que celui des activités industrielles du Groupe. Hors la Distribution Spécialisée, la marge d'exploitation du Groupe se situe à 10,6% en 1997, contre 10,7% en 1996.

Le résultat courant des sociétés intégrées augmente de 625 MF. La charge nette de financement croît de 454 MF, conséquences des opérations de croissance externe réalisées au cours du 2ème semestre (notamment Union, Glymmed et l'acquisition de 17% du capital de Poliet). Les charges hors exploitation se montent à 1 120 MF en raison d'un important programme de restructurations destiné à baisser les coûts de production et à améliorer la compétitivité du Groupe.

Le résultat de réalisation d'actifs s'élève à 1 980 MF, soit un montant très supérieur à celui de 1996. Ce résultat provient notamment des plus-values constatées sur les cessions de la Cio, de Vichet et de 600 000 titres de la Compagnie Générale des Eaux.

L'augmentation de la charge d'impôts est imputable, outre à l'amélioration du résultat courant, aux plus-values de cession et aux nouvelles mesures fiscales en France. L'effet de ces dernières induit une majoration de la charge d'impôts du Groupe en France de 300 MF.

Le résultat net (part du Groupe) atteint 5 620 MF. Rapporté au nombre total de titres émis au 31 décembre 1997 (89 226 813 actions), il représente un bénéfice par action de 63 F par action contre 50 F par action en 1996 (86 642 218 actions). Hors plus-values de cession et après prise en compte de la majoration d'impôts de 300 MF, le résultat net s'élève à 4 330 MF, soit une progression de 3,9% par rapport à 1996.

L'autofinancement atteint 11 180 MF, en augmentation de 472 MF sur 1996. Il représente 10,4% du chiffre d'affaires contre 11,7% en 1996. Avant la charge exceptionnelle d'impôts sur plus-values de cession qui se monte à 625 MF, il atteint 11 776 MF.

Les investissements industriels ressortent à 8 990 millions de francs et représentent 8,4% du chiffre d'affaires. Ils expriment la volonté du Groupe de poursuivre l'effort de développement et de modernisation de ses outils de production. Ils représentent 81% de l'autofinancement. Les investissements en titres se montent à 7,1 milliards de francs, dont 2,6 milliards de francs pour l'acquisition de 17% du capital de Poliet en juillet 1997.

L'endettement net s'établit à 17,4 milliards de francs et le rapport de l'endettement aux fonds propres à 25,9%.

Par activité, la plupart des branches ont contribué à l'amélioration du résultat du Groupe, notamment les Céramiques et Abrasifs, les Matériaux de Construction et la Carrelage. En outre, la Branche Vitrage qui avait subi l'an dernier des difficultés dans le bâtiment en Europe, et la Branche Isolation et Renforcement ont connu une amélioration de leurs performances sur le deuxième semestre. Le résultat atteint par la Distribution Spécialisée est également en croissance. En revanche, les performances de la Branche Conditionnement sont en léger retrait, en raison d'une pression accrue sur les prix de vente.

L'analyse par zone géographique fait ressortir le maintien de bonnes performances en Amérique du Nord et du Sud, ainsi que l'amorce d'un redressement dans la plupart des pays européens, à l'exception toutefois de l'Italie. Le chiffre d'affaires et financier qui traversent actuellement les pays asiatiques n'a pas eu d'incidence sur les résultats, compte-tenu des positions actuelles du Groupe dans cette zone.

SERVICE DES RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

Internet: www.saint-gobain.com

N° vert 800 22 33 33

Minitel: 3615 GOBAIN - 3616 CLFF

L'épiscopat att...

La firme vola...
de porter att...

L'Italie do... à la réforme

150 21 01 01

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 5 FÉVRIER 1998

L'épiscopat attaque en justice la campagne pour la nouvelle Golf

La firme Volkswagen et l'agence publicitaire DDB-Needham sont accusées par les évêques français de porter atteinte à un symbole central de la foi chrétienne en détournant des scènes de la Bible

L'ASSOCIATION Croyances et libertés, qui représente les intérêts de la Conférence des évêques de France, a décidé, mardi 3 février, de poursuivre, devant le tribunal de grande instance de Paris, l'agence de publicité DDB-Needham France et le groupe Volkswagen France pour la campagne publicitaire de la nouvelle Golf qui couvre, depuis le 28 janvier, plus de 10 000 panneaux. L'audience a été fixée au 25 février. Contrairement à ses habitudes antérieures, l'épiscopat, qui prend très au sérieux cette affaire, réclame des dommages et intérêts : 1 000 francs par affiche, soit un total de 3,3 millions de francs.

La campagne de la Golf comprend quatre affiches accusées d'« offenser gravement des croyants », en détournant des scènes de la Bible pour « convaincre du caractère mythique de la nouvelle voiture ». Le panneau principal, intitulé « Cène », représente un tableau de la Cène (le dernier repas partagé par le Christ avec ses apôtres), sur lequel Jésus proclame : « Mes amis, réjouissons-nous, car une nouvelle Golf est née. » Un autre support représente un homme, sortant de chez lui en peignoir, les poignées à la main, et déclarant dans un

sourire extatique : « Dès qu'il vit la nouvelle Golf, Francis fut converti. » Le coût de cette campagne est estimé à 100 millions de francs.

Dès le 22 janvier, les deux concepteurs, André Bouchard, directeur artistique de l'agence DDB, et Jean-Denis Pallain, avaient reconnu que « certains croyants seraient probablement choqués » par cette campagne, mais ajoutèrent qu'ils comptaient sur « leur sens de l'humour ». Devant la menace d'une assignation, la firme automobile Volkswagen, a promis de retirer aussitôt ses affiches. Peine perdue. Les évêques poursuivent en justice les concepteurs et la firme pour que soit ouvert un débat sur le fond. Avertis par de nombreux précédents, ils entendent s'expliquer, une fois pour toutes, avec les professionnels de la publicité et de l'entreprise, sur le détournement - à des fins purement promotionnelles et lucratives, en dehors de toute considération de liberté de création - de thèmes religieux.

Sous des aspects apparemment anodins, cette campagne publicitaire « va bien au-delà des précédents religieux connus », estiment en effet les auteurs de cette assignation. On se souvient des polémiques passées sur l'affiche de

films (Ave Maria, de Jacques Rivard ; Je vous salue Marie, de Jean-Luc Godard ; La Dernière Tentation du Christ, de Martin Scorsese et plus récemment Larry Flynt, de Milos Forman) ou même, sur une affiche Benetton, du baiser amoureux d'un jeune prêtre

La SNCF fâche les gens du Nord

La dernière campagne de la SNCF pour le TGV Paris-Lille a agacé les habitants du Nord - Pas-de-Calais. Pour vanter les mérites de ce train et sa périodicité, la SNCF met en avant les « 58 jours de verges » et les « 81 jours de brouillard » ou les « 14 000 camions par jour » qu'il faut affronter sur l'autoroute A1.

« Cette campagne donne de notre région une image particulièrement négative », écrit Michel Delebarre (PS), député et maire de Dunkerque et candidat à la présidence du conseil régional Nord - Pas-de-Calais, dans une lettre adressée conjointement aux ministres du tourisme et des transports et à Louis Gallois, président du conseil d'administration de la SNCF. Plus sarcastique, le comité régional du tourisme a demandé à la SNCF si elle ne craignait pas d'« inciter, avec de tels arguments, les usagers à utiliser un train pour rejoindre et venir visiter dans les meilleures conditions nos igloos régionaux ».

en soutane noire et d'une religieuse en habit blanc. Ces cas pouvaient relever du registre de la caricature ou de la dérision (visant en particulier les positions de l'Eglise sur l'éthique sexuelle), auquel il était légitime d'opposer le principe de la liberté d'expression

de création artistique, mais pour des buts exclusivement commerciaux et mercantiles. Certes, il peut y avoir de petites ou de grandes « profanations » du sacré. L'épiscopat ne va pas s'émouvoir de l'utilisation de l'image du moine dans les publicités pour pâtes ou pour fromages, mais il estime que, cette fois, s'agissant d'un symbole de la foi chrétienne aussi central que la Cène (l'acte de fondation de l'Eucharistie et de la mémoire de la mort du Christ, que renouvelle chaque jour le prêtre en célébrant sa messe), la campagne Volkswagen a franchi une ligne rouge.

Ainsi, la question du droit moral à la « propriété » des images d'une foi religieuse - quelle qu'elle soit - est à nouveau posée.

Le patrimoine des symboles chrétiens, dans lequel puisent volontiers les publicitaires (plus facilement, admettent-ils, que dans celui des symboles juifs et musulmans), appartient-il aux seuls fidèles de cette religion ou à tous ? Cet argument ne manquera pas d'être opposé à la plainte en justice des évêques. Ceux-ci répondront que la publicité n'a pas le droit de se donner un pouvoir sur des images qui dépossèdent l'Eglise de ce qui structure et signifie sa foi.

Plus largement, la Conférence des évêques entend ouvrir un débat sur ce qu'elle perçoit comme une dérive de la pratique des publicitaires qui, après le sexe, puiseraient de plus en plus dans les ressources conceptuelles ou narratives du « religieux », c'est-à-dire au cœur des préoccupations de sens des contemporains : « Le sexe fait moins vendre, estime un proche de l'archevêque de Paris. Alors on demande à Jésus-Christ d'être un VRF. Aujourd'hui VRF d'une marque automobile, mais demain ? »

Henri Tincq

L'accord du président de la République polonaise, Alexandre Kwasniewski, pour figurer dans une annonce publicitaire vantant une entreprise de mobilier a suscité la consternation dans le pays. « Nous conseillons à M. Kwasniewski de changer de conseillers pour se faire expliquer qu'un président de la République a le devoir de promouvoir la République et non une usine de meubles », a écrit, une usine de meubles, le directeur du premier quotidien polonais « Gazeta Wyborcza » (centre gauche). - (AFP)

L'Italie doit s'atteler à nouveau à la réforme de sa télévision publique

ROME

de notre correspondant

Le nouveau conseil d'administration de la RAI, désigné le 29 janvier, s'est réuni pour la première fois mardi 3 février. On attend beaucoup de cette nouvelle équipe de six hommes, considérés comme des professionnels de la télévision, pour apporter des remèdes aux difficultés persistantes de cet énorme colosse de 11 000 employés. Il n'a pas été facile de trouver un remplaçant au président démissionnaire, Enzo Siciliano. Une semaine entière de tergiversations, de rumeurs, de luttes d'influence, de négociations aura été nécessaire pour que soit désigné Roberto Zaccaria, universitaire, professeur de droit constitutionnel et ancien membre du conseil d'administration de la RAI de 1977 à 1993.

C'est donc un homme du sérail qui va conduire les destinées de « mamma RAI », comme on appelle familièrement cette énorme baleine en charge des trois chaînes de télévision du service public. Il sera entouré de cinq hommes connaissant bien l'outil qu'ils seront chargés de remettre sur les rails, mais surtout de réformer. Depuis 1993, date à laquelle une nouvelle loi a donné la prérogative aux présidents des deux Chambres (Assemblée et Sénat) de désigner le conseil d'administration de la RAI, il s'agit de la quatrième nomination. C'est dire à quel point la situation à la direction de la RAI est inconfortable et la gestion difficile.

RECUL DE L'AUDIENCE

Après dix-huit mois à la présidence et de nombreuses polémiques, Enzo Siciliano a démissionné le 21 janvier. La méfiance avec son directeur général, Franco Iseppi, était depuis longtemps de notoriété publique et avait entraîné une paralysie des décisions. La rupture s'est opérée à propos de l'opportunité ou non de changer les patrons de la première et de la troisième chaînes, en nette perte de vitesse. Enzo Siciliano, mis en minorité, a choisi de s'en aller, en critiquant la mainmise des partis sur la RAI et en demandant « une réforme complète de tout le système de la radiotélévision publique ».

Depuis quarante ans, la RAI a été le fief de la démocratie chrétienne, même si la Troisième est nettement plus orientée à gauche. Avec l'arrivée, en avril 1996, des forces de centre-gauche au pouvoir, le PDS (Parti démocratique de la gauche), principale formation de la majorité, tente de mieux contrôler cet empire. Ce qui se tra-

duit par de délicats arbitrages avec ses alliés, notamment avec les partis issus de la dénommée démocratie chrétienne, et tout particulièrement le Parti populaire. Les sages desages pour la composition du nouveau conseil d'administration ont fourni une illustration.

Le plus grave cependant est le malaise traversé par la première et troisième chaînes en raison du recul de leur audience et des départs de certaines vedettes vers les chaînes privées concurrentes. En cas d'événements importants, il était de règle que les protagonistes choisissent les chaînes publiques pour s'exprimer ; désormais, c'est souvent Canale 5, de Silvio Berlusconi, qui est privilégié. Le 15 janvier, TG5, le journal télévisé cette chaîne, a battu en audience TG1, celui de Raiuno, considéré depuis longtemps comme la grand-messe inamovible. Raiuno a perdu le leadership du samedi soir, et TG3, le JT de Raitre, a atteint son niveau le plus bas. D'une manière générale, la perte d'audience, le manque d'idées nouvelles et la chute vertigineuse de certains programmes sont alarmants. Les émissions de variétés, pendant longtemps considérées comme un attrape-spectateurs, les font désormais fuir parce que désuètes et ennuyeuses.

Pour tous les observateurs, analystes et professionnels, la RAI n'est plus tout à fait la « mamma » des Italiens. Tous évoquent l'indispensable, l'inévitable réforme, serpent de mer qui resurgit à chaque crise. « Peut-on échapper à la nécessité d'une réforme radicale ? », se demande encore Eugenio Scalfari dans La Repubblica. Tout le monde est convaincu que non, mais en dépit de cette conviction générale, la réforme ne se fait pas. Devrons-nous attendre que l'entreprise s'écroule définitivement face aux défis qui se présentent ? Le constat est à peu près général.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Gouyou Beauchamps

Nous avons reçu la lettre suivante de Xavier Gouyou Beauchamps, président de France Télévision, après la publication d'un article intitulé « M. Gouyou Beauchamps mis en examen pour le faux "19-20" de France 3 » paru dans nos éditions du 30 janvier : « Le Monde prétend que je serais mis en examen pour "le faux 19-20" de France 3. Cette information est erronée puisque - comme vous le mentionnez par la suite - je suis

poursuivi exclusivement dans le cadre de mes fonctions légales de directeur de la publication de France 3 par une personne qui prétend avoir été diffamée par la diffusion d'une information sur sa responsabilité éventuelle, à l'occasion de l'utilisation de l'image de France 3 sans accord de cette dernière. »

Je suis donc poursuivi à l'initiative de cette personne pour diffamation à son égard et non pour "le faux 19-20". »

Michel Bôle-Richard

Nostalgie
2^{ème} Réseau FM
sur les Femmes
Actives*

Avec + de 880 000 auditrices actives par jour, Nostalgie est en totale affinité avec cette cible si recherchée.



C'est pourquoi, tout comme Julien Clerc, nous n'hésitons pas à chanter à tue-tête "Femmes, je vous aime..."

L'outil radio pour parler aux adultes.

■ LA BOURSE de Tokyo est repassée sous les 17 000 points, mercredi 4 février. Le Nikkei a perdu 140,36 points, à 16 882,62 points, soit une baisse de 0,82 %.

■ LA TENDANCE s'est inversée, mardi 3 février, à Wall Street. Initialement en baisse sous l'effet des prises de bénéfice, le marché s'est ressaisi et a gagné 0,65 %, à 8 160,35 points.

■ LA BOURSE de Londres a inscrit un nouveau record en clôture, mardi 3 février, stimulée par des offres publiques d'achat. L'indice Footsie a progressé de 0,24 %, à 5 612,30 points.

■ L'OR est repassé sous la barre des 300 dollars à Londres comme à Hong-kong. Dans l'ex-colonie britannique, l'once s'échangeait, mercredi 4 février, à 296,65 dollars.

■ L'ENCOURS des sica français a progressé de 4,68 % en janvier par rapport à décembre, à 1 587 milliards de francs, selon les statistiques diffusées par Fininfo.

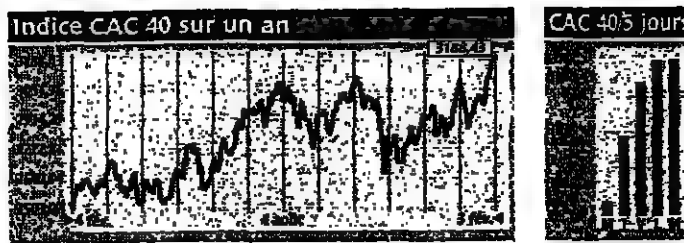
LES PLACES BORSIÈRES



Prises de bénéfice à Paris

APRÈS SEPT SÉANCES de hausse, dont les quatre dernières ont permis à la Bourse de Paris d'atteindre de nouveaux sommets, la tendance était à la baisse, mercredi 4 février, dans un marché actif. En recul de 0,91 % au début des échanges, l'indice CAC 40 affichait, une heure et demie plus tard, une perte de 0,74 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises étaient en repli de 0,64 %, à 3 168,11 points. La veille, elles avaient terminé *in extremis* sur un nouveau record, à 3 187,50 points. Le volume des échanges était important, avec un chiffre d'affaires sur le marché à règlement mensuel de 3,4 milliards de francs.

Du côté des valeurs, Pathé (+3,13 %, à 1 038 francs) progressait après la publication des résultats semestriels de BSKyB indiquant un maintien du dividende. Des rumeurs font état d'une cession éventuelle par le groupe français de sa part de 17 % dans BSKyB. Suez - Lyonnaise des eaux (+1,53 %, à 795 francs) poursuivait



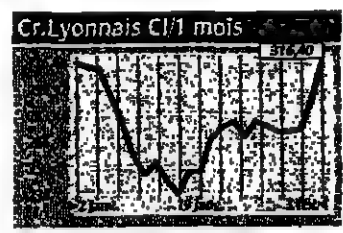
sa progression entamée mardi dans l'après-midi sur des rumeurs de fusion entre la Générale de banque, contrôlée par la SGB, et Fortis. Schneider (+1,13 %, à

347,80 francs) bénéficiait de sa prévision d'un résultat net de plus de 2,1 milliards de francs, alors que le consensus tablait sur un résultat de 2,06 milliards de francs.

Crédit lyonnais, valeur du jour

NOUVELLE séance de hausse pour le Crédit lyonnais, mardi 3 février, à la Bourse de Paris. Son certificat a gagné 8,43 %, à 316,40 francs avec des échanges portant sur 254 000 pièces grâce aux prévisions de résultats avancées par le quotidien *Les Echos*, à la perspective d'une privatisation rapide et aux spéculations sur une restructuration du secteur bancaire français. Par ailleurs, le ministre de l'économie Dominique Strauss-Kahn a déclaré mardi à l'Assemblée nationale qu'il espérait

trouver « dans les prochaines semaines une solution » avec la Commission européenne sur le dossier du Crédit lyonnais.



Consolidation à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé en baisse, mercredi 4 février, consolidant ainsi les gains engrangés au cours des deux dernières séances. L'indice Nikkei a fini sur un repli de 140,36 points (0,82 %), à 16 882,62 points. Les professionnels s'attendent à ce que le gouvernement confirme son intention de revitaliser l'économie.

La veille, Wall Street a réussi à finir en hausse, son principal indicateur gagnant 52,57 points (0,65 %), à 8 160,35 points, après avoir évolué en baisse durant l'essentiel de la journée en raison de prises de bénéfice. L'indice Dow Jones avait gagné 201 points lundi, terminant à son plus haut niveau depuis deux mois. Il n'est plus qu'à 99 points de son dernier record, établi en août. La séance a été dominée par des opéra-

tions de consolidation, puis les acheteurs ont brusquement pris le dessus, environ une demi-heure avant la clôture.

En Europe, la Bourse de Londres a inscrit un nouveau record en clôture, mardi, gagnant 0,24 %, à 5 612,30 points. La Bourse de Francfort a également inscrit un nouveau sommet, à 4 532,52 points, soit un gain de 0,21 % par rapport à la veille.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 02/02	Var. en %
Paris CAC 40	3168,11	-0,91
New York DJ	8160,35	+0,65
Tokyo Nikkei	16882,62	-0,82
London FT100	5612,30	+0,24
Frankfurt Dax 30	4532,52	+0,21
Bruxelles C20	3450,50	+0,11
Amsterdam AEX	3450,50	+0,11
Madrid IBEX 35	3450,50	+0,11
Stuttgart DAX	3450,50	+0,11
Hong Kong Hang Seng	10525,50	+0,50
Singapore Straits	1417,90	+1,06

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

	02/02	01/02
Alcoa	77,06	78,06
Allied Signal	40,56	40,50
American Express	86,93	86,75
AT & T	63,18	62,87
Boeing Co	48,18	48,50
Caterpillar Inc.	50,50	50,25
Chevron Corp.	75,91	75,75
Coca-Cola Co	67,63	66,81
DuPont	108,56	108,56
DuPont Nemours & Co	59,93	59,25
Eastman Kodak Co	65,93	65,56
Exxon Corp.	60,93	60,50
General Motors Corp.	60,93	60,50
IBM	77,56	77,56
Goodyear T & Rubber	64,12	63,37
Hewlett-Packard	60,43	61,87
IBM	99,12	100,43
Intel Corp.	48,93	47,62
JP Morgan Co	108,67	104,93
Johnson & Johnson	69,50	68,81
McDonalds Corp.	48,37	47,81
Merck & Co Inc.	116,31	117,73
Minnesota Mining & Mfg	88,37	87,06
Philip Morris	43,06	42,56
Procter & Gamble Co	82,51	79,43
Sears Roebuck & Co	47,67	47,37
Travelers	53,25	52,25
Union Carb.	47	44,93
Wal-Mart Stores	65,31	64,50
Wal-Mart Stores	42,18	40,81

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

	Cours au 02/02	Var. en %
HAUSSES, 12h30		
Parle	1092	+4,30
Alcoa	150,30	+2,30
Labinal	1607	+7,04
SNRI	1150	+1,15
Schneider SA	352,40	+7,95
Legris Indust.	244	+16,74
Marque	890	+17,22
S.E.I.	789	+4,67
Intertek	169,30	+7,30
De Dietrich	307	+10,43

	Cours au 02/02	Var. en %
BAISSES, 12h30		
Alcoa	62	-7,46
Infogrammes Inter.	202	-4,93
Carbone Lorraine	1888	-0,42
Bulle	65,70	-3,62
Intel	735	-1,73
Promalys	238	-1,24
Carrefour	3280	-4,45
Euro Disney	8,00	-2,51
Bouygues Off.	237,50	-5,79
Eridania Béghin	1047	-11,26

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	02/02	01/02	Var. en %
Rhône-Poulenc A	1457,03	1393,94	+4,53
Suez Lyonnaise des Eaux	46825	37014,73	+26,50
France Telecom	81548	2152928,50	+0,24
Société Générale	24162	2002848	+0,24
Elf Aquitaine	29133	194636	+0,24
Suez Capital	12006	1196436	+0,24
Alcatel Alsthom	149673	1187006	+0,24
Axa	21448	1099390	+0,24
Suez (Cde des)	118458	10835408	+0,24
Total	16039	1048376	+0,24

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

	02/02	01/02
Allied Lyons	5,50	5,40
Barclays Bank	18,91	18,86
S.A.T. Industries	5,70	5,70
British Aerospace	15,98	16
British Airways	5,35	5,35
British Petroleum	1,21	1,18
British Telecom	5,55	5,52
B.T.R.	1,69	1,70
Cadbury Schweppes	7,53	7,27
Eurochem	0,58	0,60
Foris	19,17	19,85
Glan Wellcome	9,19	9,24
Granada Group Plc	5,93	5,93
Grand Metropolitan	5,49	5,49
Guinness	7,52	7,33
Greiner	1,50	1,50
Imperial Chemical	1,57	1,57
Legal & Gen. Corp.	5,52	5,52
Lloyds TSB	9,05	8,86
Marks & Spencer	5,72	5,76
National Westminster	11,03	10,81
Peninsular Oriental	6,93	6,93
Renova	5,29	5,29
Shell Transport	4,19	4,16
Tate and Lyle	5,05	5,47
Zeneca	26,03	26,81

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 02/02	Var. en %
HAUSSES, 12h30		
Grand Pernier La	245	+2,35
Microm	1151	+3,91
CLM SA	238,30	+11,47
Desquenne Girard	106,90	+2,61
Sogefy/ParcHonn	269	+0,37

	Cours au 02/02	Var. en %
BAISSES, 12h30		
CLM Industries	12	-14,29
Carif SA	96	-9,76
Cole Industries	801	-0,36
Casadeo	29	-2,12
Créographe	66,40	-3,25

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	Cours au 02/02	Var. en %
Ind. p. SBF 120	2173,16	+0,09
Ind. p. SBF 250	2061,72	+0,08
Ind. Second Marché	1055,78	-0,33
Ind. MIDCAC	1668	+0,38

FRANCFORT

Les valeurs du DAX 30

	02/02	01/02
Allianz Holding N	546,50	560
BASF AG	64	63,90
Bayer AG	74,58	73,85
Bay HypoWechselbank	85,90	84,40
Deutsche Bank AG	117,90	117,20
Deutsche Telekom	1499,50	1497
Commerzbank	67	65
Daimler-Benz AG	132	129,30
Deutsche Bank AG	116,50	116,45
Deutsche Telekom	33,25	32,60
Henkel AG & Co	81,10	81,90
Hoechst AG	72,40	70
Karstadt AG	613	619,50
Linde AG	1100	1107
Man AG	505	494
Mannesmann AG	1067	1055,50
Metro	71,35	71,90
Muench Rhen N	776	780
Preussag AG	585	589,50
Rohr	101	102,30
Sap AG	68	67,4
Schering AG	202	201,25
Siemens AG	113,65	112,90
Thyssen	367	384
Veba AG	126,35	125,50
Vibag	1089	1085
Volkswagen VZ	788	790

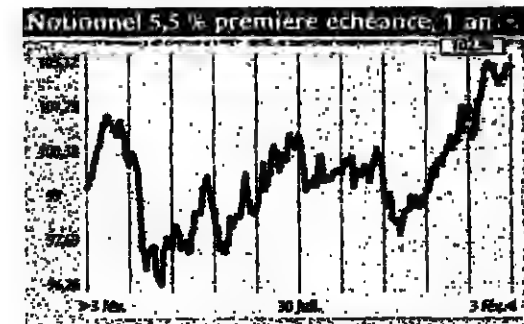
LES TAUX



Stabilité du Matif

LE MARCHÉ obligataire français a ouvert sur une note stable, mercredi matin. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, a gagné 2 centimes, à 103 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans s'inscrivait à 5,06 %, au même niveau que le rendement du titre d'Etat allemand de même échéance.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 02/02	Taux au 01/02	Indice des prix
France	5,11	5,07	1,70
Allemagne	5,08	5,08	1,80
Grande-Bretagne	5,08	5,08	2,80
Italie	5,08	5,08	2,60
Japon	5,08	5,08	0,50
Etats-Unis	5,07	5,07	3,30

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 02/02	Taux au 01/02	Indice des prix
Fonds d'Etat à 3 ans	4,22	4,21	98,50
Fonds d'Etat à 5 ans	4,22	4,21	100,09
Fonds d'Etat à 7 ans	4,22	4,21	101,48
Fonds d'Etat à 10 ans	5,07	5,07	101,20
Fonds d'Etat à 15 ans	5,07	5,07	102,07
Fonds d'Etat à 20 ans	5,07	5,07	101,02
Obligations françaises	5,07	5,07	98,28
Fonds d'Etat à TME	-2,18	-2,18	98,86
Fonds d'Etat à TRE	-2,20	-2,20	99,14
Obligat. franc. à TME	+0,07	+0,07	100,14

La veille, les obligations américaines avaient terminé la séance en très légère hausse, dans un marché rendu attentiste par la réunion du comité de la banque centrale et la publication, vendredi 6 février, des statistiques du chômage au mois de janvier. Les analyses prévoient un taux de chômage de 4,6 % et 233 000 créations d'emplois. Le rendement de l'emprunt à 30 ans, qui constitue la référence obligataire outre-Atlantique, s'élevait à 5,87 % en clôture.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)

	AGIR 02/02	vente 02/02	AGIR 02/02	vente 02/02
Jour le jour	3,3750	3,3750	3,3750	3,3750
1 mois	3,3750	3,35	3,42	3,54
3 mois	3,3750	3,60	3,42	3,60
6 mois	3,3750	3,73	3,57	3,68
1 an	3,38	4,16	3,71	3,83
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	3,5195	—	3,5313	—
Pibor Francs 3 mois	3,5420	—	3,5998	—
Pibor Francs 6 mois	3,6621	—	3,6402	—
Pibor Francs 9 mois	3,7500	—	3,7500	—
Pibor Francs 12 mois	3,8438	—	3,8679	—
PIBOR ECU				
Pibor Ecu 3 mois	4,3750	—	4,5802	—

MATIF

	02/02	01/02	02/02	01/02
Échéances 03/02	102,96	102,96	102,96	102,96
04/02	102,96	102,96	102,96	102,96
05/02	102,96	102,96	102,96	102,96
06/02	102,96	102,96	102,96	102,96
07/02	102,96	102,96	102,96	102,96
08/02	102,96	102,96	102,96	102,96
09/02	102,96	102,96	102,96	102,96
10/02	102,96	102,96	102,96	102,96
11/02	102,96	102,96	102,96	102,96
12/02	102,96	102,96	102,96	102,96

PIB 3 MOIS

	02/02	01/02	02/02	01/02
Mar 98	5210	98,37	98,38	98,37
Jun 98	4939	98,33	98,34	98,33
Sept 98	2733	98,33	98,33	98,33
Dec 98	3660	98,33	98,33	98,33

ECU LONG TERME

	02/02	01/02	02/02	01/02
Mar 98	261	102,30	102,34	102,34

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	02/02	01/02	02/02	01/02
Échéances 03/02	1381	3107	3207	3182
04/02	320	320	321	319
05/02	100	324,50	321,50	324,50
06/02	1	3135	3135	3135

LES MONNAIES



Redressement des monnaies asiatiques

LE DOLLAR était stable, mercredi 4 février, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'inscrivait à 1,6155 mark, 6,0860 francs et 125,35 yens, dans un marché rendu calme et prudent par l'attente de la décision du comité monétaire de la Réserve fédérale américaine sur ses taux directeurs.

En Asie du Sud-Est, les monnaies continuaient à se

redresser face au billet vert, les opérateurs reprenant confiance grâce aux réformes économiques et aux restructurations bancaires mises en œuvre dans la région. La roupie indonésienne gagnait 14 %, le ringgit malaisien 4,3 % et le peso philippin 2,8 %.

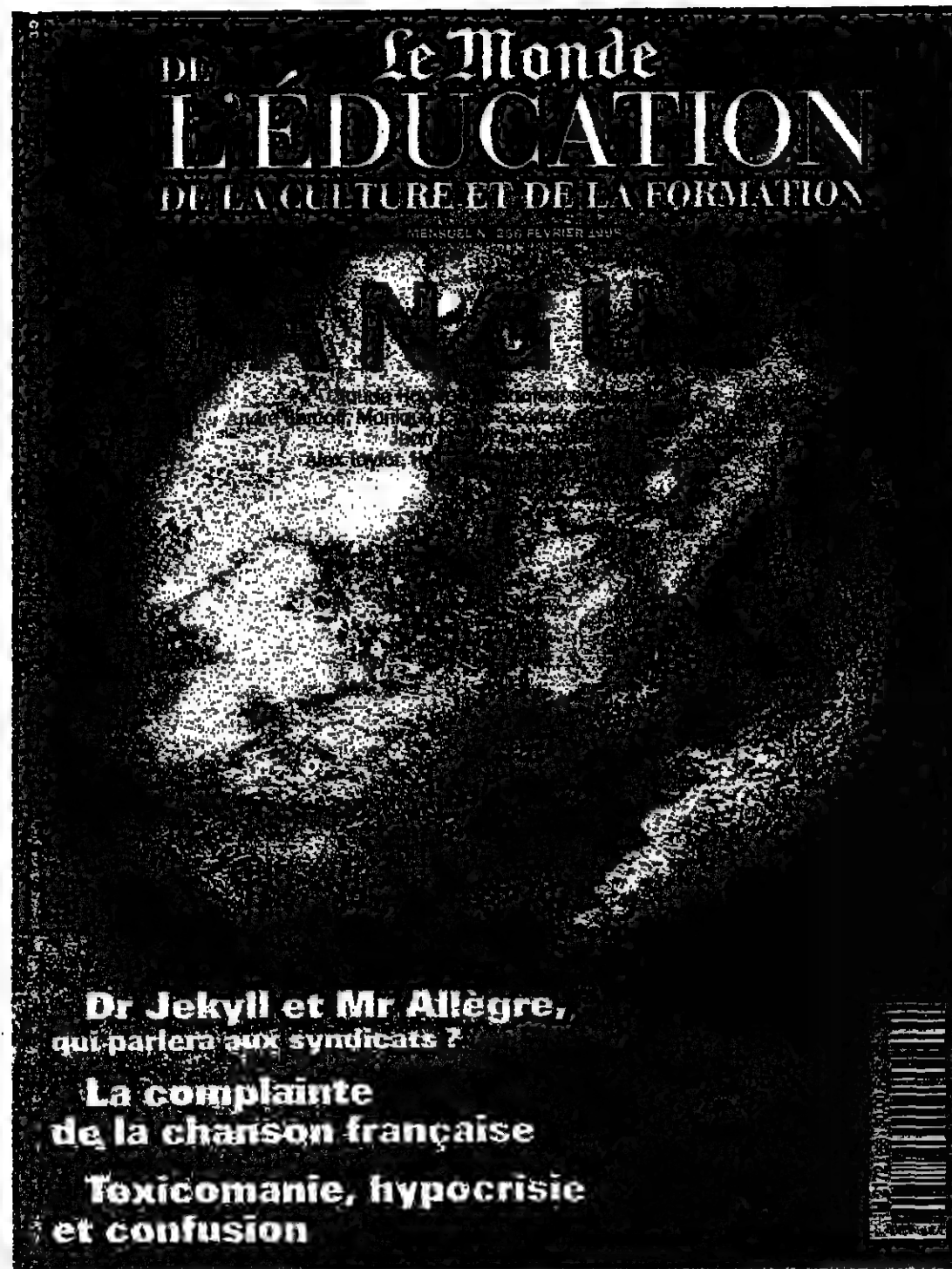
La devise française était stable, mercredi matin, face à la monnaie allemande, à 3,3503 francs pour 1 deutschemark. La livre sterling cotait 10,01 francs.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours 02/02	01/02	Actuel	Antérieur
02/02				
Boa	5.6105	+0,02	5.6105	5.6105
Bras-Unis (1 \$)	6.1933	+0,38	5.8309	5.8400
Canada (100 f)	16.4268	+0,00	15.6300	15.6300
Euro (100 f)	297.5300	+0,00	-	-
Indes (100 r)	77.9500	+0,00	3.1200	3.1200
Italie (100 l)	87.9500	+0,00	63	63
Yen (100 r)	8.6350	+0,00	7.7900	7.7900
France (100 f)	2.1180	+0,12	2.9500	2.9500
Cote-Bretagne (1 £)	70.5400	+0,01	9.5600	9.5600
Groce (100 drach.)	75.9400	+0,17	69	69
Suède (100 kr)	4.1100	+0,01	4.07	4.07
Nonvège (100 kr)	30.8900	+0,39	75.7500	84.5000
Australie (100 ch)	47.6400	+0,02	46.7500	46.7500
Espagne (100 pes.)	3.9595	+0,08	3.6400	3.6400
Portugal (100 esc.)	3.7540	+0,00	3.6000	3.6000
Argentine (100 p.)	4.1190	+0,00	2.10	2.10
Japon (100 yens)	4.8598	+0,00	4.6500	4.6500
Finlande (mark)	110.9900	+0,06	104	115

1550

Entendons-nous bien !



VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR

Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : littérature, religion, autorité, corps, spectacle, professeur, ville, famille, etc.

Des journalistes, des universitaires, des écrivains et des scientifiques enquêtent et s'expriment pour mieux nourrir la réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des savoirs, permettent l'accès

aux œuvres et forment les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Chaque mois, *Le Monde de l'éducation* a rendez-vous avec celui de la culture et de la formation.



Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la FNAC
le mardi 10 février à 18 heures à la FNAC Étoile
à Paris sur le thème « La langue française est-elle menacée ? »

PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT !

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à : *Le Monde de l'éducation* - Service abonnements, 24, avenue du Général-Lederc, 60646 Chantilly Cedex
Offre valable jusqu'au 31 décembre 1998 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au (33) 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures

1 AN, 11 NUMÉROS
249 F
au lieu de 330 F
SOIT 24 %
DE RÉDUCTION

- ☐ **OUI**, je souhaite bénéficier de votre offre d'abonnement au *Monde de l'éducation* pour
- ☐ 1 an (11 numéros) pour 249 F seulement au lieu de 330 F, soit une économie de 81 F.
- ☐ 6 mois (6 numéros) pour 150 F seulement au lieu de 180 F, soit une économie de 30 F.

- ☐ je joins mon règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde de l'éducation*.
- ☐ je préfère régler par carte bancaire :

N° :

Date d'expiration :

Date et signature obligatoires :

801 MEO02

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Conformément à la législation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant.

Chaufour

TOUS LES
TROIS (les mardis)
trouvez les
annonces
immobilières dans
le Monde
ÉCONOMIE
01.42.17.39.80

DISPARITIONS

André Chaufour

L'ancien président de Dumez

ANDRÉ CHAUFOUR, ancien président du directoire de l'entreprise Dumez, est mort dimanche 1^{er} février à Paris. Agé de quatre-vingt-quatre ans, il avait été, avec son frère aîné, Pierre, à l'origine de la transformation de cette entreprise de BTP en une véritable multinationale.

Alexandre Dumez, créateur en 1890 de cette société, en confia les rênes à Pierre Chaufour, son gendre. Au décès de son beau-père, en 1932, Pierre Chaufour appelle à ses côtés son frère cadet, André, également centralien. Tous deux développent l'entreprise, en France, dans les colonies d'Afrique du Nord, mais aussi en Égypte, au Kenya, en Libye et en Irak. En 1964, la société est introduite à la Bourse de Paris. À la suite du décès brutal de Pierre Chaufour en juillet 1970, André prend la présidence de l'entreprise, qu'il transforme en holding en 1972.

La crise pétrolière en Europe amène le groupe Dumez à accentuer sa présence internationale, au Proche-Orient et au Nigeria. Dans les années 80, le groupe s'ouvre à diversifier et réorienter ses activités. En 1989, Dumez réalise plus de 50 % de son chiffre d'affaires en Amérique du Nord et 31 % en France. Surtout, en rachetant en mars 1987 l'américain United Westburne, Dumez double son chiffre d'affaires et devient le principal distributeur en matériaux de plomberie, électricité, ventilation et chauffage aux États-Unis et au Canada. En 1988, André Chaufour confie la présidence du directoire à son neveu, Jean-Paul Parayre, mais l'entreprise, qui réalise 35 milliards de francs de chiffre d'affaires, perd son caractère familial lors de la fusion avec la Lyonnaise des eaux en 1990.

F. Le.

Lila Louguine

Une traductrice russe

LILA LOUGUINE, traductrice en russe du français, de l'allemand et des langues scandinaves, est morte à Moscou le 13 janvier, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Polyglotte exceptionnelle, Lila Louguine, née Liliana Markovitch, appartenait à une génération enfermée, pour qui les contacts avec l'étranger furent longtemps impossibles, mais qui, grâce à sa curiosité, à son ouverture sur les littératures étrangères, contribua, par ses traductions, à rompre l'isolement culturel de son pays. Elle était la mère du cinéaste Pavel Louguine.

Née à Moscou en 1920, Liliana Markovitch passa ses treize premières années à l'étranger - où son père, ingénieur, avait été envoyé - à Berlin d'abord, puis à Paris, élève du lycée Victor-Duruy, comme elle le raconte dans son livre *Les Saisons de Moscou* (Prix des lectrices de Elle, 1991).

Reentrée en URSS en 1939 pour rejoindre son père retenu à Moscou, après ses études à l'Institut de philosophie et de littérature (IFIL), coupée pendant des décennies de ses amis français, Lila Louguine, bravant les tracés de la censure, va entreprendre de traduire des œuvres de qualité : après Yves Montand (*Du soleil plein la tête*), sa première traduction, elle fera découvrir au public soviétique August Strindberg, Knut Hamsun (*La Faim*), Boris Vian (*L'Écume des jours*), Romain Gary, Colette, François Mauriac, Max Frisch, Michael Ende. Surtout, sa célébrité auprès des jeunes viendra de ses traductions de la Suédoise Astrid Lindgren, la grande romancière pour enfants. Avec Lila Louguine, c'est un « pont » précieux entre nos deux pays qui disparaît.

N. Z.

NOMINATIONS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

André Legrand, doyen de la faculté de droit, a été élu président de l'université Paris-X Nanterre, lundi 2 février. Il succède à Michel Imberty, démissionnaire. Le même jour, Dominique Gentile, professeur de mécanique, a été élu président de l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. Il remplace Michel Garnier, récemment nommé directeur de la programmation et du développement au ministère de l'Éducation nationale.

(Né le 23 juillet 1939 à Louve-la-Nuée, André Legrand, docteur en droit et agrégé de droit public, a été nommé professeur à l'université de Lille en 1970, puis, en 1980, directeur du Centre d'études juridiques françaises de l'université de Sarre. En 1981, il est nommé recteur de l'académie de Limoges, puis de celle de Rennes en 1984. En 1988, il devient directeur des lycées et collèges au ministère de l'Éducation nationale et, en 1992, il prend la direction des écoles. En 1993, il rejoint l'université de Nanterre, dont il a été élu vice-président en 1994, et il devient doyen de la faculté de droit en 1996.)

(Né le 18 avril 1952 à Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Dominique Gentile, ancien élève de l'École normale supérieure de Cachan, agrégé de sciences physiques et docteur d'État en 1987, a commencé sa carrière au CNRS en 1981. Détaché à la Régie Renault de 1987 à 1991, il réintègre le CNRS avant d'être nommé, en 1994, professeur de mécanique à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. Depuis 1997, il était vice-président de cette université.)

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 2-mardi 3 février sont publiés :

- Cantines : un arrêté relatif au financement de la prestation spécifique de restauration scolaire dans les départements d'outre-mer pour 1998.
- Taxe professionnelle : un arrêté fixant la répartition du pro-

duit de la taxe professionnelle provenant de l'écoulement des bases communales de taxe professionnelle de l'établissement d'Air Inter sis à Paray-Vieille-Poste (Essonne), au titre des années 1995 et 1996.

● Miel : deux décrets relatifs à l'appellation d'origine contrôlée « miel de Corse-miel de Corse ».

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M^{me} Geneviève Bezançon a la joie d'annoncer la naissance de son troisième petit-fils.

Alexis BEZANÇON,

le 14 janvier 1998, chez Emmanuel et Maryse.

213 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Mariages

M^{me} Édouard RUFENACHT, M. et M^{me} Thierry DOUXAMI, ont la joie d'annoncer le mariage de leur petite-fille et fils.

Dorothée DOUXAMI,

avec Peter SIEFENALER, célébré le 29 décembre 1997, à Adelaide (Australie).

137, avenue du Roale, 92200 Neuilly, 57, rue Lhomond, 75003 Paris, 103 James Street-Leichhardt-NSW 2040 Australie.

Décès

La section des sciences historiques et philologiques de l'École pratique-des-hautes-études a la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Jacqueline ANDRÉ,

commandeur, dans l'ordre des Palmes académiques, dont tous appréciaient depuis plus de trente-cinq ans la compétence et l'extrême dévouement.

Olivier et Emmanuelle Boret, Claude et François Bouley, ses enfants, Tristan, Daphné, Clément, Florian et Alexandre Boret, Aymeric, Laure et Emmanuel Bouley, ses petits-enfants, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Colonel Maurice BORET,

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 39-45,

survenu le dimanche 1^{er} février 1998, dans sa quatre-vingt-deuxième année, à l'hôpital des armées de Percy (Clamart).

Il rappelle à votre souvenir son épouse.

M^{me} Eda BORET, née Ruben de Comber, décédée le 20 avril 1995.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 5 février, à 15 h 15, en la chapelle du Val-de-Grâce, 1, place Lavater, Paris-5^e.

L'inhumation aura lieu dans le caveau familial de Bois (Mayenne).

15, rue Ibnou Yassamine - El Mansar-Casablanca (Maroc).

35, rue Maximilien-Robespierre, 92130 Issy-les-Moulineaux.

TOUS LES LUNDIS (hors-mardi).

Retrouvez les petites annonces immobilières dans

Le Monde ÉCONOMIE

01.42.17.39.80

- Ses amis ont le regret de faire part du décès de

Berthe CLEYERQUE,

survenue le 29 janvier 1998.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-Germain-des-Près et l'inhumation à Arcourt (95).

M. et M^{me} Hervé Fuchier Delavigne, 9, rue Las-Casse, 75007 Paris.

M^{me} Jean Schenker, 5, rue de Jarente, 75004 Paris.

- Les docteurs Charles-Yves et Nicole Delfé, ses enfants, Thierry et Sylvie Delfé, Bertrand et Sandra Delfé, Guillaume Delfé, ses petits-enfants, Martine, Lorenzo, Thibault, Laura, et Thomas.

Ses arrière-petits-enfants, M^{me} Michèle Renier, Et sa famille de Bulgarie, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Nicolas Delfé,

Qui s'est endormi dans la Paix du Seigneur, le 31 janvier 1998, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-Charles de Monceau, Paris 17^e, suivie de l'inhumation au cimetière de Camille, à Nice, (Alpes-Maritimes), dans l'intimité familiale.

156, boulevard Perce, 75017 Paris.

- M^{me} Jean-René Didry, son épouse, Catherine Didry et Claude Caranco, Isabelle Didry, Jean-Christophe Didry, ses enfants, Anais et Landane Caranco, ses petites-filles, M^{me} Yvonne Didry, sa sœur, M. et M^{me} Jean-Pierre Juillard et leurs fils, ses sœurs, beau-frère et neveux, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-René DIDRY, professeur à l'université Paris-Sud,

survenu le 31 janvier 1998, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Saturnin à Antony (Hauts-de-Seine), le vendredi 6 février, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière d'Antony.

49, rue de Chilly, Flodre n° 3, 92160 Antony.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Souhaitez la SAINT-VALENTIN dans le Carnet du « Monde » le 14 février

70 F HT LA LIGNE

- Laroque-des-Albères (Pyrénées-Orientales).

Jacqueline Demerson, son épouse, Jean-Claude et Françoise Demerson, Roselyne et Gérard Ville-Demerson, ses enfants, Laure, Julien, Gilles, Hélène, ses petits-enfants, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

André DEMERSON, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 26 janvier 1998, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue des Micochoulers, 66740 Laroque-des-Albères.

- Les familles Goddyn et Patino ont la tristesse de faire part du décès de

Léopold GODDYN, survenu à Fontainebleau (77) le 1^{er} février 1998.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, le jeudi 5 février, à Fontainebleau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Ses enfants et leurs conjoints, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Georges TOUTIN, ingénieur des Arts et Métiers,

survenu le 2 février 1998, à Versailles, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Un service religieux aura lieu le jeudi 5 février, à 9 heures en l'église Saint-Symphorien de Versailles.

- Rosina Zembrzki, Les familles Zembrzki, en Pologne, et Thérèse, en Grande-Bretagne, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Janusz ZEMBRZSKI, survenu le 3 février 1998, à Biarritz.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès

- Pour le dixième anniversaire de la mort de

Paul DUNAND, survenu le 5 février 1988,

une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

64, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

- Il y a un an, le 4 février 1997,

Gérard partait doucement rejoindre

Anne sa fille chérie.

Que leur souvenir rayonnant anime et aide ceux qui les ont aimés.

Avec mes remerciements, Sylviane de Wangen.

15, rue Georges-Piard, 75740 Paris Cedex 15.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Communications diverses

- Jeudi 5 février, à 20 h 30, table ronde : « La Halakha est-elle la volonté de Dieu ? »

Sous la présidence de Moshe Cohen, président de l'ACIP, avec Philippe Hadad, rabbin, Benjamin Dovshani, enseignant, Haim Nissenbaum, universitaire, Ryon Krygler, rabbin.

Au Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochecrouart, 75009 Paris. Méro Cadet.

PAR : TEL : 01-49-95-95-92.

L'hébreu pour tous. 01-47-97-30-22. Pour maîtriser le biblique ou l'israélien et s'initier à la Kabbale en 10 séances ou à distance.

- L'INSTITUT MICHEL-VILLEY pour la culture juive et la philosophie du droit de l'université de Paris-II (Panthéon-Assas) (ancien Centre de philosophie du droit) organise le 13 février 1998 une journée consacrée à « Michel Villey », les personnes intéressées peuvent demander une invitation auprès du secrétariat de l'institut (83 bis, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, tél. : 01-44-41-59-14).

- Les amis de Jacques Bories sont heureux de faire savoir que le 1^{er} février 1998, le délégué en France du Yad Vashem (mémorial élevé à Jérusalem aux victimes de la Shoah) en la personne de Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur d'Israël en France, a remis la Médaille des Justes, destinée à distinguer ceux qui, pendant la Shoah, ont protégé des juifs persécutés et les ont, par leur action et, par là même, au péril de leur vie et de celle de leur famille, sauvés d'une mort certaine.

Jacques BORIES, professeur honoraire à la faculté de médecine Pitié-Salpêtrière, et, à titre posthume, à son père et à sa mère.

Armand BORIES († 1988) ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, croix de guerre 39-45, officier de la Légion d'honneur et

M^{me} Armand BORIES († 1993)

Le Monde SUR INTERNET

http://www.lemonde.fr

Le journal du jour des 17 heures

En accès gratuit, l'intégralité de la « une », une présentation de chaque rubrique, et les titres de tous les articles. Le journal est offert jusqu'à 5 h.

Les dossiers

En accès gratuit, des dossiers thématiques d'actualité : images d'actualité, Météo, 50 ans de la guerre, etc.

Nos forums

Un lieu de débats ouvert à tous

Les services

Toutes les offres d'emploi, les offres de stage, les offres de logement, les offres de services, etc.

Le multimédia

Les pages, multimedias et leurs archives depuis 18 mois.

Colloques

- Du colonialisme vers une société multiculturelle.

La France et les Pays-Bas et leurs anciennes colonies.

Colloque avec la participation d'historiens, écrivains, cinéastes et hommes politiques.

Lundi 2 février 1998, la période de la colonisation.

Lundi 9 février, la période de la décolonisation.

Lundi 16 février, la société multiculturelle.

Tous les jours, de 14 heures à 21 heures.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, 75007 Paris.

TEL : 01-53-59-12-40 (renseignements et réservations).

Mémo Assemblée-Nationale.

PSYCHANALYSE ET DÉCOLONISATION

Hommage à Octave MANNONI

COLLOQUE A FUSCONE

7 février, 9 heures à 18 heures

8 février, 9 heures à 18 heures

avec le concours de l'UNESCO, 7, place de Fontenay, Paris-7.

Renseignements : D. Pénier-Zetoun.

TEL : 01-47-05-23-09.

Conférences

- Cycle de conférences

Repères pour le XXI^e siècle :

CAP 21, présidé Corinne Lepage, vous propose de débattre avec le Pr Alain Grunfeld, pneumopneumologue à Trousseau, président du comité de la prévention et de la pollution sur la santé humaine.

Mardi 10 février 1998, de 19 heures à 21 heures.

Greta Chimie-Biologie, ENCPB, 11, rue Pissarro, 75013 Paris.

Renseignements : 01-53-75-33-21. Tarifs : 50 F et 100 F.

- L'École d'architecture de Paris-Val-de-Marne organise deux journées « Ponts ouverts » :

Le 7 février, de 10 heures à 18 heures : conférences à 10 heures et 15 heures.

Le 14 mars, de 15 heures à 18 heures : conférences à 15 heures.

EAPVM, 11, rue du Séminaire-de-Coulm, 94220 Charenton-le-Pont, 94^e Liberté. Renseignements : 01-43-53-60-68 - Web : www.paris.valdemarne.archi.fr

- Conséquences informatiques du passage à l'an 2000, par Agnès Lépinay, CNPF et Eric Brat, Andersen consulting, à la SEIN, 4, place Saint-Germain-des-Près, Paris 6^e, le 11 février 1998, à 19 h 30. Coût d'inscription : 180 F. ANDESE 01-46-33-14-45.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

Journée d'étude

L'énigme « Dieu est mort aujourd'hui ». Psychanalyse, ontologie, théologie sous la responsabilité de François Balmès.

7 février, 9 heures à 17 heures, amphithéâtre, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris. Intervenant : Michèle Simpi (CIPH), Marie-Claire Boona-Graff (psychanalyse), Jacob Rogozinski (philosophie, université Paris-VIII), François Balmès (CIPH), Marc Léopold Lévy (psychanalyse), Bernard Stiehl (philosophie, université Paris-VII), Monique Davis-Ménard (CIPH).

8 février, 9 heures à 12 h 30, salle Puy-Puy-Guad, USC, 18, rue de Valenciennes, Paris.

Intervenants : François Collin (philosophie), Guy Le Goff (psychanalyse), Alain Badiou (philosophie, université Paris-VIII).

Soutenances de thèse

- M^{me} Ouarda MANSERI a soutenu avec succès le 30 janvier 1998, devant l'École doctorale des sciences du langage de l'université Paris-Sorbonne-Paris-IV une thèse de linguistique intitulée

Etude de l'aspect en berbère : le cas du kabyle.

Le jury était composé des professeurs Paul Valentin, Paris-IV, Salem Chaker, Dominique Caubet, Inalco, et Fernand Benoit, Paris-V, ils lui ont décerné la mention « très honorable » à l'unanimité.

Concerts

- Le Chœur du Marais présente le Requiem, de Durufé. Val Cécile de Liza, le vendredi 6 février 1998 à 20 h 45, église réformée de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

Avec Carole Marais, mezzo-soprano, Patrice Verdelles, baryton, Gilles Harlé, orgue, direction : Yves Müller.

Prix : 100 F et 110 F. Tarif réduit : 80 F. FNAC et sur place.

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS littéraires

Rousseau l'inclassable

Un dossier pour aller au-delà des apparences et mieux cerner la pensée complexe de Jean-Jacques Rousseau

Le roman médiéval

Une publication du MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Sept 1998

LE 7 ARRIVE CHEZ VOUS.
VOUS POURREZ
DONC TÉLÉPHONER
MOINS CHER.



Appel gratuit au
0 800 01 01 98

1^{er} février 1998 : "le 7 de Cegetel" est disponible dans le Nord, le Pas-de-Calais, l'Auvergne, Paris-Ile de France, dans les départements de l'Ardèche, de la Drôme, de la Loire et du Rhône. L'ouverture sera progressive dans les autres régions d'ici fin juin 1998.

A partir des régions ouvertes, il suffira de faire le 7 à la place du 0 pour téléphoner moins cher partout en France et à l'étranger.

Vous ferez donc des économies sur les appels en dehors de votre département, hors tarification locale, zones de proximité, tarifs frontaliers et numéros spéciaux. Ces économies sont observées à partir des tarifs pratiqués par les opérateurs globaux en France. Les départements 75, 92, 93 et 94 sont considérés comme un seul département de même pour la Corse (2A, 2B). Notre offre est soumise à conditions. Pour en savoir plus sur les avantages du 7 de Cegetel et si vous souhaitez vous abonner : appel gratuit au 0 800 01 01 98.



Le football

Le 7 de Cegetel est disponible dans les départements de l'Ardèche, de la Drôme, de la Loire et du Rhône.

Le 7 de Cegetel est disponible dans les départements de l'Ardèche, de la Drôme, de la Loire et du Rhône.

Le 7 de Cegetel est disponible dans les départements de l'Ardèche, de la Drôme, de la Loire et du Rhône.

Le 7 de Cegetel est disponible dans les départements de l'Ardèche, de la Drôme, de la Loire et du Rhône.

Le 7 de Cegetel est disponible dans les départements de l'Ardèche, de la Drôme, de la Loire et du Rhône.

Le 7 de Cegetel est disponible dans les départements de l'Ardèche, de la Drôme, de la Loire et du Rhône.

Le 7 de Cegetel est disponible dans les départements de l'Ardèche, de la Drôme, de la Loire et du Rhône.

Le 7 de Cegetel est disponible dans les départements de l'Ardèche, de la Drôme, de la Loire et du Rhône.

1502000

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 5 FÉVRIER 1998

SPORTS La succession du Brésilien Joao Havelange, 82 ans, à la tête de la puissante Fédération internationale de football association (FIFA) est ouverte et devrait être réglée les

8 et 9 juin lors du congrès que l'organisation tiendra à Paris en préambule à la Coupe du monde (10 juin-12 juillet). ● Lennart Johansson, 68 ans, président de

l'Union européenne de football (UEFA), s'est porté officiellement candidat, mais d'autres personnalités, dont Joseph Blatter, secrétaire général de la FIFA, et Issa Hayatou, pré-

sident de la Confédération africaine, ont jusqu'au 7 avril pour se déclarer. ● **DANS UN ENTRETIEN AU MONDE**, M. Johansson dresse le bilan de son action, se félicitant de la

bonne santé financière du football européen tout en déplorant les effets, selon lui, pervers, de l'arrêt Bosman. ● **IL RÉCLAME** la démocratisation des instances internationales.

Le football mondial cherche un successeur à Joao Havelange

La succession du président de la Fédération internationale de football association, le Brésilien Joao Havelange, quatre-vingt-deux ans, est ouverte. Le premier candidat déclaré est le Suédois Lennart Johansson, patron de l'Union européenne de football association (UEFA)

LE FOOTBALL se pratique aussi dans les couloirs des grands hôtels. Mercredi 28 janvier, à l'occasion de l'inauguration du Stade de France, les plus importants dirigeants de ce sport sur la planète étaient hébergés au Bristol, palace voisin des Champs-Élysées. Dans le hall, s'orchestraient un ballet d'apartés discrets, d'évitements, de poignées de main et de regards torves, dont le décryptage aurait été impossible au début. Sur fond de parures et de promesses, le monde du ballon rond est en train de se choisir un nouveau patron. Pour l'instant, l'affaire ne va pas de soi.

Les 8 et 9 juin, le congrès de la Fé-

dération internationale de football association (FIFA) qui se tiendra à Paris désignera le successeur de Joao Havelange. Le Brésilien, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-deux ans, avait été élu la première fois en 1974 et reconduit depuis, par acclamation, avant chaque Coupe du monde.

Le patron est aujourd'hui décidé à se retirer et les candidats à sa succession ont jusqu'au 7 avril pour se faire connaître. A ce jour, un seul homme est officiellement entré en campagne : Lennart Johansson, président de l'Union européenne de football association (UEFA) depuis 1990. Désigné par le comité exécutif de l'UEFA, le Suédois, ancien pré-

sident de l'AIK Solna, club de Stockholm, espère recueillir une majorité au sein de la FIFA qui compte actuellement 198 fédérations. L'élection se déroulera selon le principe « une fédération, une voix », l'important courtoisie particulièrement la confédération africaine, forte de 51 membres, dont le congrès se tient actuellement à Ouagadougou (Burkina Faso), en préambule à la Coupe d'Afrique des nations (CAN) qui débute samedi 7 février. Ce quota, ajouté au potentiel de cinquante et une voix dont il dispose au sein de sa propre confédération, pourrait suffire à son élection. Depuis plusieurs mois, des tractations sont en-

gagées entre les dirigeants des deux parties. Lennart Johansson et Issa Hayatou, président de la Confédération africaine de football (CAF), se sont ainsi accordés sur deux projets, baptisés « vision 1 » et « vision 2 ».

CHAMAILLÉRIES

Ces derniers prévoient notamment une rotation régulière de l'organisation des Coupes du monde et de la présidence de la FIFA entre les continents. Agé de soixante-huit ans, M. Johansson envisage donc de se retirer dans quatre ans, mettant un terme à une tradition de longévité (sept présidents seulement se sont succédé à la tête de la FIFA en

quatre-vingt-quatre ans). La voie serait alors grande ouverte à M. Hayatou.

Mais le président de l'UEFA doit affronter un obstacle de taille : l'hostilité ouverte de Joao Havelange. Dans les colonnes du Monde, ce dernier avait proposé, en décembre 1995, la candidature de l'Afrique du Sud pour l'organisation de la Coupe du monde 2006. Il s'agissait là de mettre en porte-à-faux M. Johansson, empêtré dans les chamailleries entre l'Allemagne et l'Angleterre, également sur les rangs.

Qui plus est, le docteur Havelange pousse, en termes à peine voilés,

son propre candidat en juin prochain : le Suisse Joseph Blatter, actuel secrétaire général de la FIFA. Ce dernier laisse planer le mystère sur ses intentions. Aux partisans de M. Johansson qui le somment de se déclarer, il rétorque que la date-but pour le dépôt des candidatures est le 7 avril. Le président de l'UEFA entre donc en lice avec pour seule certitude l'immunité tenace de ses adversaires. Dans cette atmosphère frelatée, difficile de hasarder un pronostic sur le nom du prochain président de la FIFA.

Alain Constant et Benoît Hemmerlin

Organisations puissantes

● La FIFA (Fédération internationale de football association) a été fondée le 21 mai 1904, à Paris, par sept associations (Belgique, Danemark, Espagne, France, Pays-Bas, Suède, Suisse). La FIFA, dont le siège est basé à Zurich (Suisse), groupe 198 associations. La barre des 200 devrait être franchie à l'occasion du congrès prévu à Paris, pour les 8 et 9 juin. En 1974, la FIFA organisait la Coupe du monde et le tournoi de football des Jeux olympiques. Aujourd'hui, on compte une douzaine de compétitions placées sous l'autorité de la FIFA, dont le Brésilien Joao Havelange est président depuis 1974. Ces épreuves génèrent des sommes d'argent colossales, provenant des droits de télévision et du partenariat avec des firmes internationales intéressées par les retombées médiatiques. Ainsi la Coupe du monde 1998, organisée en France (10 juin-12 juillet), devrait être suivie par 37 milliards de téléspectateurs en audience cumulée.

● L'UEFA (Union européenne de football association) a été fondée en 1954. Basé à Nyon (Suisse), cet organisme est responsable des grandes compétitions continentales, comme les Coupes d'Europe et le Championnat d'Europe des nations, et groupe 51 associations. Un chiffre record dû notamment à l'éclatement de l'ex-URSS. Le Suédois Lennart Johansson en est le président depuis 1990.

● La CAF (Confédération africaine de football), fondée en 1957, a son siège au Caire (Égypte). Elle représente 51 associations. Avec cinq places désormais accordées aux équipes africaines en phase finale de la Coupe du monde, la CAF pèse de plus en plus lourd dans les décisions politiques prises au plus haut niveau par les responsables de la FIFA. Son président est le Camerounais Issa Hayatou, élu en 1988.

RESPONSABLE du football européen depuis 1990, le Suédois Lennart Johansson s'est officiellement porté candidat à la succession de Joao Havelange à la tête de la Fédération internationale de football association (FIFA). L'actuel président de l'UEFA doit maintenant mener une véritable campagne politique auprès de toutes les confédérations. Le nom du futur patron du football mondial sera connu le 9 juin, à l'occasion du congrès que tiendra la FIFA à Paris, juste avant le Mondial.

« Quel bilan tirez-vous de vos huit années passées à la tête de l'Union européenne de football ?

— Lorsque j'ai pris mes fonctions, trente-trois pays étaient affiliés à l'UEFA. Aujourd'hui, il y en a cinquante. A l'époque, nous n'avions pas autant de problèmes à gérer. Des événements politiques majeurs comme la chute de l'URSS ont eu des conséquences terribles sur certains nouveaux pays qui ont rejoint l'UEFA. Beaucoup de ces nouveaux membres ont besoin d'équipements. En 1994, l'UEFA a créé le Bureau d'assistance à l'Europe de l'Est. Depuis, compte tenu de l'extension de nos activités avec le football africain, il a été renommé département d'assistance et de développement.

— Vous briguez la place de Joao Havelange. Pour parvenir à la tête de la Fédération internationale, les voix de l'Afrique semblent indispensables. Pen-

sez-vous que le patron du football européen soit bien placé pour convaincre les pays africains de voter en sa faveur ?

— Le football européen a beaucoup à apprendre de l'Afrique. Depuis un an et demi, il existe une véritable coopération entre l'UEFA et la Confédération africaine de football (CAF), et cette relation n'est pas à sens unique. Mes rapports avec Issa Hayatou, président de la CAF, sont excellents. C'est un homme d'une grande intelligence, un homme d'honneur. Nous avons le même avis sur le futur du football mondial et nous estimons qu'actuellement le rôle des confédérations n'est pas assez pris en compte par la FIFA. Il faut démocratiser le processus de décisions.

— On prête à Sepp Blatter, l'actuel secrétaire général de la FIFA, l'intention de se présenter comme vous.

— C'est un homme compétent. L'Angleterre et l'Allemagne ont déjà fait acte de candidature pour accueillir le Mondial 2006. Mais l'heure de l'Afrique n'est-elle pas venue ? — Le choix du pays candidat pour accueillir l'édition 2006 ne sera pris qu'en l'an 2000. Je suis très attaché au système de rotation. A partir du moment où l'Europe a été choisie pour l'édition 1998, il me semble malvenu de revendiquer l'organisation d'une nouvelle phase finale des 2006. Mais c'est à l'Afrique de nous faire savoir si un pays est prêt pour accueillir une phase finale avec trente-deux équipes. Certains parlent déjà d'une candida-

Lennart Johansson, président de l'UEFA

« Il faut donner plus de libertés aux confédérations »



LENNART JOHANSSON

ture sud-africaine. Je ne suis pas encore en mesure d'en juger sérieusement la validité.

— C'est pendant votre mandat à la tête de l'UEFA que le football européen a connu une véritable révolution avec l'arrêt Bosman.

— Et j'en suis très peiné ! Je le dis clairement : l'arrêt Bosman constitue un échec pour moi. Les lois qui régissaient le football européen, prenant en compte la spécificité de cette activité, ont été balayées d'un coup. Mais je continue à me battre, avec à mes côtés le mouvement olympique, pour modifier la loi. Avec l'arrêt Bosman, les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent. Il faut absolument revenir à l'ancien système de limitation du nombre de joueurs étrangers.

— Il y a six ans la prestigieuse Coupe d'Europe des clubs champions laissait place à la Ligue des champions. Etes-vous satisfait de ce changement de formule ?

— J'en suis même fier ! Grâce à

ce nouveau système, les droits de télévision sont passés de 70 millions de francs suisses à 300 millions de francs suisses (environ 1,2 milliard de francs français). Et les bénéfices sont redistribués à tous les pays membres. La création de la Ligue des champions a également permis d'éloigner la menace d'une « Super League », qui n'aurait concerné que les clubs européens les plus riches. Mon rôle est également de protéger les fédérations, les équipes nationales, et de faire prospérer les championnats nationaux. Pour y parvenir, il nous faut absolument alléger les calendriers. L'idéal, dans les grands pays européens, c'est un championnat à seize ou dix-huit équipes.

— Avec l'admission en Ligue des champions de certains clubs classés deuxième de leur championnat, on vous a accusé de dénaturer la compétition.

— Il faut être réaliste : 90 % des recettes de la Ligue des champions proviennent des droits de retransmission. Nos partenaires télévisuels des cinq marchés les plus importants d'Europe — Allemagne, Angleterre, Espagne, France et Italie — n'étaient pas prêts à payer des droits importants à leur équipe championne. Il était illusoire de penser que la Ligue des champions était la compétition qui génère le plus de recettes. Depuis sa création, en 1992, elle a rapporté plus d'un milliard de francs suisses.

— N'y a-t-il pas trop d'argent qui circule aujourd'hui autour du football ?

— Certains clubs ont tendance à dépenser de l'argent avant de l'avoir gagné. Je vais donc d'un bon côté la création d'un organisme de contrôle de gestion à l'échelle européenne, fondé sur le modèle français. Reste maintenant à se mettre d'accord avec les autorités de Bruxelles.

— La corruption n'est-elle pas devenue une menace majeure dans le football moderne ?

— Le danger est réel et doit être combattu avec la plus grande fermeté. Les coupables doivent être définitivement bannis du football. C'est aussi pourquoi j'estime inévitable et proche la professionnalisation des arbitres. Une partie de l'argent gagné par les clubs et les fédérations doit être réinvesti pour moderniser le corps arbitral.

— Votre discours ressemble à celui tenu par Joao Havelange, responsable de la FIFA.

— On veut faire de nous des ennemis. Mais j'ai toujours dit que Joao Havelange était l'homme qu'il fallait, à la bonne place, au bon moment. Je dois néanmoins admettre que nous ne nous parlons plus beaucoup.

— En quoi votre éventuelle gestion à la tête de la FIFA serait-elle différente de la sienne ?

— Je le répète : il faut « dédramatiser » le rôle de la FIFA et donner plus de libertés aux confédérations. Et, lorsqu'il s'agit de prendre une décision, le pouvoir doit revenir au comité exécutif, pas au président.

Propos recueillis par Alain Constant et Benoît Hopquin

CORRESPONDANCE

Une lettre du président de la Fédération internationale de l'automobile

A la suite des articles consacrés aux interrogations de la Commission européenne sur les pratiques commerciales imposées au sport automobile en général et à la formule 1 en particulier (Le Monde du 3 février), Max Mosley, président de la Fédération internationale de l'automobile, nous a fait parvenir les observations suivantes :

1 - La lettre envoyée le 19 décembre 1997, ne contenant que des commentaires et non une décision de la Commission européenne, est essentiellement fondée sur des allégations factuelles inexacts, qui doivent être réfutées. De plus, elle témoigne d'une incompréhension des structures de base du sport automobile mondial, et, en fait, du sport international en général. Une réponse détaillée a été envoyée par la FIA à la Commission le 28 janvier 1998. La FIA pense que la Commission modifiera sa position après avoir précisément étudié cette réponse.

2 - Les déclarations de M. Van Miert ont été faites avant qu'il ait eu l'occasion d'étudier le point de vue de la FIA, et avant même la fin de l'expiration du délai réservé au commentaire des tiers ou des parties intéressées.

3 - Le calendrier sportif international de la FIA : toutes les demandes

d'inscription de dates au calendrier international sont acceptées automatiquement, sauf problème de sécurité important. Il n'y a pratiquement pas d'exemple où une demande ait été refusée. Les dates sont parfois renvoyées, afin d'éviter des chevauchements inutiles.

4 - Les pilotes : il est inexact de dire que, si Jacques Villeneuve décidait de participer à des épreuves d'Indy Car, « il se verrait automatiquement retirer sa licence FIA ». Comme n'importe quel autre pilote de formule 1, il a parfaitement le droit de participer à toute épreuve du calendrier international réservée aux pilotes agréés par la FIA ou du calendrier national de son pays d'origine. Les courses d'Indy Car (expression par laquelle Le Monde entend sans doute IRL ou CART, car l'Indy Car n'existe plus) sont des courses américaines qui figurent sur le calendrier de la FIA.

5 - Télévision : la FIA ne détient pas les droits de toutes les images animées. Elle n'en détient que pour ses propres championnats, formule 1 comprise. Plus de six cents épreuves sont inscrites au calendrier sportif international et en grande majorité celles-ci génèrent elles-mêmes leurs droits télévisuels.

6 - Les images de la formule 1 sont actuellement disponibles gratuitement pour tout téléspectateur qui le souhaite au sein de l'Union européenne. Cela ressort des accords actuels relatifs à la télévision.

7 - La durée du contrat conclu avec la société de M. Ecclestone, la FOA, relève des énormes investissements dans la télévision numérique à canaux multiples que cette société a consentis dans l'intérêt de la formule 1 et des téléspectateurs.

8 - La convention de la Concorde est un accord conclu entre la FIA et les équipes de formule 1 concurrentes, qui détermine le mode d'exploitation des droits respectifs, la part des bénéfices et des bénéfices. La FIA a proposé à de nombreuses reprises d'annuler la convention de la Concorde et d'autoriser la liberté pour chacune des équipes de négocier. Ce sont les équipes qui ne le souhaitent pas.

9 - Le lobbying en vue de préserver le parrainage de la formule 1 par l'industrie du tabac a été entrepris par la FIA dans l'intérêt des équipes. La FIA elle-même n'a aucun intérêt dans ce

parrainage et n'en tire aucun avantage.

10 - Le problème du Grand Prix de Belgique n'a rien à voir avec la FIA. Ce sont tout simplement les équipes qui ne peuvent fonctionner sans argent et dont les ressources financières proviennent principalement du parrainage par l'industrie du tabac. Si un pays interdit ce parrainage, il est évident que les équipes ne peuvent pas y courir. Les seules exceptions sont les accords de longue date avec la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne.

11 - M. Eisele, producteur de télévision indépendant en Allemagne, a tenté ce procès après que sa proposition pour filmer les courses de camions n'a pas été acceptée. Une autre société a proposé de le faire à moindre frais. Il s'agit d'un simple problème commercial, qui ne concerne pas la FIA.

12 - C'est la même situation en ce qui concerne M. Peter, organisateur privé, qui avait un différend avec ses partenaires et ne souhaitait pas s'associer avec eux pour conclure un accord avec la FIA. Il s'agit là encore d'un simple différend, n'ayant strictement rien à voir avec la loi sur la concurrence.

13 - Estoril : depuis deux ans, les mêmes travaux relatifs à la sécurité du circuit d'Estoril avaient été demandés à l'Automobile Club du Portugal, sans résultat, afin de mettre le circuit en conformité avec les normes de sécurité de la formule 1.

14 - Marchandises : les équipes sont libres d'exploiter leurs propres produits dérivés. La FIA a accordé aux équipes la possibilité d'associer leurs produits du logo « Formule Un » afin d'en garantir l'originalité et combattre le marché parallèle des faux.

15 - Grand Prix de France : la FIA n'a fait que demander que la législation française soit clarifiée en ce qui concerne les garanties accordées aux commissaires exclusifs des droits télévisés, comme cela est le cas dans tous les autres pays accueillant une épreuve du championnat du monde de formule 1.

Il est, de plus, regrettable que ces articles ne contiennent pas de commentaire critique sur le comportement très étrange du Commissaire à la concurrence, M. Van Miert, qui s'est prononcé sur une question sans entendre d'abord les parties concernées.

Le Monde
JOURNAL D'OPINION
JOURNAL D'INFORMATION
JOURNAL D'ANALYSE

Autour du Mondial
Le samedi à 12h10 et à 19h10
Le dimanche à 12h10 et à 19h10

Le Grand Jury
RTL-LCI
Le dimanche à 18h30

De l'actualité à l'histoire
La chaîne historique
Les vendredis à 21h, samedis à 19h
Les dimanches à 23h, mercredis à 19h
et jeudis à 17 heures

Le Grand Débat
FRANCE CULTURE
Les 31-41 d'après de chaque semaine à 21 heures

A la une du Monde
RFI
Du lundi au vendredi
à 12h45 (heure de Paris)

cegetel

L'analyse à froid d'une année chaude



▲ 174 pays analysés par les journalistes et correspondants du « Monde » ▲ L'état de l'Europe et l'arrivée de l'euro ▲ Les nouvelles données de la politique économique et sociale française ▲ A la veille des élections, le panorama des 26 régions françaises ▲ Les mutations de l'économie française et mondiale ▲ Après la crise asiatique, l'état des Bourses mondiales ▲ Un palmarès, par secteur, des plus grandes entreprises en France et dans le monde ▲ Un véritable tour du monde économique et social

BILAN DU MONDE
200 PAGES - 50 F

CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

Le Monde

Le gouvernement va rendre ses arbitrages entre le TGV Est et le TGV Rhin-Rhône

Le recours à la technique du pendulaire pourrait faciliter son choix.

Une réunion interministérielle sur les investissements ferroviaires va sceller, mercredi 4 février, le sort des deux projets de trains à grande vi-

tesse. Les travaux du TGV Est devraient être programmés sur une première phase entre l'Île-de-France et la Lorraine. Pour sa part, l'enquête

d'utilité publique concernant la liaison Rhin-Rhône pourrait se limiter au tronçon entre Mulhouse et Besançon.

STRASBOURG

de notre correspondant régional
Les Alsaciens commencent à ne plus y croire, depuis le temps qu'ils attendaient. Mais cette fois-ci sera la bonne : au terme d'une réunion interministérielle présidée par Lionel Jospin, mercredi 4 février, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement et des transports, devrait, selon toute logique, annoncer le lancement de la construction d'une première tranche du TGV Est qui doit relier Paris à Strasbourg.

Au désespoir des habitants du sud de la région, les décisions à propos du TGV Rhin-Rhône (sur l'axe Mulhouse-Dijon) pouvant être en deçà de leurs espérances. Pourtant, la querelle entre l'association TGV Est, présidée par Catherine Trautmann (PS), ministre de la culture et de la communication, et celle du TGV Rhin-Rhône, à la tête de laquelle Jean-Marie Bocquel (PS), député et maire de Mulhouse, a succédé en décembre à Jean-Pierre Chevènement (MDC), ministre de l'intérieur, semblait apaisée. Adrien Zeller (UDF-FD), député du Bas-Rhin et président de l'assemblée régionale, affirme que le contentieux a été apuré. Dans

une lettre adressée le 8 janvier à Lionel Jospin, Adrien Zeller et Hubert Haenel (RPR), candidat malheureux à la présidence de la région, illustraient le « consensus alsacien » : « Certains ont pu dire qu'une rivalité entre le TGV Est et le TGV Rhin-Rhône était un obstacle à une prise de décision. En réalité, nous tenons à vous dire que l'Alsace (...) s'est prononcée en faveur d'un phasage approprié des deux projets. Tel est le sens de la motion adoptée, de façon quasi unanime, par le conseil régional en octobre dernier. » De son côté, le Conseil économique et social d'Alsace (CESA) a publié, mardi 3 février, un communiqué pour « exiger la réalisation sans délai » du TGV Est et du TGV Rhin-Rhône, nécessaires, à ses yeux, pour « inscrire l'Alsace comme corridor des liaisons Est-Ouest et Nord-Sud ».

L'idée des partisans du Rhin-Rhône est d'engager les travaux entre Mulhouse et Besançon dès que sera prise la déclaration d'utilité publique (DUP), dont les procédures demandent un délai de deux à trois ans. Les Alsaciens ne veulent pas renouveler l'amère expérience du TGV Est, pour laquelle les tra-

vais n'ont toujours pas commencé alors que la DUP a été arrêtée voilà bientôt deux ans. Ils craignent que les décisions gouvernementales ne se limitent à quelques gestes comme l'ouverture de l'enquête publique sur le seul tronçon Mulhouse-Besançon (préservant la possibilité d'une descente vers Lyon et le Sud via le Jura).

LORRAINS ÉCHAUDÉS

Les partisans du Tout-TGV entre Paris et Strasbourg pourraient aussi être quelque peu déçus par les décisions gouvernementales. La DUP arrêtée portait sur un temps de trajet, à « très grande vitesse », d'une heure et cinquante minutes. On en sera assez loin, mais rares sont ceux à Strasbourg qui n'applaudissent pas la décision d'ouverture d'un chantier tant attendu. Même les écologistes ne devraient pas trop avoir à redire dès l'instant où la première tranche du TGV Est serait réalisée entre Vaires (Île-de-France) et la Lorraine (Vandières ou Baudrecourt), soit environ 300 kilomètres. Une vive polémique s'était installée, il y a deux ans, à propos de la traversée des Vosges et de l'Alsace par des voies à grande vi-

tesse. Quant aux Lorrains, échaudés par les précédentes annonces de deux premiers ministres - celle de Pierre Bérégovoy en décembre 1992 et celle d'Edouard Balladur en septembre 1993 -, ils attendent de voir. Ils n'ont pas oublié que la région et les quatre départements ont adopté une enveloppe financière de 1 milliard de francs en 1989 pour la construction du TGV Est, subordonnée à une mise en service... en 1996. Pour autant, si le projet est réalisé, les Lorrains seraient les premiers bénéficiaires, Nancy et Metz étant mis à une heure et demie de Paris.

Le développement de la technologie dite du train pendulaire est arrivé à point nommé pour que tout le monde puisse accepter les décisions gouvernementales. Le pendulaire permettra au TGV Est de gagner de la vitesse sur l'ensemble du parcours, étant entendu que les lignes actuelles devront néanmoins être aménagées. Mais, en l'absence d'une ligne nouvelle sur la totalité du trajet, Paris resterait, au mieux, à deux heures et trente minutes de Strasbourg.

Marcel Scotto

Le prototype du TGV pendulaire commencera ses essais en avril

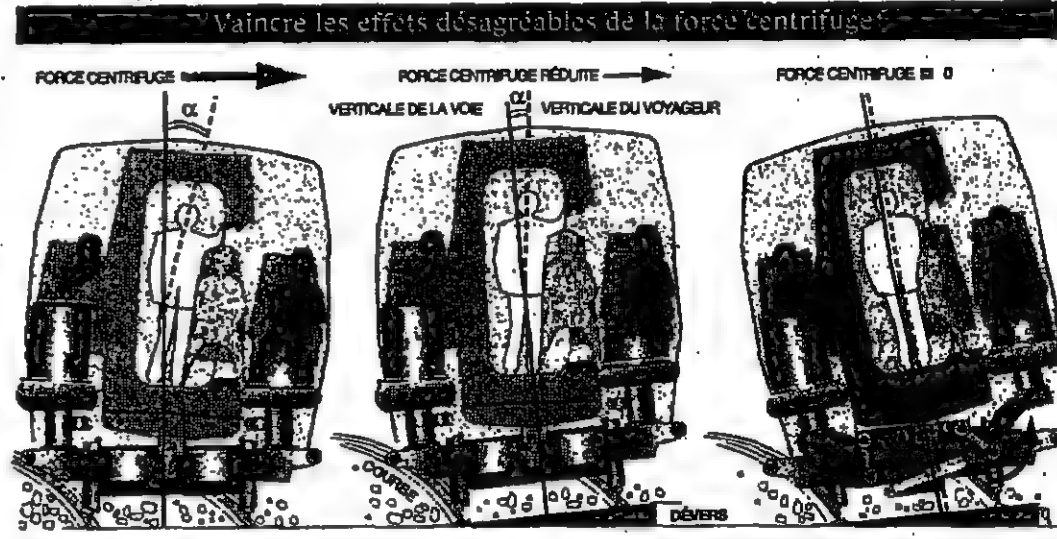
BISCHHEIM

de notre envoyé spécial

La trentaine de tonnes de la voiture de la rame 101 du TGV Sud-Est oscille doucement. Pour la première fois, un TGV « pendule ». Les voitures s'inclinent à droite, puis à gauche. Une capacité toute nouvelle qui devrait permettre au TGV de passer à plus grande vitesse les courbes du réseau ferroviaire classique en protégeant les voyageurs des effets de la force centrifuge. Pourtant, les « cobayes » qui ont assisté à Bischheim, près de Strasbourg (Bas-Rhin), à la présentation de ces premières voitures n'ont pu le vérifier (Le Monde du 21 janvier). Il faudra attendre quelques mois, le temps que les premiers essais de ce matériel commencent en Île-de-France et en Champagne.

Des essais très attendus car, longtemps, la SNCF et le constructeur du TGV, GEC-Alsthom, ont tardé à se lancer dans l'aventure du pendulaire. D'ailleurs, ce projet est au centre des préoccupations actuelles du gouvernement, qui, sous la présidence de Lionel Jospin et en présence du ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, devrait, mercredi 4 février, passer en revue les investissements que l'état envisage de consentir au ferroviaire. Les tests de ce démonstrateur qui doit rouler début avril entre Melun et Montargis et entre Meaux et Epervier seront donc les bienvenus. Puis le TGV pendulaire rejoindra la ligne Lille-Calais, où il crociera à sa vitesse maximale (300 km/h). Ce programme se poursuivra encore jusqu'en décembre, date à laquelle GEC-Alsthom livrera son propre système de commande de la pendulation. Pour l'instant, la rame 101 du TGV pendulaire fait appel à la technologie de Fiat Ferroviaria, pionnier dans ce domaine avec le Pendolino.

Pour intégrer la technologie italienne, GEC-Alsthom a dû trans-



1. LORSQU'UNE VOIE CLASSIQUE VIRE, LES VOYAGEURS SONT TIRÉS VERS L'EXTÉRIEUR SOUS L'EFFET DE LA FORCE CENTRIFUGE, CE QUI DIMINUE PORTÉMENT LEUR CONFORT. PHÉNOMÈNE QUI SE PRATIQUEMENT PAS SUR LES LIGNES À GRANDE VITESSE DU TGV.

2. À VITESSE ÉLEVÉE ET SUR UNE VOIE LÉGÈREMENT DÉVIÉE, LE TGV SE TIENT DROIT. LES VOYAGEURS SONT ENCORE TIRÉS VERS L'EXTÉRIEUR DE LA COURBE.

3. AVEC LA MEME VOIE CLASSIQUE EN DÉVIE, UN TRAIN PENDULAIRE PASSE DROIT. LES VOYAGEURS NE SONT PLUS TIRÉS VERS L'EXTÉRIEUR DE LA COURBE. LA FORCE CENTRIFUGE A ÉTÉ ANNULÉE.

former les essieux (bogies) de son TGV dans ses usines du Creusot. Ces pièces TGV étant à cheval entre deux voitures, l'affaire n'a pas été aisée. 30 000 heures de travail ont été nécessaires à Bischheim pour que la SNCF modifie les voitures, mais pas la motrice, qui ne pendule pas. Un gyromètre et un accéléromètre détectent les inclinaisons de la voie et les effets de la force centrifuge. Les informations recueillies déterminent alors l'action du système de pendulation, qui réagit avec un retard de 0,5 à 1 seconde sur l'instant idéal de l'inclinaison des voitures.

Le nouveau dispositif que GEC-Alsthom développe en ce moment devrait améliorer la fiabilité de la pendulation. Alors que le système de Fiat affiche un nombre d'incidents par million de kilomètres parcourus supérieur à 2, celui de

Gec-Alsthom se situeraient entre 1 et 1,5. En plus des nouveaux actionneurs, un système inédit de contrôle-commande permettra d'intégrer les futurs systèmes de localisation des trains sur la voie. La pendulation anticipera alors les courbes, ce qui permettra d'améliorer la synchronisation de l'inclinaison du train avec le tracé des voies.

LIVRABLES À PARTIR DE 2002

Par rapport à ses concurrents étrangers, ce TGV pendulaire dont le surcoût par rapport aux TGV classiques est d'environ 15 %, aura la double capacité de pouvoir rouler sans penduler à 300 km/h sur les lignes classiques et à 220 km/h sur la pendulation. Cette dernière surprend par son amplitude : pas moins de 6,3 degrés de part et d'autre de l'horizontale. Pour réagir rapidement, les vérous sont capables d'incliner les voitures à la vitesse impressionnante de 15 degrés par seconde. Mais, pour ne pas provoquer de malaises chez les passagers, elle sera limitée à 4 degrés par seconde. Malgré tout, il semble que la pendulation augmente légèrement le nombre de voyageurs victimes du mal des transports.

Coût de toute cette opération menée en seulement dix-huit mois : 170 millions de francs, financés pour 84 millions de francs par GEC-Alsthom, pour 55 millions de francs par la SNCF et pour 31 millions de francs par le Programme de recherche et développement pour l'innovation et la technologie dans les transports (Predit). A terme, ces TGV pendulaires, livrables à partir de 2002, devraient

être intégrés à la gamme des TGV nouvelle génération (NG) qui circuleront à 350 km/h. La SNCF estime qu'un TGV pendulaire franchira les courbes à une vitesse supérieure d'environ 20 km/h à celle d'un train Corail. Le temps moyen gagné sur un parcours serait d'environ cinq minutes par heure, soit 8 %. En améliorant la qualité des voies, le gain pourrait être de 15 à 20 %. Sur les quatre heures de trajet entre Paris et Strasbourg, le TGV pendulaire gagnerait donc entre vingt et quarante-huit minutes. Avec des lignes nouvelles, la généralisation de la grande vitesse réduirait le temps de parcours à une heure cinquante.

Ce bilan semble plaider en faveur des TGV classiques. Mais l'équation économique modifie considérablement l'analyse. Le coût par minute gagnée passe en effet de 60 à 120 millions de francs pour un train pendulaire à 200 à 250 millions de francs pour un train à grande vitesse. Le surcoût provenant de la construction des voies nouvelles, chaque liaison interurbaine doit faire l'objet d'une analyse particulière. Leur rentabilité dépend en effet fortement des accroissements de trafic et de recettes. Néanmoins, de tels calculs ne sont pas infallibles. Ainsi, avant l'ouverture de la ligne TGV Paris-Lyon, le 27 septembre 1981, les estimations du nombre potentiel de clients pour le réseau TGV français faisaient état de 17 millions de voyageurs par an. Ils sont aujourd'hui 40 millions à utiliser les quelque trois cents rames en service.

Michel Alberganti

Oman, royaume

3615 Bye Bye

EXPT 150

Oman, royaume écologique

Longtemps fermé aux étrangers, le sultanat pétrolier s'ouvre aux visiteurs en conjuguant islam, nature et luxe

CURIEUX PAYS dans l'empire islamique que ce sultanat d'Oman, seule nation historique de la péninsule Arabique avec le Yémen. Franchement en trois morceaux échelonnés sur 300 000 kilomètres carrés du détroit d'Oman au Yémen, il ne compte que 2 200 000 âmes dont 700 000 étrangers et produit journalièrement 800 000 barils de pétrole. Longtemps fermé à toute pénétration occidentale - sauf une discrète entente politique avec Londres maintenue jusqu'ici - il s'est, sous le règne du prince actuel, Qabus II (dont le nom signifie « tison »), ouvert à la main-d'œuvre, aux hommes d'affaires, puis aux simples visiteurs étrangers.

Le terme « tourisme » n'est pas encore ici en odeur de sainteté, car on craint que ne vienne s'y ajouter « de masse », ce phénomène étant redouté par les traditions patriarcales d'une société où les pétrodollars n'ont commis jusqu'à présent que des dommages culturels limités tandis qu'ils apportaient eau, médicaments, macadam, électricité. Un genre rare d'islam régit ici : l'ibadisme, qui ne relève ni du sunnisme ni du chiisme et est théoriquement très puritain mais en fait surtout pudique, voire cachottier.

Le séjour privé que, lors de la Saint-Sylvestre 1992, Jacques et Bernadette Chirac firent à Mascate, au Boustan Palace, gigantesque hôtel rond, avec un hall comme une cathédrale et des chambres comme des ballons, aura pu susciter l'envie de se rendre en Oman parmi les Français à la recherche d'horizons exclusifs. Dans les principales localités omanaises, de Sohar, le port cuprifer antique où vécut Sindbad le

Marin (alias Abou-Obéida), jusqu'à Salalah, résidence secondaire sultanienne dans l'ex-province rebelle du Dhofar, des hôtels cinq étoiles ont surgi des sables ou des palmiers. Le dernier en date, le Saada, avec ses bungalows dans une oasis, a été inauguré pour Noël 1997 au Dhofar, région aux couleurs changeantes comme un caméléon selon que les moussons d'Asie y promènent plus ou moins leur traine.

ÂME ANIMALE

Les papiers, gras ou non, n'ont pas droit de cité en Oman : à la ville, vous pouvez être verbalisé si vous jetez un mégot par la portière ou si votre carrosserie n'est pas propre. En plein désert, on croise des éboueurs en salopette orange débarrassant la route des paquets de cigarettes vides ou des mouchoirs en papier lancés par des automobilistes irrespectueux des règlements sur l'hygiène et l'écologie, malgré les rondes de policiers méharistes dont le moyen de transport, lui, ne pollue pas.

De même les mauvais traitements à animaux n'ont plus cours en Oman. Mascate est peut-être allé un peu loin en faisant installer - fait sans précédent en islam - des statues de cervidés ou de félins aux carrefours « afin d'habituer les enfants à respecter la nature ». En revanche, il n'a fait, en protégeant les bêtes, qu'appliquer des prescriptions mahométanes bédies ignorées de beaucoup de musulmans.

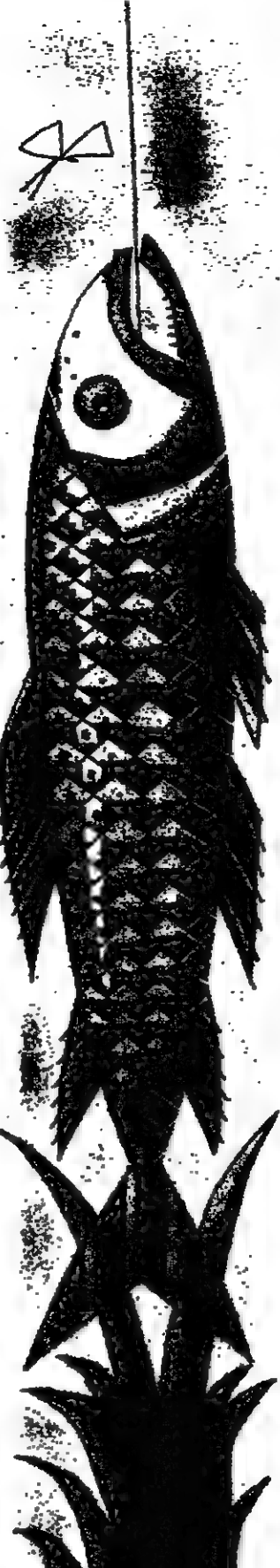
Le Coran suggère dans la sourate des Abeilles que les animaux à l'instar des hommes « se prosternent humblement devant Dieu ». La sourate des Troupeaux décrète que les

bêtes tels les humains « forment des communautés » qui « seront ensuite rassemblées vers leur Seigneur ». Brigitte Bardot pourrait voir là l'esquisse d'une âme animale. Certes l'islam a horreur des porcs, et la présence d'un caméléon, créature *nadjass* - impure - chasse les anges et annule la prière. Cela parce qu'un khab (de l'arabe *khab*) « empêcha une rencontre entre l'archange Gabriel et le Prophète ». Pourtant le chien Khamir, gardien des Sept-Dormants d'Éphèse, ira au paradis d'Allah. Mieux, une hétaire ayant abréuvé un chien mourant de soif vit ses fautes pardonnées.

Mahomet a en outre interdit les chèvres vivantes - donc pas de tir aux pigeons en Oman -, l'élevage d'une bête en présence d'une autre et même la destruction des fourmis. On l'inculque aux écoliers omanais dans l'espoir qu'adultes ils acceptent de ne pas traquer systématiquement gazelles ou tortues. Parmi les fiertés de Qabus, on cite la réintroduction dans ses États de l'oryx blanc, dont les longues cornes noires inspirent la légende de la licorne ; la renaissance du thar, chèvre sauvage propre au djebel omanais ; l'érection des îles Daymanate en refuge pour oiseaux ; la protection des plages où les tortues marines viennent pondre. Près de là, les pêcheurs ramènent des sardines qu'ils font sécher au soleil pour nourrir le bétail et fumer les champs. « L'huile noire » extraite des poissons est utilisée par les charpentiers de marine pour calfeutrer les bœufs et par les vétérinaires pour guérir une gale animale.

Le pouvoir subventionne les citoyens qui maintiennent ces méthodes, que d'anciens qualifiaient « d'un autre âge » ; elles voisinent ici avec l'extrême sophistication de l'industrie du parfum. Né de la rose et de l'arbre à encens indigènes mariés par un Français, Amouge se flatte d'être « le senteur le plus chère du monde », au diapason donc du « tourisme d'élite » souhaité par le sultanat. A base d'essences de fruits et fleurs orientales, la nouvelle fragrance *Salalah* est vendue dans un flacon en cristal dont le bouchon reproduit la Grande Mosquée de la capitale. Islam, écologie, luxe, trois mots qui pourraient servir de slogan au royaume de « Tison II ».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



THIERRY DAUDET

PARTIR

■ ÉCLIPSE AUX CARAÏBES. Visible du Venezuela (Le Monde du 8 janvier), l'éclipse solaire totale du 26 février se fera également dans le ciel des Caraïbes, et notamment au-dessus de la Guadeloupe. Un spectacle unique de deux heures et quarante-cinq minutes (dont trois minutes de soleil noir) que Coraila, l'enseigne loisirs du groupe Accor, et Américatours/El Condor, proposent d'admirer, en direct, de l'immense plage bordée de cocotiers du Novotel Fleur d'épée situé dans un vaste parc tropical, à proximité de Pointe-à-Pitre. Une expérience à vivre en famille grâce aux réductions (jusqu'à 50 %) consenties aux enfants. L'occasion aussi de visiter cette île où cohabitent moulins à vent, champs de canne, forêt tropicale et volcans. Compter 8 290 francs par personne pour un forfait de 9 jours/7 nuits (du 23 février au 3 mars) avec l'avion et l'hébergement en chambre double et demi-pension.

* Renseignements dans les agences de voyages et au 01-44-11-11-50.

■ LA FLORIDE EN FAMILLE. Baptisé « Florida Fun », l'itinéraire proposé par Jumbo Voyages permet de découvrir, en 8 jours/7 nuits, les diverses facettes de « l'État du soleil », avec, notamment, des étapes à Miami, Key West, Naples et Orlando, ce qui permet de visiter le parc des Everglades, les plages de Fort Myers, Cap Canaveral et, bien sûr, les parcs de loisirs de Disneyworld. Destinée aux familles, la formule comprend la gratuité de l'hébergement pour un ou deux enfants de moins de dix-huit ans partageant la chambre de deux adultes (2 704 francs). Pour un adulte (base 2 adultes et 2 enfants), compter 4 450 francs pour le vol (Continental Airlines), une voiture en kilométrage illimité avec assurance LDW et l'hébergement en hôtel standard, sans les repas. Jusqu'au 31 mars, départs quotidiens de Paris avec acheminements possibles de province (à partir de 650 francs).

* Renseignements dans les agences de voyages et chez Jumbo/Jet Tours au 01-46-34-19-79.

■ TROPHÉE DE L'IRLANDE. Pour la huitième année, l'Office du tourisme irlandais organise une compétition de golf dont la finale aura lieu, du 7 au 11 octobre, sur trois parcours réputés du sud-est de l'île : Mount Juliet, Ross-lare et Saint Helen's Bay. Les phases éliminatoires se dérouleront en deux temps : le dimanche 15 mars sur soixante-douze golfs répartis dans toute la France, puis, pour les qualifiés, d'avril à juin, dans le cadre de douze finales de ligue au terme desquelles les vainqueurs des différentes séries participeront à un tirage au sort.

* Renseignements et liste des golfs participants à l'Office du tourisme irlandais, 33, rue de Miromesnil, 75008 Paris, tél. : 01-53-43-12-12.

■ ÉGLISES FORTIFIÉES. Région frontalière, la Meuse possède un des plus riches patrimoines d'églises fortifiées de France : plus d'une centaine répertoriées, dont soixante-huit encore pourvues d'éléments de défense, à l'instar de Vertuzey, Ribeaucourt ou Saint-Pierre-Villers. Installé dans la monumentale citadelle de Montmédy, le Musée de la fortification accueille, jusqu'en novembre, une exposition (adultes 25 francs, enfants 12 francs) consacrée à ce patrimoine méconnu, riche d'enseignements sur l'organisation de la défense des villages au Moyen Âge. Constituée de photos, de maquettes, de plans et de documents d'archives, elle permet de mieux comprendre le rôle des églises, qui, à cette époque, n'étaient pas uniquement des lieux de culte, mais remplissaient diverses fonctions où se mêlaient le sacré et le profane. De vénérables édifices à découvrir.

* CDT, hôtel du département, 55012 Bar-le-Duc Cedex, tél. : 03-29-45-78-40.

■ VOYAGES DE RÊVE. Un titre à l'eau de rose (*Voyages de rêve*), un sous-titre accrocheur (*Les Plus Belles Destinations du monde*), un avant-propos ampigourique et des photos plutôt stériles. On pouvait craindre le pire. Ex pourtant, le cocktail concocté par un quatuor d'auteurs britanniques se laisse déguiser par plaisir, nonobstant des illustrations aussi « plates » que les textes qui les accompagnent. Au-delà d'une classification et d'une sélection quelque peu érotiques, reste en effet une belle balade où les stars (Saint-Petersbourg, Venise, Paris, Séville, Prague, Versailles, les chutes Victoria, la baie de Naples, Pétra, Borobudur, Louxor, Chichen Itza, Katmandou) voisinent avec des lieux moins fréquentés : Damas, La Nouvelle-Orléans, Grynholm, Charleston, Dürstein, la région des lacs en Angleterre, le mont Kailash au Tibet, la grotte de Fingal, le Cap Sounion, Cuzco, Samarcande, Kyoto, Shanghai, La Havane. Entre les étapes, des promenades au bord de la Seine ou du Nil, le long de la Route romantique ou de celle de la Soie, à bord de l'Orion-Express ou du Transibérien.

* *Voyages de rêve* (Solar), 224 pages, 186 photos couleurs, 195 francs.

Carnet de route

● **Lectures.** *Oman, chaudière entre sable et mer*, d'André Stevens, livre-album illustré trilingue français-arabe-anglais, 270 p., Terra Incognita, 138.

● **Brusselsseenvoeg**, 3020 Winksele, Belgique ; *Oman et sa renaissance*, de Donald Hawley, 260 p., édition francophone illustrée, Stacey International, 128 Kensington Church Street, Londres W8 4BH ; *Oman, vingt-cinq siècles de récits de voyage*, de Xavier Béguin-Billecoco, 300 p., livre-album illustré bilingue

français-anglais, éd. Relations internationales et culture, 5, rue de l'Assomption, 75016 Paris.

● **Site.** Musée franco-omanais (Beyt Fransa), Vieux-Mascate.

● **Voyagistes.** Sindbad (tél. : 01-43-38-19-94), une semaine en Oman : 10 000 francs (13 400 francs avec une nuit au Boustan). Explorator (tél. : 01-53-45-85-85), « Déserts et jardins en Oman » : 11 200 francs, pour 10 jours.

● **Visas.** Mascate demande aux étrangers un *no objection certificate* délivré contre 250 francs par ses consulats (à Paris, tél. : 01-47-23-01-63).

La pêche à la mouche

Les passionnés de la pêche à la mouche (plus de 70 000 en France dont 20 000 assidus) ont rendez-vous aux portes de Paris, à Pantin (Seine-Saint-Denis), au Centre international de l'automobile (25, rue Honoré d'Estienne d'Orves, métro Hoche), où se tient, du vendredi 6 au dimanche 8 février, de 10 heures à 19 heures, un salon entièrement consacré à ce loisir. Sur place fabricants, clubs et associations, guides de pêche, démonstrations et essais de cannes, ateliers divers, vente aux enchères de matériels anciens, etc.

Longtemps perçue comme une activité élitiste nécessitant de longues années d'apprentissage, la pêche à la mouche s'est largement démocratisée. Côté

matériel, l'apparition du carbone a brisé le monopole des coûteuses cannes en bambou refendues. On peut s'équiper pour environ 1 000 francs et s'initier, en deux ou trois séances, aux rudiments du lancer. Au bois de Boulogne, par exemple, où, d'octobre à la fin mars, le Club mouche de l'Île-de-France (cotisation annuelle, 400 francs) organise, les samedis et dimanches matin, des cours gratuits (matériel fourni, cotisation annuelle, 400 francs) organisés, les samedis et dimanches matin, des cours gratuits (matériel fourni, cotisation annuelle, 400 francs) organisés, les samedis et dimanches matin, des cours gratuits (matériel fourni, cotisation annuelle, 400 francs).

Ludique et esthétique, cette pêche symbolise aujourd'hui, surtout aux États-Unis (6 millions d'adeptes !), un art de vivre « écolo » illustré par le film de Robert Redford, *A River runs through it* (*Au milieu coule une rivière*). Respect de la nature et respect d'un adversaire que, la plupart du temps, on relâche, expliquent la séduction opérée par cet « art de l'artifice » également très prisé par la gent féminine à l'intention de laquelle on organise, comme au Manoir de Tarperon (tél. : 03-50-93-83-74), des stages sur mesure. Un engouement qui, en raison de la raréfaction du poisson, justifie la floraison de réservoirs aménagés pour une pêche en eaux closes qui s'affirme l'égalité de la pêche en eaux vives.

Parmi les bons coins, citons le parcours de 20 kilomètres de l'amberge du Moulin du Plain (tél. : 03-81-44-41-99), sur le Haut-Doubs (la Meuse des moucheurs) et, dans la même région, celui de Cléron (hôtel de la Poste, tél. : 03-81-62-21-05). En Bretagne, le parcours de la société de pêche de l'Elorn (tél. : 02-98-25-12-86). A consulter, le Guide des gîtes et logis de pêche (tél. : 01-49-70-75-75) et les brochures des organismes touristiques régionaux et départementaux. A l'étranger, les moucheurs privilégient l'Irlande (Office du tourisme, 33, rue de Miromesnil, 75008 Paris, tél. : 01-53-43-12-12), la Russie où la péninsule de Kola, réputée pour ses saumons (3 600 à 5 200 dollars la semaine, soit environ 21 600 à 31 200 francs, de juin à octobre) et ses truites fario (1 900 dollars

la semaine), est programmée par le suédois Loop Tackle design (tél. : 00-46-8540-680-00), l'Islande où les meilleures rivières à saumons (de 3 000 à 9 000 dollars pour six jours) sont proposées par Angling Club Lax-A, à Reykjavik (tél. : 00-354-553-2295) et le Québec où un guide français, Emmanuel Gladiel, (tél. : 04-71-76-43-00), emmène ses clients « pêgner » les rivières à saumons de Gaspésie (6 000 francs, quinze jours avec équipement et hébergement). A consulter, les brochures d'Havas Voyages (26, avenue de l'Opéra, 75007 Paris, tél. : 01-53-29-40-01), de Jet Tours chasse et pêche (19, avenue de Tourville, 75007 Paris, tél. : 01-45-50-70-75) et d'Orchape (6, rue d'Armaillé, 75017 Paris, tél. : 01-43-80-30-67).

Patrick Francès

3615 TRAVEL TOUR
(223 Fm) - Tél. 01 53 20 46 56

SENEGAL 8 jours/7 nuits vol + transfert + hôtel 3* + petit-déjeuner	3 990 Frs
BALI 10 jours/7 nuits vol + transfert + hôtel 4* + petit-déjeuner	5 850 Frs
VENISE 13 jours/12 nuits vol + transfert + hôtel 3* + petit-déjeuner + dîner du 14/02 inclus	3 480 Frs
PEKIN 10 jours/9 nuits vol + transfert + hôtel 3* + petit-déjeuner	2 868 Frs
LOS ANGELES 10 jours/9 nuits vol + transfert + hôtel 3* + petit-déjeuner	2 720 Frs

Des milliers d'offres de vols réguliers ou charter de province et de Paris. Consultations et réservations en temps réel. 99, rue La Fayette - PARIS 10ème.

Directours

MARRAKECH 8j : 2 980 F
HOTEL TIKIDA GARDEN 4*
vol + 1/2 pension chambre double en février. (1402€ + 300 F).

NEW YORK 8j : 2 520 F
vol régulier + hôtel 4* Manhattan
prix base 4 en 1 chambre à 2 grands lits. Base 2 : 300 F.

Réduction enfants
Brochure gratuite au 01.45.62.62.62
en province 08.01.63.75.43
Midi 3615 Directours 1.29 Fm

VOYAGEZ MOINS CHER !

Vois, Séjours, Croisières
Nouvelles offres chaque jour :
3617 ON SOLDE

PARC DU QUEYRAS
(300 jours de soleil)
piscine, tennis, bain, jeux d'enfant
hébergement : Hôtels 2 ou 3*
résidence hôtel ou studios

St-Vrain : plus haute commune
2040 m, site classé, chalets du XVIIIe
Auroux : 1800 m au pied du fameux col de l'Arard

1/2 pension de 256 à 315 F/jour
général de 317 à 376 F/jour
résidence à partir de 800 F/semaine
Tél. 04.82.45.82.62
Se recommander du "Monde"

DE NOEL A PAQUES
SKI ET SOLEIL EN SUISSE
loin de la cohue des villes
Tél. 00 41 27 783 11 22
Fax 00 41 27 783 10 89

Un HÔTEL-CLUB™ où vous êtes reçus en amis. Ambiance amicale et sportive. Animation choisie. SKI ALPIN et FOND. Aventureux, RAQUETTES, 7 J. pers. complète dès 2 295 FF. Réductions et gratuités enfants. Mini-Club enfants gratuit.

HÔTEL-CLUB SUNWAYS™ (80 places)
1938 CHAMPEX Valais Suisse

3615 D'ALBA

Singapour 3 920 Frs
Vol + 3 nuits en petit-hôtel + Transferts

Thaïlande - Phuket 5 300 Frs
Vol + Transferts Hôtel 4* Luxe avec petit-déj.

Bali 5 850 Frs
Vol + 1/2 P. Hôtel 5* + Transferts dép. 1402

Istanbul Spécial St Valentin 2 970 Frs
Forfait spécial incluant 1 dîner aux chandelles

Chaque semaine retrouvez la rubrique "EVASION" - renseignements 01.42.17.39.40 (Fax 01.42.17.39.25)

On-Rise tourisme

PRAGUE (Week-End)
3 jours/2 nuits. Vol + Hôtel 3* en Péninsule
GRECE (15/22 Février) 3 260 Frs
99€. Vol + Hôtel 4* en 1/2 P. + Loc. voiture

SENEGAL 3 990 Frs
8 jours/7 nuits. Vol + Hôtel 3* en Petit-Cap
VIETNAM (à venir) 9 230 Frs
12 jours. Vol + Croisière en Péninsule Complexe

3615 OLT
01.47.42.26.37

ADVANCE TOULOUSE

Paris-Buenos-Aires
Hiver 3 640 F NR
Printemps 5 150 F NR

2 000 destinations
sur vols réguliers

Midi 3615 ADVANCE, 625 Fm
Tél. 01 53 53 57 57

VOYAGER MOINS CHER
VOYAGER MEILLEUR
ACHETER D'AVANCE

GÎTES DE FRANCE en HAUTE-GARONNE

C'est TOULOUSE, les PYRÉNÉES, la GARONNE, le CANAL du MIDI...

CATALOGUE GRATUIT sur simple demande au :

Relais des Gîtes de France de la Haute-Garonne
14, rue Bayard - BP 845 - 31015 Toulouse Cedex 06
Tél. : 05 61 99 70 60 - Fax : 05 61 99 41 22

Chaque semaine retrouvez la rubrique "EVASION" - renseignements 01.42.17.39.40 (Fax 01.42.17.39.25)

Un temps froid et ensoleillé

UN ANTICYCLONE se maintient du proche Atlantique à la France, jusqu'aux pays de l'Est. Il protège notre pays des perturbations atlantiques, qui sont rejetées au nord des Britanniques.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Du Finistère à la Normandie, le ciel sera gris le matin, avec quelques brouillards, puis l'après-midi, le soleil fera de timides apparitions. Ailleurs, la journée sera ensoleillée. Il fera 6 à 8 degrés l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Sur le Centre, le soleil sera dominant. Ailleurs, le ciel sera le plus souvent couvert le matin, avec des nuages bas et de fréquents brouillards, parfois givrants. L'après-midi, de timides éclaircies se dessineront, surtout de l'Ile-de-France à la Haute-Normandie. Les températures maximales avoisineront 3 à 6 degrés.

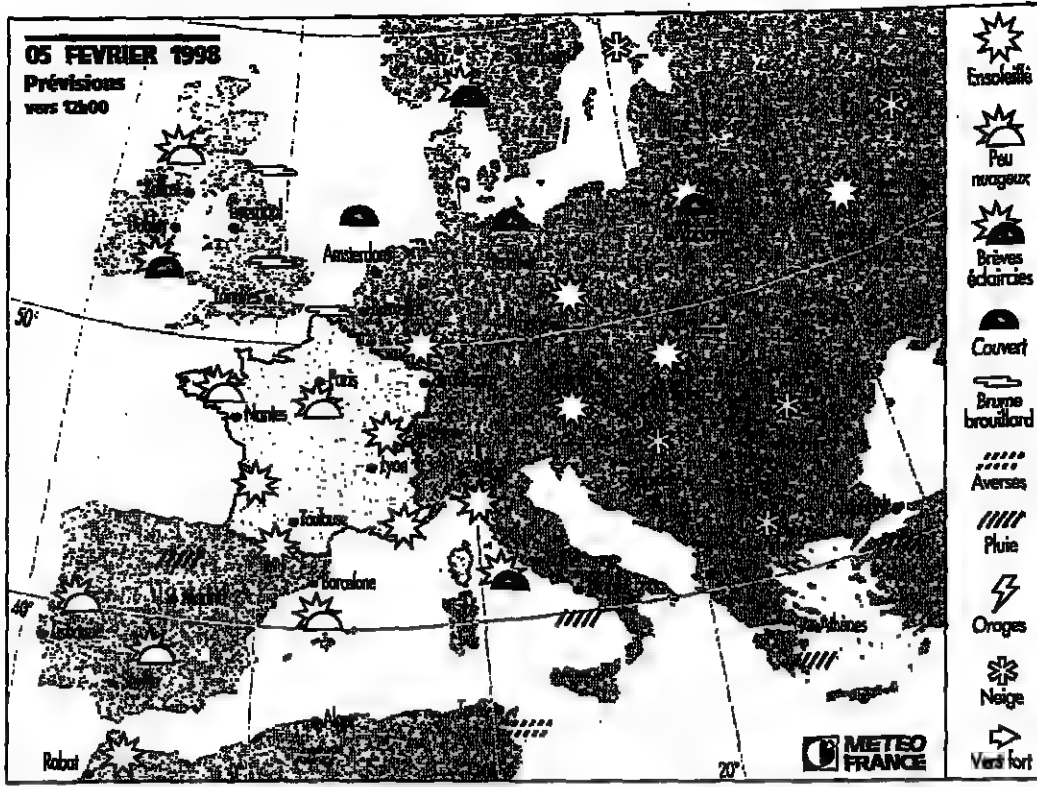
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Après dissipation de quelques

brouillards givrants, le temps sera bien ensoleillé. Il fera encore froid au lever du jour, avec -6 à -10 degrés, puis l'après-midi le thermomètre marquera 0 à 3 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Il faudra se méfier des brouillards fréquents formés au lever du jour. Ils se dissiperont en fin de matinée pour laisser place à un après-midi bien ensoleillé. Les températures maximales avoisineront 7 à 11 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur Rhône-Alpes, le ciel sera très nuageux en plaine le matin, avec quelques brouillards givrants. L'après-midi, la grisaille persistera par endroits dans les vallées, mais le soleil se montrera généreux en général, avec un beau ciel bleu en montagne. Ailleurs, le temps sera beau. Il fera 10 à 6 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - La journée s'annonce ensoleillée sur l'ensemble des régions. Les températures avoisineront 10 à 14 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Fin officielle, le 3 février, sur décision du tribunal de commerce de Nanterre, de l'activité du voyageur Mondial Tours, connu sous la marque KeyVacances. (Lire page 17.)

■ **INDONÉSIE.** A partir du 22 avril, la compagnie autrichienne Lauda Air proposera, chaque mercredi, au départ de Paris-CDG, Nice et Genève via Vienne et Bangkok, un vol à destination de Denpasar, en Indonésie. Le retour les jeudis. Renseignements : 01-55-60-43-30.

■ **ÉGYPTE.** Reprise le 7 février des vols Corsair (Nouvelles Frontières) sur Louxor (de Paris, Marseille et Lyon, 1900 F) et Charm el-Cheikh (de Paris, 1975 F), chaque samedi (tel. : 08-03-33-33).

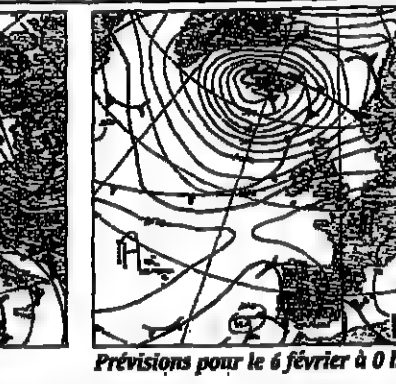
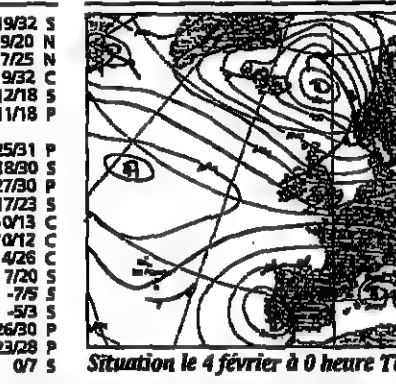
■ **CONGO.** L'épidémie de choléra qui sévit depuis novembre 1997 à Pointe-Noire et ses environs a fait 83 victimes sur 445 cas enregistrés.

PRÉVISIONS POUR LE 05 FÉVRIER 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	11/2 S
AIACCO	4/13 S	NANTES
BIARRITZ	2/9 S	NICE
BORDEAUX	0/8 S	PARIS
BREIST	-10/1 S	PAU
CAEN	1/7 N	PERPIGNAN
CHERBOURG	2/6 N	RENNES
CLERMONT-F.	-17/1 N	ST-ETIENNE
DIJON	-10/1 S	STRASBOURG
GRENOBLE	-6/2 S	TOULOUSE
LILLE	-1/5 N	TOURS
LYON	-3/6 S	VALENTIGNEY
MARSEILLE	-3/2 N	FORT-DE-FR.
	2/11 S	NOUMEA

PAPEETE	27/31 C	KIEV	-4/1 S	VENISE	-3/8 S	LE CAIRE	19/32 S
POINTE-A-PIT.	23/30 N	LISBONNE	9/14 N	VIENNE	-8/3 S	MARRAKECH	9/20 N
ST-DENIS-RE.	27/31 C	LIVERPOOL	5/9 C	AMSTERDAM	21/31 N	NAIROBI	17/25 N
EUROPE	3/3 C	LONDRES	0/3 C	BRASILIA	16/23 S	PRETORIA	19/23 C
AMSTERDAM	11/16 P	LUXEMBOURG	-4/1 S	BUEENOS AIRES	16/23 S	RABAT	17/18 S
ATHENES	8/13 N	MADRID	7/11 P	CARACAS	25/32 S	TUNIS	11/18 P
BELFAST	4/9 N	MILAN	-2/10 S	CHICAGO	-3/2 C	ASIE-OCEANIE	
BERLIN	0/2 C	MOSCOW	-12/4 S	LIMA	24/30 C	BANGKOK	25/31 P
BERNE	-7/3 S	MUNICH	-1/1 S	LOS ANGELES	10/15 S	BOMBAY	18/30 P
BRUXELLES	1/3 C	NAPLES	6/11 P	MEXICO	5/20 S	CHICAGO	27/30 P
BUCAREST	-6/3 S	OSLO	-3/1 S	MONTREAL	-12/4 S	DURAI	17/23 S
BUDAPEST	-5/4 S	PALMA DE M.	10/15 S	NEW YORK	3/4 P	HANOI	10/13 C
COPENHAGUE	4/8 N	PRAGUE	-6/3 S	SAN FRANCISCO	11/14 P	HONGKONG	10/13 C
DUBLIN	4/9 S	ROME	2/10 N	SANTIAGO-CHI	12/24 C	JERUSALEM	14/26 C
FRANKFORT	2/4 S	SEVILLE	10/15 N	TORONTO	-8/4 S	NEW DELHI	7/20 S
FRANKFORT	2/4 S	SOFIA	-11/2 S	WASHINGTON	3/5 P	PEKIN	-3/3 S
ISTANBUL	5/11 P	ST-PETERSBURG	-11/2 S	ALGER	10/16 P	SINGAPOUR	26/30 P
		TENERIFE	14/17 N	DAKAR	24/29 S	SYDNEY	23/28 P
		VARSOVIE	-4/2 S	KINSHASA	24/33 N	TOKYO	0/7 S

FRANCE métropole	NANCY	11/2 S
AIACCO	4/13 S	NANTES
BIARRITZ	2/9 S	NICE
BORDEAUX	0/8 S	PARIS
BREIST	-10/1 S	PAU
CAEN	1/7 N	PERPIGNAN
CHERBOURG	2/6 N	RENNES
CLERMONT-F.	-17/1 N	ST-ETIENNE
DIJON	-10/1 S	STRASBOURG
GRENOBLE	-6/2 S	TOULOUSE
LILLE	-1/5 N	TOURS
LYON	-3/6 S	VALENTIGNEY
MARSEILLE	-3/2 N	FORT-DE-FR.
	2/11 S	NOUMEA



JARDINAGE

Un petit tour dans les catalogues

AVEC LEURS COULEURS saturées, parfois mensongères, leurs descriptions tartarinesques, leurs conseils de cultures farfelus, les catalogues de vente par correspondance des grandes sociétés néerlandaises auront grugé pas mal de jardiniers débutants ces trente dernières années. D'autant que la qualité, la force des végétaux vendus n'étaient pas toujours à la hauteur. Plus gentiment, notons qu'il fallait parfois beaucoup d'imagination pour voir l'arbre dans une tige haute de 25 centimètres. En tout cas être patient.

Chèvrefeuilles et mimosas

Dans son numéro de février, le mensuel *Mon Jardin et ma maison* consacre un dossier aux lianes. Derrière ce nom latin se cache la grande famille des chèvrefeuilles. Lianes volubiles, arbustes, persistants, caduques, parfumés ou pas, ils sont presque tous là, décrits par le menu, photographiés. Dans le même numéro, quatre pages sur le mimosa d'hiver et six pages qui recensent des arbustes à fleurs au feuillage décoratif.

Bruyères arbustives, andromèdes, céanothes, escallonia, convolvulus, berberis, raphiolepis, skimmias... y sont décrits de façon si juste et précise que l'on rêve un jour que les catalogues de vente par correspondance s'inspirent d'un tel modèle.

* *Mon Jardin et ma maison*, février 1998. 30 F. Tél. : 01-41-10-13-00.

Les choses ont quelque peu changé. Nos voisins ont fait des efforts pour aller vers plus de vérité dans les descriptions, les couleurs et la qualité. Ils sont cependant sérieusement concurrencés par quelques producteurs et revendeurs français dont les catalogues... ressemblent parfois à ceux à propos desquels nous chipotons.

C'est le cas par exemple de celui des établissements Jacques Brillant. Mise en page sommaire, couleurs un peu « flash », descriptions parfois précises, parfois lacunaires - notamment pour la résistance au gel. Il n'empêche que ce catalogue a été le premier à proposer un orme résistante à la graphiose - il s'appelle d'ailleurs résista - et des pyracanthas ne risquant pas de se dessécher en une année, victimes de ce feu bactérien qui empoisonne tant de régions de France. Cette année, les amateurs pourront y acheter l'authentique violette de Toulouse, Double, délicieusement parfumée, cette plante avait failli disparaître après avoir été cultivée en grande quantité pour le plus grand bonheur des amoureux.

Partant de quelques pieds plutôt mal en point, l'institut de la recherche agronomique a réussi à régénérer cette plante, à la débarrasser de la virose qui l'avait frappée. En sorte que cette fleur vraiment belle est de nouveau accessible à tout un chacun. Si vous cherchez un gommier du Brésil - une sorte de « rhubarbe » dont les feuilles atteignent 2 mètres d'envergure - c'est là aussi qu'il faudra commander. Des bruyères arbustives, un rhododendron des Alpes, des véroniques arbustives, un grenadier à fleurs doubles (m'sieur Brillant

pourrait dire qu'il est gélf, un murier à feuilles de platane, un kaki ? Là encore et pour des tarifs plutôt doux et une qualité de plantes qui ne nous a pas déçus quand nous avons passé commande.

Le catalogue Delbard (le même est aussi propagé sous son nom, par l'hebdomadaire *Rustica*) est beaucoup plus chic. Belles couleurs, belle mise en page, descriptions fiables et... pour la première fois dans un catalogue de grande diffusion, l'apparition de notre chouchou, le *poncirus trifoliata*. Très difficilement achetable jusque-là, bien qu'il serve de porte-greffe pour la quasi-totalité des agrumes vendus en France, le citronnier du Japon (qualifié d'« orange » non gélf dans ce catalogue et crédité d'un parfum que les notes n'ont pas) est un arbuste à feuilles caduques, aussi magnifiquement méchant. Attention ! Ses épines sont vraiment dangereuses, ce qui devrait en faire une plante de choix pour la constitution de haies défensives. Il ne sera pas nécessaire de tailler souvent vu que sa croissance est lente.

C'est également chez Delbard qu'il faudra choisir ses arbres fruitiers. La qualité des variétés de pommiers et de poiriers présentés (dont la sublime pomme Delbard jubilé) se conjugue chez ce producteur avec celle des formes pro-

Les amateurs pourront acheter cette année dans le catalogue de Jacques Brillant l'authentique violette de Toulouse

posées : scion, gobelet, cordon, palmette double, demi-tige et tige toujours greffées sur le porte-greffe le plus adapté. C'est là aussi que les amateurs d'abricots habitant des régions où printemps capricieux pourront trouver l'abricotier qu'il leur faut. Les amateurs de plantes nou-

velles pourront aussi dénicher dans ce catalogue quelques-unes des merveilleuses variétés de pépinières Hillier de Grande-Bretagne, par exemple un sophora persistant originaire du Chili dont la description et la photo font rêver : floraison en avril-mai, grandes grappes de fleurs jaunes regroupées au bout des branches. Un rêve raisonnable : 149 francs le pied. Dans la même publication, nous avons repéré le *cordylis flexuosa*, une plante d'un bleu gentiane absolument sublime et d'une facilité de culture indéniable. Plus facile que celle du pavot bleu de l'Himalaya que l'on trouve trois pages plus loin, plus facile aussi que celle des gentianes alpines présente dans les pages suivantes.

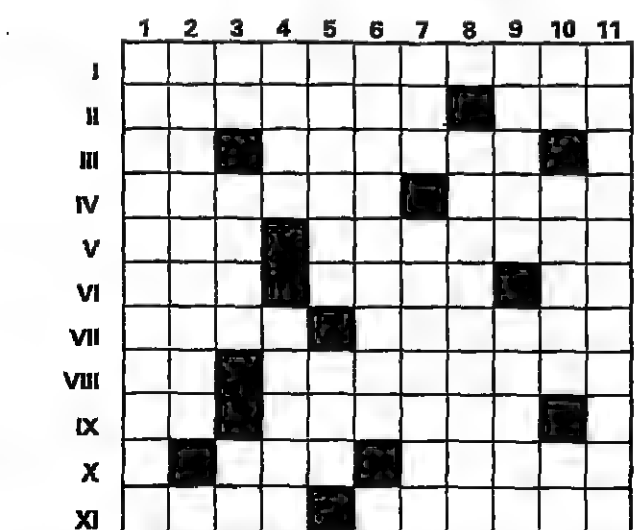
Alain Lompech

* Pépinières Jacques Brillant, 49486 Saint-Sylvain-d'Anjou Cedex, Tél. : 02-47-37-66-11. Minitel 3514 JACBRILLANT.
* Catalogue Delbard-Rustica, 6, rue Laferrière, 75311 Paris Cedex 09. Tél. : 01-44-53-73-67. Télécopie : 01-44-53-73-53.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98031

3615 LEMONDE, tapez SOS (2.23 Fmin).



HORIZONTALEMENT

I. Ses moustaches sont des barbillons. - II. A éviter chemin falsant. Au départ d'une longue liste. - III. Note. Pour hisser le pavillon. - IV. Sans aucune connaissance. Plus vive

quand elle est bleue. - V. Gardien des anneaux. Ramasse un maximum. - VI. Sans aucune fantaisie. Atteint des sommets. Plonge dans la mer du Nord. - VII. Protecteur du foyer. Qualité aujourd'hui disparue. - VIII.

Personnel. Assure la durée. - IX. Met en dehors. Sans aucune valeur. - X. S'attrape sur mer comme au ciel. Garer n'importe comment. - XI. Faire l'âne. Attendu avec confiance.

VERTICALEMENT

I. Les pépins ne semblent pas lui poser de problèmes. - 2. Ne doivent rien aux autres. - 3. Dans le coup. Petit sur le zinc. Personnel. - 4. Fléau contemporain. Levier pour l'artilleur. - 5. Abris de jardin. Dialecte du Nord. - 6. Belle des Mille et Une Nuits. - 7. Bien arrivés. Permettent de reconduire sans problème. - 8. Colle à la peau. - 9. Accueils défavorables. Pour une dernière mise en boîte. - 10. Fête au départ. Détruisez. Grade. - 11. Au ras des pâquerettes.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98030

HORIZONTALEMENT
I. Anabolisant. - II. Conatives. - III. Ut. Tête. Spa. - IV. Pubère. Paim. - V. Ollé. Relies. - VI. Né. Cilas. - VII. Téléscope. - VIII. TAT. Inox. - IX. Epicurien. - X. Ure. Suprême. - XI. Restes. Seul.

VERTICALEMENT

I. Acuponcteur. - 2. Notule. Apre. - 3. An. Blotties. - 4. Bâtée. - 5. Oter. Clause. - 6. Lierie. Rus. - 7. Ite. Ers. Ip (pl.). - 8. Se. Placiers. - 9. Assaison. née. - 10. Pie. Pô. Mu. - 11. Trans. sexual.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1774

LE TOURNANT D'HAMMAMET

La dernière Bermuda Bowl, en novembre 1997, a vu la belle victoire de l'équipe de France. Voici une donne qui a fait pencher la balance en sa faveur dans la finale contre les Américains.

♠ DV7	♥ DV7	♦ DV7	♣ DV7
♠ DV5	♥ DV5	♦ DV5	♣ DV5
♠ DV5	♥ DV5	♦ DV5	♣ DV5
♠ DV5	♥ DV5	♦ DV5	♣ DV5
♠ DV5	♥ DV5	♦ DV5	♣ DV5
♠ DV5	♥ DV5	♦ DV5	♣ DV5
♠ DV5	♥ DV5	♦ DV5	♣ DV5
♠ DV5	♥ DV5	♦ DV5	♣ DV5
♠ DV5	♥ DV5	♦ DV5	♣ DV5
♠ DV5	♥ DV5	♦ DV5	♣ DV5

Est don. Tous vul.

Ouest	Nord	Est	Sud
Mari	Rodwell	Lévy	Meckstroth
1 ♠	1 SA	1 ♠	1 ♠
contre	2 SA	contre	2 ♠
contre	2 SA	contre	2 ♠
contre	2 SA	contre	2 ♠

Christian Mari, en Ouest, entama le 3 de Trèfle pour l'As d'Alain Lévy, qui joua son As de Pique et joua Trèfle pour le Roi d'Ouest; celui-ci contre-attaqua Carreau. Jeff Meckstroth fournit le Valet, qui resta maître. Comment aurait-il dû jouer pour gagner TROIS CŒURS contrés ?

Réponse

Le déclarant aurait pu réussir son contrat grâce à un jeu de raccourcissement en partant du principe qu'Est devait détenir quatre atouts (sans doute par As Valet 9) pour justifier son contre. En main au mort, il aurait dû jouer le 5 de Cœur pour le 8 avant de remonter au mort par la Dame de Carreau pour couper un Trèfle; ensuite, il devait rejouer Roi puis Dame de Pique, et le dernier Trèfle aurait été coupé. Est n'ayant plus que trois atouts, Sud aurait alors joué atout pour le Roi et l'As, et Est se serait jeté dans la fourchette Dame-10 de Cœur.

Meckstroth ne trouva pas la bonne ligne de jeu. A la cinquième levée, il coupa un Trèfle, puis joua Cœur pour le Roi. Lévy prit de l'As et contre-attaqua Carreau. Ne s'étant pas assez raccourci, Sud, avec ses trois atouts (Dame 10 8), dut se jeter vers les trois Cœurs d'Est (Valet 9 2), et il chuta ainsi d'une levée.

Sur cette donne, les Américains perdirent 7 IMPs, car, en salle fermée, Freeman, en Est, avait chuté deux Trèfles contre Chémela-Petron en Nord-Sud.

UNE SPECTACULAIRE PRÉCAUTION

La donne suivante a été publiée par l'expert américain R. Blau dans *Bridge World Magazine*.

♠ 873	♥ R 65	♦ R 7	♣ DV742
♠ DV742	♥ DV742	♦ DV742	♣ DV742
♠ DV742	♥ DV742	♦ DV742	♣ DV742
♠ DV742	♥ DV742	♦ DV742	♣ DV742
♠ DV742	♥ DV742	♦ DV742	♣ DV742
♠ DV742	♥ DV742	♦ DV742	♣ DV742
♠ DV742	♥ DV742	♦ DV742	♣ DV742
♠ DV742	♥ DV742	♦ DV742	♣ DV742
♠ DV742	♥ DV742	♦ DV742	♣ DV742
♠ DV742	♥ DV742	♦ DV742	♣ DV742

Ann. : S. don. N-S. vul.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	2 ♠	2 ♠	2 ♠
4 ♠	contre	contre	contre

Ouest a entamé l'As de Carreau pour le 10 d'Est et a continué Carreau. Comment Sud aurait-il dû jouer pour gagner QUATRE CŒURS contre toute défense ?

COURRIER DES LECTEURS

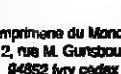
Assurance tous risques (n° 1755). - Pour le docteur J.-G. R., « on ne pouvait pas, à la fin, rejeter dans coupe et défausse, car il n'y avait plus d'atout au mort ». Mais il a mal compté les atouts. Le Roi de Pique avait été joué, puis on était remonté au mort par le Valet, et... il restait le 3.

Philippe Brugnol



Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administrateur.

ISSN 0243-1037

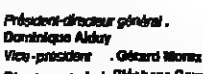


Imprimé au Monde 12, rue M. Gumbourg 94082 Ivry cedex



21bis, rue Claude-Bernard - BP 213 75226 PARIS CEDEX 03

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26



Président-directeur général : Dominique Aldon

Vice-président : Gérard Horne

Directeur général : Stéphane Cornu

CINÉMA Quatrième film américain de Costa-Gavras, *Mad City* s'attaque aux médias, leur corruption, leur capacité à détruire un individu ou à le remettre en selle. Or ce sujet

frappe par sa frilosité devant les limites sans cesse franchies par les grands networks américains. Mais cette désuétude fait paradoxalement tout son intérêt. ● DANS UN ENTRE-

TIEN au Monde, le réalisateur explique comment il en est venu à traiter de cette dérive de l'information dans un pays où les médias bénéficient, dit-il, d'une sorte

d'impunité. ● AUX ÉTATS-UNIS, la critique a sévèrement accueilli le film. ● PARMI LES AUTRES SORTIES de la semaine, Ossos, du jeune Portugais Pedro Costa, est une nouvelle varia-

tion sur le trajet de vie à trépas. Mère et fils, du Russe Alexandre Sokourov, un cinéaste qui ne raconte pas d'histoire, travaillant sur le temps et la matière même des images.

Costa-Gavras s'attaque à la frénésie médiatique

Mad City. Le quatrième film américain du réalisateur de « Z » dénonce la corruption des médias et leur capacité à détruire un individu ou à le remettre en selle. Mais il frappe par sa frilosité devant les limites sans cesse franchies par les grands networks

Film américain de Costa-Gavras. Avec Dustin Hoffman, John Travolta, Mia Kirshner, Alan Alda. (1 h 53.)

Quatrième film américain de Costa-Gavras, après *Missing*, *La Main droite du diable* et *Muscle Boy*, *Mad City* est dû à un cinéaste qui a toujours utilisé le système hollywoodien pour poser un regard critique sur l'Amérique. *Missing* et *La Main droite du diable*, consacrés aux groupes d'extrême droite, montraient une démocratie américaine minée de l'intérieur, confrontée à ses contradictions, que seul un Européen pouvait cerner avec toute la subtilité nécessaire. *Mad City* traite d'un sujet à la mode : l'envahissement des médias, leur corruption, leur capacité à détruire un individu ou à le remettre en selle. Or, ce sujet frappe par sa frilosité devant les limites sans cesse franchies par les grands networks américains. *Mad City* n'anticipe rien, c'est déjà un film vieux. Mais cette désuétude fait paradoxalement tout son intérêt.

Max Brackett (Dustin Hoffman), un journaliste de la télévision, en disgrâce avec la direction de sa chaîne, en est réduit à des petits reportages minables auxquels il ne se résout pas. Il est envoyé dans un

milieu d'histoire naturelle d'une bourgade californienne, lorsque son fils Sam Bally, un ancien employé d'urgence (John Travolta), licencié par sa directrice, ce désespéré qui demande sa réintégration perd le contrôle de lui-même et blesse par accident le gardien noir avec lequel il faisait équipe. Il prend alors en otage un groupe d'enfants, leur accompagnatrice et la directrice. Persuadé de tenir un scoop, Brackett demande à son assistante, restée près du camion régie, d'alerter la chaîne, de manière à transformer un fait divers local en drame national. Il cherche à sympathiser avec Sam Bally, en gagnant sa confiance, de manière à mieux dépeindre son drame aux millions de spectateurs.

TOUS OBÉISSANTS

Il n'y a pas de salade dans *Mad City*. C'est l'élément le plus troublant du film de Costa-Gavras : tous ses personnages obéissent à une autorité toujours plus importante qu'eux qui couvre leurs écarts. Brackett manipule son preneur d'otages en lui indiquant comment apparaître en martyr de la société, pour profiter de la chance unique qui lui est offerte de sortir du placard dans lequel il est enfermé. Le présentateur vedette de la chaîne (Alan Alda) cherche au contraire à donner l'image d'un Sam Bally psycho-



Costa-Gavras sur le tournage de « Mad City ».

pathe, plus à même d'effrayer le spectateur et d'effacer toute ambigüité, gage d'un meilleur taux d'audience : il a à se venger d'avoir été humilié en direct quand il interviewait Brackett juste après l'accident du Boeing de la TWA. La

jeune assistante de Brackett tombe peu à peu dans les pièges de l'information spectacle, s'ouvrant des confidences plus ou moins exactes de la mère de Sam Bally, avec la promesse d'une promotion en cas de réussite. Bally lui-même finit par se

conformer aux exigences des médias, répondant bêtement aux questions qui lui sont posées en direct, au nom de cette minute de célébrité à laquelle tout anonyme semble un jour avoir droit.

Les éléments les plus inquiétants

Samuel Blumenfeld

Costa-Gavras, cinéaste

« Beaucoup d'Américains sont prêts à lutter contre les excès du système »

« *Mad City* est-il lié à une actualité récente ou à une dérive de l'information que vous avez depuis longtemps repérée ?

— Je voulais faire ce film depuis des années. L'idée d'un tel projet vient d'un jour où j'étais à l'ambassade de France à Rome avec un journaliste devenu ambassadeur. Ce dernier m'avait expliqué que les nouvelles étaient une marchandise qu'il fallait vendre. Je me suis aperçu qu'à la télévision c'était vraiment le cas. Et il y a eu l'affaire Villemain, et le long feuilleton qui a suivi, la manière dont les journalistes l'ont couvert, leur rapport avec les acteurs du drame. Mais je me voyais mal faire un film sur l'affaire Gregory.

— Les Américains savaient que j'étais intéressé par un film tournant autour de ce problème. On m'a envoyé le scénario de *Mad City*, qui comportait alors plusieurs défauts terribles : le journaliste était un monstre, capable de marcher sur des cadavres pour obtenir son scoop, et le chômeur un sadique qui prenait plaisir à prendre les gens en otage. Le journaliste devait à mes yeux être un véritable être humain avec son éthique. De plus, je ne voulais pas non plus jouer sur le suspense, avec des enfants pris en otage, cela fait trop penser à l'affaire de la maternelle de Neully. L'idée de transformer un chômeur en psychopathe ne me séduisait pas davantage. Enfin, j'ai inséré des éléments incontrôlables, à la manière hitchcockienne. Par exemple, le journaliste va aux toilettes et assiste de là à la prise d'otages. S'il va aux toilettes dix secondes plus tard, il n'y a pas de film. Si les enfants partent cinq minutes avant, non plus.

— Aux États-Unis, on tourne *Mad City* il y a dix ans ?

— Non. Ni il y a dix ans, ni aujourd'hui en France. On n'avait pas atteint de tels excès, il y avait moins de chaînes, les tabloïds vendaient beaucoup moins d'exemplaires.

— Comment vous êtes-vous documenté ?

— J'ai assisté avec Dustin Hoffman à plusieurs conférences de rédaction de journaux télévisés de grands networks. J'ai été très frappé par la présence des camé-

ras automatiques. Le présentateur est seul dans un immense studio, il n'y a personne autour de lui, et les caméras se déplacent sans personne pour les activer. Il fallait pourtant faire attention.

— Quand on voit la manière dont les présentateurs se poudrent, le cirque qu'ils organisent autour d'eux, on peut facilement tomber dans la caricature. Je suis allé à l'extérieur du tribunal où était jugé O. J. Simpson. C'était la foire, il y avait des dizaines de caméras avec des antennes paraboliques, des kilomètres de câbles, des motorhomes. La préparation s'est nourrie de cette hystérie.

— Comment avez-vous été accueilli sur les plateaux de télévision ?

— Très bien. Les Américains ne vous soupçonnent jamais de rien. Ils étaient d'abord contents de nous voir faire un film sur eux. Aux États-Unis, il y a, d'un côté, une philosophie individualiste, et, de l'autre, la dépendance de tous au succès et à l'argent, ce qui crée des réflexes surprenants. Mais on trouve aussi beaucoup de gens prêts à lutter contre les excès du système. Depuis 1969, les Américains n'ont pas arrêté de m'envoyer des sujets, souvent très critiques sur leur propre société. L'accueil réservé à *Mad City* a été parfois curieux, il y a eu beaucoup de tables rondes organisées à la télévision autour des questions soulevées par le film. J'ai pu assister à des réactions agressives, liées parfois au fait que j'étais étranger. Il m'est arrivé de me faire traiter de marxiste, parce que le mot communiste n'existe plus.

— L'une des scènes les plus réussies du film est celle entre John Travolta et Larry King, le célèbre journaliste de CNN, qui remplit parfaitement son rôle dans une scène qui n'est pourtant pas à son avantage.

— Pour rendre l'histoire crédible, il me fallait un journaliste aussi célèbre que Larry King. C'est lui qui a interviewé Karlä Tucker, la jeune femme qui vient d'être exécutée au Texas. Quand je l'ai contacté, il a d'abord demandé à voir un de mes films. Son assistant m'a ensuite rappelé. King est venu au studio, il a trouvé le scénario très bien, et a demandé quelques

petites modifications. Mais je pensais qu'il allait demander de faire couper la scène où une téléspectatrice lui demande pourquoi il est nécessaire de faire parler un criminel, et qu'il répond : c'est par souci d'équité. Avec une telle logique, on peut faire parler tout le monde, des nazis, comme des fascistes. Mais King n'a rien dit. Il a tourné sa scène, touché son cachet, et fait venir Hoffman et Travolta dans son émission au moment de la sortie du film.

— Larry King bénéficie d'une sorte d'impunité. Regardez ce qui se passe avec Clinton. Dan Rather, le présentateur vedette de CBS News, a écrit un article dans *USA Today* où il estime que tout le monde est allé trop loin dans l'affaire Clinton. On a fait la même chose avec l'histoire du type accusé d'avoir foué une bombe à Atlanta pendant les Jeux olympiques. Il a été traité dans la boue puis réhabilité.

— Depuis quand notez-vous cette dérive de l'information aux États-Unis ?

— Lorsque l'accident du Boeing de la TWA est arrivé, je me souviens avoir vu un journaliste américain très célèbre, Brian Campbell, interviewer un garde-côte qui racontait comment il avait ramassé des morceaux de cadavres. La même semaine, dans *Newsweek* apparaît sur une colonne un papier décrivant par le menu les différents organes flottant sur la mer. Je me suis inspiré de cet article pour le début de *Mad City*.

— La dérive journalistique, c'est un petit peu la politique des petits pas. Dans l'affaire Clinton, l'histoire du sperme sur la robe de Monica Lewinsky est d'abord apparue sur Internet. Tout le monde a repris l'information sans la vérifier. Ce qui se passe sur Internet est terrifiant. J'ai quand même pu y lire des textes où l'on vous expliquait qu'il y avait des camps de concentration aux États-Unis, télégraphiés par l'ONU pour exterminer les Américains. Faut-il aussi reprendre une telle nouvelle et la diffuser pour entreprendre ses vérifications plus tard ?

Propos recueillis par Samuel Blumenfeld

Pas assez fou pour les Américains

LOS ANGELES

L'accueil réservé au dernier film de Costa-Gavras a été mitigé aux États-Unis, et malgré la présence de deux grandes vedettes, John Travolta et Dustin Hoffman, le public américain ne s'est pas précipité dans les confidences de sa télévision. *Mad City*, l'histoire d'un homme qui a commis une erreur, et d'un autre qui va en faire un spectacle (comme disait la publicité de la Warner), n'a rapporté que 10 millions de dollars, trois mois après sa sortie. La critique a encore moins apprécié le portrait du journaliste télévisé entrepris par le réalisateur de Z.

Pour Anthony Lane, du *New Yorker*, le problème du film réside dans son choix d'une narration classique mélodramatique, « un genre qui ne convient pas du tout à la mise en accusation de la télévision ».

Beaucoup reprochent au film son manque d'humour. Le *Hollywood Reporter* l'a comparé à une « publication académique ». *Variety* parle d'un film « simpliste et évident », et d'un scénario « schématisé », ajoutant : « Il est désormais difficile de choquer le public avec des révélations sur les déformations que les médias font subir à la réalité. » Comme si la devise du reporter incarné par Hoffman (« Je ne dépasse pas les bornes, je veux juste les déplacer un peu ») ne surprenait plus personne outre-Atlantique !

DÉPASSÉ PAR SON SUJET

Le critique de cinéma du magazine *The New Republic* se demande où était le réalisateur : « Le style perçutant dû à ses sentiments politiques et à sa colère vis-à-vis du statu quo est totalement absent. La personnalité de Costa-Gavras a disparu. » Alors que le scénariste s'est inspiré du film de Billy Wilder *The Big Carnival on Ace in the Hole* (de 1951), le journaliste retors joué par Dustin Hoffman n'est qu'une pâle copie du cynique qu'interprétait Kirk Douglas. « Ce qui était prescient il y a cinquante ans, apparaît aujourd'hui prévisible, simpliste et insipide », écrit Kenneth Turan, du *Los Angeles Times*, à propos de *Mad City*. Et si Hoffman organise le « carnaval », il en est aussi la victime, ce qui affaiblit considérablement le point de vue du film. De plus, les médias américains se livrent aujourd'hui à des surenchères qui dépassent la fiction, ce qu'on peut observer actuellement à propos du scandale impliquant Bill

Clinton. « Comme les journalistes dont il décrit les exploits, un film sur le journalisme doit maintenir un certain niveau de crédibilité, ou il est perdu, poursuit le critique de cinéma du *Los Angeles Times*. Le réalisateur et les stars donnent à *Mad City* une amorce de crédibilité, mais qui ne dure pas. » Le film « n'accuse que les suspects habituels », écrit Janet Maslin dans le *New York Times*.

Malgré les efforts réalistes des producteurs, conseillés par un journaliste de CBS qui venait de couvrir un autre cirque médiatique — le procès Simpson —, *Mad City* est plus sage que la folle réalité des médias électroniques. « Regarder [le film] est comme voir un millier de sujets télévisés familiers, et une pareille impression de familiarité

anéantit l'effet voulu », affirme Jack Kroll, du magazine *Newsweek*.

« *Mad City* parvient à faire un film sur ce fléau qu'est l'information télévisée en étant plus facile encore que son sujet », renchérit Joe Morgenstern dans le *Wall Street Journal*. Même Larry King, qui joue son propre rôle, est dans le film nettement en dessous de certaines de ses prestations télévisées les plus controversées. « Le film est trop rudimentaire et n'a enregistré aucune des particularités odorantes de l'horreur des infos à la télévision », poursuit le critique du *Wall Street Journal*. Le pire critique de *Mad City*, c'est donc l'univers impitoyable de la télévision américaine, telle qu'en elle-même...

Claudine Mulard

A G E N D A

STAGES

OISE

Stages d'allemand en Allemagne
Heidelberg - Bad Homburg - Marburg

Stages intensifs avec suivi individuel pour adultes et étudiants

✓ Cours pour tous les niveaux

1+ Durée au choix : un trimestre, un mois, une semaine

✓ Préparation aux examens et aux concours

Bonheur 05 57 92 34 12 • Lille 03 20 40 28 38 • Lyon 04 78 24 60 77
Paris 01 49 19 66 66 • Rennes 02 99 79 76 44 • Aix-les-Bains 03 88 45 38 00

COURS

Apprenez l'Anglais à Cambridge à la Britannia Academy des Langues.

- L'Anglais Général
- L'Anglais Commercial
- L'Anglais Académique
- L'examen pour l'attestation Cambridge

Pour toutes réponses, les petits, les nouveaux intermédiaires, avancés et l'inscription des professeurs.

• Sélection des logements.

Aidez maintenant nos portiers...

Tel 01 223 243615
Fax 01 223 383616
St Andrews House,
59 St Andrews Street,
CAMBRIDGE CB2 1ZT

COMMUNICATION

PHONÈME VIDEO COMMUNICATION

03.80.64.67.35

Confiez l'Audio-visuel de votre entreprise à des professionnels !

Les témoins silencieux de l'Apocalypse

Ossos. Aux portes de Lisbonne, un film en forme de nativité peint le tableau de la fin des temps

Film portugais de Pedro Costa. Avec Vanda Duarte, Nuno Vaz, Maria Lipkina, Isabel Ruth, Inês Medeiros, Miguel Sermão, Berta Susana Teixeira. (1 h 33.)

La planète, paraît-il, ressemble de plus en plus à un village. C'est joli, un village, presque familial. Encore faut-il pouvoir figurer sur la photo de famille. Les parents pauvres en sont généralement évincés, privés de la présence que le cinéma, en dernière instance, peut encore leur offrir. A leur manière, et avec succès, *Western*, de Manuel Poirier, et *Marius et Jeanette*, de Robert Guédiguan, ont tenté de le faire, sous la forme respectivement d'un pèlerinage breton ouvert à tous les vents et d'un petit théâtre de la résistance groupé-

culaire barricadée en Estaque. Comme une récente rétrospective organisée par la Galerie du Jeu de paume l'a récemment montré (*Un été portugais*), le Portugal est l'un des grands maquis du cinéma d'auteur en Europe. Ses derniers fleurons - *Voyage au début du monde*, de Manoel de Oliveira, et *Le Bassin de J. W.*, de João César Monteiro - cultivent eux aussi l'art du réchauffement à échelle humaine, qui au cœur du terroir ancestral, qui sur le territoire licencieux et poétique de la démence cinématographique.

TRAJET ENTRE VIE ET TRÉPAS

Il en va différemment de Pedro Costa qui, pour se situer dans une dialectique similaire, n'en appartient pas moins à une autre lignée cinématographique, celle des Bresson, des Straub, des Barts,



« Ossos » (« Ossements ») est le troisième long métrage du jeune réalisateur portugais Pedro Costa.

continent extrême où l'épure esthétique le dispute à la noirceur métaphysique.

Ossos (*Ossements*), troisième long métrage de ce jeune réalisateur portugais, se présente comme une

nouvelle variation - après *O Sangue* (*Le Sang*, 1990, inédit en France) et *Casa de Lava* (*La Maison de lave*, 1995) - sur un thème cher au cinéaste : celui du trajet entre vie et trépas. Dans Ossos, le corps en question est celui d'un nourrisson, symbole s'il en est de la vie et de l'avenir de l'humanité, brisé, balé ici entre un père et quelques mères successives qui n'ont plus avec l'existence qu'un très lointain attachement. Tourné dans un quartier déserté aux confins de Lisbonne avec des acteurs non professionnels, le film est quasiment inauguré par la tentative de suicide au gaz de la mère et de son enfant. Son père le sauvera, fuyant à travers la ville l'empreinte détestée du quartier, si cheville à son corps et à son âme que le meilleur avenir qu'il puisse procurer à l'enfant est encore d'essayer de le vendre à une

prostitue. Ce pourrait être du Zola, si ce n'était du Costa. Soit à mille lieues d'un naturalisme flamboyant, une œuvre filmée tous feux éteints, dépossédée de mots et de mouvements, frappée d'immobilisme et de bruissements. Tout conspire, dans cet univers puissamment stylisé, à l'opacité et à la suffocation, à la privation d'air et de lumière, jusqu'à ces nombreuses portes entrebâillées qui suggèrent qu'il ne faut pas espérer entrer dans cet univers autrement que par effraction ou indécence. Inutile d'invoquer le ciel, il est absent. Inutile de chercher un sens, l'extrême dénuement n'en a pas. Les personnages de Pedro Costa sont les témoins silencieux d'une apocalypse qui a apparemment commencé.

J. M.

TROIS QUESTIONS À...

PEDRO COSTA

1 Connaissez-vous au préalable le quartier où vous situez l'action de votre film ?

Oui et non. C'est un quartier à la limite de Lisbonne, où personne ne s'aventure parce que c'est un lieu de marginalité et de drogue, une sorte d'énorme ghetto avec des sentinelles. C'était au départ un bidonville où vivaient des provinciaux qui avaient raté la société capitaliste, et maintenant ce sont les Cap-Verdiens, les Angolais, les Mozambicains qui l'habitent en majorité.

Au Portugal, on appelle cela les « quartiers dégradés », et bientôt ce ne sera plus la police, mais l'armée qu'il faudra y envoyer. J'y ai passé sept mois, sans rien faire d'autre qu'attendre, jusqu'au moment où j'ai senti qu'ils voulaient

que je fasse quelque chose avec eux.

2 D'où cette volonté de ne pas tourner avec des acteurs professionnels ?

C'était hors de question, en tout cas pour les rôles principaux. Ces gens-là sont tellement trompés, je ne pouvais pas à mon tour les tromper avec une fiction et des acteurs. J'ai trouvé le garçon qui joue le rôle du père et la fille qui joue celui de Clotilde dans la rue, sur place, peu avant le tournage. Ils ont beaucoup résisté, mais j'ai fini par les convaincre parce que je sentais que je devais le faire avec eux, dans ce lieu-là, sur ce sol, avec tout ce poids de mort et de souffrance. Je crois que si je ne les avais pas rencontrés, je n'aurais pas fait le film.

3 Le silence, l'absence de dialogue, est une figure essen-

tielle de votre film. Mais ne privez-vous pas, ce faisant, ces hommes et ces femmes de leur propre parole ?

Je crois que ces gens se savent trompés au point de considérer les mots aussi comme suspects. Mon film est le reflet des quelques mois que j'ai passés aux côtés de ces gens, une sorte de longue attente silencieuse. Et dans une certaine mesure, ce sont eux qui m'ont imposé cette forme, parce qu'ils se sont appropriés chaque plan du film et que chacun de ces plans traduit la férocité de leur solitude. J'ai le sentiment que ces gens ne sont même plus des gens mais des restes de gens, des mutants, des zombies, qui ne peuvent être aimés de personne et dont la mort elle-même ne veut plus. Je tiendrais mon film pour réussi s'il les avait juste accompagnés dans cette solitude.

Propos recueillis par Jacques Mandelbaum

LES NOUVEAUX FILMS

ANASTASIA

Premier-né du studio d'animation de la Fox, *Anastasia* se devait d'être un grand coup. C'est un sage doute du point de vue de la surenchère, financière et technologique. Pour le reste, réalisé et produit par d'anciens transfuges de Disney, le film lui-même n'est rien d'autre qu'un transfigé, en provenance de Disney et de l'ex-Union soviétique. Tout commence par une petite sauterie dans le palais des Romanov, au bon vieux temps de l'Empire russe. Mais voilà, retour d'exil, que le maléfisant Raspoutine entre en scène et gâche la fête en maudissant l'impériale dynastie. De fait, deux ou trois plans plus tard, les bolcheviques lui font un sort. C'est ici que la chronique historique cède le pas à la légende, selon laquelle la grande-duchesse Anastasia, petite fille encore, aurait échappé au massacre. Grâce en soit rendue aux auteurs, on la retrouve de fait dix ans plus tard, en amnésique et ravissant clone d'Audrey Hepburn. Retrouvera-t-elle son identité ? Parviendra-t-elle jusqu'à Paris, où sa grand-mère, l'impératrice Marie, désespère de la retrouver vivante ? Si Dimitri, un charmant jeune roturier, y veille, le démoniaque Raspoutine, accompagné de son âme damnée Bartok (une chauve-souris), se met en quatre pour l'en empêcher. Mais tout rentrera dans l'ordre, au terme d'une féerie chantée et dansée où les réalisateurs revisitent avec un savoir-faire fastueux et nostalgique la grande tradition hollywoodienne, du temps où les rouges étaient vraiment animés. J. M. Dessin animé américain de Don Bluth et Gary Goldman. (1 h 25.)

MÉMOIRES D'IMMIGRÉS

D'abord diffusé sur Canal Plus en mai 1997, *Mémoires d'immigrés* a été pensé, écrit et découpé comme un film de cinéma. Ce n'est pas un film à thèse, Yamina Benguigui ne défend pas une thèse politique. Elle cherche d'abord à filmer des individus, immigrés originaires du Maghreb, fils d'immigrés, avant de chercher à dénoncer quoi que ce soit : les conditions très précaires des immigrés en France traités comme une masse informe destinée à relancer l'industrie française, le regroupement familial, la troisième génération, née française, enfant de l'immigration et de la République à la fois. Tout ce que Yamina Benguigui développe, c'est à dire une suite de portraits d'immigrés qui tranchent nettement sur une entité informe dont on ne tire que des questions de société sans jamais individualiser qui que ce soit, provient de son filmage. C'était déjà visible à la télévision, mais celle-ci ne nous habituait guère à voir des œuvres aussi fortes, ça l'est encore plus au cinéma. S. B. Film français de Yamina Benguigui. (2 h 40.)

HOMÈRE

René Kermadec (Claude Rich) est un vieil écrivain devenu aveugle, d'une conférence à l'autre, parcourt l'Europe en compagnie d'une ancienne élève, qu'il a épousée, la jeune et jolie Sibilla. Sous l'invocation d'Homère et de Borges, le réalisateur Pablo Carpi a visiblement voulu filmer la marche crépusculaire, rétive et lucide à la fois, d'un homme vers sa mort, au bras d'une compagne sensuelle qui le retient encore à la vie. Hélas, le cinéaste n'aura déployé à cet effet qu'un académisme désuet, en vertu duquel chaque changement de lieu est figuré par le plan d'un

noir, de Pepe Danquart, et scènes d'amour en Bavière, de Serge Elstein. Les deux premiers pour leur manière subversive de déamorcer l'attente du spectateur devant le spectacle d'une violence raciste annoncée. Le dernier parce qu'il est sans doute le seul à proposer une forme cinématographique qui offre une intelligence du phénomène raciste en se suffisant à elle-même. Dans l'arrière-boutique d'une mercerie juive de Bavière dans les années 30, une petite histoire de désir et de haine, qui en dit beaucoup plus long que nombre de films à message. J. M. Programme de neuf courts métrages européens. (1 h 11.)

LE BAR DES AMANTS

Ce se passe dans un petit village qui s'appelle Pervaque. Il y a là un patron de bar qui note sa tristesse dans l'alcool. Une petite fille qui tombe amoureuse d'un saltimbanque homosexuel. Un boucher dont la femme s'empare d'une inspectrice sanitaire. Une boulangère qui fait des douceurs à un inspecteur de police noir. Un curé qui porte un nez de clown, une serveuse à la gorge tranchée, des chansons dans une langue inconnue, on en passe et des meilleures. Tout cela, dans l'ordre et le désordre, est agencé en courtes saynètes, hautes en couleurs, dont l'exotisme « poétique » évoque un numéro de pantomime. Il n'est pas certain pour autant que ce volapük filmé ait le moindre rapport avec le cinéma de Pierre Étaix, pour ne pas remettre en cause son rapport au cinéma tout court. J. M. Film français de Bruno Romy. Avec Annick et Guy Harang, Jacques Lulley, Bruno Romy. (1 h 30.)

MORTAL KOMBAT

DESTRUCTION FINALE

Un succès commercial entraînant souvent une récidive, voici donc « la suite » de ce qui n'est d'abord que le produit dérivé d'un jeu vidéo. Si l'on arrive à saisir un embryon de récit dans ce pandémonium visuel et sonore, on comprend que, pour empêcher la domination de la Terre par les forces du Mal, les héros sont chargés de subir une série d'épreuves. Le film fonctionne alors par accumulation de combats en tout genre. Dans une surenchère d'effets spéciaux, une équipe de sympathiques chevaliers du Bien affronte monstres, robots et créatures mythologiques diverses. Acteurs réels et figures virtuelles s'envoient ainsi une multitude de coups de pied et de coups de poing dans des duels restitués par un montage court et baigné dans un ahurissant tintamarre techno.

Jean-François Rauger

Film américain de John R. Leonetti.

Avec Robin Shou, Talisa Soto, James Remar. (1 h 30.)

MAD CITY

Libre page 29

OSSOS

Libre page 30

MÈRE ET FILS

Libre page 31

Paris accueille le Coupe du Monde de Football 98

TIBOR RUDAS PRÉSENTE

CARRERAS • DOMINGO PAVAROTTI AVEC LEVINE

THE 3 TENORS

CONCERT UNIQUE OFFERT AU PUBLIC

SHR écrans géants

VENDREDI 10 Juillet 21h

Champ-de-Mars

RTL

Nombre limité de places assises VIP directement devant la scène

Reservation : 01.53.41.10.09

CANAL+

La com

Un voyage

Une sélection de plusieurs cultures et tous les films c'est dans ad en vente, chaque mercredi avec Le Monde et chaque semaine avec ad

aden Attendez qu

La communion selon Sokourov

Mère et fils. Le maître pétersbourgeois, que l'on rapproche souvent de Tarkovski, fait partie de ces rares cinéastes capables de toucher, sans la détruire, à la matière même des images

Film russe d'Alexandre Sokourov. Avec Gudrun Geyer, Alexei Ananishnov. (1 h 13.)

« J'ai fait un rêve », dit la mère. « Nous ferons les mêmes rêves », dit le fils. Ils sont là, physiquement, la mère et le fils. Et pourtant ils se tiennent à distance, celle qui provoque l'image un peu déformée pour rendre perceptible qu'elle est figuration. Le film vient tout juste de commencer et c'est, aussitôt, l'évidence de la beauté. Les films de Sokourov ne racontent pas d'histoire, au sens où on emploie couramment ce mot. Ils durent entre 10 minutes (Chronique légalienne) et 327 minutes (Les Voies de l'âme). Il est clair que le cinéma de Sokourov a peu à voir avec le spectacle de masse. Il s'agit davantage d'une communion. Celle de chacun avec ce qui est sur l'écran, d'abord.

Regardez, écoutez. La mère est mourante, elle dit qu'elle veut sortir quand même. Le fils joue le jeu tout en sachant qu'elle n'en a pas la force, il la peigne, puis tard encore, cédant à sa demande, il la portera dans ses bras, à travers les arbres, à travers les champs. Il y aura un orage. Un train, très long, passe, le monde - hors ce mouvement, cette machine, ces passagers peut-être dans les wagons ou la ville vers laquelle sans doute ils roulent - le monde est immobile, archaïque, vide. Le fils et la mère sont comme Adam et Eve aussi, dans une solitude des origines, seuls avec la nature et avec... Dieu ? Pas sûr.

On dit que Sokourov est l'héritier de Tarkovski. Tout y invite. Sa biographie : l'auteur d'Andrei Rublev avait pris parti pour le jeune réalisateur lorsque l'école de cinéma lui avait refusé son di-

plôme. Son art de composer à l'écran un mystère hanté par la nature, et la relation entre les humains avec ce qui les dépasse. L'apparence physique même les rapproche, même regard noir et brûlant au-dessus d'une moustache à l'ancienne. Pourtant, le cinéaste de Mère et fils n'a pas la religiosité de Tarkovski, son rapport à la nature ne porte pas la même empreinte ou la même brûlure d'une passion illimitée pour la terre russe. « Je ne suis pas un mystique », dit Sokourov. « Je ne m'intéresse pas sur l'au-delà ni le surnaturel, mais sur la place de l'homme dans l'univers. Et la nature n'a pas dans mes films la fonction d'un personnage : la nature existe pour elle-même, elle ignore que les hommes existent. » L'émotion de la beauté est le véritable carburant de ses plans. C'est par elle que souffre l'esprit. Il fait partie des très rares hommes de cinéma (qui d'autre ? Chris Marker, Jean-Luc Godard, Wong Kar-wai) capables de toucher, sans la détruire, à la matière même des images.

Dans l'un de ses précédents films, La Pierre, l'image se faisait

minérale, par un procédé qui devait fort peu aux trucages (mécaniques, chimiques ou électroniques) et presque tout au processus psychique suscité chez le spectateur. Une expérience pratiquement indescriptible, impartageable avec qui ne l'a pas aussi vécue. Là est la deuxième forme de communion qu'engendrent les films d'Alexandre Sokourov. Indescriptible, et pourtant tout simple si on va à sa rencontre.

Du temps cinématographique il fait l'usage qu'un peintre fait de la couleur. L'exemple le plus radical est dans Les Voies de l'âme, tourné dans un avant-poste russe à la frontière du Tadjikistan enflammé : pour approcher à la fois l'expérience bien réelle du danger mortel qui y règne et le côté « désert des Tartares » d'une vie de petite garnison dans un no man's land où aucun événement n'advient, le film de quatre heures et demie est précédé d'un plan fixe d'une heure : pure splendeur d'un paysage presque immobile, accompagné d'un morceau de musique, d'une voix qui parle doucement de la mort de Mozart.

Expérience limite, sans doute, à la fois d'un retrait des vibrations du monde et d'une mise à disposition de ce qui va advenir, le regard comme lavé, l'esprit libre et attentif.

Sokourov ne recourt pas toujours à d'aussi extrêmes protocoles, et Mère et fils est sûrement, parmi ses réalisations, l'une des plus « accessibles » (d'où sa sortie commerciale). Il s'est, de toute façon, organisé de façon à ne pas dépendre d'un très aléatoire succès public - encore qu'il possède, dans le monde entier, des amateurs passionnés. Entouré d'une équipe technique de fidèles, ne cessant jamais de travailler, rompu aux méthodes de travail les plus austères, ayant noué des liens avec des organismes qui, en Europe et au Japon, soutiennent la création d'images neuves, bénéficiant d'aides (à son échelle suffisante) de l'Etat russe et du réseau des ciné-clubs pour la diffusion non commerciale, Alexandre Sokourov pratique ce dandysme rare parmi les cinéastes, parmi les cinéastes russes plus encore : ne pas se plaindre. Ni de son propre sort ni du monde comme il va (mal).

Pas à pas, film à film, long métrage de plusieurs heures qu'il vient de tourner dans le Grand Nord sibérien, courts métrages qui « font la queue devant la table de montage » ou nouveau projet pour l'heure tout entier contenu dans un titre énigmatique, Le Mystère de la montagne, Alexandre Sokourov, modeste maître pétersbourgeois du temps et des images, trace son chemin. Il est du ressort de chacun de décider s'il n'accepte plus de voyager que sur autoroute ou s'il demeure disponible, aussi, à de tels sentiers.

Jean-Michel Frodon

Un cinéaste en marge

Né en 1951 en Sibirie, Alexandre Sokourov a grandi en Pologne et au Turkménistan, suivant son père officier de carrière. Après qu'il a étudié à l'école de cinéma de Moscou (VGIIK), les autorités lui refusent son diplôme au vu de son film de fin d'études, La Voix solitaire de l'homme (1978), inspiré de l'œuvre de Platonov, mais réputé « pornographique ». Tarkovski et Guerman prennent la défense de ce débutant qui sera répétitivement en butte aux tracasseries du pouvoir soviétique.

Depuis la fin des années 70, Alexandre Sokourov a réalisé une trentaine de films de toutes durées. Parmi eux, Le Jour de l'éclipse (1988), fable située en Asie centrale, et Saave et protégé (1989), lointainement inspiré de Madame Bovary, ont déjà été distribués en France. En 1990, Le Deuxième Cercle composait une parabole puissante autour de la fin du monde soviétique. Sokourov, qui vit à Saint-Petersbourg et travaille toujours avec les mêmes collaborateurs, tente de créer un atelier permanent au sein du studio Lenfilm.

Les meilleures entrées en France

Rang	Film	Entrées	Spé.	Box	Ev.
1	Titanic	4 130 313	690	-12 %	6 753 140
2	Le Chical	364 819	435		354 819
3	Harry dans tous ses états	233 481	315	-33 %	650 077
4	Souviens-toi... l'été dernier	229 049	284		229 049
5	Starship Troopers	194 279	491	-52 %	653 810
6	L'Associé du diable	144 194 (estimation)	322	-37 %	913 803
7	Marius et Jeannette	58 000	236	-8 %	1 818 950
8	Derniers ne meurt jamais	38 471	302	-58 %	3 471 326
9	The Full Monty	35 000	238	-26 %	2 741 386
10	On connaît la chanson	29 410	254	-34 %	2 029 845

* période du mercredi 28/01 au dimanche/02 inclus

Les semaines se ressemblent. La fréquentation est supérieure de 62 % à celle de la semaine correspondante en 1997, grâce à Titanic qui continue sa croisière en affichant un score de 1 302 313 spectateurs pour sa quatrième semaine d'exploitation. Le film de James Cameron réalise sur-tout une moyenne ahurissante de 1 887 spectateurs par écran, qui en dit long sur le potentiel d'un film qui frôle les 7 millions de spectateurs.

Le Chical, avec Bruce Willis, obtient un total honorable de 354 819 spectateurs. Souviens-toi... l'été dernier réussit un démarrage encore plus surprenant avec plus de 200 000 spectateurs, mettant en valeur le goût prononcé du public, après Scram, pour les films d'horreur.

Parmi les autres nouveautés, The End of Violence, le nouveau film de Wim Wenders n'attire pas les foules (moins de 20 000 spectateurs dans 56 salles, et une moyenne très faible de 347 spectateurs par écran), et L'Armée faite à Marius, avec Pascal Legitim, est un bide complet (4 507 entrées dans 14 salles à Paris).

Harry dans tous ses états et surtout Starship Troopers montrent des signes très nets d'essoufflement après un démarrage très fort. Harry perd 33 % de ses spectateurs, Starship Troopers plus de 50 %. Woody Allen ne réussira pas un score aussi fameux qu'avec Tout le monde dit « I love you ».

Source : Boxoffice

Un voyage en pensée au côté de Pantagruel

BADEBEC BACBUC, d'après François Rabelais. Adaptation : Yves Barbaud. Mise en scène : Philippe Delaigue. Avec Yves Barbaud et Vincent Garanger. Théâtre de l'Est parisien, 159, avenue Gambetta, Paris 20^e. M^e Pelleport ou Saint-Fargeau. Mardi, vendredi, samedi à 20 h 30 ; mercredi, jeudi à 19 heures ; dimanche à 15 heures. Tél. : 01-43-64-80-80. 90 F et 140 F. Durée : 1 h 20. Jusqu'au 3 février. Puis à Reims, Saint-Etienne, Avignon, Grenoble.

Badebec Bacbuc est un récit d'aventure et de formation joliment taillé dans le tissu rabelaisien. Un parcours, poétique et philosophique, avec un point de départ (Badebec) et un point d'arrivée (Bacbuc) s'inversant au final. L'entrée en scène de Pantagruel, issu de sa géante mère, Badebec, « fille du Roy des Amaurottes en Utopie », peut être vue comme une arrivée ; et l'oracle final de Bacbuc comme un départ (ou plutôt un commencement). Badebec Bacbuc joue sur beaucoup plus qu'une simple association, il suggère l'hypothèse d'un

recouvrement, amorce une boucle autour de la femme - dont l'absence vient hanter la scène, via la très humaine figure de Panurge.

Autre boucle, habilement dessinée par le metteur en scène Philippe Delaigue : celle qui va de la bouteille à la bouteille. La pièce s'ouvre sur la vision (l'audition) de puissantes goulées : Pantagruel biberonne avant de vagir. Boire précède la parole, la marche et la démarche. Et le récit s'achève par la consultation éclairante - au sens strict, grâce à un charmant gimmick scénique - de la dive bouteille. Dont on se souviendra qu'elle ne dispense le verbe qu'au prix d'une écoute attentive. « Ecoute-moi ! », exige-t-elle avant de souffler : « Bois-moi ! » (« Trinc ! »), une métaphore propre à hausser la notion de spectacle et à conforter le spectateur exigeant dans l'idée d'entendre avant de consommer.

Nous naviguons à vue, le long des côtes découpées de la philosophie, loin des interprétations pédantes et de l'exécration folklorique tourangeau généralement attaché au père de Gargantua. Posées les figures de Pantagruel et de Panurge, l'adaptateur, Yves Barbaud, a tracé son chemin dans le Quart Livre et le Cinquième

Livre en s'attachant à leur substance langagière. Il n'en a pas moins pris quelques raccourcis qui puissent tenir la route des exigences scéniques. Son itinéraire offre un voyage en pensée (une pensée en voyage), où le maître et son compagnon ne cessent de tricoter joyeusement du mot, en jouant des aiguilles d'utopie.

Philippe Delaigue a placé les deux hommes sur une agora circulaire. Leur course paraît suivre ainsi celle d'ondes mentales, relayées par les verticales de poteaux télégraphiques. Au début, Pantagruel (Yves Barbaud) porte fort naturellement une barbe à la François Rabelais. A la fin, il lui ressemble plus que la plupart de ses portraits supposés. Et c'est bien le moins pour qui entend honorer la dimension biographique de l'œuvre. Quant à celui que François Bon - dont le bel essai, La Folie Rabelais (Minuit), soutient la dramaturgie - qualifie de « bouffon nécessaire », Panurge (Vincent Garanger), il arbore le visage rond de qui n'est jamais revenu de l'étonnement d'être en vie. Un Pantagruel et un Panurge de bonne compagnie pour une soirée d'intelligence gaie et pénétrante.

Jean-Louis Perrier

Une sélection de plusieurs centaines d'événements culturels et tous les films en Ile-de-France

c'est dans **aden**

en vente, chaque mercredi en Ile-de-France

avec **Le Monde**

et chaque semaine avec **Inrockuptibles**

aden Adresses des spectacles et des films

SORTIR

PARIS

Elsa Maurus
Voix de mezzo admirablement timbrée, diction parfaite, Elsa Maurus est déjà beaucoup plus qu'un espoir du chant. La diversité de ses incarnations scéniques (de Rossini à la musique contemporaine), l'ont fait apprécier du public de nombreux théâtres. La voici salle Gaveau pour un *Liederabend* très attendu, consacré à Brahms.

Elizabeth Balmas (violin), Susan Manoff (piano).
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. Le 4, à 20 h 30. Tél. : 01-49-33-05-07. De 95 F à 250 F.

Stafford James Special Project
Contrebassiste de jazz, violoncelliste, mais aussi joueur de viole (d'amour), Stafford James a toujours mis au centre de son travail de compositeur l'harmonie, destinée, selon lui, à porter la mélodie. Ce bassiste à la suprême élégance, dans le port et l'expression, anime régulièrement des projets musicaux peu communs. L'un des derniers en date consiste en un quartet avec le contrebassiste Andy McCloud, le percussionniste Don Alias et le batteur Jauff Boudreau.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Châtelet. Le 4, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Emmanuel Bex
Le Normand Emmanuel Bex est l'un des rares en France à jouer de l'orgue Hammond, avec Rodha Scott et Eddy Louiss. Prix Django Reinhardt de l'Académie du jazz en 1995, récompensant le meilleur musicien français de jazz, il jouera au sein de deux trios orgue-guitare-batterie : avec Claude Barthélémy (guitare) et Stéphane Huchard les 4 et 5, puis le Belge Philip Catherine (guitare) et André Ceccarelli (batterie) à l'attitude de Dee Dee Bridgewater les 6 et 7.

Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^e Châtelet. Le 4, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Chirgichin
Chirgichin, groupe vocal venu de Tura, une région aux confins de la Sibérie et de la Mongolie, est formé de cinq jeunes gens (quatre garçons et une jeune fille). Ces chanteurs possèdent un timbre très particulier et maîtrisent la dyphonie, technique qui leur permet de produire dans la même expiration deux voix, l'une grave, l'autre cristalline. Les membres de Chirgichin, qui imitent de manière saisissante le cri d'un agneau ou d'un loup, jouent également d'instruments à cordes, de percussions et de flûtes.

Satellit Café, 44, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11^e. M^e Oberkampf. Les 4 et 5 février. Tél. : 01-47-00-48-87.



HOLOCAUSTE

Charles Reznikoff
Claude Régy
Yann Boudaud

15 janvier / 1 mars

Tarif Holocauste 110F - 55F tout public moins de 30 ans

Theatre National de la Colline 01 44 62 52 52

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Anastasia
Dessin animé de Don Bluth et Gary Goldman (Ets-Unis, 1 h 25).
Le Bar des amants
Film de Bruno Romy (France, 1 h 30), avec Jacques Luyet, Emmanuelle Béart, Pascaline Hébert.

Go for Gold I
Film de Lucian Segura (Allemagne-Espagne-France, 1 h 40), avec Lars Rudolph, Said Taghmaoui, Maria de Medeiros.
Hommes, la dernière Odyssée
Film de Fabio Carpi (France, 1 h 40), avec Claude Rich, Valeria Cavalli, Grégoire Colin.

(In)tolerance Days
Cours métrages de Philippe Vauvill, Danielle Cini, Daniel Hiquet, Rémy Giordano, Denis Rabaglia, Michel Hassan, Serge Ellenslein, Pape Danquart et Anthony Souter (France-Italie-Belgique-Allemagne, 1 h 15).

Mad City
Film de Costa-Gavras (Ets-Unis, 1 h 53), avec Dustin Hoffman, John Travolta, Alan Alda, Mia Kirshner.
Mémorial d'immigrés
Théâtre maghrébin
Documentaire de Yamina Bengulguil (France, 2 h 40).

Mère et fils
Film d'Alexandre Sokourov (Russie-Allemagne, 1 h 13), avec Gudrun Geyer, Alexei Ananishnov.

Mortal Combat, destruction finale
Film de John R. Leonetti (Ets-Unis, 1 h 30), avec Robin Shou, Talisa Soto, Sandra Hess.

Ossos
Film de Pedro Costa (France-Portugal-Danemark, 1 h 33), avec Vanda Duarte, Nuno Vaz, Maria Lipkina.

Trouver son film
Tous les films Paris et régions sur le Minut, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

Reprise
Johnny Guitar
de Nicholas Ray, avec Joan Crawford, Sterling Hayden, Mercedes McCambridge, Scott Brady.
Américain, 1953 (1 h 50).
VO : Action Christine, 6 (01-43-29-11-30).

Entrées immédiates
Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Tristan et Isolde
de Wagner, Wolfgang Schmidt (Tristan), Sabine Hass (Isolde), Monte Perderson (Kurwenal), Jane Herschel (Brangäne), René Pape (le roi Marke), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, James

Conlon (direction), Stein Winge (mise en scène).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11^e. M^e Bastille. Le 4, à 18 heures. Tél. : 06-36-69-78-68. De 60 F à 635 F.
Jean-Pierre Conso Quartet
Baller salé, 53, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^e Châtelet. Le 4, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-77-77. 80 F.
Rich Perry Quartet
La Villa, 23, rue Jacob, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Près. Le 4, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-03. De 120 F à 150 F.
Compagnie Diké Koko
Chantal Lohat : Harnal et Gretel, Kakophones.
Espace Paris-Plaine, 13, rue du Général-Gaillard, Paris 19^e. M^e Porte-Ver-sailles. Le 4, à 20 heures. Tél. : 01-40-43-07-82.
Compagnie Claude Brumachon
kara, Dandy.
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18^e. M^e Abbesses. Le 4, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 140 F.
Bernard Glatier
Rais et gesses, voix d'après.
L'Etoile du Nord (Lux-Dix-Huit Théâtre), 16, rue Georges-Agutte, Paris 18^e. M^e Guy-Moque. Le 4, à 20 h 30. Tél. : 01-42-26-47-47. De 80 F à 120 F.
Cyklos
L'Européen, 3, rue Blot, Paris 17^e. M^e Place-de-Clichy. Les 4 et 5, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 110 F.

RÉSERVATIONS

Canvaal Do Brasil
Le Diven du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9^e. M^e Pigalle. Les 20 et 21 février à 23 heures. Tél. : 01-44-92-77-66. 110 F.

DERNIERS JOURS

8 février
Irving Penn
Maison européenne de la photographie, 57, rue de Foy, Paris 4^e. M^e Saint-Paul. Tél. : 01-44-78-75-00. De 11 heures à 23 heures. Fermé lundi, mardi et fêtes. 30 F.
8 février
Une bête sur la lune
de Richard Kalinoski, mise en scène d'Irina Brook, avec Simon Abkarian, Corinne Jaber, Guy Touraillie, en alternance Jonathan Haddad et Kristen Jossa.
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. M^e Bobigny-Pablo-Picasso. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-41-50-72-72. De 60 F à 140 F.
8 février
Visages de la nuit (Nachtgesichten)
de Frank Schreier, d'après Max Jacob, mise en scène de Karin Erichling, Marcus Dürer et Frank Schreier, avec Frank Schreier.
Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. M^e Aubervilliers-Pantier-Chenil. Les 4, 5 et 6 février, à 20 h 30 ; le 7, à 16 heures et 20 h 30 ; le 8, à 16 heures. Tél. : 01-48-34-67-67. De 50 F à 90 F.

EN VUE

■ Le bourreau de Karla Faye Tucker a dû officier d'une pièce voisine, masqué derrière une glace sans tain, pour inoculer, par un trou dans le mur, le poison mortel dans les bras sanglés de la condamnée. La loi protège l'anonymat du volontaire.

■ News of the World a publié, dimanche 1^{er} février, une photo d'Isabelle Delaye, chargée de la commercialisation des billets pour la Coupe du monde de football, sous la lame d'une guillotine avec la légende : « Coupe-lui la tête ! » L'hebdomadaire londonien lui reproche d'avoir attribué à la Grande-Bretagne un nombre de places insuffisant.

■ Novembre : une jeune Jordanienne salue un inconnu d'un petit geste de la main. Sur le champ, le frère abat sa sœur d'un coup de fusil de chasse. Décembre : un habitant du Missouri, qui regarde un match de foot à la télé, tue son fils qui n'arrête pas de passer devant le poste. Janvier : les tribunaux condamnent un Français pour avoir assassiné son amie afin de lui voler sa carte de crédit et régler une facture d'électricité. Hier encore, un Allemand poignardait à mort un presbytre qui, dans un bar, lui disputait une paire de lunettes.

■ Pour attirer les membres des minorités ethniques sous-représentés dans l'armée de métier, des « sergents recruteurs » parcourent le Royaume-Uni en certifiant aux sikh qu'ils pourront porter leur turban avec l'uniforme, aux musulmans leur pantalon et aux juifs leur kippa. « Nous prendrons aussi des dispositions pour que nos soldats fassent leurs prières quotidiennes », ajoute le général Roger Wheeler, chef des armées. Sauf, bien entendu, devant l'ennemi.

■ Si les Blancs peuvent garder leur complet veston pour passer les portes de la filiale kenyane de la société britannique Thomas de la Rue imprimant des billets de banque, les Noirs qui, deux fois par jour, doivent se soumettre entièrement nus à des fouilles, réclament à présent des contrôles électroniques.

■ Le prince Charles, en visite au Sri Lanka, ayant demandé au Père supérieur Mahinda Sangarakkitha, « comment faire pour devenir un saint », a commencé humblement par retirer ses chaussures avant d'entrer dans le temple de Rajamahaviharaya et par fleurir un bouddha.

■ Le prince Emanuele-Filiberto de Savoie, dernier descendant des souverains d'Italie, rappelle dans un plaidoyer en faveur du retour de la famille royale, bannie depuis cinquante ans pour avoir soutenu le fascisme, que Victor-Emmanuel III, son arrière-grand-père, trouvait Mussolini « encombrant » et qu'Adolf Hitler « avait les mains moites ».

Christian Colombani

Le « Spiegel » dénonce la mise sur écoutes des journalistes

L'hebdomadaire allemand s'insurge contre une « attaque contre la liberté de la presse ». Le projet de loi sur les écoutes téléphoniques suscite peu de réactions de la part du public et des grands partis allemands

■ **ATTACHE CONTRE** la liberté de la presse. Grande coalition contre l'Etat de droit. Dans son édition du lundi 2 février, l'hebdomadaire *Der Spiegel* part en guerre contre la loi sur les écoutes à domicile. Pour lutter contre la criminalité organisée, l'Allemagne veut se doter d'une loi permettant de poser des microphones chez les particuliers. Son adoption nécessite une modification de la Constitution, qui garantissait jusqu'à présent l'inviolabilité du domicile. Le projet de loi a été voté à la majorité des deux tiers par les députés courant janvier, à l'occasion d'une alliance de circonstance entre la coalition d'Helmut Kohl et le Parti social-démocrate (SPD), soucieux, en période électorale, de ne pas paraître laxiste dans la lutte contre la criminalité. Seuls les Verts et les anciens communistes s'opposent ac-

tivement au projet. Ce dernier doit être adopté définitivement vendredi 6 février par le Bundestag, la Chambre représentant les Länder. L'issue du scrutin est encore incertaine. Tardivement, le *Spiegel* tente d'empêcher l'adoption de la loi, rejoignant le quotidien de gauche *Tageszeitung*, qui multiplie les prises de position contre le projet depuis des semaines.

La loi permettrait non seulement de truffer de micros le domicile des auteurs supposés de crimes graves, moyennant autorisation de trois juges – un seul en cas d'urgence –, mais aussi, si la police n'a pas d'autres moyens d'investigation, celui des tierces personnes amenées à rencontrer ces suspects. « Pourrait désormais être écoulés les médecins, sans distinction, les avocats s'occupant d'affaires civiles, les journalistes, que ce soit dans leurs



bureaux ou à leur domicile privé », proteste dans un éditorial de deux pages Rudolf Augstein, éditeur du *Spiegel*.

Pour le moment, le projet de loi n'exclut des écoutes que les députés, les avocats en matière criminelle et les prêtres, mais seulement pendant leur pastorat. « La loi contraint à la défiance et conduit à un emploi abusif. Nous sommes sur le chemin de l'Etat policier – et les belles promesses n'y feront rien », accuse M. Augstein.

Le *Spiegel*, qui sort la majorité des « scoops » en Allemagne, prend la défense du journalisme d'investigation, déjà menacé par les écoutes téléphoniques. « Presque aucun informateur d'un journal n'est prêt à donner son nom au cours d'une conversation téléphonique », affirme le magazine. « De 1990 à 1996, le nombre des demandes d'écoutes téléphoniques est passé de 2 494 à 6 428 », s'inquiète le journal. Un brin nostalgique, il rappelle l'époque héroïque de 1962, lorsque

la police avait investi les locaux du *Spiegel* pendant quatre semaines et avait incarcéré M. Augstein et plusieurs collaborateurs de l'hebdomadaire pour « haute trahison », suite à un article sur l'état de préparation militaire de la Bundeswehr, en pleine guerre froide. L'affaire avait entraîné des manifestations de soutien au journal et la démission de deux ministres. Aujourd'hui, explique le magazine, « personne ne manifesterait, personne ne démissionnerait et aucune incarcération ne serait plus nécessaire ». Il suffirait de placer discrètement des micros dans le journal, en application de la loi combattue.

Actuellement, la défense des libertés n'est guère le soubord premier de l'Allemagne. Population et classe politique sont persuadées que le pays est devenu la base arrière de toutes les mafias du monde. « Nous voulons un Etat qui puisse se défendre contre ceux qui veulent le détruire », a rappelé fin janvier Helmut Kohl. Interrogé par le *Spiegel*, Erwin Teufel, ministre-président chrétien-démocrate (CDU) du Bade-Wurtemberg, aurait même souhaité pouvoir introduire des caméras dans les maisons.

Quant à la direction du SPD, peu combative dans cette affaire, elle s'est contentée de quelques aménagements cosmétiques de la loi, prête à fermer « les yeux sur les questions constitutionnelles, si cela peut lui permettre de se rapprocher du pouvoir », accuse M. Augstein.

Arnaud Leparmentier

DANS LA PRESSE

RTL

Michèle Cotta

■ Les slogans, scandés dans les rues hier par les enseignants en colère, ne suffisent pas à enlever leur force aux propos de Claude Allègre. Que dit-il en effet, ce ministre atypique ? Que le système éducatif français est rigide, à bout de souffle, qu'il ne peut entièrement se gérer depuis Paris. Qu'il doit être débureaucraté, décloisonné. Que l'esprit d'initiative (...) fait totalement défaut à notre enseignement. Que la formation doit être continue, tout au long de la vie (...). Et enfin (...) qu'il est nécessaire

d'adapter sans traîner l'école à la société. Lorsqu'il était étudiant, c'est Lionel Jospin qui a évoqué hier ce souvenir, Claude Allègre jouait avec lui au basket-ball, une gageure étant donnée sa petite taille, mais il y mettait, assure le premier ministre, beaucoup d'adresse. Cette adresse, Jospin le lui a rappelé, est encore plus nécessaire au ministère de l'éducation aujourd'hui. Il n'est pas sûr en effet que Claude Allègre soit syndiqué qu'il était dans l'exercice de son sport favori. Pas sûr non plus que les actes suivent ses idées. Mais une chose est certaine, les vérités qu'il dit sont bonnes à dire.

LIBÉRATION

Jacques Amalric

■ La réforme [de la politique africaine de la France] fera grincer quelques dents ici et soulèvera quelques inquiétudes dans le pré-carré africain. Elle pourrait en effet mettre fin à quelques dysfonctionnements, à quelques baronnies et forcer la diplomatie française à avoir enfin une approche plus globale du continent noir. Peut-être même sera-t-elle complétée par une mise à plat et par une clarification des innombrables accords peu ou prou militaires qui engagent la France, selon sa convenance et celle de ses protégés, dans cette région du monde. Tant de

bonnes intentions ne doivent pas nous empêcher de faire un rêve : (...) pourquoi ne pas se préoccuper enfin d'un outil autrement plus déterminant et mystérieux que le ministère de la coopération ? Nous voulons parler, bien sûr, de cette entreprise protéiforme, plurifonctionnelle et totalement opaque qu'a été Elf dès sa naissance, sur ordre du général de Gaulle. De culture « barbouzarde » à l'origine, l'entreprise est rapidement devenue un instrument occulte de la politique étrangère française avant de se garantir une sorte d'impunité générale en finançant sans a priori idéologique la vie politique française et les « clients » africains de Paris.

www.msnbc.com

Les Jeux olympiques d'hiver de Nagano vus à travers la lorgnette américaine

L'ADRESSE est celle de la hucarne web de la chaîne de télévision américaine NBC. Entre les dernières nouvelles de la Bourse ou un référendum sur le sort de Karla Tucker, condamnée en instance d'exécution, le site fait la part belle aux sports. Coloré, clignotant et tout en photos, ce coin d'internet est riche d'informations sur presque toutes les disciplines de la planète. Mais préférence quand même aux sports américains et aux Jeux olympiques de Nagano, qui auront lieu du 7 au 22 février.

L'intérêt du site, c'est sa différence. MSNBC, ce sont les Jeux olympiques vus à travers la lorgnette américaine. Une façon de se rafraîchir dans la déférente médiatique française qui devrait beaucoup s'intéresser aux performances des compatriotes. En parcourant MSNBC.com, les internautes français découvriront des sports méconnus chez eux mais qui, outre-Atlantique, soulèvent les foules. Il y a ainsi ce très beau diptychisme pour le curling, sport pour lequel les Américains ont de solides



chances. Quant au texte sur la luge, il est d'autant plus documenté que les Américains espèrent bien y décrocher une médaille.

Et puis, il y a le sommet : le hockey sur glace. « Le tournoi sera le plus grand de tous les temps », annonce MSNBC. Pour la première

fois dans l'histoire de l'olympisme, tout le gotha des joueurs professionnels sera à Nagano, où s'affronteront, non pas une, mais deux « dream teams » de hockey. Très objectivement, le Canada du mythique Wayne Gretzky est donné favori par MSNBC, qui concède la

médaille d'argent aux Etats-Unis. Sur MSNBC, les pronostics sont très sereinement américanophiles. Pas de doute, le podium de l'épreuve dames du patinage sera monopolisé par les trois Américaines : « Nicole Bobek a la grâce et l'élégance, Tara Lipinski a les sauts et Michelle Kwan est tout simplement parfaite : nos excuses à Maria Butyrskaya et à Tanja Szewczenko, mais nous avons l'équipe féminine la plus forte de tous les temps. » Quant à la France, elle reste superbement ignorée, reléguée à un rang de petite nation des sports d'hiver. Les pronostics lui accordent gracieusement quatre médailles : un seul titre (pour le biathlète Raphaël Poirée en 20 km), deux médailles d'argent (en snowboard pour Karine Ruby et en bosses pour Candice Gilje), une de bronze, enfin, pour le relais de l'équipe féminine de biathlon. Pour les manchouillards, se balader sur MSNBC demeure aussi une douloureuse façon de revenir sur terre.

Bénédicte Mathieu

SUR LA TOILE

DROITS D'AUTEURS

■ Le tribunal de grande instance de Strasbourg vient d'interdire à la société SDV Plurimédia de diffuser sur Internet le quotidien *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* (DNA) et certaines émissions de France 3, « tant qu'un accord n'aura pas été trouvé entre journalistes et la société éditrice DNA et France 3 ». Filiale des DNA, SDV Plurimédia diffusait gratuitement le quotidien alsacien sur Internet et deux brèves émissions de France 3 Alsace. Les syndicats et des journalistes estiment que SDV Plurimédia n'a pas les droits d'auteurs nécessaires pour diffuser leurs articles et reportages.

DROITS DE RETRANSMISSION

■ Les organisateurs des Jeux olympiques d'hiver de Nagano sont de plus en plus inquiets des effets que pourrait avoir Internet sur les droits de retransmission télévisés, a expliqué Dick Pound, un des officiels du CIO. Ce dernier a donc créé une commission chargée de réfléchir à l'influence d'Internet sur les retransmissions. Il devient de plus en plus facile de regarder les Jeux, par ordinateur interposé, via le réseau informatique mondial, ce qui échappe au CIO.

Abonnez-vous au Monde jusqu'à 360% d'économie

pour ne manquer aucun rendez-vous en 1998

- EN MARS... Les élections régionales et cantonales
- EN MAI... Le trentième anniversaire de mai 68
- A PARTIR DE JUIN... La Coupe du Monde de football
- CET ETE... Un voyage en Egypte dans les pas de Bonaparte
- EN JANVIER 1999... La mise en circulation de l'euro
- ET TOUS LES JOURS... AVEC LE MONDE PASSEZ UNE BONNE ANNEE 1998

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 562F ☐ 6 MOIS - 1086F ☐ 1 AN - 1980F

au lieu de 585F au lieu de 1170F au lieu de 2340F

* Prix de vente au numéro (Tant en France métropolitaine qu'à l'étranger)

je joins mon règlement, soit : ☐ F 301 201 001

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 AN	2190F	2980F	4190F
6 mois	1180F	1560F	2190F
3 mois	585F	790F	1090F

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lacaze - 92046 Châtigny Cedex

Une exécution très « clean » par Alain Rollat

C'EST PROPRE, c'est net, c'est nickel, c'est CNN. L'exécution en direct d'un être humain à la télévision américaine. Cela ressemble au dénouement d'un feuilleton. Cela commence par une bande-annonce, diffusée tous les quarts d'heure, entre la météo et les cours de la Bourse de Tokyo. L'image de l'héroïne donnant rendez-vous à son public est sélectionnée avec soin. Elle se doit d'être positive, surtout quand il s'agit du dernier épisode. Bien choisie, l'image nécrologique de Karla Tucker, cette nuit, l'était. On la voyait sourdre derrière un grillage. Elle s'approchait de nous, pour un gros plan, faisait un signe amical de la main pour nous encourager à supporter sa fin annoncée, disait « Bye bye » et repartait d'un pas tranquille, presque allègre, vers le fameux « couloir de la mort ».

Combien y a-t-il de « couloirs de la mort » aux Etats-Unis ? Ce

lui de la prison de Huntsville est des mieux entretenus. Il y flotte une odeur mélangée de désinfectant et de fast-food qui le fait ressembler à une clinique. Les habitués du bar du quartier, le Café Texan (l'enseigne est en français), sont très fiers de leur administration pénitentiaire, et il y a de quoi. Le directeur adjoint de cet établissement est un homme charmant. Il s'est montré très courtois dans sa visite guidée. Grâce à lui, nous sommes entrés dans l'intimité de Karla. Elle était comme chez elle. Nous avons vu sa dernière cellule, repeinte en gris, le lit aux draps immaculés, le bidet, le coin lavabo, la douche sans rideau, l'horloge électronique qui lui a donné l'heure jusqu'au clap final. Un cuisinier était à sa disposition. On nous a précisé plus tard qu'elle avait commandé de la salade, une pêche et une banane. Notre visite de ces lieux aseptisés s'est termi-

née, bien entendu, au bloc opératoire, une pièce aux murs couleur bleu pâle. On nous a montré les boîtes d'observation réservées aux familles et au pool de presse. La caméra a zoomé sur le trou par lequel passent les tubes de perfusion, mais on nous a garanti que les trois piqûres ne feraient pas souffrir Karla.

C'était réglé comme du papier à musique et le show s'est bien passé. Il faisait nuit quand les témoins nous ont rapporté l'exécution en détail, les hélicoptères faisaient du bruit au-dessus de nos têtes, mais c'est avec soulagement que nous avons appris que Karla est morte heureuse à l'idée de voir enfin « Dieu en face ». God save America ! D'ailleurs, Karla n'est pas vraiment morte. Sur CNN, plusieurs heures après sa mort, elle nous disait encore « Bye bye ». Ce fut donc le plus divinement correct des happy end. Good morning, Texas !

FILMS DE LA SOIRÉE

19.05 Dry Rot ■
De Maurice Elvey (Grande-Bretagne, 1956, N, v.o., 85 min).
Ciné Cinéfi

20.30 Les Chemins de la gloire ■
De Howard Hawks (États-Unis, 1936, N, v.o., 105 min).
Ciné Cinéfi

20.30 Une étrange nuit ■
De Sidney Lumet (États-Unis, 1992, 110 min).
Ciné Cinémas

21.10 Kiss of Death ■
De B. Schroeder (EU, 1994, 99 min).
TSR

21.15 Une vie en cendres ■
De Michael Ray Rhodes (États-Unis, 1995, 90 min).
RTBF 1

22.15 Liekeleli ■
De Maurice Elvey (Grande-Bretagne, 1956, N, v.o., 85 min).
Ciné Cinéfi

22.40 Hitcher ■
De R. Harmon (EU, 1986, 99 min).
RTBF 1

23.25 Putain d'histoire d'amour ■
De Gilles Béhat (France, 1981, 100 min).
Festival

23.35 Le Silence ■
D'Ingmar Bergman (Suède, 1962, N, v.o., 95 min).
Ciné Cinéfi

23.50 Portrait de femme ■
De Jane Campion (Grande-Bretagne, 1996, v.o., 139 min).
Ciné +

0.20 Mamma Roma ■
De Pier Paolo Pasolini (Italie, 1962, N, v.o., 100 min).
RTL 9

1.10 Croisières sidérales ■
D'André Zwoboda (France, 1941, N, v.o., 95 min).
Ciné Cinéfi

2.10 Les Couleurs du diable ■
D'A. Jasson (F, 1997, min).
Canal +

2.15 Au rendez-vous de la mort joyeuse ■
De Juan Bunuel (France - Italie, 1972, 80 min).
Ciné Cinémas

4.55 L'Armée des douze singes ■
De Terry Gilliam (États-Unis, 1995, 124 min).
Ciné +

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

17.00 Le Gal Savoir ■
Mais qu'est-ce qu'un français ? Invités : Jean-Marie Colombani, directeur du Monde pour son livre *Le Résident de la République*; Alain Constat; Jean-Claude Barreau; Pascal Sevran; Roland Dumas. Paris Première

18.00 Stars en stock ■
Robert Redford. Paris Première

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs ■
Invités : Emma Thompson; Phyllida Law. Canal +

20.00 Faut pas rêver ■
Tchad : La solde. France : L'arbre à pommes. Espagne : La petite basque. Invité : Patrick Ewen. TV 5

20.10 Strip-tease ■
Allez, emballez, terminé. Lire et écrire. Merci patron. La compassion. RTBF 1

20.45 Les Mercrédies de l'Histoire ■
Bienvenue parmi la race des hommes. Invités : David Douillet; Michel Galabru. Arte

20.50 Combien ça coûte ? ■
Invités : David Douillet; Michel Galabru. TF 1

20.50 La Marche du siècle ■
Hommes colossaux. France 3

21.00 Strip-tease ■
Invités : David Douillet; Michel Galabru. TF 1

21.00 Strip-tease ■
Invités : David Douillet; Michel Galabru. TF 1

22.35 Savoir plus santé ■
Les maladies de la pollution. Invités : Les professeurs Alain Grinfeld et William Dob. TV 5

22.40 La Vie à l'endroit ■
La prison, et après ? France 2

22.55 Le Droit de savoir ■
La vie... sur liste d'attente. TF 1

DOCUMENTAIRES

23.20 Un siècle d'écrivains ■
Pierre Benoit. France 3

0.30 Le Cercle du cinéma ■
A la découverte du soleil. Invités : Wolfgang Panzer; Martin Huber; Mohamed Chouhli; Manuel Azzi; etc. France 2

20.00 Les Gibbons ■
Amour de singes. Arte

20.05 Les Nouveaux Explorateurs ■
A la découverte du soleil. Planète

20.55 Les Transibériennes ■
Téva

21.30 Vivre dans le désert ■
Téva

21.40 Musica. Vive Balanchine ■
Arte

21.55 Pierre et Gilles, histoires d'amour ■
Paris Première

22.00 Africa. [1/8]. Différents ■
mais égaux. Histoire

22.15 Marseille de père en fils ■
[1/8]. Ombres sur la ville. Planète

23.10 Profil. Benoit Brecht ■
[1/8]. Penser, c'est changer. Arte

23.35 Nathan Milstein ■
Maître de l'invention. [1/2]. Quelques souvenirs d'un musicien discret. Muzik

23.35 Roosevelt, un destin pour l'Amérique ■
[1/2]. TSR

0.10 La Lucarne ■
Lumières boréales. Arte

19.15 Kaguyahime ■
France Supervision

21.00 Casse-Noisette ■
Ballet. Muzik

22.40 Baryshnikov danse Balanchine ■
Ballet. Arte

MUSIQUE

20.25 Guitarras ■
Pepe Habichuela. Muzik

21.35 Concert Patrick Smith ■
France Supervision

22.25 Eliot Murphy ■
0.35 Jazz of the World, Montreux 96. Muzik

19.00 L'Affaire Seznec ■
Question de perspective. Canal Jimmy

20.30 Bête volée ■
De Florence Strauss. Festival

20.30 Les Filles du KGB ■
De Don Taylor. RTL 9

20.35 Splash II ■
De Greg Armanaci. Disney Channel

20.35 La Main de l'assassin ■
De Stuart Orme. TM6

22.00 Une mer bleue de sang ■
De Maurice Fryland. Festival

20.30 Star Trek : la nouvelle génération ■
Question de perspective. Canal Jimmy

21.35 L'Insult. La Révélation ■
France 2

21.00 Les Cinq Dernières Minutes ■
Les Cheveux en queue. Série Club

22.15 Brooklyn South ■
Touché by a Cherished Cab (v.o.). Série Club

22.15 Presque parfaite ■
Un après-midi de chien (v.o.). Canal Jimmy

22.40 Spin City ■
Quand le maire s'invite (v.o.). Canal Jimmy

0.55 New York District ■
Génération violence. France 3

NOTRE CHOIX

● **21.40 Arte Musica : George Balanchine**
Mikhail Baryshnikov suivant pas à pas Balanchine, qui lui indique son rôle : voilà des images rares. Alors profitez-en : deux génies de la danse à la queue l'un de l'autre, ça ne manque pas de sel. Dans ce programme consacré à George Balanchine, né Georgi Melitonovich Balanchivadze, c'est bien le seul moment où le chorégraphe d'origine géorgienne est montré autrement qu'en photo. Reste Baryshnikov, et c'est déjà beaucoup. Il danse *Apollon*, chef-d'œuvre absolu de la tige et du cercle, composé en 1928. Apollon et ses muses mises en attelage, et fouette, cocher ! sur la musique de Stravinsky. Un régal, et pas seulement pour les « fondus » du chorégraphe disparu en 1983. Pour ouvrir ce « Musica », un film de Michael Blackwood, *Vive Balanchine* !, ou comment l'œuvre se perpétue dans son authenticité. On apprend ainsi que le directeur du New York City Ballet a légué à chacune de ses solistes la responsabilité d'un ou de plusieurs ballets. Ceux qu'elles sauraient transmettre avec amour. Malin, non ? - D. E.

● **23.25 Festival Putain d'histoire d'amour**
Un chauffeur de taxi, joueur invétéré, se trouve lié par la passion du jeu à une strip-teaseuse de Pigalle, endettée jusqu'au cou. Nuits névrosées et aubes blêmes, chance et malchance, valse de l'argent sur les tapis verts, paris insensés, amour et jalousie. Le film de Gilles Béhat est emporté par une violence lyrique et l'interprétation remarquable de Richard Berry. - J. S.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
19.00 Le Bigdil.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, Résultat des courses.
20.45 Météo des neiges.
20.50 Combien ça coûte ?
22.55 Le Droit de savoir.
La vie... sur liste d'attente.
0.10 Formule foot.
0.45 TF1 nuit, Météo.
1.00 Cas de divorce.
1.25 TF1 nuit.
1.35 Concert.

FRANCE 2
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 et 1.50 C'est l'heure.
19.50 et 20.50 Tirage du Loto.
20.10 Une noumou d'enfer.
20.40 Décrochages info, Éléments Terre.
20.50 Opération Porte de feu.
Téléfilm O de Kasper Veldebach.
22.50 Jessica, le combat pour l'amour.
Téléfilm d'Armand Mastroianni.
0.30 Secrets de femme. D.
1.05 Sexy Zap. D.
1.35 Boulevard des clips.

FRANCE 3
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 et 22.45 Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomac.
20.50 La Marche du siècle.
Hommes colossaux.
22.55 Soir 3.
23.20 Un siècle d'écrivains.
Pierre Benoit, l'arbitre prisonnier.
0.10 Cinéma étoiles.
0.40 Vivre avec...
0.55 New York District.

CANAL +
En clair jusqu'à 21.00
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
19.30 AB8 Algérie.
20.30 Le Journal du cinéma.
21.00 L'axe de foot.
Film de Ridley Scott.
23.00 Flash infos.
23.05 Jour de foot.
23.50 Portrait de femme ■
Film de Jane Campion (v.o.).

ARTE

19.00 Au nom de la loi.
19.30 7/12.
20.50 Les Gibbons.
20.30 1/17 Journal.
20.45 Les Mercrédies de l'Histoire.
Bienvenue parmi la race des hommes.
21.40 Musica. Vive Balanchine !
22.40 Baryshnikov danse Balanchine.
23.10 Profil. Benoit Brecht [1/8].
0.10 La Lucarne.
Lumières boréales.
1.35 La Troisième Rivière du fleuve.
Téléfilm de Nelson Pereira Dos Santos.

M 6
19.00 Lois et Clark, les nouvelles aventures de Superman.
19.50 Les Mots d'Eric et Ramzy.
19.54 6 minutes. Météo.
20.10 Une noumou d'enfer.
20.40 Décrochages info, Éléments Terre.
20.50 Opération Porte de feu.
Téléfilm O de Kasper Veldebach.
22.50 Jessica, le combat pour l'amour.
Téléfilm d'Armand Mastroianni.
0.30 Secrets de femme. D.
1.05 Sexy Zap. D.
1.35 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE
20.30 Agora. Alain Pagès.
21.00 Philambule. Usage de Heidegger.
22.10 Fiction.
Le Goût de l'orange, de Marthe Rébel.
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE
20.00 Concert. Présences 98.
Œuvres de Levinas, Dusanin, Xenakis.
22.30 Musique phare.
Œuvres de Dufour, Zamek, Savouret.
23.07 Les Greniers de la mémoire.
Concert pour alto et orchestre.
de Bartok, par l'Orchestre national de la RTT, dir. Ernie Beut.

RADIO-CLASSIQUE
20.40 et 22.00 Les Soirées.
Œuvres de Gershwin, Joplin, Frey, Conrad et Robinson, Anhel, Copland.

FILMS DU JOUR

13.30 Baptême ■
De René Féret (France, 1989, 125 min).
Ciné Cinéfi

13.30 A Dangerous Profession ■
De Ted Tetzlaff (États-Unis, 1949, N, v.o., 85 min).
Ciné Cinéfi

14.55 Liekeleli ■
De Maurice Elvey (Grande-Bretagne, 1956, N, v.o., 85 min).
Ciné Cinéfi

15.15 Land and Freedom ■
De Ken Loach (GB - Esp. - All., 1994, 110 min).
Ciné Cinémas

16.15 Dry Rot ■
De Maurice Elvey (Grande-Bretagne, 1956, N, v.o., 85 min).
Ciné Cinéfi

16.55 La Couleur de l'armoire ■
De Reginald Hudlin (États-Unis, 1996, 85 min).
Ciné Cinémas

17.15 Kramer contre Kramer ■
De Robert Benton (États-Unis, 1979, 105 min).
Ciné Cinémas

17.45 Le Silence ■
D'Ingmar Bergman (Suède, 1962, N, v.o., 95 min).
Ciné Cinéfi

19.20 Mon passé défendu ■
De Robert Stevenson (États-Unis, 1951, N, 70 min).
Ciné Cinéfi

20.00 Golden Eighties ■
De Chantal Akerman (France - Belgique - Suisse, 1985, 95 min).
TV 5

20.30 Une belle garce ■
De Marco de Garmy (France, 1930, N, v.o., 100 min).
Ciné Cinéfi

20.30 Charade ■
De Stanley Donen (États-Unis, 1963, 115 min).
Ciné Cinémas

20.30 Superman III ■
De Richard Lester (États-Unis, 1983, 130 min).
RTL 9

20.35 Un homme et une femme ■
De Claude Lelouch (France, 1966, 100 min).
Canal Jimmy

20.35 Un week-end sur deux ■
De Nicole Garcia (France, 1989, 149 min).
TM6

20.55 Myricé Pizsa ■
De Donald Perrie (États-Unis, 1988, 125 min).
Téva

21.00 Les Misérables ■
De Raymond Bernard [1/3] (France, 1933, N, 120 min).
Histoire

21.00 Tristana ■
De Luis Buñuel (France - Espagne, 1970, 100 min).
Paris Première

22.05 Une femme un jour ■
De Léonard Keigel (France, 1977, 95 min).
Festival

22.05 Les Apprentis ■
De Pierre Salvadori (France, 1994, 95 min).
RTBF 1

22.10 Croisières sidérales ■
D'André Zwoboda (France, 1941, N, v.o., 95 min).
Ciné Cinéfi

22.15 Un été à la Conquête ■
De Fernand Rougetier (France-Belgique-Tunisie, 1996, 90 min).
Canal +

22.25 En avoiron (ou pas) ■
De Laurent Maistre (France, 1995, 85 min).
Ciné Cinémas

23.00 Confidences à un inconnu ■
De Georges Bardawil (France, 1995, 95 min).
Ciné Cinémas

0.35 Accatone ■
De Pier Paolo Pasolini (Italie, 1961, N, v.o., 113 min).
RTL 9

4.55 The Pillow Book ■
De Peter Greenaway (France-Grande-Bretagne, 1995, 124 min).
Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

20.45 Soirée thématique : Shoah ■
Invités : Annette Wieviorka, Michael Friedmann, des élèves de seconde du lycée international de Sorsbourg. Arte

MAGAZINES

10.55 Arrêt sur images ■
Massacres en Algérie : la diffusion d'enquêtes. Invités : Jean Daniel, Daniel Lecomte, Lara Marlow. La Cinquième

13.00 De l'actualité à l'Histoire ■
Où en est le gaullisme ? Le forum de Divoc. Invités : Jacques Baumel, Pierre Lelouch, Laurence Herry, Serge Marti. Histoire

13.35 Parole d'Expert ■
Invité : Yves Rénier. France 3

14.45 Au-delà des apparences ■
Warren Beatty. TV 5

17.00 Le Magazine de l'Histoire ■
Histoire

18.00 Stars en stock ■
Betty Grable. Histoire

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs ■
Invités : Jean-Marie Colombani, directeur du Monde pour son livre *Le Résident de la République*; Pam Crier. Canal +

19.00 De l'actualité à l'Histoire ■
Histoire

19.00 Rive droite, rive gauche ■
Histoire

20.00 20h Paris Première ■
Paris Première

20.55 Envoyé spécial ■
Chronique d'un commissariat. Au royaume des avocats. P-5 : Les aveugles en parapente. France 2

22.35 Des racines et des ailes ■
Après l'amour, le désamour. Un Français au pays du Vaudou. TV 5

23.00 Les Dossiers de l'Histoire ■
Vercin [1/2]. Histoire

23.20 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? ■
Les Francillins. René Vasquez Diaz. Recto Verso. Sépia. Home video. France 3

DOCUMENTAIRES

0.15 Saga-Cités ■
Les Italiens de Nogent. France 3

0.25 La 25e Heure ■
Mandela, fils de l'Afrique, père d'une nation. France 2

18.00 Les Grandes Enigmes de l'Histoire ■
Le mystère du Cornet. La Cinquième

18.15 L'Affaire O.J. Simpson ■
Planète

18.30 Les Aventures de Papiroussa ■
La Cinquième

18.30 Portrait rêvé : Stéphane Grappelli ■
[1/2]. Muzik

19.00 La Force basque ■
Planète

19.15 Jacob Jordanes ■
France Supervision

19.30 Cycle Raymond Depardon ■
Planète

20.00 Cuba si, Cuba no ■
Histoire

20.00 Les Stars espagnoles de l'opéra ■
Planète

20.30 A part ça... ■
Patrick Poivre d'Arvor. Canal +

20.35 Fin de siècle ■
Planète

20.50 Shoa. Seconde époque ■
Arte

21.40 Le Fado : Ombre et lumière ■
France Supervision

22.00 Marseille de père en fils ■
[1/8]. Coup de maître. Planète

22.35 Bruxelles requiem ■
France Supervision

22.55 Pablo Casals ■
Le chant des oiseaux. Muzik

23.10 Vingt ans... à Tokyo ■
France 2

0.00 L'Art de la direction d'orchestre ■
[1/2]. Histoire

DANSE

20.45 Les Ballets de Paul Taylor ■
France Supervision

17.50 Jazz 625 : Art Farmer Quartet ■
Concert enregistré en 1964. Muzik

21.00 Zazoula : Marina ■
23.35 Yehudi Menuhin.
Concerto de Brahms.
Leipzig 1983. Paris Première

0.05 José Carreras à Grenade ■
0.50 Petri Simón. France Supervision

18.00 Le Voyage d'Eva ■
De Patrick Gaudier. Téva

19.35 Nomenklatura ■
De Michael J. Ostrowski. Festival

20.30 Vichy Dancing ■
De Leonard Keigel. Festival

20.50 « Il » est revenu ■
A De Tommy L. Wallace [1 et 2/2]. M 6

22.30 Made in America ■
O Messonges.
De Pauline Chan. TF 1

23.55 Le Horsain ■
De Philippe Venault. Festival

17.50 Hardley, cœurs à vif ■
Le chant des oiseaux. France 2

18.20 Les Aventures du jeune Indiana Jones ■
Paris, octobre 1916. Série Club

19.00 Lois et Clark, les nouvelles aventures de Superman ■
M 6

20.30 Campus Show ■
Whitney est amoureux. Série Club

20.35 Les Envahisseurs ■
Le mur de cristal. Disney Channel

20.35 Quel m l ■
Pour sauver Pablo. RTBF 1

20.45 Models Inc. ■
Série Club

20.50 Julie Lescaut ■
La France assassinée. TF 1

21.45 Navarro ■
Crime de sang. TSR

23.00 Code Quantum ■
Miss Mély et son chauffeur. Série Club

0.40 Médecins de nuit ■
Disco. Série Club

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classiques.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :

O Accord parental souhaitable

A Accord parental indispensable

ou interdit aux moins de 12 ans

□ Public adulte

ou interdit aux moins de 16 ans

NOTRE CHOIX

● **20.35 Canal + A part ça...**
Patrick Poivre d'Arvor

Le cas PPDA

APRÈS AVOIR INTERVIEWÉ David Bowie, Michel Polnareff, Elton John, le général Lebed, Al Pacino, et avant de rencontrer le dalaï-lama, Michel Denisot a souhaité consacrer un numéro d'A part ça... à Patrick Poivre d'Arvor. TF 1, où le journaliste officie depuis plus de dix ans aux commandes du « JT », n'a pas apprécié l'initiative de Denisot. La direction de la Une a refusé à la chaîne cryptée le droit d'utiliser des images des archives maison et a interdit à son personnel de répondre aux questions de Michel Parbot, auteur du long portrait qui introduit l'interview sur Canal.

TF 1 a également fait savoir à PPDA qu'elle ne souhaitait pas qu'il se montre sur la chaîne concurrente. C'était bien mal le connaître. Bravant les interdictions, le journaliste s'est prêté au jeu (deux heures d'émission pour faire le tour de sa vie et de son œuvre) avec une visible gourmandise. Considérant que PPDA est « l'une des plus grandes stars françaises de son temps », Michel Denisot a interrogé tous les membres de sa famille - parents, épouse, fille, frère, sœur -, ses professeurs, ses amis d'enfance, ses anciens collègues de travail, les politiques qui l'ont côtoyé, ses voisins de Trégastel (son refuge breton), etc. Le portrait qu'il nous livre est sidérant tant par sa démesure que par les témoignages enflammés qu'il rapporte.

« Un garçon d'une virtuosité, d'une intelligence, d'un brio ! », se souvient Jack Lang, qui fut son professeur à la faculté de droit. « A mon avis, c'est le meilleur, et de loin », s'exclame Valéry Giscard d'Estaing. Les propos relatifs à la vie privée du journaliste - interrogé avec un acharnement assez malsain par Michel Denisot - ne sont pas moins excessifs. La seule intervention mesurée émane de Pierre Lescur, ancien patron de PPDA du temps où celui-ci présentait le journal d'Antenne 2. S'interrogeant sur le « cas PPDA », le PDG de Canal Plus se demande comment un homme qui se plaît à scénariser sa vie dans ses romans et qui fait régulièrement la une des magazines à sensation peut rester un journaliste crédible auprès de ses interlocuteurs politiques comme des téléspectateurs.

Sylvie Kerriel

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
13.45 Les Feux de l'amour.
14.40 Arabesque.
15.30 Côte Ouest.
16.20 L'homme qui tombe à pic.
17.05 Sunset Beach.
17.55 Les Années bleues.
18.25 Touché, gagné !
19.00 Le Bigdil.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Résultat des courses.
20.50 Julie Lescaut.
La France assassinée.
22.30 Made in America. O Messonges.
0.20 Les Rendez-vous de l'entreprise.
0.45 TF1 nuit, Météo.
0.55 Cas de divorce.
1.25 TF1 nuit.

FRANCE 2
13.50 Le Renard.
14.55 L'Enquêteur.
Téléfilm de Camillo Vito.
16.00 La Chance aux chansons.
16.55 Des chiffres et des lettres.
17.20 Un livre, des livres.
17.25 Chair de poule.
17.50 Hardley, cœurs à vif.
18.45 Quel est ce ?
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
A cheval, Météo, Point route.
20.55 Envoyé spécial.
Chronique d'un commissariat.
Au royaume des avocats.
P-5 : Les aveugles en parapente.
23.10 Vingt ans... à Tokyo.
0.10 Journal, Météo.
0.25 La 25e Heure. Mandela, fils de l'Afrique, père d'une nation.

FRANCE 3
13.35 Parole d'Expert.
14.35 Le Prix d'une princesse.
Téléfilm de Camillo Vito.
16.05 Le Magazine du cheval.
16.40 Minikneux.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion.
18.45 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 Météo, Météo des neiges.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.50 Jumeaux.
Film d'van Reithman.
22.45 Météo, Soir 3.
23.20 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?
0.15 Saga-Cités.
0.45 Espace francophone.
1.15 New York District.

CANAL +
13.35 Le Journal du cinéma.
14.00 Les Superstars du catch.
16.35 C Net.
16.45 Surprises.
16.55 Les Couleurs de l'Armée.
Film de Reginald Hudlin.
En clair jusqu'à 20.35
18.20 Robin.
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
Invités : Jean-Marie Colombani, Pam Crier, 19.30 AB8 Algérie.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 A part ça...
Patrick Poivre d'Arvor.
20.36 Le documentaire.
21.25 L'interview.

RADIO

22.05 Flash infos.
22.14 Art.
22.15 Un été à la Conquête ■
Film de Fédor Boghachin.
23.45 Surprises.
0.00 Basket-ball.
Paul-Ortiz - Aba Berlin.
1.35 Hockey sur glace.

LA CINQUIÈME/ARTE
13.30 et 17.30 100 % question.
14.00 La France aux mille villages.
14.25 La Cinquième rencontre...
14.30 Portraits de juges.
15.30 Discussion
avec Mireille Delmas-Marty.
16.00 Les Lumières du music-hall.
16.30 Modes de vie, modes d'emploi.
17.00 Cello.
18.00 Les Grandes Enigmes de l'Histoire.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Au nom de la loi.
19.30 7/12.
20.00 Graph. Ralph Siegmund. Cardon.
20.30 8/12 Journal.
20.45 Soirée thématique. Shoah.
20.50 Shoah.
Film documentaire de Claude Lanzmann [2/2].
1.35 It's All True.
Film de Richard Wilson, Myron Meisel, Bill Krohn.

M 6
13.30 Le Regard du cœur.
Téléfilm de Michael Miller.
15.20 Le Joker.
16.15 et 1.05 Boulevard des clips.
17.30 Mister Biz.
18.00 Bugs.
19.00 Lois et Clark, les nouvelles aventures de Superman.
19.50 Les Mots d'Eric et Ramzy.
19.54 6 minutes. Météo.
20.10 Une noumou d'enfer.
20.40 Décrochages info, Passé simple.
20.50 « Il » est revenu.
Téléfilm de Tommy Lee Wallace [1 et 2/2].
0.10 Techno Max, Techno Mix.

RADIO

FRANCE-CULTURE
19.45 Les Enjeux internationaux.
20.00 Les Chemins de la musique.
20.30 Agora. Alberto Ruy-Sanchez.
21.00 Liens de mémoire.
Le cimetière du Père-Lachaise.
22.10 For intérieur.
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE
18.30 Scène ouverte.
19.30 Prélude.
20.00 Opéra.
Pages baroque.
Dardouze de Rameau.
22.30 Musique phare.
Le Javoué, de Coebels.
Régis Houdouard, réclame.
23.07 En musique dans le texte.

RADIO-CLASSIQUE
18.30 Le Magazine de Radio-Classique.
19.30 Classique affaires-soir.
20.40 et 22.30 Les Soirées.
Chagall et la musique.
Œuvres de Tchaïkovski, Mozart, Beethoven, Adam, Debussy, Ravel, Moussorgski, Stravinsky.

Gueules d'assassins

par Pierre Georges

DANS LE FLOT des dépêches venues du Texas, l'une commençait ce matin par ces mots : « *Karla Tucker a pleuré* ». Notez, greffier de presse ! Un quart d'heure avant sa mort, la condamnée pleurait encore. Voilà. Et, ici, on n'a rien de plus à dire. Tout cela est abominable, abject, barbare. Il n'en reste rien d'humain. Que l'envie parfois de vomir. Que l'envie parfois aussi de détroquer, dans la honte d'avoir, en dix jours, vécu une descente aux enfers de la machine médiatique emballée. Entre l'effusion et la mise à mort, entre le lit de Clinton et le bloc opératoire d'une exécution, nous en avons eu pour notre argent et notre barbarie.

Il y a bien longtemps en France, évoquant une de ces aubes ensanglantées par le couperet, Robert Badinter avait eu ce mot : « *Ce matin-là, nous avions tous des gueules d'assassins* ». C'est cela même. Des gueules bien repues d'assassins et de voyeurs. Mort et sexe : au détail et en gros, notre humanisme est décidément très fin de siècle.

Alors, parlons d'autre chose. Mais de quoi ? Du fulgurant bras de fer, de mots, qui oppose Claude Allègre aux enseignants ? Bon, cela sent plutôt son rituel académique, une sorte d'historique d'amour qui tournerait vinaigre. Le bouillonnant ministre de l'éducation secoue tellement le cocotier, pour le bien présumé du cocotier, qu'il a fini, comme l'on dit, par décrocher la timbale. Les enseignants, pas tous les enseignants mais une notable partie tout de même, sont descendus dans la rue pour dire qu'ils en avaient assez de ces mises au pluet permanentes et de ces flagellations publiques urticantes. Les enseignants, en somme, sont furieux d'être pris et montrés

pour des cancrs. Cela se conçoit assez volontiers. Les coups de règle sur la tête ou les doigts eurent leur efficacité naguère. Mais point trop n'en faut. Cette méthode pédagogique a ses limites. Ne serait-ce que celle de la capacité d'endurance.

Bon, nous en sommes là. Mots contre mots. Images contre images. Sous les yeux d'une opinion publique qui commence à trouver que, si le ministre n'a pas tort, les enseignants peuvent aussi avoir raison et qu'il est peut-être temps maintenant de ranger les mots au vestiaire pour discuter sérieusement de choses sérieuses. Autrement dit, pour prendre une image rugbystique, l'affrontement des packs a assez duré : passons, après l'ère nécessaire des baffes, à celle du beau jeu.

Quoi d'autre ? Une publicité peut-être et qui fait micro-scandale. Elle a pour thème la nouvelle Golf de chez Volkswagen. Les créateurs, qui ont quand même de la ressource et de la culture, ont imaginé une affiche-Cine. S'inspirant de Léonard de Vinci, cette affiche montre un Christ cheval-vapeur annonçant la bonne nouvelle aux douze apôtres : « *Mes amis, réjoignez-vous, car une nouvelle Gelfesne* ».

Que voulez-vous que fasse l'Épiscopat ? Il a protesté contre « *cette récupération des symboles chrétiens essentiels pour faire de la publicité et de l'argent* ». Et il a même lancé une procédure judiciaire via l'association Croyances et Libertés. Les juges se prononceront le 25 février. En attendant, Volkswagen, saisi d'une sainte trouille commerciale, mène d'un vrai repentir, a fait savoir qu'elle retirait immédiatement ces affiches blasphématoires. Alléluia !

La circulation alternée pourrait être imposée jeudi dans l'agglomération parisienne

Cette mesure viserait à éviter d'atteindre le niveau 3 du seuil de pollution

UNE FORTE probabilité de mise en place du dispositif de circulation alternée à Paris et dans les départements limitrophes, pour la journée du jeudi 5 février, était envisagée, mercredi dans la matinée, à la préfecture de police de Paris.

Météo-France et Airparif, le réseau de surveillance de la qualité de l'air en Ile-de-France, estimaient en effet qu'une inversion des températures, mercredi soir, et une atténuation des vents, jeudi, risquaient d'entraîner le passage au niveau 3 du seuil de pollution atmosphérique, en particulier par le dioxyde d'azote (NO₂).

L'arrêté du 11 avril 1997 prévoit qu'en regard de la loi sur l'air du 30 décembre 1996, la mesure de circulation alternée doit être décidée par le préfet de police, et en banlieue par les préfets de département, lorsque « le niveau 3 est atteint ou risque de l'être ».

Pour la première fois, un arrêté interdépartemental imposant la circulation alternée avant même le

franchissement du niveau 3 de pollution était donc envisagé. Cette mesure d'interdiction de circuler devait s'appliquer à tous les véhicules portant des plaques minéralogiques dont le premier numéro se termine par un chiffre impair, à l'exception d'une certaine nombre de catégories d'usagers.

Si les chiffres étaient légèrement en baisse, mercredi matin, en raison d'un léger vent, le niveau 2 de l'alerte à la pollution avait été dépassé, mardi 3 février, dans la région parisienne.

VITESSE RÉDUITE
Des taux maximum de 320 microgrammes par mètre cube (microg/m³) avaient été atteints (le seuil du niveau 2 est de 300 microg/m³) à la station de la Tour Saint-Jacques (4^e arrondissement) et dans le secteur d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne).

Le niveau 1 avait également été atteint pour le dioxyde de soufre (SO₂), une pollution davantage d'origine industrielle que le

dioxyde d'azote émis par les automobiles.

La préfecture de police avait lancé, mardi 3 février après midi, la procédure d'information du public. Les autorités recommandaient à tous d'« utiliser prioritairement les réseaux de transports en commun, de pratiquer le covoiturage ».

Les automobilistes étaient appelés à réduire leur vitesse de 20 kilomètres-heure par rapport aux vitesses autorisées. Par ailleurs, la circulation des cars était interdite dans les îles Saint-Louis et de la Cité. Lors de la précédente alerte de niveau 3, le 30 septembre 1997, le passage entre l'alerte 2 et 3 s'était fait en à peine deux heures. C'est à l'initiative du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement que, le 30 septembre, la décision avait été prise de mettre en œuvre la circulation alternée.

Christophe de Chenay et Sylvia Zappi

Le Parti socialiste a désigné vingt de ses porte-parole régionaux

FRANÇOIS HOLLANDE, premier secrétaire du Parti socialiste, a présenté, mercredi 4 février, à la presse, la liste des porte-parole régionaux du PS en métropole. Ces porte-parole ne seront pas systématiquement candidats à la présidence de la région. Vingt d'entre eux sur vingt-deux, choisis par les listes départementales et les premiers fédéraux, sont désignés : Serge Rosenbly en Alsace ; Alain Rousset en Aquitaine ; Catherine Guy-Quint en Auvergne ; François Geindre en Basse-Normandie ; François Rebsamen en Bourgogne ; Jean-Yves Le Drian en Bretagne ; Michel Sapin dans la région Centre ; Jean-Pierre Bouquet en Champagne-Ardenne ; Pierre Moscovici en Franche-Comté ; Dominique Strauss-Kahn en Ile-de-France ; Georges Frêche en Languedoc-Roussillon ; Robert Savy en Limousin ; Martin Malvy en Midi-Pyrénées ; Michel Delabarre dans le Nord-Pas-de-Calais ; Alain Le Vern en Haute-Normandie ; Yannick Vaugrenard dans les Pays-de-Lore ; Maurice Vatin en Picardie ; Philippe Marchand en Poitou-Charentes ; Michel Vauzelle en Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) ; Jean-Jack Queyranne en Rhône-Alpes. Le porte-parole n'a pas encore été désigné, et la Corse est réservée aux radicaux de gauche. Les porte-parole n'ont pas été désignés en Basse-Normandie et en Corse.

Mardi 3 février, M. Hollande a présenté au bureau national le comité national de campagne, qu'il présidera. Il comprend une dizaine de personnes dont Jack Lang (porte-parole), Alain Claeys (organisation), Alain Bergougnoux (communication), Jean-Christophe Cambadélis (meetings unitaires), Gérard Le Gall, Michèle Sabban et Bernard Roman. M. Hollande participera à une vingtaine de meetings. Des réunions publiques unitaires pourraient avoir lieu à Paris, en PACA, en Auvergne et en Midi-Pyrénées. Lionel Jospin devrait participer à deux meetings, sans doute à Paris et à Toulouse.

Le bureau national, M. Hollande, qui avait reçu Lucien Weygand, président du conseil général des Bouches-du-Rhône, a indiqué qu'il n'était pas parvenu à un accord avec celui-ci. M. Weygand envisage de présenter une liste dissidente face à celle de la gauche pharise conduite par M. Vauzelle. Pour M. Hollande, « ceux qui mettent en péril l'union porteront la responsabilité du résultat ». Pour l'Ile-de-France, le premier secrétaire du PS a opposé une fin de non-recevoir à Jean-Luc Mélenchon qui demandait, au nom de la Gauche socialiste, que les militants élisent le porte-parole. Conformément à l'accord national avec le Mouvement des citoyens, celui-ci aura une deuxième place éligible à la sézième - à Paris. Les Parisiens du bureau national - M. Cambadélis, Bertrand Delanoë et Jean-Marie Le Guen - ont voté contre.

Michel Bôlle-Richard

Michel Noblecourt

La remise des déclarations de revenus pour 1997 est reportée au 30 mars 1998

LE MINISTÈRE de l'économie et des finances a annoncé, mercredi 4 février, le report d'un mois des déclarations de revenus de 1997. Les contribuables auront donc jusqu'au 30 mars pour envoyer leur feuille d'impôts. Deux raisons expliquent ce report. La première est officielle : la grève qui a affecté certains centres régionaux informatiques de la direction générale des impôts, fin décembre et en janvier, a provoqué un retard d'un mois dans la préparation des feuilles d'impôts. La seconde est officieuse : le gouvernement ne souhaite pas que la date limite de dépôt des déclarations coïncide avec les élections régionales et cantonales prévues pour les dimanches 15 et 22 mars.

PEINE DE MORT : Alain Madelin, président de Démocratie libérale, interrogé, mercredi 4 février sur Europe 1, sur l'exécution de Karla Tucker, a déclaré qu'il avait « horreur de s'exprimer à chaud sous le poids des événements et des émotions ». M. Madelin a cependant indiqué qu'il est partisan de garder la peine de mort, « quitte à l'appliquer très peu, dans des circonstances de crimes horribles où on pense que les auteurs ont perdu leur qualité d'humain ».

ESPACE : le lancement de la 105^e fusée Ariane a été reporté pour la troisième fois, mercredi 4 février, en raison des vents soufflant à haute altitude. - (APR)

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3612 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 4 février, à 10 h 15 (Paris)

PERMUTURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 16882,82 -0,82 +10,64	Cours au Ver. en % Var. en %
Hong Kong Index 10502,61 -2,72 -5,92	04/02 03/02 fin 97
Tokyo, Nikkei sur 3 mois	Paris CAC 40 3163,48 -0,78 +5,49
	Amsterdam CBS 929,86 -0,06 +5,06
	Bruelles 1990 -0,07 +1,3
	Francfort Dax 30
	Irlande ISEQ 4534,51 -0,07 +11,36
	Londres FT 100 3607,10 -0,10 +9,18
	Madrid Iboex 35
	Milan MIB 30 2782 -0,04 +11,63
	Zurich SMi 6691,80 -0,43 +6,80

Tirage du Monde daté mercredi 4 février : 502 394 exemplaires.

Tous les films, toutes les salles et tous les horaires du cinéma en Ile-de-France c'est dans **aden** en vente, chaque mercredi en Ile-de-France avec **Le Monde** et chaque semaine avec **l'irréductible**

aden Attendez qu'il sorte avant de partir

La catastrophe de Cavalese (Italie) a fait vingt morts

de notre correspondant

Le bilan est lourd : vingt morts dont un enfant, pour la plupart des touristes étrangers (Hongrois, Allemands, Polonais). Seuls trois italiens sont parmi les victimes, et notamment le pilote de la cabine. La catastrophe s'est produite, mardi après-midi 3 février, à proximité de Cavalese, non loin de Trente, dans la province du même nom. Des skieurs remontaient en direction du mont Cermis quand un hélicoptère EA-68 Prowler de la base américaine d'Aviano, située au nord de Venise, dans le Fôl, surgit à très basse altitude. L'aviation de guerre électronique est en vol d'entraînement avec quatre personnes à bord. A-t-il essayé de passer sous le câble porteur, comme l'affirment plusieurs témoins, ou a-t-il eu des difficultés techniques comme l'avance le commandement de la base ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer.

Il semble bien que le hélicoptère ait heurté avec son empennage le câble, qui s'est immédiatement rompu, précipitant la cabine et ses occupants dans le vide. La chute fut de quatre-vingt mètres. La cabine s'est écrasée au sol au milieu des arbres avant de glisser le long de la pente sur deux cents à trois cents mètres avant d'achever sa course complètement désolée non loin de son point de départ dans la vallée. Les vingt personnes qui se trouvaient à bord ont pratiquement été tuées sur le coup. L'autre cabine, celle qui redescendait, est heureusement restée par miracle accrochée au câble, et son conducteur, Marino Costa, quarante ans, a été sauvé par un hélicoptère. L'avion

est rentré à la base d'Aviano sans encombre.

Pour Carlo Andreotti, président de la junte provinciale, « le désastre était annoncé ». Indigné et furieux, il rappelle : « Nous avons déjà dénoncé plusieurs fois le danger de ces vols en zone-monts. Plusieurs pilotes se divertissent à passer entre les câbles du téléphérique et le fond de la vallée. » La population de cette région s'est plainte à de nombreuses reprises de ces vols d'entraînement incessants qui perturbent la vie quotidienne. La base d'Aviano est utilisée par les forces de l'OTAN pour

les vols de reconnaissance au-dessus de la Bosnie.

A Aviano, l'appareil responsable de la tragédie a été placé sous séquestre. Nous « collaborons de façon la plus complète possible avec la magistrature italienne », a affirmé le lieutenant américain John Haynes, porte-parole de la base. Tous les vols à basse altitude ont été immédiatement interdits. Le président Bill Clinton a téléphoné, mardi soir à Romano Prodi, président du conseil, pour lui présenter ses condoléances.



Vos codes d'élection

Intègre les textes relatifs à l'inscription d'office des jeunes sur les listes électorales et au financement des campagnes électorales et des partis politiques.

740 pages - 166 F

Nouvelle édition entièrement annotée : 7000 décisions de jurisprudence analysées, l'ensemble des dispositions législatives applicables aux communes, aux départements et aux régions, avec leurs textes d'application.

1900 pages - 248 F

DALLOZ

Trois personnes
trois parcs
trois engagements
pour un nouveau
combat
celui de la fraternité
des hommes